



LES RISQUES - PILIER III

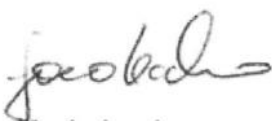
31 décembre 2022

DECLARATION SUR LES INFORMATIONS PUBLIEES AU TITRE DU PILIER III

La Direction Générale et le Conseil d'Administration sont responsables de la mise en place et du maintien d'une structure de contrôle interne efficace régissant les publications de l'établissement, y compris celles effectuées au titre du rapport Pilier III.

Dans ce cadre, nous attestons, que le groupe Mobilize Financial Services publie au titre du rapport Pilier III les informations requises en vertu de la Huitième partie du règlement (UE) No 575/2013 du Parlement et du Conseil modifié par le règlement (UE) n°2019/876 du 20 mai 2019 (CRR2), conformément aux politiques formelles et aux procédures, systèmes et contrôles internes.

Après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, nous confirmons que les informations communiquées au 31 décembre 2022 ont été soumises au même niveau de vérification interne que les autres informations fournies dans le cadre du rapport financier de l'établissement.



João Miguel Leandro
Directeur Général



Gianluca De Ficchy
Président du Conseil
d'Administration

INTRODUCTION

Les informations qui suivent sont relatives aux risques du groupe Mobilize Financial Services (Mobilize F.S)¹ et sont communiquées conformément aux exigences de publication du pilier III des accords de Bâle, transposées en droit européen à travers le règlement (UE) n° 575/2013 (CRR) modifié par le règlement (UE) n°2019/876 du 20 mai 2019 (CRR2) et la directive 2013/36/UE (CRD IV) modifiée par la directive 2019/878/UE du 20 mai 2019 (CRD V).

Ces informations sont publiées sur base consolidée (article 13 du CRR) et elles correspondent aux éléments requis dans la huitième partie du CRR (articles 431 et suivants).

Le rapport Pilier III du groupe Mobilize F.S est publié annuellement dans son ensemble, mais certains éléments importants ou plus changeants sont communiqués chaque semestre, ou seulement de manière transitoire (article 492 du CRR). Aucune information significative, sensible ou confidentielle n'est omise à ce titre (article 432 du CRR).

Le rapport sur les risques est publié sous la responsabilité du Directeur de la Gestion des Risques du groupe Mobilize F.S . Les informations contenues dans le présent rapport ont été établies conformément à la procédure de production du Pilier III validée par le Comité Réglementaire du groupe Mobilize F.S.

¹ RCI Banque S.A. a opéré sous le nom commercial RCI Bank and Services depuis février 2016 et a adopté Mobilize Financial Services comme nouvelle identité commerciale en mai 2022. Sa dénomination sociale reste inchangée et est toujours RCI Banque S.A. Ce nom commercial, ainsi que son acronyme Mobilize F.S., pourront être utilisés par le groupe comme alias à sa dénomination sociale. RCI Banque S.A. et ses filiales peuvent être désignées sous l'appellation « groupe Mobilize F.S ».

I - SYNTHÈSE DES RISQUES

1 - CHIFFRES CLES

EU KM1 — Modèle pour les indicateurs clés

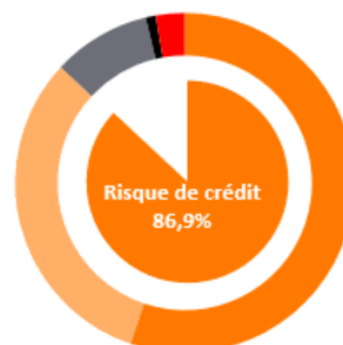
En millions d'euros	31/12/2022	30/06/2022	31/12/2021
Fonds propres disponibles (montants)			
Fonds propres de base de catégorie 1 (CET1)	5 271	5 138	4 932
Fonds propres de catégorie 1	5 271	5 138	4 932
Fonds propres totaux	6 135	6 002	5 909
Montants d'exposition pondérés			
Montant total d'exposition au risque	36 430	34 943	33 420
Ratios de fonds propres (en pourcentage du montant d'exposition pondéré)			
Ratio de fonds propres de base de catégorie 1 (%)	14,47%	14,71%	14,76%
Ratio de fonds propres de catégorie 1 (%)	14,47%	14,71%	14,76%
Ratio de fonds propres totaux (%)	16,84%	17,18%	17,68%
Exigences de fonds propres supplémentaires pour faire face aux risques autres que le risque de levier excessif (en pourcentage du montant d'exposition pondéré)			
Exigences de fonds propres supplémentaires pour faire face aux risques autres que le risque de levier excessif (%)	2,01%	2,01%	2,00%
dont: à satisfaire avec des fonds propres CET1 (points de pourcentage)	1,13%	1,13%	1,13%
dont: à satisfaire avec des fonds propres de catégorie 1 (points de pourcentage)	1,51%	1,51%	1,50%
Exigences totales de fonds propres SREP (%)	10,01%	10,01%	10,00%
Exigence globale de coussin et exigence globale de fonds propres (en pourcentage du montant d'exposition pondéré)			
Coussin de conservation des fonds propres (%)	2,50%	2,50%	2,50%
Coussin de conservation découlant du risque macroprudentiel ou systémique constaté au niveau d'un État membre (%)			
Coussin de fonds propres contracyclique spécifique à l'établissement (%)	0,12%	0,00%	0,00%
Coussin pour le risque systémique (%)			
Coussin pour les établissements d'importance systémique mondiale (%)			
Coussin pour les autres établissements d'importance systémique (%)			
Exigence globale de coussin (%)	2,62%	2,50%	2,50%
Exigences globales de fonds propres (%)	12,63%	12,51%	12,50%
Fonds propres CET1 disponibles après le respect des exigences totales de fonds propres SREP (%)	6,83%	7,17%	7,26%
Ratio de levier			
Mesure de l'exposition totale	63 846	59 597	58 628
Ratio de levier (%)	8,26%	8,62%	8,41%

En millions d'euros	31/12/2022	30/06/2022	31/12/2021
Exigences de fonds propres supplémentaires pour faire face au risque de levier excessif (en pourcentage de la mesure de l'exposition totale)			
Exigences de fonds propres supplémentaires pour faire face au risque de levier excessif (%) dont: à satisfaire avec des fonds propres CET1 (points de pourcentage)			
Exigences de ratio de levier SREP totales (%)	3,00%	3,00%	3,00%
Exigence de coussin lié au ratio de levier et exigence de ratio de levier globale (en pourcentage de la mesure de l'exposition totale)			
Exigence de coussin lié au ratio de levier (%)			
Exigence de ratio de levier globale (%)	3,00%	3,00%	3,00%
Ratio de couverture des besoins de liquidité			
Actifs liquides de qualité élevée (HQLA) totaux (valeur pondérée -moyenne)	7 834	7 749	6 603
Sorties de trésorerie — Valeur pondérée totale	4 205	4 116	3 930
Entrées de trésorerie — Valeur pondérée totale	2 505	2 322	2 795
Sorties de trésorerie nettes totales (valeur ajustée)	1 709	1 794	1 384
Ratio de couverture des besoins de liquidité (%)	487,50%	469,83%	524,82%
Ratio de financement stable net			
Financement stable disponible total	48 380	46 677	47 017
Financement stable requis total	38 455	36 725	35 616
Ratio NSFR (%)	125,81%	127,10%	132,01%

Les données relatives au LCR et à ses agrégats sont des moyennes des 12 mois se terminant à la date de reporting mentionnée (Article 447 f du CRR2).

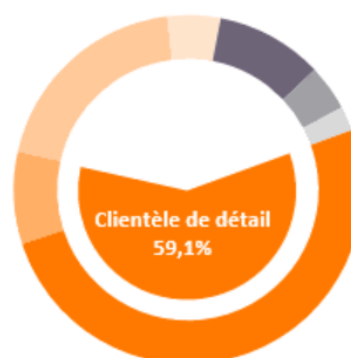
EXIGENCE EN FONDS PROPRES PAR TYPE DE RISQUE

- Risque de Crédit - Méthode notation interne 55,2%
- Risque de Crédit - Méthode standard 31,7%
- Risque Opérationnel 9,4%
- Risque d'ajustement de l'évaluation de Crédit 0,9%
- Risque de Marché 2,8%



EXPOSITIONS PAR TYPE D'EXPOSITION

- Clientèle de détail 50,5%
- SME Clientèle de détail 8,5%
- Entreprises 19,6%
- SME Entreprises 4,9%
- Administrations centrales et Bq centrales 9,9%
- Etablissements 4,2%
- Autres 2,2%



ROA (bénéfice net divisé par le total du bilan - CRD IV, article 90-4)

	31/12/2022	30/06/2022	31/12/2021
ROA - Rentabilité des Actifs	1,16%	1,19%	1,51%

Le ROA est impacté négativement par la normalisation du coût du risque après une année de hausse des provisions liées au Covid en 2020 et des reprises de ces provisions en 2021 suite à l'amélioration de la situation sanitaire. La dépréciation des titres détenus dans RN Bank pour 119 MEUR en 2022 est partiellement compensée par un impact positif non récurrent de 101 M€ lié à la valorisation des swaps de taux couvrant les dépôts à vue dans le contexte de hausse des taux d'intérêt.

2 - CONTEXTE

La résurgence du Covid en Chine et l'invasion russe en Ukraine ont impacté l'activité économique mondiale et les marchés financiers. La hausse de l'inflation (essentiellement tirée par l'augmentation du prix des matières premières), la normalisation des politiques d'assouplissement quantitatif et les hausses des taux des grandes banques centrales ont conduit les marchés à réviser les anticipations de croissance à la baisse. Par ailleurs, le marché automobile reste négativement impacté par la pénurie des semi-conducteurs. Ces éléments ont eu des impacts sur la performance financière du Groupe Mobilize F.S (actifs productifs moyens, produits d'intérêts, coût du risque). Cependant, aucun nouveau risque n'a été identifié à la lumière de ces éléments.

3 - FACTEURS DE RISQUES

1- Typologie des risques

L'identification et le suivi des risques font partie intégrante de l'approche de gestion des risques au sein du groupe Mobilize Financial Services. Cette approche peut être appréhendée au travers des niveaux des actifs pondérés, mais aussi au travers d'autres indicateurs, travaux et analyses conduites par les fonctions de pilotage et les fonctions risques du groupe.

Les différents types de risques présentés ci-dessous sont ceux identifiés à ce jour comme étant importants et spécifiques au groupe Mobilize F.S., et dont la matérialisation pourrait avoir une incidence défavorable majeure sur son activité, sa situation financière et/ou ses résultats. Il ne s'agit pas d'une liste exhaustive de l'ensemble des risques pris par le groupe dans le cadre de son activité ou auxquels il est exposé du fait de son environnement. Compte tenu de la diversité des activités du groupe, la gestion des risques s'articule autour des grands types de risques ci-après :

- **Risque de taux d'intérêt et risque de change** : risque de perte de marge d'intérêt ou de valeur du portefeuille bancaire en cas de variation des taux d'intérêt ou de change.
- **Risque de liquidité et de financement** : le risque de liquidité se matérialise par le fait que le groupe Mobilize F.S. ne puisse pas honorer ses engagements ou ne puisse pas financer le développement de ses activités selon ses objectifs commerciaux. Le risque de financement correspond au risque pour le groupe Mobilize F.S. de ne pas pouvoir financer ses activités à un coût compétitif par rapport à ses concurrents.
- **Risque de crédit (Clientèle et Réseaux)** : le risque de perte encouru en cas de défaillance d'une contrepartie ou de contreparties considérées comme un même groupe de clients liés .
- **Risque valeur résiduelle** : risque auquel le groupe est exposé lors de la dépréciation de la valeur nette de revente d'un véhicule à la fin du contrat de financement (valeur inférieure à l'estimation initiale).
- **Risque stratégique** : risque résultant de l'incapacité du groupe à mettre en œuvre sa stratégie et à réaliser son plan moyen terme.
- **Risque de concentration** : il s'agit du risque résultant de la concentration des expositions du groupe Mobilize F.S. (pays, secteurs, débiteurs).
- **Risques opérationnels** : il s'agit du risque de pertes ou de sanctions résultant de processus internes défaillants ou inadéquats impliquant le personnel et les systèmes informatiques ou d'événements externes (exemples : cyber risques, pandémie, fraude interne ou externe etc.) qu'ils soient délibérés, accidentels ou naturels (risques informatiques et d'interruption d'activité).
- **Risques de non-conformité** : risque de sanction judiciaire, administrative ou disciplinaire, de perte financière significative ou d'atteinte à la réputation, qui naît du non-respect de dispositions propres aux activités bancaires et financières (législations et normes en vigueur, codes déontologiques, réglementations bancaires aussi bien nationales, européennes qu'internationales). Ces risques incluent : les Risques juridiques et de conduite inappropriée (conduct risk), les Risques fiscaux, les Risques liés au blanchiment de capitaux et au financement du terrorisme (AML-CFT), les Risques liés à la protection des données personnelles, les Risque de non-conformité à la réglementation bancaire, les Risques liés à la corruption et au trafic d'influence, les Risques éthiques.
- **Risque modèle** : il s'agit du risque associé à une défaillance des modèles auxquels le groupe a recours dans le cadre de ses activités. Il s'agit notamment de l'utilisation de modèles inadéquats à des fins de calcul de prix, de réévaluation, de couverture de positions, ou de gestion de risques. La défaillance des modèles peut être due soit à la qualité des données utilisées, la technique de modélisation, l'implémentation ou l'usage de ceux-ci.
- **Risques liés au climat et environnementaux** : ce sont les risques liés aux événements climatiques et environnementaux extrêmes (risques physiques) et liés aux évolutions technologiques, de réglementations ou de sentiment de marché contribuant à la transition vers une économie bas carbone (risques de transition).
- **Risque géopolitique** : risque de nationalisation, limitation des transferts de fonds, adoption de nouvelles réglementations défavorables aux créanciers, sanctions internationales impactant l'activité.

2- Facteurs de risques

Les facteurs de risque présents dans ce chapitre sont ceux identifiés comme, selon les estimations du groupe, pouvant avoir une incidence défavorable majeure sur son activité, sa situation financière et ses résultats. Toutefois, il ne s'agit pas d'une liste exhaustive de l'ensemble des risques auxquels est exposé le groupe. Les risques propres à l'activité du groupe sont présentés ci-après sous 5 principales catégories, conformément à l'article 16 du règlement (UE) n° 2017/1129 dit « Prospectus 3 » du 14 juin 2017 :

- Risques de développement commercial
- Risques financiers
- Risques liés aux produits
- Risques opérationnels
- Risques juridiques, réglementaires et fiscaux

A) Risques de développement commercial (y compris le risque stratégique, le risque de concentration et les risques liés au climat et environnementaux)

Les résultats d'exploitation et la situation financière du groupe Mobilize F.S. dépendent de la stratégie d'entreprise et des ventes de véhicules de marque de l'Alliance Renault-Nissan.

En tant que filiale financière à 100% de Renault au service de l'Alliance Renault-Nissan, l'activité prédominante du groupe Mobilize F.S. consiste à financer les ventes de véhicules de marque de l'Alliance Renault-Nissan, ce qui représente une majorité substantielle de son produit net bancaire.

En raison des liens stratégiques, commerciaux et financiers complexes du groupe Mobilize F.S. avec le Groupe Renault et du fait que l'activité soit concentrée au sein de l'Alliance Renault Nissan, toute réduction ou suspension de la production ou de la vente de véhicules du Groupe Renault due à une diminution de la qualité, de la sécurité ou de la fiabilité réelle ou perçue des véhicules, à une interruption de l'approvisionnement par des tiers, à des changements significatifs des programmes ou stratégies de marketing ou à une publicité négative, pourrait avoir un impact négatif significatif sur le niveau du volume de financement du groupe Mobilize F.S. et sur sa situation financière et ses résultats d'exploitation. En outre, la demande de véhicules de l'Alliance Renault-Nissan peut être affectée par les facteurs suivants :

- la diversification et l'innovation du parc automobile de l'alliance Renault-Nissan ;
- la compétitivité des prix de vente des véhicules ;
- les niveaux de la demande des clients pour la vente et la location de véhicules neufs et d'occasion, y compris en raison du contexte macroéconomique qui peut influencer la demande ;
- la demande des clients pour le financement de leurs achats de véhicules ;
- les taux de production des véhicules ; et
- les niveaux de stocks maintenus par les concessionnaires de l'Alliance Renault-Nissan.

Par ailleurs, la réussite du plan stratégique du groupe Mobilize F.S. dépend de plusieurs leviers comme la performance de ses produits et investissements ou encore de sa capacité à maintenir un haut niveau de satisfaction de ses clients, mais aussi d'une gouvernance appropriée autour du plan stratégique permettant l'adhésion des salariés le groupe Mobilize F.S.

En outre, la stratégie d'entreprise et la répartition des ventes de l'Alliance Renault-Nissan peuvent conduire à une concentration des expositions du groupe Mobilize F.S. Un événement défavorable impactant une zone géographique ou une catégorie de clientèle représentant une part importante des actifs du groupe pourrait avoir des conséquences négatives sur sa santé financière.

Risque lié à l'instabilité géopolitique

Le groupe Mobilize F.S est implanté dans différents pays et à ce titre est exposé au risque géopolitique dont les composantes principales sont :

- Risque de nationalisation : Risque que le pays hôte passe une loi lui permettant de racheter un actif localisé dans sa juridiction pour un prix inférieur à la valeur de cet actif.
- Risque de non-transfert : Risque que le pays hôte implémente des limitations aux transferts de fonds hors du pays.
- Risque législatif : Risque que le pays hôte passe une loi qui impacte négativement la valeur des actifs situés dans sa juridiction.
- Risque lié à l'adoption de sanctions internationales envers un pays dans lequel le groupe est implanté

Les risques climatiques et environnementaux sont susceptibles d'impacter les activités, le résultat d'exploitation, la situation financière et la réputation du groupe Mobilize F.S

Les risques climatiques et environnementaux sont liés à 2 familles de risques :

- Les risques physiques : liés aux impacts du changement climatique et de la dégradation de l'environnement à travers les événements extrêmes (inondations, vagues de chaleur...) ou les évolutions à long terme (variabilité des températures, perte de biodiversité...)
- Les risques de transition : liés aux évolutions technologiques, de réglementations ou de sentiment de marché contribuant à la transition vers une économie bas carbone

Ils sont perçus comme des facteurs pouvant accroître certaines catégories traditionnelles de risques (risque de crédit, risque valeurs résiduelles, risque stratégique, risque de liquidité, risque opérationnel et de non-conformité, risque assurance).

Le groupe pourrait être exposé au risque climatique physique impactant sa capacité à maintenir ses services dans des zones géographiques impactées par des événements extrêmes (inondations, sécheresses etc.), ainsi que par l'impact négatif qu'auraient des épisodes climatiques extrêmes sur l'activité de ses clients ou même directement sur l'activité du Groupe à travers les produits d'assurance (CPI, GAP). De plus, le groupe pourrait être exposé aux risques de transition à travers son portefeuille de crédit, sur certains secteurs d'activités ou dans son activité commerciale du fait de la mise en place de réglementations, par exemple dans le domaine de l'automobile visant à limiter l'usage des véhicules ou à favoriser la transition vers les alternatives électriques.

Enfin, des risques de responsabilité et de réputation pourraient également découler de ces deux catégories de risque.

B) Risques financiers

Une perturbation des sources de financement du groupe Mobilize F.S et de l'accès aux marchés de capitaux aurait un effet négatif sur sa position de liquidité.

Le groupe Mobilize F.S. porte une grande attention à la diversification de ses sources d'accès à la liquidité. A cette fin, le groupe s'impose des normes internes strictes. Le groupe finance ses activités par le biais d'émissions de dettes à long terme, d'emprunts bancaires, d'émissions de billets de trésorerie, de titrisation de créances et d'activités de collecte de dépôts et il dépend donc d'un accès fiable à des ressources financières. En raison de ses besoins de financement, le groupe Mobilize F.S. est exposé au risque de liquidité en cas de fermeture du marché ou de tensions de la source de financement.

Le risque de liquidité se matérialise par le fait que le groupe Mobilize F.S. ne puisse pas honorer ses engagements ou ne puisse pas financer le développement de ses activités selon ses objectifs commerciaux. Le risque d'évolution du rating et de coût de refinancement correspond au risque pour le groupe Mobilize F.S. de ne pas pouvoir financer ses activités à un coût compétitif par rapport à ses concurrents.

La liquidité du groupe Mobilize F.S. pourrait être sensiblement affectée par des facteurs que la banque ne peut pas contrôler, tels que des perturbations générales du marché, la perception sur le marché ou des pressions spéculatives sur le marché de la dette. Si les besoins de financement du groupe Mobilize F.S. augmentent ou si le groupe Mobilize F.S. ne peut accéder à de nouvelles sources de fonds, une liquidité insuffisante serait particulièrement préjudiciable à sa position concurrentielle, à ses résultats d'exploitation et à sa situation financière.

Les résultats d'exploitation du groupe Mobilize F.S. peuvent être affectés négativement par les changements des taux d'intérêt du marché ou des taux offerts aux dépôts des clients.

Le risque de taux d'intérêt dans le portefeuille bancaire (IRRBB) désigne le risque sur le capital et les résultats de la banque qui résulterait d'une évolution défavorable des taux d'intérêt affectant les positions du portefeuille bancaire de la banque. L'objectif du groupe Mobilize F.S est d'atténuer au maximum ce risque.

Les prêts à la clientèle du groupe Mobilize F.S. sont généralement émis à des taux d'intérêt fixes, pour une durée moyenne de l'ordre de quatre ans, tandis que les crédits aux concessionnaires sont émis à des taux révisés mensuellement. L'exposition du groupe Mobilize F.S. aux taux d'intérêt est évaluée quotidiennement en mesurant la sensibilité pour chaque devise, entité de gestion et portefeuille d'actifs et la couverture des flux de trésorerie est systématique, en utilisant des swaps pour convertir les passifs à taux variable en passifs à taux fixe.

Le groupe Mobilize F.S. calcule la sensibilité au taux d'intérêt en appliquant une augmentation hypothétique de taux d'intérêt dont l'intensité dépend de la devise de l'entité. Bien que le groupe Mobilize F.S. surveille son risque de taux d'intérêt en utilisant une méthodologie commune à l'ensemble du groupe, la couverture du risque n'est pas toujours possible ni parfaitement ajustable, reflétant la difficulté d'ajuster la structure d'emprunt pour correspondre à la structure des prêts à la clientèle.

Les variations des taux d'intérêt ne peuvent pas toujours être prévues ou couvertes et, si elles ne sont pas prévues ou couvertes de manière appropriée, elles pourraient avoir un effet négatif sur l'activité, la situation financière et les résultats d'exploitation du groupe Mobilize F.S. La sensibilité globale du groupe Mobilize F.S. au risque de taux d'intérêt est restée inférieure à la limite fixée à 70 millions d'euros.

Risque d'évolution défavorable des coûts de refinancement du groupe Mobilize F.S, notamment à la suite d'une détérioration de la notation de RCI Banque SA par les agences de notation ou d'un changement global des conditions de financement (marché et dépôts)

L'accès au marché du groupe Mobilize F.S. peut être affecté par les notations de crédit des entités qui le composent et, dans une certaine mesure, du Groupe Renault. RCI Banque S.A est, à la date de cette publication noté Baa2 (perspective stable) par Moody's France SAS et BBB- (perspective stable) par S&P Global Ratings Europe Limited.

Les agences de notation S&P Global Ratings Europe Limited et Moody's France SAS utilisent des notations pour classer la solvabilité de RCI Banque S.A afin d'évaluer si RCI Banque S.A sera en mesure de rembourser ses obligations à l'avenir.

Une détérioration de la position de liquidité de RCI Banque S.A., des politiques de gestion du capital ou un affaiblissement significatif de la rentabilité pourraient conduire à un impact négatif sur sa notation.

RCI Banque S.A est une filiale à 100% de Renault et la notation de RCI Banque S.A reste dépendante du développement économique et de la notation de Renault. Toute action de notation négative à l'égard de la dette à long terme de Renault pourrait entraîner une action similaire à l'égard de la dette à long terme de RCI Banque S.A.

Les financements de RCI Banque S.A proviennent principalement des dépôts de la clientèle et des marchés de capitaux. Sa capacité à obtenir des financements de gros à des taux compétitifs dépend des conditions globales des marchés financiers et de sa capacité à obtenir des notations de crédit appropriées. Une baisse de ses notations de crédit ou des notations de crédit de Renault S.A. ou toute révision des perspectives entraînerait probablement une augmentation des coûts d'emprunt de RCI Banque S.A ou pourrait rapidement réduire l'accès de RCI Banque S.A aux marchés des capitaux. Sa capacité à capter et retenir les dépôts de la clientèle dépend de l'attractivité des produits d'épargne que la Banque propose à ses clients. Le cout des dépôts peut ainsi être impacté par la politique commerciale menée par ses concurrents.

Risque de change

Le groupe Mobilize F.S. est exposé au risque de perte résultant de l'exposition actuelle ou future à des opérations courantes et/ou de refinancement dans une devise autre que l'euro ou d'une baisse potentielle de la valeur des fonds propres du groupe Mobilize F.S due à la dépréciation des fonds propres détenus dans des pays hors zone euro.

Les participations en devises autres que l'euro (risque de change structurel) peuvent faire l'objet de couverture

Le risque de change transactionnel (exposition au risque de change hors titres de participation) résulte principalement des prêts multidevises et des factures en devises.

C. Risques liés aux produits

Le groupe Mobilize F.S. peut subir des pertes à la suite de la défaillance de sa clientèle particuliers et entreprises, de ses concessionnaires ou de ses importateurs (c'est-à-dire l'incapacité de payer les échéances de crédit au groupe Mobilize F.S. en vertu du contrat de crédit (retard de paiement)).

Le groupe Mobilize F.S. peut être exposé au risque de crédit de ses clients et concessionnaires/importateurs si ses techniques de gestion du risque sont insuffisantes pour la protéger contre les défauts de paiement de ses contreparties.

Le risque de crédit est le risque de perte résultant de la défaillance des clients ou des concessionnaires/importateurs de au groupe Mobilize F.S. à remplir les obligations de tout contrat signé. Le risque de crédit dépend fortement de facteurs économiques, y compris le chômage, les faillites d'entreprises, la croissance des revenus personnels, le revenu disponible des ménages, la rentabilité des concessionnaires, les prix des véhicules d'occasion. Le niveau de risque de crédit dans le portefeuille de financement des concessionnaires du groupe Mobilize F.S. est influencé, entre autres facteurs, par la solidité financière des concessionnaires/importateurs du portefeuille du groupe Mobilize F.S., la qualité des garanties et des process mis en place afin de sécuriser les financements, et la demande globale de véhicules. Le niveau de risque de crédit du portefeuille de clients du groupe Mobilize F.S. est affecté par les conditions macroéconomiques générales qui peuvent affecter la capacité de certains de ses clients à effectuer les paiements prévus.

Le groupe Mobilize F.S. utilise des systèmes avancés d'évaluation du crédit et des recherches dans des bases de données externes pour évaluer les prêts accordés aux particuliers et aux entreprises, et un système de notation interne pour évaluer les concessionnaires. Bien que le groupe Mobilize F.S. ajuste constamment sa politique d'acceptation pour tenir compte des conditions du marché, une augmentation du risque de crédit entraînerait une hausse du coût du risque et des provisions pour pertes sur créances.

Le groupe Mobilize F.S. met également en place des procédures détaillées pour contacter les clients en défaut de paiement, organise la reprise des véhicules impayés et vend les véhicules repris. Cependant, les procédures d'origination du groupe Mobilize F.S., la surveillance du risque de crédit, les activités de service de paiement, la tenue des dossiers des comptes clients ou les politiques de reprise de possession peuvent ne pas être suffisantes pour empêcher un effet négatif sur ses résultats d'exploitation et sa situation financière.

L'augmentation du risque de crédit augmenterait le coût du risque et les provisions pour pertes sur créances, ce qui aurait un impact direct sur les résultats financiers du groupe Mobilize F.S. et potentiellement sur son capital interne.

Une diminution du prix de revente des véhicules loués pourrait avoir un impact négatif sur les résultats d'exploitation et la situation financière du groupe Mobilize F.S.

Lorsque les véhicules loués sont restitués au groupe Mobilize F.S. à la fin du contrat de location et que le groupe Mobilize F.S. ne bénéficie pas d'un accord de rachat par un tiers (provenant généralement d'un concessionnaire ou d'un constructeur automobile) et/ou qu'un client n'exerce pas une option d'achat du véhicule à la fin du contrat de location, le groupe Mobilize F.S. est exposée au risque de perte dans la mesure où le produit de la vente réalisé lors de la vente du véhicule restitué n'est pas suffisant pour couvrir la valeur résiduelle qui a été estimée au début du contrat de location.

Dans la mesure où la valeur résiduelle réelle du véhicule, telle que reflétée dans le produit de la vente, est inférieure à la valeur résiduelle prévue pour le véhicule au début du contrat de location, le groupe Mobilize F.S. subit une perte lors de la cession du véhicule.

Parmi d'autres facteurs, les conditions économiques, les prix et volumes de vente des véhicules neufs, les canaux de distributions, le cycle de vie du modèle, les volumes disponibles de véhicule d'occasion, les spécificités produit et la concurrence influencent fortement les prix des véhicules d'occasion et donc la valeur résiduelle réelle des véhicules loués. Les différences entre les valeurs résiduelles réelles réalisées sur les véhicules loués et les estimations par le groupe Mobilize F.S. de ces valeurs au début de la location pourraient avoir un impact négatif sur les résultats d'exploitation et la situation financière du groupe Mobilize F.S., en raison de la reconnaissance de pertes plus élevées que prévu.

D. Risques opérationnels

Parmi les risques opérationnels, les risques les plus importants sont liés aux technologies de l'information et de la communication (TIC) et à l'interruption de l'activité.

Les risques liés aux technologies de l'information et de la communication (TIC) couvrent, entre autres, le risque de divulgation d'informations (confidentialité) ou d'altération d'informations (intégrité) en raison d'un accès non autorisé aux systèmes et données TIC depuis l'intérieur ou l'extérieur de l'institution (par ex. cyber-attaques), le risque d'interruption du système (disponibilité) dû à l'incapacité de rétablir en temps voulu les services de l'institution ou à une défaillance des composants matériels ou logiciels des TIC, y compris l'incapacité de détecter et de corriger les faiblesses de la gestion des systèmes TIC ou l'incapacité de l'institution à gérer les changements des systèmes TIC en temps voulu et de manière contrôlée.

Le risque TIC de l'institution doit également être étendu aux activités externalisées, car les prestataires de services détiennent, stockent ou traitent les systèmes et informations TIC de l'institution. Le manque de contrôle sur ces tiers externes pour protéger les systèmes et les informations de l'institution (confidentialité, intégrité, disponibilité) a un impact sur la capacité de l'institution à se conformer aux exigences réglementaires.

Par exemple, le risque d'incapacité à maintenir/opérer les activités essentielles du groupe Mobilize F.S. en cas d'événement perturbateur externe (inondations, contagion, destruction de SI, cyber-attaque, suicides, attaque terroriste, etc.) ou l'incapacité à maintenir les systèmes d'information opérationnels (se référant respectivement au Plan de Reprise d'Activité, et au Plan de Continuité d'Activité) peut affecter négativement les activités du groupe Mobilize F.S.

Les systèmes informatiques sont une ressource essentielle pour le groupe Mobilize F.S. car ils soutiennent les processus métier dans leurs opérations quotidiennes.

Après avoir accordé un prêt ou financé des plans de location aux particuliers et aux entreprises et mis des prêts à la disposition des concessionnaires, le groupe Mobilize F.S. gère les créances financières. Toute perturbation de son activité de gestion, due à l'incapacité d'accéder aux dossiers des comptes clients ou de les tenir à jour avec précision, ou autre, pourrait avoir un impact négatif important sur sa capacité à recouvrer ces créances et/ou à satisfaire ses clients.

Le groupe Mobilize F.S. s'appuie sur des systèmes d'information et technologiques internes et externes (gérés à la fois par le groupe Mobilize F.S. et par des tiers) pour gérer ses opérations et est exposé à un risque de perte résultant de violations de la sécurité, de défaillances des systèmes ou des contrôles, de processus inadéquats ou défaillants, d'erreurs humaines et d'interruptions d'activité. En outre, le groupe Mobilize F.S. a conclu des accords-cadres avec Renault pour la fourniture de certains systèmes et services informatiques.

E. Risques juridiques, réglementaires et fiscaux

Le groupe Mobilize F.S. est exposé à des risques juridiques, réglementaires et fiscaux

La rentabilité et l'activité du groupe Mobilize F.S. pourraient être affectées par l'environnement réglementaire, juridique et fiscal, tant en France qu'à l'étranger, dans la mesure où le groupe Mobilize F.S. opère dans plusieurs pays et est donc soumis à des régimes de supervision et de réglementation étendus et à des règles et réglementations applicables localement, telles que, sans s'y limiter, la réglementation bancaire, les lois sur le crédit à la consommation, les lois et réglementations sur les valeurs mobilières, les réglementations générales sur la concurrence, les lois sur l'immobilier, les réglementations sur l'emploi, les réglementations contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, les lois sur la protection des données, les lois sur les sociétés et les lois fiscales et les lois et réglementations sur les assurances. Cependant, le caractère protéiforme de la réglementation rend difficile l'évaluation des impacts futurs pour l'établissement. Tout défaut de conformité pourrait conduire à des sanctions financières, en plus de nuire à l'image du groupe, ou à la suspension imposée de ses activités, voire au retrait de ses autorisations accordées pour mener ses activités (y compris de son agrément), ce qui pourrait affecter significativement son activité et son résultat d'exploitation.

Parmi les réglementations qui ont un impact significatif sur le groupe, figurent les réglementations prudentielles bancaires applicables aux établissements de crédit, et notamment les règles prudentielles de Bâle III en matière d'exigences de fonds propres.

Le groupe Mobilize F.S. est principalement soumis au paquet de la Directive sur les fonds propres (CRD), comprenant la Directive 2013/36/UE (telle que modifiée par la Directive (UE) 2019/878 (CRD V)) et le Règlement sur les fonds propres n°575/2013 ("CRR") (tel que modifié, notamment, par le Règlement (UE) 2019/876 (CRR II), (y compris tous les textes d'application en France, notamment la loi n°2013-672 du 26 juillet 2013 relative à la séparation et à la régulation des activités bancaires), la directive 2014/59/UE sur le redressement et la résolution des banques ("BRRD"), ainsi que les normes techniques et lignes directrices pertinentes des organismes de réglementation de l'UE (par exemple, l'Autorité bancaire européenne (ABE) et l'Autorité européenne des marchés financiers (AEMF), qui prévoient, entre autres, des exigences de fonds propres pour les établissements de crédit, des mécanismes de redressement et de résolution.

Outre les modifications des dispositions réglementaires exposées ci-dessus, la Banque centrale européenne (la "BCE") a pris d'importantes initiatives pour garantir que les exigences de fonds propres des banques utilisant des modèles internes soient calculées correctement, de manière cohérente et comparable.

Le groupe Mobilize F.S. utilise ses propres modèles internes pour calculer les actifs pondérés en fonction des risques et donc les exigences de capital. Au cours des années précédentes, le groupe Mobilize F.S. a reçu des remarques et des commentaires sur certains des modèles vérifiés par la BCE pour lesquels il lui a été demandé de revoir certains paramètres ou d'introduire des ajouts temporaires dans ses calculs. L'établissement répond à la plupart de ces recommandations et à la mise en conformité avec la nouvelle orientation de l'ABE sur l'estimation des PD, l'estimation des LGD et le traitement des actifs en défaut en soumettant des paquets (nouveaux modèles et méthodologies) au superviseur (BCE) en 2021.

En tant que fournisseur de solutions de financement, d'assurance, de services bancaires (dépôt) et d'autres services liés aux véhicules, le groupe Mobilize F.S. traite très attentivement les exigences des lois et réglementations bancaires et d'assurance, les pratiques de concurrence et les règles de protection des clients, les questions éthiques, les lois sur le blanchiment d'argent ainsi que sur la lutte contre la corruption (loi Sapin 2), les lois sur la protection des données et les politiques de sécurité de l'information. Toute non-conformité ou incapacité à traiter ces questions de manière appropriée pourrait entraîner un risque juridique supplémentaire et des pertes financières, en raison d'amendes ou de réprimandes réglementaires, de litiges ou d'atteintes à la réputation, et dans des scénarios extrêmes, la suspension des opérations ou même le retrait de l'autorisation d'exercer des activités.

Des réglementations supplémentaires ou des changements dans les lois applicables, pourraient ajouter des coûts importants ou des contraintes opérationnelles qui pourraient nuire à la rentabilité des activités du groupe Mobilize F.S.

Les résultats futurs du groupe Mobilize F.S. peuvent être affectés négativement par l'un de ces facteurs.

II - GOUVERNANCE ET ORGANISATION DE LA GESTION DES RISQUES

1 - POLITIQUE DE GOUVERNANCE DES RISQUES - RISK APPETITE FRAMEWORK

EU OVA – Approche de l'établissement en matière de gestion des risques

Base juridique	Informations qualitatives	
Article 435, paragraphe 1, point f), du CRR.	Publication d'une brève déclaration sur les risques approuvée par l'organe de direction	Partie II-3-Profil de risque-Risk appetite statement
Article 435, paragraphe 1, point b), du CRR.	Informations sur la structure de gouvernance des risques pour chaque type de risque	Partie II-2 Organisation du contrôle des risques
Article 435, paragraphe 1, point e), du CRR.	Déclaration approuvée par l'organe de direction sur l'adéquation des systèmes de gestion des risques.	Partie II-3- Politique de gouvernance de risques – risk appetite statement
Article 435, paragraphe 1, point c), du CRR.	Publication de la portée et de la nature des systèmes de déclaration et/ou d'évaluation des risques.	Partie II-1 Politique de gouvernance des risques – Risk appetite framework Partie II-2 Organisation du contrôle des risques
Article 435, paragraphe 1, point c), du CRR.	Publication d'informations sur les principales caractéristiques des systèmes d'information et d'évaluation des risques.	Partie II-2 Organisation du contrôle des risques
Article 435, paragraphe 1, point a), du CRR.	Stratégies et processus de gestion des risques mis en place pour chaque catégorie de risque distincte.	Partie II-3 Profil de risque – risk appetite statement Partie III-5 Pilotage du capital interne Partie IV-2 Dispositif de gestion du risque de crédit Partie VIII Risque de taux d'intérêt pour des positions de portefeuille Partie IX-1 Risque de liquidité Partie X-1 Risques opérationnels et de non-conformité Partie XI- Les risques ESG Partie XII Les autres risques
Article 435, paragraphe 1, points a) et d), du CRR.	Informations sur les stratégies et processus de gestion, de couverture et d'atténuation des risques, ainsi que sur le suivi de l'efficacité des couvertures et des techniques d'atténuation.	Partie II-1 Politique de gouvernance des risques – Risk appetite framework Partie IV Risque de crédit -2 Dispositif de gestion du risque de crédit+7 Techniques d'atténuation du risque de crédit + V Risque d'ajustement du risque de crédit Partie X-4 Assurance des risques opérationnels

EU OVB — Publication d'informations sur les dispositifs de gouvernance

Base juridique	Informations qualitatives	
Article 435, paragraphe 2, point a), du CRR.	Le nombre de fonctions de direction exercées par les membres de l'organe de direction.	Partie II-2 Organisation du contrôle des risques § Les instances de gouvernance
Article 435, paragraphe 2, point b), du CRR.	Informations concernant la politique de recrutement pour la sélection des membres de l'organe de direction ainsi que leurs connaissances, leurs compétences et leur expertise.	Partie II-2 Organisation du contrôle des risques § Les instances de gouvernance
Article 435, paragraphe 2, point c), du CRR.	Informations sur la politique de diversité applicable à la sélection des membres de l'organe de direction	Partie II-2 Organisation du contrôle des risques § Les instances de gouvernance
Article 435, paragraphe 2, point d), du CRR.	Informations indiquant si l'établissement a mis en place, ou non, un comité des risques distinct, et la fréquence de ses réunions.	Partie II-2 Organisation du contrôle des risques § les instances de gouvernance
Article 435, paragraphe 2, point e), du CRR.	Description du flux d'information sur les risques à destination de l'organe de direction.	Partie II-1 Politique de gouvernance des risques – Risk appetite framework Partie II-2 Organisation du contrôle des risques Partie II-3 Profil de risque – risk appetite statement

POLITIQUE DE GOUVERNANCE DES RISQUES : PRINCIPES-CLÉS

La capacité à maîtriser les risques encourus ou potentiels dans ses activités au quotidien, à partager la bonne information, à prendre les mesures adéquates en temps et en heure, à promouvoir un comportement responsable à tous les niveaux de l'entreprise, sont des facteurs-clés de la performance du groupe Mobilize F.S. et les piliers de son dispositif de gestion des risques.

Ainsi, et conformément aux exigences réglementaires (CRD / CRR), la Politique de Gouvernance des Risques du groupe Mobilize F.S., adoptée par la Direction générale et le Conseil d'administration de RCI Banque S.A, est construite autour des principes suivants :

- l'identification des principaux risques auxquels RCI Banque S.A doit faire face, au regard de son « business-model », de sa stratégie et de l'environnement où elle opère ;
- la détermination et la formalisation de l'appétence au risque par le Conseil d'administration et sa prise en compte lors de la définition des objectifs stratégiques et commerciaux ;
- la clarification des rôles des différents intervenants dans la gestion des risques et une responsabilisation de l'ensemble du management sur le respect de la Politique de Gouvernance des Risques et des limites ;
- l'amélioration des circuits de communication (verticaux et horizontaux) et des lignes de reporting permettant la remontée des alertes au niveau adéquat et le traitement à temps de tout dépassement éventuel des limites définies ;
- le contrôle des risques par des fonctions indépendantes des fonctions opérationnelles.

La Politique de Gouvernance des Risques s'applique à l'ensemble des entités consolidées du groupe et est déployée à tous les niveaux de l'organisation, dans chaque ligne métier, pour l'ensemble des risques et processus.

La liste des risques identifiés dans la cartographie du groupe fait l'objet d'une revue régulière (au moins, une fois par an), toute modification entraînant par ailleurs un contrôle de cohérence avec les dispositifs ICAAP / ILAAP. Le cadre d'appétence au risque peut quant à lui être reprecisé et le dispositif de contrôle renforcé lorsque les risques de matérialisation ou la criticité d'un risque apparaissent plus forts.

Les orientations en matière de gestion des risques sont prises en compte lors de l'élaboration de chaque plan stratégique, et conduisent à un examen des risques associés. Cette analyse est animée par le Directeur de la Gestion des Risques et fait partie intégrante du plan soumis pour validation au Conseil d'Administration.

Les instances de gouvernance, Comité exécutif d'une part, Comité des Risques du Conseil d'administration d'autre part, veillent à la cohérence et à l'équilibre entre :

- la stratégie de développement et les objectifs commerciaux,

- et la stratégie et les orientations en matière de risques.

Le Conseil d'administration de RCI Banque S.A confirme que les systèmes de gestion des risques mis en place sont appropriés pour préserver la liquidité et la solvabilité du Groupe dans le cadre de sa stratégie et eu égard à son profil de risque.

RISK APPETITE FRAMEWORK

Le « RAF » (« Risk Appetite Framework » ou cadre d'appétence au risque) défini par le Conseil d'administration est la ligne directrice de la stratégie du groupe en matière de risques. Le RAF encadre son exposition aux risques par un ensemble de seuils et de limites que la banque a déterminé au regard de son appétence pour chacun des risques.

Au sein dudit dispositif, l'appétence au risque (« Risk Appetite ») se définit pour le groupe comme le niveau global et les types de risques que le Conseil d'administration est prêt à assumer, en ligne avec la capacité de l'entreprise et au regard des objectifs stratégiques et commerciaux.

L'appétence au risque est traduite au niveau opérationnel par des limites et seuils d'alerte associés. Les indicateurs utilisés pour définir ces limites, qui peuvent être qualitatifs et/ou quantitatifs, sont en place pour les risques principaux de l'entreprise, de même que le processus de remontée des alertes au niveau du Conseil d'administration.

Le Comité des Risques du Conseil d'administration de RCI Banque S.A s'assure du bon fonctionnement de ce dispositif qui fait l'objet d'une revue globale une fois par an a minima. En parallèle, les risques les plus critiques sont présentés trimestriellement au Comité des Risques du Conseil d'administration.

2 - ORGANISATION DU CONTRÔLE DES RISQUES

Le contrôle des risques chez Mobilize F.S. est assuré sur trois niveaux par des fonctions distinctes :

- **La 1^{ère} ligne de contrôle** est exercée par :

- les fonctions opérationnelles en charge de la gestion des risques au quotidien dans le cadre des activités de leur domaine de compétence. Ces fonctions décident et sont responsables de la prise de risque dans la conduite des opérations et des objectifs qui leur sont assignés. Elles exercent cette responsabilité dans le cadre des règles de gestion et des limites de risque définies par les différentes directions métiers « Corporate » ;
- les Directions métiers en charge de la définition, des règles, des méthodes de gestion, de la mesure et du suivi des risques à l'échelle de l'entreprise. Chaque Direction, dans son domaine de compétence, pilote et anime le dispositif de maîtrise des risques via des « orientations » et objectifs déclinés par pays. Le suivi des risques fait l'objet de comités dédiés périodiques à la fois dans les entités et en central. Ces Directions s'appuient sur des relais locaux pour la mesure du risque et la surveillance de l'exposition et s'assurent du respect des limites au niveau groupe.

- **La 2^{ème} ligne de contrôle** regroupe :

- le Département de Contrôle Interne (DCI), rattaché au Directeur de la Gestion des Risques (DGR), responsable de l'animation du système général de contrôle interne sur l'ensemble du groupe. Au niveau du pilotage du contrôle interne dans les entités du groupe Mobilize F.S., le DCI s'appuie sur les contrôleurs internes qui lui sont rattachés fonctionnellement. Les contrôleurs internes sont rattachés hiérarchiquement aux Directeurs généraux des entités. De même, concernant le pilotage du système de contrôle interne dans les directions du groupe Mobilize F.S., le DCI s'appuie sur des correspondants au sein des fonctions métier centrales. Les contrôleurs internes groupe et les contrôleurs internes des entités s'assurent notamment de la conformité des opérations aux procédures, en vérifiant le respect des règles définies par le groupe ;
- le Département Risques et Règlementation Bancaire, rattaché au Directeur de la Gestion des Risques, qui garantit le déploiement de la Politique de Gouvernance des risques au sein du groupe et veille à sa cohérence avec le cadre d'appétence au risque (« RAF») défini par le Conseil d'administration ; s'assure de la fiabilité des indicateurs de mesure du risque, de la complétude des dispositifs de pilotage de chaque risque et de l'exercice effectif de ce pilotage ; contrôle, plus spécifiquement, l'efficacité des circuits de reporting et de remontée d'alertes par les filiales vers les directions « Corporate » et prépare un rapport de synthèse sur les risques pour les organes de direction et le Comité des risques du Conseil d'administration, le cas échéant ; vérifie l'adéquation des actions correctives élaborées en cas de défaillances et leur mise en œuvre effective par les fonctions de pilotage; exerce un rôle central dans la surveillance de la conformité du groupe à la réglementation prudentielle applicable.
- La Direction de la Conformité Groupe, responsable de la conception, du déploiement et du contrôle du dispositif de la Conformité au niveau groupe. Son périmètre couvre notamment : le dispositif éthique (code éthique, règles de déontologie professionnelles, gestion des conflits d'intérêts, cadeaux et invitations), la lutte contre les crimes financiers intégrant les risques de corruption, de blanchiment d'argent et du financement du terrorisme, de fraudes internes/externes (hors risque de fraudes lié au crédit), les sanctions et embargos, la protection des données personnelles, la protection de la clientèle. Elle est également responsable de veiller à la cohérence et à

l'efficacité du contrôle du risque de non-conformité, dans son rôle de fonction de vérification de la conformité. Elle s'appuie sur ses relais Conformité au sein des entités locales de Mobilize F.S, ainsi que sur d'autres équipes et directions impliquées dans la gestion des risques et les contrôles, telles que : la direction de la gestion des risques, l'audit interne, la fonction juridique, le contrôle de gestion et, plus globalement, toutes les directions métiers.

- **La 3^{ème} ligne de contrôle** est la fonction d'audit interne, qui vise à fournir au Conseil d'Administration et à la Direction Générale de Mobilize F.S. une assurance sur le degré de maîtrise des opérations et du pilotage exercé par les deux premières lignes.

Ces différentes lignes rapportent aux comités ci-après :

- le Conseil d'administration et ses comités spécialisés, notamment le Comité des Risques et le Comité des Comptes et de l'Audit ;
- le Comité exécutif et les Comités de directions des entités via notamment le Comité Contrôle Interne, risque opérationnel et Ethique & Conformité (au niveau local et en central);
- les Comités opérationnels de gestion des risques au sein des fonctions de l'entreprise (au niveau local et en central).

Le contenu de l'information reportée au Comité des Risques du Conseil est arrêté au cours des réunions de ce même comité sur la base des propositions du membre du Comité Exécutif concerné et du Directeur de la Gestion des Risques. Les mesures d'exposition sur chaque risque sont réalisées selon une fréquence adaptée (de quotidienne pour des risques tels que celui de taux d'intérêt ou la surveillance des dépôts de la clientèle à mensuelle dans le cas général). Ces mesures sont effectuées au niveau de chaque entité et consolidées. Le Département Risques et Règlementation Bancaire centralise la réalisation du tableau de bord trimestriel fourni au Comité des Risques du Conseil.

Le dispositif de gestion des risques couvre l'ensemble des macroprocessus du groupe Mobilize F.S. et comprend les outils suivants :

- la liste des risques principaux du groupe Mobilize F.S. pour lesquels sont définis un pilote, un niveau d'appétence, des seuils d'alerte et des limites (Risk Appetite Framework). Cette liste et le Risk Appetite Framework font l'objet d'une révision au moins une fois par an et ce en lien avec le business model et la stratégie du groupe Mobilize F.S. ;
- la cartographie des règles de gestion opérationnelles déployée dans toutes les entités consolidées du groupe Mobilize F.S. Cette cartographie est régulièrement actualisée par les fonctions métier centrales. Les propriétaires de processus auto-évaluent leur niveau de maîtrise de ces règles de gestion opérationnelles et réalisent des contrôles de 1er niveau hiérarchiques afin de s'assurer régulièrement de la conformité des opérations à leurs procédures ;
- la base de collecte des incidents permettant d'identifier les dysfonctionnements correspondant à des critères prédéfinis et de mettre en place les actions correctives et préventives nécessaires à la maîtrise des risques. Cette base est utilisée aux fins de reportings internes et réglementaires. Le dispositif fixe des seuils et les conditions nécessitant une communication des incidents aux dirigeants effectifs, au Conseil d'administration, au Comité d'Ethique et de la Conformité (CEC) Renault, à l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR), à la Banque Centrale Européenne (BCE) et à la Fédération Bancaire Française (FBF).

LES INSTANCES DE GOUVERNANCE

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Les membres du Conseil d'administration, comme les Dirigeants effectifs, ont été nommés sur la base de leur honorabilité, leurs connaissances de l'activité et des métiers de la société, leurs compétences techniques et générales, ainsi que de leur expérience, issue pour certains de leur fonction dans la société actionnaire.

Ils disposent par ailleurs des connaissances, des compétences et de l'expérience nécessaires à la compréhension de l'ensemble des activités de la société, y compris les principaux risques auxquels elle est exposée, du secteur financement des ventes, ainsi que de l'Alliance Renault-Nissan-Mitsubishi et du secteur automobile.

Chacun consacre le temps et l'attention nécessaires à l'exercice de ses fonctions, qui plus est dans le respect de la réglementation en vigueur concernant la limitation de cumul des mandats.

Les principes concernant la sélection et la nomination des administrateurs, Dirigeants effectifs, et titulaires de postes clés de la société sont décrits dans la Politique d'aptitude des Dirigeants de RCI Banque S.A, approuvée par le Conseil d'administration du 8 février 2019.

Cette politique prévoit notamment un processus de présélection distinct selon les fonctions, un plan de succession, ainsi qu'une évaluation par le Comité des nominations reposant sur des critères d'aptitude définis et prenant en considération une politique de diversité pour le Conseil d'administration.

Mandats exercés par les mandataires sociaux de RCI Banque S.A

Conseil d'administration au 31 décembre 2022

	Mandat exercé au sein de RCI Banque S.A	Nombre de mandats supplémentaires exercés au sein du Groupe Renault	Nombre de mandat supplémentaires exercés en dehors du Groupe Renault
Etienne BORIS	Administrateur		2 mandats non-exécutifs
Philippe BUROS	Administrateur	1 mandat exécutif 5 mandats non-exécutifs	
Laurent DAVID	Administrateur		
Clotilde DELBOS	Président du Conseil	2 mandats exécutifs 2 mandat non-exécutif	1 mandat exécutif 2 mandats non-exécutifs
Isabelle LANDROT	Administrateur	3 mandats exécutifs 2 mandats non-exécutifs	
Isabelle MAURY	Administrateur		1 mandat exécutif 1 mandat non-exécutif
Patrick CLAUDE	Administrateur	2 mandats exécutifs 7 mandats non-exécutifs	
Thierry PIETON	Administrateur		
Laurent POIRON	Administrateur		1 mandat exécutif 3 mandats non-exécutifs
Nathalie RIEZ-THIOLLET	Administrateur		

Autres mandataires sociaux au 31 décembre 2022

João Miguel LEANDRO	Directeur Général	8 mandats non-exécutifs	
---------------------	-------------------	-------------------------	--

Jean-Marc SAUGIER	Directeur Général Délégué et Directeur Financements et Trésorerie	1 mandat exécutif 3 mandats non-exécutifs	1 mandat exécutif 2 mandats non-exécutifs
Frédéric SCHNEIDER	Directeur général Délégué et Directeur Commercial et Stratégie	6 mandats non-exécutifs	

Au 31 décembre 2022, le Conseil d'administration de RCI Banque S.A est ainsi composé de dix administrateurs, dont quatre femmes.

Sur recommandation du Comité des nominations, le Conseil d'administration a fixé une politique de diversité consistant notamment à maintenir une proportion minimale de 40% d'administrateurs de chaque sexe.

Dans le cadre de sa mission de surveillance, afin de garantir une gestion efficace et prudente de l'établissement, le Conseil d'administration détermine, en lien avec les objectifs stratégiques fixés, le profil de risque du groupe Mobilize F.S., donne des orientations en matière de gestion des risques pour application/ déclinaison au sein du groupe aux dirigeants effectifs et au Comité exécutif, et contrôle leur mise en œuvre.

Pour l'exercice de ses missions, le Conseil d'administration s'appuie notamment sur les travaux des comités suivants :

- **Le Comité des risques**

Le Comité des risques se réunit au minimum cinq fois par an. Il a notamment pour mission l'examen de la cartographie des risques et la validation de la définition des risques, l'analyse et la validation des limites de risque groupe Mobilize F.S, en adéquation avec l'appétence au risque décidée par le Conseil, et en vue d'assister le Conseil en termes de contrôle. Il est également chargé de l'analyse des plans d'action en cas de dépassement des limites ou des seuils d'alerte, et de l'examen des systèmes de tarification des produits et services. Sans préjudice des missions du Comité des rémunérations, il a également pour mission l'examen de la compatibilité de la politique de rémunération avec l'exposition aux risques de la Société. En vue de conseiller le Conseil d'administration, ce Comité a aussi pour mission l'analyse et l'approbation du Rapport sur le contrôle interne, des dispositifs ICAAP et ILAAP, du plan de rétablissement, et des aspects significatifs des processus de notation et d'estimation issus des modèles internes de risque de crédit de la Société.

- **Le Comité des comptes et de l'audit**

Le Comité des comptes et de l'audit se réunit au moins trois fois par an. Il a notamment pour mission la présentation et le suivi des états financiers et de leur élaboration, le suivi des contrôles légaux des états financiers annuels et consolidés, le suivi de l'indépendance des Commissaires aux comptes et l'encadrement de leurs services non-audit, la recommandation de leur désignation et le suivi de leur rotation, le suivi de l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques et l'examen du plan d'audit et l'analyse des audits réalisés, ainsi que la revue des investissements dans les sociétés non consolidées.

- **Le Comité des rémunérations**

Le Comité des rémunérations se réunit au minimum deux fois par an. Il a notamment pour mission l'examen annuel de la politique de rémunération des mandataires sociaux et du Directeur de la Gestion des Risques. Il prépare aussi pour le Conseil d'administration, des décisions concernant la rémunération des personnes ayant une incidence sur le risque et la gestion des risques.

- **Le Comité des nominations**

Le Comité des nominations se réunit au minimum deux fois par an. Il a notamment pour mission de recommander des administrateurs au Conseil d'administration. Il est également en charge de la revue annuelle du Conseil d'administration, notamment sa structure, sa composition, la diversité des connaissances, les compétences et expériences des administrateurs, ainsi que les objectifs de représentation équilibrée homme-femme. Il recommande au Conseil d'administration les nominations des dirigeants effectifs, du Directeur général, des Directeurs généraux délégués, du Directeur de la Gestion des Risques et du Directeur de la Conformité Groupe.

LA DIRECTION GENERALE

Mode de Direction Générale

Conformément à l'ordonnance d'application de la CRD IV et à l'arrêté du 3 novembre 2014 sur le contrôle interne, les fonctions de Président et de Directeur général sont séparées.

Au 31 décembre 2022, la Direction générale et direction effective de la société (au sens de l'article L.511-13 du code Monétaire et financier) sont assumées sous la responsabilité de Monsieur João Miguel Leandro, Directeur Général, de Monsieur Jean-Marc Saugier, Directeur Général Délégué et Directeur Financements et Trésorerie, et de Monsieur Frédéric Schneider, Directeur Général Délégué et Directeur Commercial et Stratégie.

Le Directeur général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société, dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux que la loi attribue expressément aux assemblées d'actionnaires et au Conseil d'administration. Il est autorisé à consentir des subdélégations ou substitutions de pouvoirs pour une ou plusieurs opérations ou catégories d'opérations déterminées.

Les Directeurs généraux délégués disposent à l'égard des tiers des mêmes pouvoirs que le Directeur général.

Le Comité exécutif

Le Comité exécutif de Mobilize F.S contribue à l'orientation de la politique et de la stratégie du Groupe. C'est l'instance à laquelle sont rapportés les plans d'actions définis face à des dépassements de seuil d'alerte ou de limite. C'est également l'instance d'arbitrage lorsque les actions de réduction du risque affectent les autres objectifs de l'entreprise. Le Comité exécutif pilote l'activité et les risques conformément aux orientations ('Risk Appetite Framework') définies par le Conseil d'administration via le Comité des Risques.

En outre, la Direction générale s'appuie notamment sur les comités suivants pour piloter la maîtrise des risques du groupe :

- le Comité financier qui permet la revue des thèmes suivants : analyses et prévisions économiques, coût de la ressource, risque de liquidité, de taux, de contrepartie sur les différents périmètres et filiales du groupe. L'évolution du bilan et du compte de résultat de RCI Holding sont également analysés pour apporter les ajustements nécessaires aux prix de transfert intra-groupe,
- Le Comité Capital et Liquidité pilote le plan de financement et s'assure que le niveau de solvabilité du groupe lui permet d'assurer son développement tout en répondant aux attentes des diverses parties prenantes (régulateurs, agences de notation, investisseurs, actionnaire) et en maintenant une bonne résilience à des scénarios de stress,
- le Comité des engagements Groupe qui valide les engagements au-delà des pouvoirs des filiales et auquel le Directeur des engagements Groupe rend compte du contrôle du bon respect des normes et pouvoirs d'engagement,
- le Comité Crédit Groupe évalue la qualité de crédit de la production nouvelle de la clientèle de détail et des performances des filiales en matière de recouvrement par rapport aux objectifs et analyse le coût du risque pour le groupe et les principales entités. Sur l'activité réseau, sont passés en revue l'évolution des encours et les indicateurs de rotation des stocks ainsi que l'évolution de la classification des concessionnaires et des encours,
- le Comité réglementaire qui procède à la revue des évolutions réglementaires majeures, de la surveillance prudentielle et des plans d'action, et valide les modèles de notation interne et le dispositif de gestion associé,
- le Comité Contrôle Interne, risque opérationnel et Ethique & Conformité qui pilote l'ensemble du dispositif de contrôle interne du Groupe, contrôle sa qualité et ses dispositifs connexes et adapte les moyens, systèmes et procédures. Il définit, pilote et suit les principes de la politique de gestion des risques opérationnels ainsi que les principes du dispositif de contrôle de la conformité. Il suit l'avancement des plans d'action. Cette instance est déclinée dans les filiales du groupe Mobilize F.S.
- le Comité nouveau produit qui valide les nouveaux produits avant leur mise sur le marché, en s'assurant notamment de la conformité des nouveaux produits avec la politique commerciale groupe, les exigences budgétaires groupe, la législation applicable localement, la protection de l'intérêt du client et la gouvernance des risques Groupe,
- le Comité Informatique qui valide les orientations informatiques et la stratégie en considérant les risques associés, et qui passe en revue les projets informatiques, la sécurité informatique et le Budget IT/IS.

Au niveau local, les comités dédiés pilotent la gestion opérationnelle des risques en ligne avec le cadre défini.

3 - PROFIL DE RISQUE – RISK APPETITE STATEMENT

Le Risk Appetite Statement est approuvé annuellement par le Conseil d'administration sur proposition du Comité des Risques. Le groupe a mis en place un Risk Appetite Framework et un Risk Appetite Statement qui visent à formaliser la tolérance du groupe Mobilize F.S aux risques auxquels il est exposé.

Le profil de risque est déterminé en cohérence avec les valeurs, la stratégie du groupe et compte tenu de l'environnement dans lequel il opère. Il prend en compte l'ensemble des risques inhérents aux activités qu'exerce le groupe Mobilize F.S en Europe et dans le monde, qui sont identifiés dans la cartographie des risques du groupe et qui font régulièrement l'objet d'une évaluation. Le profil de risque ou appétit pour le risque est mis en œuvre dans le groupe par le Comité Exécutif à travers les Comités qu'il préside (Comité financier, Comité capital et liquidité, Comité risque de crédit, Comité Contrôle Interne, risque opérationnel et Ethique & Conformité etc.) et qui ont en charge le pilotage des risques principaux auxquels le groupe est exposé. En outre, les processus stratégiques du groupe, tels que la gestion du capital et de la liquidité sont développés en accord avec le Risk Appetite Statement ; lors de l'exercice budgétaire, les prévisions sur les indicateurs clés du Risk Appetite Framework sont confrontées avec les seuils définis dans le Risk Appetite Framework.

L'adéquation entre le profil de risque et l'exposition aux risques fait l'objet d'une surveillance au niveau du Comité Exécutif et en Conseil d'Administration via son Comité des risques. Le Conseil d'Administration réalise également une revue et une validation annuelle du Risk Appetite Framework.

La mise en place de l'appétit au risque du groupe s'articule autour de quatre composantes : (i) la définition de référentiels communs, (ii) l'existence d'un jeu de limites en adéquation avec celles définies par la réglementation, (iii) la répartition des responsabilités et expertises entre l'organe central et les entités et (iv) le fonctionnement de la gouvernance au sein du groupe et des différentes entités, qui permet une mise en œuvre efficace du dispositif consacré à l'appétit au risque.

Le cadre d'appétence au risque peut faire l'objet d'ajustements au moins sur une base annuelle et particulièrement pendant le processus d'élaboration du plan stratégique. L'appétence au risque est précisée à travers deux types de seuils :

- Une limite : le niveau maximum que la banque accepte d'assumer.
- Un seuil d'alerte : le niveau du risque qui déclenche une notification au Conseil d'Administration lorsqu'il porte sur un ratio réglementaire et au Comité des Risques pour tous les risques suivis à son niveau, ou une notification au Comité Exécutif pour l'ensemble des risques.

Le franchissement d'une limite déclenche la mise en œuvre d'un plan d'action visant à revenir au niveau adéquat et une notification au Conseil d'Administration s'il s'agit d'un risque critique et au Comité Exécutif s'il s'agit d'un risque significatif.

Le franchissement du seuil d'alerte conduit à planifier un ensemble de mesures de réduction de risque applicable aux fins de prévenir un dépassement de la limite.

La surveillance du profil de risque s'effectue via des indicateurs suivis selon une fréquence qui varie de quotidienne à trimestrielle selon les indicateurs et les risques. Ces indicateurs font l'objet d'un tableau de bord des risques trimestriel réalisé par la direction de la Gestion des Risques et présenté au Comité exécutif et au Comité des Risques du Conseil d'administration. Font notamment partie des indicateurs du Risk Appetite Framework et sont repris dans la partie Chiffre Clés de la partie I - Synthèse des Risques :

- le ratio CET1 et le ratio de fonds propres totaux
- le ratio de levier
- Le ratio de couverture des besoins de liquidité
- le ratio de financement stable net
- le coût du risque.

Le groupe Mobilize F.S vise à soutenir le développement commercial des marques automobiles de l'Alliance Renault - Nissan – Mitsubishi, notamment à travers son rôle central dans le financement des réseaux de concessionnaires et dans la fidélisation des clients. Cela se traduit par :

- le maintien d'une rentabilité élevée et d'une solvabilité adéquate, gages de fiabilité de cet engagement vis-à-vis de l'actionnaire ;
- une politique de refinancement s'appuyant sur la diversification des sources de refinancement et la constitution d'une réserve de liquidité adéquate ;
- une offre de financement et de services qui s'adapte de façon permanente aux besoins de nos clients et qui est distribuée par des canaux physiques et digitaux facilitant son accès ;
- une attention particulière portée à la conformité des produits et services commercialisés et à la qualité des informations transmises aux clients en veillant notamment à respecter les bonnes pratiques liées aux ventes et aux enjeux éthiques, pouvant impacter la réputation du groupe;
- une intégration dans la stratégie du groupe des problématiques liées aux transitions environnementales et sociales, et les enjeux de responsabilité sociétale des entreprises.

Les décisions sur la prise de risques auxquels s'expose le groupe Mobilize F.S sont fondées sur une approche responsable et mesurée. Les principaux risques font l'objet d'un pilotage et d'un encadrement strict, en ligne avec l'appétence au risque définie par le Conseil d'administration :

- **Les risques relatifs au déploiement commercial :**
 - a) **Le risque de concentration** provient d'une accumulation importante d'expositions sur certaines catégories, secteurs ou marchés. Son suivi a pour objectif de déterminer le niveau maximal de concentration que la banque est prête à prendre dans le cadre de son activité, en accord avec son plan stratégique.
 - b) **Le risque stratégique** est évalué et contrôlé dans le but de permettre à l'entreprise d'atteindre les résultats de son plan stratégique. Il s'appuie notamment sur le suivi de facteurs externes tels que les crises économiques, les pandémies etc, et également de la performance des produits et investissements de l'entreprise, ou encore de sa capacité à maintenir un haut niveau de rentabilité et de satisfaction client.
 - c) **Le risque géopolitique** est analysé en prenant en compte des indicateurs macro-économiques, des indicateurs de marché et des notations externes. Les prêts cross border et les investissements en capital sont encadrés par un système de limites.

- d) **Les risques climatiques et environnementaux** font partie de la liste des risques principaux du Groupe depuis fin 2021. L'identification de ces risques et de leur cotation de criticité a été établie à travers la cartographie correspondante permettant de recenser les impacts attendus des risques physiques et de transition. Le cadre d'appétence a été complété avec la définition d'un Risk Appetite Framework en 2022 dont les principaux indicateurs sont actuellement les suivants :
- Réduction des émissions de CO2
 - Rating ESG
 - Nombre d'offres commerciales spécifiques aux véhicules électriques.

Ces indicateurs feront l'objet d'un suivi et d'une analyse pour s'adapter aux évolutions futures des risques climatiques et environnementaux au sein du groupe.

- le **risque de solvabilité** est piloté en vue de conserver :
 - a) une marge de sécurité par rapport aux exigences prudentielles, reflétant la forte rentabilité du groupe Mobilize F.S et sa capacité d'ajuster le dividende payé à son actionnaire unique ;
 - b) un rating « investment grade » par les agences de notation ;

- les **risques financiers** :

- a) le **risque de liquidité** est évalué et contrôlé mensuellement. Il est géré avec l'objectif de permettre à l'entreprise d'assurer la continuité de son activité pendant une période minimale dans divers scénarios de stress incluant des hypothèses de fermeture des marchés et de fuite des dépôts. Une limite de 6 mois de continuité d'activité a été fixée sur le périmètre de refinancement centralisé (3 mois sur les filiales en refinancement local), des seuils d'alerte étant définis sensiblement au-dessus de ces niveaux.
- b) le **risque de taux d'intérêt** est suivi quotidiennement. Depuis mars 2021 il est mesuré sur la base de scénarios de hausse parallèle ou de rotation des courbes de taux dont l'amplitude dépend de la devise, conformément aux guidelines EBA. Le risque de taux est encadré par une limite de sensibilité de la marge d'intérêt de 70M€.
- c) le **risque de change** se décompose en risque de change structurel qui résulte des investissements à long terme du groupe dans les fonds propres de ses filiales étrangères et en risque de change transactionnel, qui découle des flux de trésorerie libellés dans des devises autres que la devise patrimoniale. Il est encadré par des limites, dont la position et le respect des limites est présenté mensuellement en Comité Financier ou en Comité Capital and Liquidity

- les **risques liés aux produits** :

a) le **risque de crédit** :

a. clientèle (particuliers / entreprises) est piloté tant au niveau du portefeuille que de la nouvelle production. Sa gestion s'appuie sur le suivi du coût du risque par rapport aux objectifs définis, avec une surveillance forte de l'acceptation et du recouvrement, en particulier en conditions stressées ;

b. réseau s'appuie sur la surveillance de la situation financière des concessionnaires qui contribue à la maîtrise du risque de crédit sur les encours tout en assurant la pérennité des réseaux ;

Pour ces deux risques l'objectif est de contenir le coût du risque global au niveau consolidé à 1 % maximum rapporté aux encours.

b) le **risque valeurs résiduelles** est évalué et contrôlé dans le but de minimiser les pertes potentielles sur les reventes de véhicules en fin de contrat de financement. Le Risk Appetite Framework de ce risque a récemment fait l'objet d'ajustements afin d'accompagner les ambitions de l'entreprise de développer son activité de véhicule d'occasion et location opérationnelle. Un suivi et des règles spécifiques ont pour but de limiter le risque ;

- les **risques opérationnels** y compris les risques de non-conformité (juridiques et de comportement inapproprié, fiscaux, LCB-FT, liés à la réglementation BRRD, fraudes, de réputation, liés à la continuité de l'activité, informatiques, protection des données personnelles, corruption etc.) font l'objet d'une cartographie, de procédures et de contrôles spécifiques, ainsi que d'un suivi dans des comités dédiés. Un reporting au niveau du Comité des Risques du Conseil d'administration et/ ou du Comité exécutif assure le respect des seuils d'alerte et des limites, fixés à un niveau faible dans l'objectif de minimiser tout risque de sanctions et d'atteinte à l'image et à la réputation du groupe.

Plus spécifiquement, les risques informatiques et de continuité d'activité font l'objet de contrôles et de tests réguliers notamment en termes de sécurité informatique pour assurer la capacité du Groupe Mobilize F.S. à maintenir ses activités, et à limiter les pertes en cas de perturbation grave. Les résultats et la mise en œuvre des plans de remédiation sont encadrés par des limites et font l'objet de suivi dans un comité dédié.

Les " interconnexions " externes avec les tiers qui fournissent des services significatifs au groupe Mobilize F.S. concernent principalement: les réseaux de concessionnaires, les fournisseurs de solutions techniques pour les systèmes de dépôts de la clientèle (particuliers) de RCI, les partenaires bancaires et d'assurance (par le biais de joint-ventures ou non), Renault pour son infrastructure informatique, etc. Les services externalisés essentiels reposent sur des contrats et des partenaires solides, ce qui signifie que la continuité du service serait maintenue.

Les " interconnexions " internes concernent deux domaines principaux :

- Le financement : RCI Banque SA joue le rôle de centrale de refinancement, emprunte sur les marchés puis met à disposition de certaines de ses filiales et succursales les fonds dont celles-ci ont besoin pour financer leur activité. Symétriquement les entités du groupe qui collectent de l'épargne ou réalisent des titrisations, ainsi que les compagnies d'assurance, déposent leurs excédents chez RCI Banque SA.
- Les systèmes d'information : Des solutions informatiques internes sont fournies par certains pays aux entités du groupe, comme Mobilize F.S. France pour le système de gestion de l'activité Réseaux et le système comptable

4 - TEST DE RÉSISTANCE

Les stress tests, tests de résistance, ou simulations de crises constituent une mesure privilégiée de la résilience du groupe, de ses activités et de ses portefeuilles, et font partie intégrante du management des risques. Les stress tests s'appuient sur des scénarios économiques hypothétiques, sévères mais plausibles.

Le dispositif de stress tests comprend :

- Un stress global dans le cadre du processus ICAAP (Internal Capital Adequacy Assessment Process) qui est réalisé dans le cadre de l'exercice réglementaire en début d'année et de façon trimestrielle sur le reste de l'année. Il couvre l'ensemble des activités du groupe et s'appuie en 2022 sur plusieurs scénarios principaux : un scénario central basé sur la trajectoire budgétaire, un scénario de stress macro-économique, un scénario idiosyncratique, un scénario combiné qui intègre une combinaison d'effets macroéconomiques et idiosyncratiques, et un test de résistance inversé. Les projections des pertes potentielles au titre des risques de l'établissement sont estimées sur une période de trois ans ;
- des stress tests de liquidité permettant de s'assurer que l'horizon durant lequel le groupe peut continuer à opérer est respecté dans un environnement de marché stressé ;
- des stress tests appréhendant la sensibilité du groupe au risque de taux et de change. Le risque de taux est mesuré à l'aide de scénario de translation et de déformation des courbes de taux ;
- des stress-tests définis par l'ABE (Autorité Bancaire Européenne) et mis en œuvre dans le cadre de la supervision BCE (Banque Centrale Européenne) sur la base d'une méthodologie commune aux banques participantes.

5 - POLITIQUE DE RÉMUNÉRATION

EU REMA — Politique de rémunération

La politique de rémunération des personnes dont les activités professionnelles ont un impact significatif sur le profil de risque du groupe Mobilize F.S. est présentée et validée en Comité des rémunérations et en Conseil d'administration.

Le Comité des rémunérations s'est réuni deux fois au cours de l'année 2022. Il est composé au 31 décembre 2022 de C. Delbos, P. Buros et L. Poiron.

La composante fixe de la rémunération traduit le niveau de responsabilité du poste occupé. La composante variable quant à elle a vocation à récompenser les résultats atteints. Cette rémunération variable dépend fortement de l'atteinte de résultats financiers et commerciaux consolidés du groupe Mobilize F.S. La rémunération variable est plafonnée à un pourcentage du salaire fixe. Ce pourcentage est systématiquement inférieur ou égal à 100 %, le groupe Mobilize F.S respecte donc la réglementation sur les rémunérations variables.

Les critères utilisés pour mesurer la performance sur l'exercice 2022 sont : le montant de la marge opérationnelle mesurée par pays et en consolidé groupe ; le montant de la marge commerciale sur les nouveaux contrats de financement et services, mesurée par pays et en consolidé ; le RORWA (« Return on risk weighted assets » ou en français le rendement des actifs pondérés en fonctions des risques) en consolidé groupe ; le montant de la marge commerciale par pays sur les nouveaux contrats de financement et services, minoré des moyennes

commerciaux par pays ; le tableau de bord des actions par pays et au niveau Corporate ; le NPS « Net promoter Score » par pays et en consolidé Groupe ; le % de frais de fonctionnement au niveau Groupe sur encours productifs moyens ; l'indicateur RCS « Risques, Conformité et Sécurité », qui mesure par pays et en consolidé la réalisation des actions relatives aux Risques, à la Conformité et à la Sécurité ; la contribution individuelle aux objectifs des différentes directions, évaluée par le supérieur hiérarchique. Ces critères sont en continuité avec ceux utilisés pour l'exercice 2021.

Sur l'exercice 2022, les personnes ayant un impact significatif sur le profil de risque sont au nombre de 116. Leur rémunération fixe en 2022 représente un total de 13 098 752 euros. Leur rémunération variable en 2022 représente un total de 3 767 151 euros, soit 28,76% du total de la rémunération fixe, ou encore 22,34 % du grand total de leur rémunération fixe et variable.

Les activités du groupe Mobilize F.S portent exclusivement sur le financement et les services automobiles. Ceci constitue un domaine d'activité dans lequel les sous-domaines d'activité ne présentent pas de différences significatives. En outre, la politique de rémunération est identique sur l'ensemble du périmètre du groupe Mobilize F.S. De ce fait, il n'y a pas lieu de ventiler ces rémunérations par domaine d'activité.

Selon les catégories de postes, ces rémunérations se décomposent de la manière suivante :

- Comité Exécutif : total rémunération fixe = 2 228 648 euros ; total rémunération variable = 988 348 euros
- Fonctions de contrôle : total rémunération fixe = 1 127 351 euros ; total rémunération variable = 210 105 euros
- Fonctions Corporate hors COMEX et contrôle : total rémunération fixe = 1 483 406 euros ; total rémunération variable = 409 065 euros
- Autres postes : total rémunération fixe = 8 179 347 euros ; total rémunération variable = 2 095 258 euros

En 2022, les administrateurs externes du Conseil d'administration ont perçu une rémunération au titre de leur mandat à hauteur de 143 875 euros.

Aucun salarié ne perçoit de rémunération annuelle supérieure à 1 000 000 euros pour l'exercice de ses fonctions.

Une partie de la rémunération variable des personnes dont les activités professionnelles ont un impact significatif sur le profil de risque du groupe Mobilize F.S. fait l'objet d'un différé dont la durée a été réactualisée, à compter de l'exercice 2021, de trois à cinq ans au-delà du premier versement, qui lui-même intervient à l'issue de l'exercice de référence. La politique d'étalement des rémunérations variables a été actualisée à partir l'exercice 2021 et ce en application de la Directive (UE) 2019/878.

Pour mémoire, RCI Banque S.A a mis en place une politique d'étalement des rémunérations variables à compter de l'exercice 2016, avec une première application début 2017.

La Politique d'étalement des rémunérations variables ne s'applique qu'aux bénéficiaires éligibles à une rémunération variable d'un montant supérieur à 50.000 euros ; 40 % de la rémunération variable est alors différée sur une période de cinq années comme indiqué ci-dessus.

Au cours de chacune des trois années de différé pour les exercices antérieurs à 2021, un 1/3 du montant différé peut être libéré, à condition que RCI Banque S.A ait atteint un certain niveau de Résultat Avant Impôt, exprimé en pourcentage de l'encours productif moyen :

1. Le montant attribué dès l'année suivant l'exercice de référence est payé à 50 % en numéraire et à 50 % par le versement de fonds sur un Compte à Terme Subordonné
2. De l'exercice 2018 à l'exercice 2020, le montant libéré au cours de chacune des 3 années de différé est payé en totalité par le versement de fonds sur un Compte à Terme Subordonné.
3. A compter de l'exercice 2021, le montant libéré au cours de chacune des 5 années de différé est payé en totalité par le versement de fonds sur un Compte à Terme Subordonné

En cas d'évènement grave affectant la solvabilité du groupe Mobilize F.S, le Bénéficiaire peut, en application des dispositions légales et réglementaires en vigueur, voir la valeur des fonds affectés au Compte à Terme Subordonné réduite à zéro de manière définitive et la rémunération y afférente perdue. Dans une telle hypothèse, un retrait des fonds à l'issue de la période de blocage est, en conséquence, impossible et aucune rémunération ne sera due.

Le Compte à Terme Subordonné sera totalement effacé et verra sa valeur de remboursement réduite à zéro en cas de survenance d'un des évènements ci-dessous :

- Le Ratio de Solvabilité CET1, défini selon les termes de l'article 92 (1) (a) du CRR, est inférieur à 7 % ;
- Le régulateur bancaire met en œuvre une Procédure de Résolution à l'encontre de RCI Banque S.A.

Enfin, lorsque le Bénéficiaire fait l'objet d'une enquête et/ou d'une procédure disciplinaire en raison d'un potentiel manquement ou acte ou faute qui aurait pu avoir un impact direct ou indirect sur le Résultat Avant Impôt ou la Marge Opérationnelle du groupe Mobilize F.S, ou qui pourrait caractériser un défaut d'honorabilité ou de compétence, l'attribution du montant différé est suspendue jusqu'à ce que les résultats de l'enquête ou de la procédure disciplinaire soient connus. Dans l'hypothèse où aucun manquement ou aucune faute ne serait caractérisé et en l'absence de sanction, l'éligibilité du Bénéficiaire à la rémunération différée serait maintenue. Dans le cas contraire, le Bénéficiaire ne serait plus éligible à cette rémunération différée.

Ainsi, compte tenu de l'organisation interne du Groupe Mobilize F.S et de la nature, l'étendue et la faible complexité de ses activités, RCI Banque S.A a depuis 2016 mis en place, pour les personnes dont les activités professionnelles ont une incidence significative sur le profil de risque, une politique de rémunération qui garantit un principe de versement différé et conditionnel. Ce principe sera régulièrement réévalué si l'exposition aux risques devait évoluer.

A compter de l'exercice 2021, cette politique d'étalement des rémunérations variables est actualisée afin de prendre en compte les modifications apportées à la directive 2013/36/UE par la directive (UE) 2019/878, dont la transposition a pris effet le 29 décembre 2020.

A fin 2022, en application des dispositions ci-dessus, la situation des rémunérations différées est la suivante :

- Au titre de l'exercice 2018, les montants différés déterminés en 2019 représentaient un total de 511 589 euros , étalé sur les années 2020, 2021 et 2022. Sur ce total, les montants pouvant être versés en 2020, 2021 et 2022 sous réserve de confirmation ont été confirmés et versés en totalité. Il n'y a plus aucun montant restant différé au-delà de 2022 au titre de l'exercice 2018.
- Au titre de l'exercice 2019, les montants différés déterminés en 2020 représentent un total de 510 549 euros , étalé sur les années 2021, 2022 et 2023. Sur ce total, les montants pouvant être versés en 2022 sous réserve de confirmation ont été confirmés et versés à hauteur de 170 183 euros. Les montants qui restent différés au titre de l'exercice 2019 sur l'année 2023 s'élèvent à 170 183 euros
- Au titre de l'exercice 2020, les montants différés déterminés en 2021 représentent un total de 205 422 euros, étalés sur les années 2022, 2023 et 2024. Sur ce total, les montants pouvant être versés en 2022 sous réserve de confirmation ont été confirmés et versés à hauteur de 68 474 euros. Les montants qui restent différés au titre de l'exercice 2020 sur les années 2023 et 2024 s'élèvent à 136 948 euros
- Au titre de l'exercice 2021, les montants différés déterminés en 2022 représentent un total de 611 848 euros, étalés sur les années 2023 à 2027.
- Ainsi, à fin 2022, il n'y a plus aucun différé au titre de l'exercice 2018, et au titre de l'ensemble des exercices 2019, 2020 et 2021, les montants différés sur les années 2023 à 2027 représentent un total de 918 979 euros .

Parmi les personnes dont les activités professionnelles ont un impact significatif sur le profil de risque du groupe Mobilize F.S., il n'y a pas eu d'indemnité de départ en 2022.

EU REM1 — Rémunérations octroyées pour l'exercice financier

Modèle EU REM1 — Rémunérations octroyées pour l'exercice financier

		a	b	c	d
		Organe de direction - Fonction de surveillance	Organe de direction - Fonction de gestion	Autres membres de la direction générale	Autres membres du personnel identifiés
1		10	3	9	94
2		79 500	822 817	1 405 831	10 790 104
3		79 500	822 817	1 405 831	10 790 104
4					
EU-4a	Rémunération fixe				
5					
EU-5x					
6					
7					
8					
9					
10			64 375	478 672	509 676
11		64 375	180 194	229 289	2 369 880
12					
EU-13 a	Rémunération variable				
EU-14 a					
EU-13b					
EU-14b					
EU-14x		0	298 478	280 387	344 548
EU-14y		0	298 478	280 387	344 548
15					
16					
17	Rémunération totale (2 + 10)	143 875	1 301 488	1 915 508	13 504 531

EU REM2 — Versements spéciaux aux membres du personnel dont les activités professionnelles ont une incidence significative sur le profil de risque de l'établissement (personnel identifié)

	a	b	c	d
	Organe de direction - Fonction de surveillance	Organe de direction - Fonction de gestion	Autres membres de la direction générale	Autres membres du personnel identifiés
Rémunérations variables garanties octroyées				
1 Rémunérations variables garanties octroyées — Nombre de membres du personnel identifiés				
2 Rémunérations variables garanties octroyées — Montant total				
3 Dont rémunérations variables garanties octroyées qui ont été versées au cours de l'exercice et qui ne sont pas prises en compte dans le plafonnement des primes				
Indemnités de départ octroyées au cours des périodes antérieures qui ont été versées au cours de l'exercice				
4 Indemnités de départ octroyées au cours des périodes antérieures qui ont été versées au cours de l'exercice — Nombre de membres du personnel identifiés				
5 Indemnités de départ octroyées au cours des périodes antérieures qui ont été versées au cours de l'exercice — Montant total				
Indemnités de départ octroyées au cours de l'exercice				
6 Indemnités de départ octroyées au cours de l'exercice — Nombre de membres du personnel identifiés				
7 Indemnités de départ octroyées au cours de l'exercice — Montant total				
8 Dont versées au cours de l'exercice				
9 Dont différées				
10 Dont indemnités de départ versées au cours de l'exercice qui ne sont pas prises en compte dans le plafonnement des primes				
11 Dont indemnités les plus élevées octroyées à une seule personne				

Aucune rémunération variable garantie ni indemnité de départ n'a été octroyée en 2022.

EU REM3 — Rémunérations différées

Rémunérations différées et retenues	Montant total des rémunérations différées octroyées au titre des périodes de performance antérieures	Dont devenant acquises au cours de l'exercice	Dont devenant acquises au cours des exercices suivants	Montant de l'ajustement en fonction des performances appliqué au cours de l'exercice aux rémunérations différées qui devaient devenir acquises au cours de l'exercice	Montant de l'ajustement en fonction des performances appliqué au cours de l'exercice aux rémunérations différées qui devaient devenir acquises au cours d'années de performance futures	Montant total de l'ajustement au cours de l'exercice dû à des ajustements implicites ex post (par exemple changements de valeur des rémunérations différées dus aux variations du cours des instruments)	Montant total des rémunérations différées octroyées avant l'exercice effectivement versées au cours de l'exercice	Montant total des rémunérations différées octroyées au titre de périodes de performance antérieures qui sont devenues acquises mais font l'objet de périodes de rétention
Organe de direction - Fonction de surveillance								
En numéraire								
Actions ou droits de propriété équivalents								
Instruments liés à des actions ou instruments non numéraires équivalents								
Autres instruments								
Autres formes								
Organe de direction - Fonction de gestion	482 458	108 814	373 644				108 814	
En numéraire								
Actions ou droits de propriété équivalents								
Instruments liés à des actions ou instruments non numéraires équivalents								
Autres instruments	482 458	108 814	373 644				108 814	
Autres formes								
Autres membres de la direction gérée	184 576	50 534	134 042				50 534	
En numéraire								
Actions ou droits de propriété équivalents								
Instruments liés à des actions ou instruments non numéraires équivalents								
Autres instruments	184 576	50 534	134 042				50 534	
Autres formes								
Autres membres du personnel identifiés	661 131	249 839	411 292				249 839	
En numéraire								
Actions ou droits de propriété équivalents								
Instruments liés à des actions ou instruments non numéraires équivalents								
Autres instruments	661 131	249 839	411 292				249 839	
Autres formes								
Montant total	1 328 165	409 186	918 979				409 186	

EU REM4 — Rémunérations de 1 million d'EUR ou plus par exercice

EUR	Membres du personnel identifiés comme à hauts revenus conformément à l'article 450, point i), du CRR.
de 1 000 000 à moins de 1 500 000	0
de 1 500 000 à moins de 2 000 000	0
de 2 000 000 à moins de 2 500 000	0
de 2 500 000 à moins de 3 000 000	0
de 3 000 000 à moins de 3 500 000	0
de 3 500 000 à moins de 4 000 000	0
de 4 000 000 à moins de 4 500 000	0
de 4 500 000 à moins de 5 000 000	0
de 5 000 000 à moins de 6 000 000	0
de 6 000 000 à moins de 7 000 000	0
de 7 000 000 à moins de 8 000 000	0
Ajouter, le cas échéant, autant de fourchettes de rémunération supplémentaires que nécessaire.	0

Aucune rémunération supérieure ou égale à 1M€ n'a été versée sur l'exercice 2022 .

EU REM5 — Informations sur les rémunérations des membres du personnel dont les activités professionnelles ont une incidence significative sur le profil de risque de l'établissement (personnel identifié)

	Rémunérations dans l'organe de direction			Domaines d'activité					Total	
	Organe de direction - Fonction de surveillance	Organe de direction - Fonction de gestion	Ensemble de l'organe de direction	Banque d'investisse- ment	Banque de détail	Gestion d'actifs	Fonctions transversales	Fonctions de contrôle interne indépendant		Tous les autres
Nombre total de membres du personnel identifiés										116
Dont: membres de l'organe de direction	10	3	13							
Dont: autres membres de la direction générale							7	2		
Dont: autres membres du personnel identifiés					36		12	10	36	
Rémunération totale des membres du personnel identifiés	143 875	1 301 488	1 445 363		5 103 396		3 405 782	1 739 652	5 171 209	
Dont: rémunération variable	64 375	478 672	543 047		1 040 715		808 465	320 381	1 054 543	
Dont: rémunération fixe	79 500	822 817	902 317		4 062 682		2 597 317	1 419 271	4 116 665	

III - GESTION DU CAPITAL ET ADÉQUATION DES FONDS PROPRES

1 - CHAMP D'APPLICATION – PÉRIMÈTRE PRUDENTIEL

Le périmètre prudentiel utilisé pour calculer le ratio de solvabilité est identique au périmètre de consolidation décrit dans l'annexe des États financiers IFRS, à l'exception des dérogations décrites ci-dessous au titre des méthodes de consolidation prudentielle du CRR.

Le groupe Mobilize F.S. n'a pas opté pour l'option dite des « conglomérats » ; par conséquent, le ratio de solvabilité est calculé « hors assurance », éliminant au dénominateur les contributions des compagnies d'assurances du groupe.

Les sociétés d'assurances implantées à Malte sont mises en équivalence conformément à l'article 18.7 du CRR.

Par ailleurs, les entités consolidées comptablement par la méthode de l'intégration proportionnelle avant l'application de la norme IFRS 11 et désormais consolidées comptablement par la méthode de mise en équivalence, restent prudemment consolidées par intégration proportionnelle conformément à l'article 18.4 du CRR. L'information sur ces entités ainsi que leur méthode de consolidation comptable sont présentées dans les États financiers consolidés. L'entité turque est consolidée par intégration proportionnelle dans le périmètre réglementaire (voir tableau LI3).

En ce qui concerne les ratios de liquidité, seules sont retenues les entités en intégration globale dans le périmètre prudentiel, conformément à l'article 18.1 du CRR.

Les entités consolidées étant les mêmes entre le périmètre comptable et prudentiel et les différences entre méthodes de consolidation n'impactant pas les différents composants des fonds propres, aucune différence n'est à constater entre les deux périmètres de consolidation en ce qui concerne les fonds propres.

EU LI1 – Différences entre le périmètre de consolidation comptable et le périmètre de consolidation prudentielle et mise en correspondance des catégories des états financiers avec les catégories de risques réglementaires

En millions d'euros	Valeurs comptables déclarées dans les états financiers publiés (a)	Valeurs comptables selon le périmètre de consolidation prudentielle (b)	Valeurs comptables des éléments soumis au :				
			Risque de crédit (c)	Risque de crédit de contrepartie (d)	Dispositions relatives à la titrisation (e)	Risque de marché (f)	Non soumis ou soumis à déduction des fonds propres (g)
Actif							
Caisse et Banques centrales	5 874	5 874	5 874				
Instruments dérivés	434	434		434			
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	521	341	341				
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	119	119	119				
Titres au coût amorti							
Prêts et créances sur les établissements de crédit	1 690	1 666	1 666				
Prêts et créances sur la clientèle	48 631	48 817	48 847				-30
Créances d'impôts courants	166	41	41				
Créances d'impôts différés	220	167	160				7
Comptes de régularisation et actifs divers	1 041	1 073	1 035				38
Actifs non courants destinés à être cédés	19	19	19				
Participations dans les entreprises associées et coentreprises	66	175	175				
Opérations de location opérationnelle	1 383	1 383	1 383				
Immobilisations corporelles et incorporelles	123	123	89				34
Ecarts d'acquisition	137	137					137
Total Actif	60 424	60 370	59 750	434			186
Passif							
Banques centrales	3 715	3 715					3 715
Instruments dérivés	351	351					351
Passifs financiers à la juste valeur par résultat							
Dettes envers les établissements de crédit	2 012	2 012					2 012
Dettes envers la clientèle	25 473	25 939	42				25 897
Dettes représentées par un titre	18 108	18 108					18 108
Dettes d'impôts courants	133	44					44
Dettes d'impôts différés	818	819					819
Comptes de régularisation et passifs divers	2 004	1 998	8				1 990
Dettes liées aux actifs destinés à être cédés	1	1					1
Provisions	188	188					188
Provisions techniques des contrats d'assurance	425						
Dettes subordonnées	886	886					886
Capitaux propres	6 310	6 310					6 310
Total Passif	60 424	60 370	50				60 320

EU LI2 – Principales sources de différences entre les montants d'exposition réglementaires et les valeurs comptables des états financiers

En millions d'euros	Total	Éléments soumis au :			
		Cadre du risque de crédit	Cadre du risque de contrepartie	Dispositions relatives à la titrisation	Cadre du risque de marché
Valeur comptable des actifs selon le périmètre de consolidation prudentielle (selon le modèle EU LI1)	60 184	59 750	434		
Valeur comptable des passifs selon le périmètre de consolidation prudentielle (selon le modèle EU LI1)	50	50			
Montant total net selon le périmètre de consolidation prudentielle	60 134	59 700	434		
Montants hors bilan	4 370	4 370			
Différences de valorisation	-1	-1			
Différences dues à des règles de compensation différentes, autres que celles déjà incluses dans la ligne 2					
Écarts découlant de la prise en compte des provisions	780	780			
Différences dues à l'utilisation de techniques d'atténuation du risque de crédit (ARC)	-717	-717			
Différences dues aux facteurs de conversion du crédit	-563	-563			
Différences dues aux titrisations avec transfert de risque					
Autres différences	173	-243	416		
Montants d'exposition pris en compte à des fins réglementaires	64 176	63 326	850		

EU LI3 – Résumé des différences entre les périmètres de consolidation (entité par entité)

Nom de la société	Méthode de consolidation IFRS	Méthode de consolidation prudentielle					Description de la société
		Intégration globale	Intégration proportionnelle	Mise en équivalence	Ni consolidé ni déduit	Déduite	
RCI Services Ltd	Intégration globale			X			Compagnie d'assurance
RCI Insurance Ltd	Intégration globale			X			Compagnie d'assurance
RCI Life Ltd	Intégration globale			X			Compagnie d'assurance
ORFIN Finansman Anonim Sirketi	Mise en équivalence		X				Etablissement de crédit

EU LIA – Explication des différences entre les montants d'exposition comptables et réglementaires

Base juridique	Numéro de la ligne	Informations qualitatives	
Article 436, point b), du CRR.	(a)	Différences entre les colonnes a) et b) dans le modèle EU LI1	<p>Les principales différences entre les deux colonnes du tableau EU LI1 proviennent des différences de méthode de consolidation de la JV Turque et des entreprises d'assurance :</p> <p>L'entité turque est mise en équivalence dans le périmètre comptable et en intégration proportionnelle dans le périmètre prudentiel.</p> <p>Les sociétés d'assurance sont mises en équivalence dans le périmètre prudentiel mais sont en intégration globale dans le périmètre comptable</p> <p>De fait, les prêts et créances à la clientèle sont supérieurs sur le périmètre prudentiel.</p>
Article 436, point d), du CRR	(b)	Informations qualitatives sur les principales sources de différences entre le périmètre de consolidation comptable et le périmètre de consolidation réglementaire présentées dans le modèle EU LI2	<p>Les différences principales proviennent du rajout d'éléments de hors-bilan (engagements de financements donnés à la clientèle) pondérés du FCEC, des techniques d'atténuation du risque de crédit (voir partie 7) et de la non-prise en compte des dépréciations dans le cadre de la méthode avancée (art. 166)</p> <p>Sur la ligne « Autres » se trouvent essentiellement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les expositions supplémentaires calculés dans le cadre du risque de crédit de contrepartie (SA CCR), - l'application du 1/t sur les valeurs résiduelles des contrats comptabilisés en location opérationnelle (art. 134.7. CRR – t étant le nombre d'années résiduelles du contrat de location). Ceci réduit l'exposition comptable de la valeur résiduelle (678 M€) à une exposition prudentielle de 441 M€ en risque de crédit.

EU LIB – Autres informations qualitatives sur le champ d'application

Base juridique	Numéro de la ligne	Informations qualitatives	
Article 436, point f), du CRR	(a)	Obstacle au transfert rapide de fonds propres Obstacle au remboursement rapide d'engagements au sein du groupe	<p>Sauf existence de restrictions pouvant être imposées par le régulateur local, il n'existe pas d'obstacle au transfert de fonds propres entre filiales.</p> <p>Pas d'obstacle au remboursement d'engagements au sein du groupe</p>
Article 436, point g), du CRR	(b)	Filiales non incluses dans le périmètre de consolidation dont les fonds propres effectifs sont inférieurs aux fonds propres réglementaires	Toutes les filiales bancaires sont consolidées
Article 436, point h), du CRR	(c)	Recours à la dérogation visée à l'article 7 du CRR ou à la méthode individuelle de consolidation prévue à l'article 9 du CRR	RCI Banque SA et DIAC SA ont tous les deux reçu une dérogation à l'application des exigences prudentielles sur base individuelle.
Article 436, point g), du CRR	(d)	Montant total de la différence négative éventuelle entre les fonds propres réglementaires et les fonds propres effectifs de l'ensemble des filiales non incluses dans la consolidation	Toutes les filiales bancaires sont consolidées

2 - RATIO DE SOLVABILITÉ

RATIO DE SOLVABILITÉ (FONDS PROPRES ET EXIGENCES)

Le groupe a obtenu de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution courant septembre 2007 une dérogation à l'assujettissement sur base individuelle des établissements de crédit français Diac S.A. et RCI Banque S.A., les conditions d'exemption posées par l'article 4.1 du règlement CRBF n° 2000-03 étant respectées par le groupe.

Le passage à la directive 2013/36/UE ne remet pas en cause les exemptions individuelles accordées par l'ACPR avant le 1er janvier 2014, sur la base de dispositions réglementaires préexistantes.

Le groupe respecte toujours le cadre des prescriptions de l'article 7.3 du CRR :

- il n'existe pas d'obstacle au transfert de fonds propres entre filiales ;
- les systèmes de mesure et de contrôle des risques au sens de l'arrêté du 3 novembre 2014 relatif au contrôle interne sont mis en œuvre sur base consolidée, filiales incluses.

En conséquence, le groupe est exonéré du respect sur la base individuelle du ratio de solvabilité sur chacune des sociétés financières françaises. Néanmoins, il suit mensuellement l'évolution de ce ratio au niveau consolidé du groupe.

Le ratio de solvabilité global « Pilier I » s'établit à 16,84% au 31 décembre 2022 (dont Core Tier one 14,47%) contre 17,68% publié au 31 décembre 2021 (dont Core Tier one 14,76%).

Ces ratios incluent les bénéfices intermédiaires à fin décembre 2022, nets de la quote-part du dividende annuel que RCI Banque S.A. a prévu de distribuer à son actionnaire, conformément à l'article 26.2 du CRR et aux conditions de la décision BCE 2015/4.

La baisse du ratio global s'explique par l'augmentation des RWEA (+ 2 008 M€) dû en grande partie à la hausse de l'activité réseau (+1 542 M€) ainsi que par l'intégration du risque de change structurel dans la composante risque de marché (+1 002 M€ de REA), suite à l'entrée en application de la guideline (EBA/GL/2020/09) sur les positions de change structurelles, applicable au 1er janvier 2022.

Cette hausse de REA est partiellement compensée par une hausse des fonds propres en CET1 (+339 M€) due à une réduction de l'EL/PROV¹ (+256 M€) et à l'intégration du résultat net déduit du dividende prévisionnel (+100 M€). La hausse moindre des fonds propres globaux (+225 M€) par rapport au CET1 est due à l'impact du netting EL/PROV (-113 M€).

Les fonds propres prudentiels sont déterminés conformément au règlement (UE) n° 575/2013 (et modifications ultérieures) concernant les exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement (CRR).

Le groupe Mobilize F.S. doit appliquer les coussins de fonds propres suivants :

- un coussin de conservation à 2,5 % du total des expositions pondérées en risque,
- un coussin contracyclique (0,12% à fin 2022) appliqué sur les expositions sur certains pays décrits dans le tableau CCyB1.

Notification par la BCE de la décision SREP (Supervisory Review and Evaluation Process)

En fin d'année 2022, la Banque Centrale Européenne a notifié à RCI Banque S.A sa décision relative au niveau d'exigence de capital supplémentaire au titre du Pilier 2 (P2R – « Pillar 2 Requirement ») pour l'année 2023. Il s'établit à 2,01%, applicable à partir du 1er janvier 2023.

Exigence minimale de fonds propres et d'engagements éligibles (MREL)

Le groupe Mobilize F.S a reçu, en décembre 2022, la notification définitive de l'ACPR concernant la décision du Conseil de Résolution Unique (CRU) sur la détermination des exigences minimales de fonds propres et d'engagements éligibles (MREL) pour RCI Banque SA et DIAC SA. Celles-ci sont fixées à 10.01% des risques pondérés (TREA) et 3% de l'exposition au ratio de levier (LRE) pour RCI Banque SA, et elles sont fixées à 8% des risques pondérés (TREA) et 3% de l'exposition au ratio de levier pour Diac SA. Elles s'entendent à titre individuel. RCI Banque SA et Diac SA satisfont à l'ensemble de ces exigences.

¹ EL/PROV : Excédent (impact CET1) ou insuffisance (impact T2) de pertes anticipées sur les ajustements de valeur tels que décrit dans les articles 158 & 159 du CRR.

EU CCyB1 - Répartition géographique des expositions de crédit pertinentes pour le calcul du coussin contracyclique

En Millions d'euros	Expositions générales de crédit		Expositions de crédit pertinentes - risque de marché		Expositions de titrisation Valeur exposée au risque pour le portefeuille hors négociation	Valeur d'exposition totale	Exigences de fonds propres				Montants d'exposition pondérés	Pondérations des exigences de fonds propres	Taux de coussin contracyclique
	Valeur exposée au risque pour l'approche standard	Valeur exposée au risque pour l'approche NI	Somme des positions longues et courtes du portefeuille de négociation	Valeur des expositions du portefeuille pour les modèles internes			Expositions au risque de crédit pertinentes - risque de crédit	Expositions de crédit pertinentes - risque de marché	Expo de crédit pertinentes - Titrisation portefeuille hors négociation	Total			
Ventilation par pays													
Argentine	226					226	17			17	211	0,69%	
Autriche	598					598	37			37	456	1,49%	
Belgique	258					258	20			20	246	0,80%	
Brésil	1 584					1 584	98			98	1 223	3,98%	
Suisse	891					891	55			55	681	2,22%	
République Tchèque	174					174	10			10	123	0,40%	1,50%
Allemagne	726	8 182				8 907	288			288	3 604	11,74%	
Espagne	379	3 788				4 167	192			192	2 403	7,82%	
France	1 526	18 519				20 045	871			871	10 881	35,44%	
Grande-Bretagne	786	4 932				5 717	248			248	3 100	10,10%	1,00%
Hongrie	51					51	4			4	48	0,15%	
Irlande	421					421	27			27	335	1,09%	
Inde	37					37	7			7	91	0,30%	
Italie	649	5 727				6 376	233			233	2 918	9,50%	
Corée du Sud	68	1 307				1 375	37			37	461	1,50%	
Luxembourg	69					69	7			7	86	0,28%	0,50%
Maroc	566					566	36			36	450	1,47%	
Malte	135					135	26			26	323	1,05%	
Pays-Bas	728					728	48			48	601	1,96%	
Pologne	759					759	43			43	543	1,77%	
Portugal	667					667	45			45	563	1,83%	
Roumanie	331					331	19			19	240	0,78%	0,50%
Russie	20					20	1			1	13	0,04%	
Suède	138					138	11			11	135	0,44%	1,00%
Slovénie	216					216	13			13	159	0,52%	
Slovaquie	31					31	2			2	24	0,08%	1,00%
Turquie	149					149	9			9	114	0,37%	
Colombie	826					826	53			53	656	2,14%	
Croatie	29					29	2			2	21	0,07%	
Total tous pays	13 033	42 455				55 488	2 457			2 457	30 706	100%	

Conformément à la méthode de calcul du coussin contracyclique, seules sont comprises les exigences de fonds propres précisées à l'article 140(4) de la CRD IV.

EU CCyB2 - Montant du coussin de fonds propres contracyclique spécifique à l'établissement

En Millions d'euros	Montants
Montant total d'exposition au risque	36 430
Taux de coussin de fonds propres contracyclique spécifique à l'établissement	0,12%
Exigence de coussin de fonds propres contracyclique spécifique à l'établissement	43

RCI Banque S.A. n'est pas soumise au coussin prévu pour les établissements d'importance systémique (article 131 de la CRD V) et ne supporte pas d'exigence pour risque systémique (article 133 de la CRD V).

3 - FONDS PROPRES

FONDS PROPRES DE BASE DE CATÉGORIE 1 (COMMON EQUITY TIER 1 « CET 1 »)

Les fonds propres de base correspondent au capital social et aux primes d'émission associées, aux réserves, aux résultats nets d'impôts non distribués ainsi qu'aux autres éléments du résultat global accumulés et intérêts minoritaires.

Le montant de fonds propres sur le périmètre prudentiel est identique au périmètre comptable.

Ce montant de fonds propres est diminué de la prise en compte du dividende prévisionnel distribuable au titre de l'année 2022 à 600 M€.

Sont également déduits des fonds propres les éléments suivants :

1/ Les principaux filtres prudentiels applicables au groupe:

- l'exclusion des réserves en juste valeur relatives aux pertes et aux gains générés par la couverture des flux de trésorerie ;
- l'exclusion des pertes ou des gains enregistrés par l'établissement sur ses passifs évalués à la juste valeur et qui sont liés à l'évolution de la qualité de crédit de l'établissement ;
- les ajustements de valorisation prudentiels (PVA). Le groupe Mobilize F.S. applique la méthode simplifiée pour calculer cet ajustement complémentaire, le total des actifs & passifs évalués à la juste valeur représentant moins de 15Md€ ;

2/ Les autres déductions:

- Comme cela est prévu par l'article 84.2 du CRR, le groupe Mobilize F.S. a choisi de ne pas effectuer le calcul prévu dans l'article 84.1 pour les filiales visées à l'article 81.1. De fait, tous les intérêts minoritaires sont déduits des fonds propres de base de catégorie 1 ;
- la déduction des impôts différés actifs dépendant de bénéfices futurs ;
- les écarts d'acquisition ;
- les actifs incorporels nets des impôts différés passifs associés ;
- les engagements de paiement irrévocables gagés auprès du Fonds de Résolution Unique et du Fonds de Garantie des Dépôts et de Résolution;
- L'excédent de pertes anticipées tels que décrit dans les articles 158 & 159 du CRR ;
- les ajustements pour couverture insuffisante des expositions non performantes.

Les participations supérieures à 10 % dans les entités du secteur financier et les IDA dépendant de bénéfices futurs liés à des différences temporelles sont inférieures chacune à la franchise individuelle de 10% et à la franchise commune de 17,5 % et reçoivent donc une pondération à l'actif de 250 %.

Aucun phase-in n'est appliqué.

Les fonds propres de base CET1 de RCI Banque S.A représentent 86% des fonds propres totaux.

Les fonds propres de catégorie 1 augmentent de +339M€ par rapport au 31 décembre 2021 à 5 271 M€ dû à :

- l'intégration du résultat au titre de l'année net du dividende prévu (+100 M€).
- la baisse des déductions relatives aux provisions ne couvrant pas les pertes anticipées (+257M€)

FONDS PROPRES ADDITIONNELS DE CATÉGORIE 1 (ADDITIONAL TIER 1 « AT1 »)

Ils correspondent aux instruments de capital dégagés de toute incitation ou obligation de remboursement (en particulier les sauts dans la rémunération), tels que décrits dans les articles 51 et 52 du CRR.

Le groupe Mobilize F.S ne détient aucun instrument de ce type.

FONDS PROPRES DE CATÉGORIE 2 (EQUITY TIER 2 « T2 »)

Ils correspondent aux instruments de dettes subordonnées d'une durée minimale de 5 ans et ne comportant pas de remboursement anticipé au cours des 5 premières années, tels que décrits dans les articles 62 et 63 du CRR.

Ces instruments subissent une décote pendant la période des cinq années précédant leur échéance.

Le groupe Mobilize F.S classe dans cette catégorie les titres participatifs Diac pour 7 M€, le titre subordonné émis par RCI Banque SA en novembre 2019 pour 850M€ ainsi que le titre subordonné émis par RCI Finance Maroc SA en décembre 2020 pour 6 M€.

EU CCA: Caractéristiques principales des instruments de fonds propres et d'engagements éligibles réglementaires

- Instruments de fonds propres de catégorie 1

	Informations qualitatives ou quantitatives
Émetteur	RCI Banque S.A
Identifiant unique (exemple identifiant CUSIP, ISIN ou Bloomberg pour placement privé).	FR0000131906
Placement public ou privé	Privé
Droit(s) régissant l'instrument	Droit français
Reconnaissance contractuelle des pouvoirs de dépréciation et de conversion des autorités de résolution	Sans objet
<i>Traitement réglementaire</i>	
Traitement actuel compte tenu, le cas échéant, des règles transitoires du CRR	Sans objet
Règles CRR après transition	Sans objet
Éligible au niveau individuel/(sous-) consolidé/individuel et (sous-)consolidé	Consolidé
Type d'instrument (à préciser pour chaque ressort territorial)	Actions ou parts assorties d'un droit de vote émises par des sociétés anonymes, des sociétés privées à responsabilité limitée, des sociétés en commandite simple, en nom collectif ou par actions
Montant comptabilisé en fonds propres réglementaires ou en engagements éligibles (monnaie en millions, à la dernière date de clôture)	814 MEUR
Valeur nominale de l'instrument	Capital de 100 MEUR divisé en 1 M d'actions d'une valeur de 100 EUR
Prix d'émission	Sans objet
Prix de rachat	Sans objet
Classification comptable	Capital souscrit et réserves liées
Date d'émission initiale	9 août 1974
Perpétuel ou à durée déterminée	à durée déterminée
Échéance initiale	(21 août 2073)
Option de rachat de l'émetteur soumise à l'accord préalable de l'autorité de surveillance	Sans objet
Date facultative d'exercice de l'option de rachat, dates d'exercice des options de rachat conditionnelles et prix de rachat	Sans objet
Dates ultérieures d'exercice de l'option de rachat, s'il y a lieu	Sans objet
<i>Coupons/dividendes</i>	
Dividende/coupon fixe ou flottant	Dividende
Taux du coupon et indice éventuel associé	sans objet
Existence d'un mécanisme de suspension des versements de dividendes (dividend stopper)	
Caractère entièrement ou partiellement discrétionnaire ou obligatoire des versements (en termes de calendrier)	Discrétionnaire
Caractère entièrement ou partiellement discrétionnaire ou obligatoire des versements (en termes de montant)	Discrétionnaire
Existence d'un mécanisme de hausse de la rémunération (step-up) ou d'une autre incitation au rachat	Non
Cumulatif ou non cumulatif	Cumulatif
Convertible ou non convertible	Non convertible
Si convertible, déclencheur(s) de la conversion	Sans objet
Si convertible, entièrement ou partiellement	Sans objet
Si convertible, taux de conversion	Sans objet
Si convertible, caractère obligatoire ou facultatif de la conversion	Sans objet
Si convertible, type d'instrument vers lequel a lieu la conversion	Sans objet
Si convertible, émetteur de l'instrument vers lequel a lieu la conversion	Sans objet
Caractéristiques en matière de réduction du capital	Oui
Si réduction du capital, déclencheur de la réduction	Capitaux propres inférieurs à la moitié du capital social de la société. (article L225-248 du C. Com)
Si réduction du capital, totale ou partielle	Partielle
Si réduction du capital, définitive ou provisoire	Définitive
Si réduction provisoire du capital, description du mécanisme de réaugmentation du capital	Sans objet
Type de subordination (uniquement pour les engagements éligibles)	Sans objet
Rang de l'instrument dans une procédure normale d'insolvabilité	1
Rang de l'instrument en cas de liquidation (indiquer le type d'instrument de rang immédiatement supérieur)	Chirographaire

Caractéristiques non conformes pendant la période de transition	Non
Dans l'affirmative, préciser les caractéristiques non conformes	Sans objet
Lien vers les conditions contractuelles complètes de l'instrument (balisage)	Sans objet

- Instruments de fonds propres de catégorie 2

	Informations qualitatives ou quantitatives
Émetteur	RCI Banque S.A.
Identifiant unique (par exemple identifiant CUSIP, ISIN ou Bloomberg pour placement privé).	FR0013459765
Placement public ou privé	Placement Public
Droit(s) régissant l'instrument	Droit Français
Reconnaissance contractuelle des pouvoirs de dépréciation et de conversion des autorités de résolution	Oui
Traitement réglementaire	
Traitement actuel compte tenu, le cas échéant, des règles transitoires du CRR	Fonds propres de catégorie 2
Règles CRR après transition	Fonds propres de catégorie 2
Éligible au niveau individuel/(sous-) consolidé/individuel et (sous-)consolidé	Consolidé
Type d'instrument (à préciser pour chaque ressort territorial)	CRR Article 63
Montant comptabilisé en fonds propres réglementaires ou en engagements éligibles (monnaie en millions, à la dernière date de clôture)	850 MEUR
Valeur nominale de l'instrument	100 000 EUR
Prix d'émission	100%
Prix de rachat	Sans objet
Classification comptable	Passif - coût amorti
Date d'émission initiale	18/11/2019
Perpétuel ou à durée déterminée	A durée déterminée
Échéance initiale	18/02/2030
Option de rachat de l'émetteur soumise à l'accord préalable de l'autorité de surveillance	oui
Date facultative d'exercice de l'option de rachat, dates d'exercice des options de rachat conditionnelles et prix de rachat	18/02/2025 100%
Dates ultérieures d'exercice de l'option de rachat, s'il y a lieu	Sans objet
Coupons/dividendes	
Dividende/coupon fixe ou flottant	Fixe jusqu'au 18/02/25 puis flottant
Taux du coupon et indice éventuel associé	2,625% jusqu'au 18/02/25, puis Taux moyen Swap 5 ans EUR +2,85%
Existence d'un mécanisme de suspension des versements de dividendes (dividend stopper)	Non
Caractère entièrement ou partiellement discrétionnaire ou obligatoire des versements (en termes de calendrier)	obligatoire
Caractère entièrement ou partiellement discrétionnaire ou obligatoire des versements (en termes de montant)	obligatoire
Existence d'un mécanisme de hausse de la rémunération (step-up) ou d'une autre incitation au rachat	non
Cumulatif ou non cumulatif	non
Convertible ou non convertible	non convertible
Si convertible, déclencheur(s) de la conversion	Sans objet
Si convertible, entièrement ou partiellement	Sans objet
Si convertible, taux de conversion	Sans objet
Si convertible, caractère obligatoire ou facultatif de la conversion	Sans objet
Si convertible, type d'instrument vers lequel a lieu la conversion	Sans objet
Si convertible, émetteur de l'instrument vers lequel a lieu la conversion	Sans objet
Caractéristiques en matière de réduction du capital	Pas de mécanisme de réduction
Si réduction du capital, déclencheur de la réduction	Sans objet
Si réduction du capital, totale ou partielle	Sans objet
Si réduction du capital, définitive ou provisoire	Sans objet
Si réduction provisoire du capital, description du mécanisme de réaugmentation du capital	Sans objet
Type de subordination (uniquement pour les engagements éligibles)	Titres subordonnés
Rang de l'instrument dans une procédure normale d'insolvabilité	2
Rang de l'instrument en cas de liquidation (indiquer le type d'instrument de rang immédiatement supérieur)	Créanciers chirographaires
Caractéristiques non conformes pendant la période de transition	Non
Dans l'affirmative, préciser les caractéristiques non conformes	Sans objet
Lien vers les conditions contractuelles complètes de l'instrument (balisage)	Sans objet

	Informations qualitatives ou quantitatives
Émetteur	RCI Finance Maroc
Identifiant unique (par exemple identifiant CUSIP, ISIN ou Bloomberg pour placement privé).	MA0000094930
Placement public ou privé	Placement Privé
Droit(s) régissant l'instrument	Droit Marocain
Reconnaissance contractuelle des pouvoirs de dépréciation et de conversion des autorités de résolution	Oui
Traitement réglementaire	
Traitement actuel compte tenu, le cas échéant, des règles transitoires du CRR	Fonds propres de catégorie 2
Règles CRR après transition	Fonds propres de catégorie 2
Éligible au niveau individuel/(sous-) consolidé/individuel et (sous-)consolidé	Individuel et Consolidé
Type d'instrument (à préciser pour chaque ressort territorial)	CRR Article 63
Montant comptabilisé en fonds propres réglementaires ou en engagements éligibles (monnaie en millions, à la dernière date de clôture)	68 MMAD
Valeur nominale de l'instrument	100 000 MAD
Prix d'émission	100%
Prix de rachat	Sans objet
Classification comptable	Passif - coût amorti
Date d'émission initiale	30/12/2020
Perpétuel ou à durée déterminée	A durée déterminée
Échéance initiale	30/12/2030
Option de rachat de l'émetteur soumise à l'accord préalable de l'autorité de surveillance	oui
Date facultative d'exercice de l'option de rachat, dates d'exercice des options de rachat conditionnelles et prix de rachat	30/12/2025 100%
Dates ultérieures d'exercice de l'option de rachat, s'il y a lieu	30/12/2026, 30/12/2027, 30/12/28, 30/12/29
Coupons/dividendes	
Dividende/coupon fixe ou flottant	Flottant
Taux du coupon et indice éventuel associé	Taux 52 semaines du bon du Trésor Marocain + 1,70%
Existence d'un mécanisme de suspension des versements de dividendes (dividend stopper)	
Caractère entièrement ou partiellement discrétionnaire ou obligatoire des versements (en termes de calendrier)	obligatoire
Caractère entièrement ou partiellement discrétionnaire ou obligatoire des versements (en termes de montant)	obligatoire
Existence d'un mécanisme de hausse de la rémunération (step-up) ou d'une autre incitation au rachat	non
Cumulatif ou non cumulatif	non
Convertible ou non convertible	
Si convertible, déclencheur(s) de la conversion	Sans objet
Si convertible, entièrement ou partiellement	Sans objet
Si convertible, taux de conversion	Sans objet
Si convertible, caractère obligatoire ou facultatif de la conversion	Sans objet
Si convertible, type d'instrument vers lequel a lieu la conversion	Sans objet
Si convertible, émetteur de l'instrument vers lequel a lieu la conversion	Sans objet
Caractéristiques en matière de réduction du capital	
Si réduction du capital, déclencheur de la réduction	Sans objet
Si réduction du capital, totale ou partielle	Sans objet
Si réduction du capital, définitive ou provisoire	Sans objet
Si réduction provisoire du capital, description du mécanisme de réaugmentation du capital	Sans objet
Type de subordination (uniquement pour les engagements éligibles)	Titres subordonnés
Rang de l'instrument dans une procédure normale d'insolvabilité	Sans objet
Rang de l'instrument en cas de liquidation (indiquer le type d'instrument de rang immédiatement supérieur)	Créanciers chirographaires
Caractéristiques non conformes pendant la période de transition	
Dans l'affirmative, préciser les caractéristiques non conformes	Sans objet
Lien vers les conditions contractuelles complètes de l'instrument (balisage)	Sans objet

	Informations qualitatives ou quantitatives
Émetteur	DIAC S.A.
Identifiant unique (par exemple identifiant CUSIP, ISIN ou Bloomberg pour placement privé).	FR0000047821
Placement public ou privé	Placement Public
Droit(s) régissant l'instrument	Droit Français
Reconnaissance contractuelle des pouvoirs de dépréciation et de conversion des autorités de résolution	Non
<i>Traitement réglementaire</i>	
Traitement actuel compte tenu, le cas échéant, des règles transitoires du CRR	Fonds propres de catégorie 2
Règles CRR après transition	Fonds propres de catégorie 2
Éligible au niveau individuel/(sous-) consolidé/individuel et (sous-)consolidé	Individuel et Consolidé
Type d'instrument (à préciser pour chaque ressort territorial)	CRR Article 63
Montant comptabilisé en fonds propres réglementaires ou en engagements éligibles (monnaie en millions, à la dernière date de clôture)	7 MEUR
Valeur nominale de l'instrument	1000 FRF / 152,45 EUR
Prix d'émission	100%
Prix de rachat	Sans objet
Classification comptable	Passif - juste valeur
Date d'émission initiale	01/04/1985
Perpétuel ou à durée déterminée	Perpétuel
Échéance initiale	Sans objet
Option de rachat de l'émetteur soumise à l'accord préalable de l'autorité de surveillance	non
Date facultative d'exercice de l'option de rachat, dates d'exercice des options de rachat conditionnelles et prix de rachat	Sans objet
Dates ultérieures d'exercice de l'option de rachat, s'il y a lieu	Sans objet
<i>Coupons/dividendes</i>	
Dividende/coupon fixe ou flottant	Flottant
Taux du coupon et indice éventuel associé	TAM+0.40 [(dernier résultat net publié/avant-dernier résultat net publié)-1] minimum: 100% du TAM, ne pouvant en tout état de cause être inférieur à 6,50% maximum: 130% du TAM
Existence d'un mécanisme de suspension des versements de dividendes (dividend stopper)	Non
Caractère entièrement ou partiellement discrétionnaire ou obligatoire des versements (en termes de calendrier)	obligatoire
Caractère entièrement ou partiellement discrétionnaire ou obligatoire des versements (en termes de montant)	obligatoire
Existence d'un mécanisme de hausse de la rémunération (step-up) ou d'une autre incitation au rachat	non
Cumulatif ou non cumulatif	non
Convertible ou non convertible	non convertible
Si convertible, déclencheur(s) de la conversion	Sans objet
Si convertible, entièrement ou partiellement	Sans objet
Si convertible, taux de conversion	Sans objet
Si convertible, caractère obligatoire ou facultatif de la conversion	Sans objet
Si convertible, type d'instrument vers lequel a lieu la conversion	Sans objet
Si convertible, émetteur de l'instrument vers lequel a lieu la conversion	Sans objet
Caractéristiques en matière de réduction du capital	Pas de mécanisme de réduction
Si réduction du capital, déclencheur de la réduction	Sans objet
Si réduction du capital, totale ou partielle	Sans objet
Si réduction du capital, définitive ou provisoire	Sans objet
Si réduction provisoire du capital, description du mécanisme de réaugmentation du capital	Sans objet
Type de subordination (uniquement pour les engagements éligibles)	Titres participatifs
Rang de l'instrument dans une procédure normale d'insolvabilité	3
Rang de l'instrument en cas de liquidation (indiquer le type d'instrument de rang immédiatement supérieur)	Titres subordonnés
Caractéristiques non conformes pendant la période de transition	Non
Dans l'affirmative, préciser les caractéristiques non conformes	Sans objet
Lien vers les conditions contractuelles complètes de l'instrument (balisage)	Sans objet

De même sont déduits des fonds propres CET1, dans le cadre de l'approche avancée du risque de crédit, la différence négative entre le solde des provisions et des pertes attendues. Lorsque le montant des pertes attendues est inférieur aux ajustements de valeurs et dépréciations collectives, le solde est ajouté aux fonds propres complémentaires T2 dans la limite de 0,6 % des risques pondérés des expositions traitées en méthode « notations internes ».

Aucun filtre transitoire ne s'applique aux fonds propres de catégorie 2 pour le groupe Mobilize F.S.

EU CC1 — Composition des fonds propres réglementaires

En millions d'euros

Fonds propres de base de catégorie 1 (CET1): instruments et réserves	Montants	Ref CC2
Instruments de fonds propres et comptes des primes d'émission y afférents	814	A
<i>dont: Type d'instrument 1</i>	100	
<i>dont: Type d'instrument 2</i>	714	
<i>dont: Type d'instrument 3</i>		
Résultats non distribués	1 993	B
Autres éléments du résultat global accumulés (et autres réserves)	2 802	C
Fonds pour risques bancaires généraux		
Montant des éléments éligibles visés à l'article 484, paragraphe 3, du CRR et comptes des primes d'émission y afférents soumis à exclusion progressive des CET1		
Intérêts minoritaires (montant autorisé en CET1 consolidés)		
Bénéfices intermédiaires, nets de toute charge et de tout dividende prévisible, ayant fait l'objet d'un contrôle indépendant	100	
Fonds propres de base de catégorie 1 (CET1) avant ajustements réglementaires	5 709	

Fonds propres de base de catégorie 1 (CET1): ajustements réglementaires	Montants	Ref CC2
Corrections de valeur supplémentaires (montant -)	-1	
Immobilisations incorporelles (nettes des passifs d'impôt associés) (montant -)	-162	Part of E
Actifs d'impôt différé dépendant de bénéfices futurs à l'exclusion de ceux résultant de différences temporelles (nets des passifs d'impôt associés lorsque les conditions prévues à l'article 38, paragraphe 3, du CRR sont réunies) (montant -)	-7	
Réserves en juste valeur relatives aux pertes et aux gains générés par la couverture des flux de trésorerie des instruments financiers qui ne sont pas évalués à la juste valeur	-217	
Montants -s résultant du calcul des montants des pertes anticipées	-19	
Toute augmentation de valeur des capitaux propres résultant d'actifs titrisés (montant -)		
Pertes ou gains sur passifs évalués à la juste valeur et qui sont liés à l'évolution de la qualité de crédit de l'établissement	7	D1
Actifs de fonds de pension à prestations définies (montant -)		
Détentions directes et indirectes par un établissement, de ses propres instruments CET1 (montant -)		
Détentions directes, indirectes et synthétiques d'instruments CET1 d'entités du secteur financier lorsqu'il existe une détention croisée avec l'établissement visant à accroître artificiellement les fonds propres de l'établissement (montant -)		
Détentions directes, indirectes et synthétiques d'instruments CET1 d'entités du secteur financier dans lesquelles l'établissement ne détient pas d'investissement important (montant au-dessus du seuil de 10 %, net des positions courtes)		
Détentions directes, indirectes et synthétiques d'instruments CET1 d'entités du secteur financier dans lesquelles l'établissement détient un investissement important (montant au-dessus du seuil de 10 %, net des positions courtes)		
Montant des expositions aux éléments suivants qui reçoivent une pondération de 1 250 %, lorsque l'établissement a opté pour la déduction <i>dont: participations qualifiées hors du secteur financier (montant -)</i> <i>dont: positions de titrisation (montant -)</i> <i>dont: positions de négociation non dénouées (montant -)</i>		
Actifs d'impôt différé résultant de différences temporelles (montant au-dessus du seuil de 10 %, net des passifs d'impôt associés lorsque les conditions prévues à l'article 38, paragraphe 3, du CRR sont réunies) (montant -)		
Montant au-dessus du seuil de 17,65 % (montant -) <i>dont: détentions directes, indirectes et synthétiques, par l'établissement, d'instruments CET1 d'entités du secteur financier dans lesquelles il détient un investissement important</i> <i>dont: actifs d'impôt différé résultant de différences temporelles</i>		
Pertes de l'exercice en cours (montant -)		
Charges d'impôt prévisibles relatives à des éléments CET1, sauf si l'établissement ajuste dûment le montant des éléments CET1 dans la mesure où ces impôts réduisent le montant à concurrence duquel ces éléments peuvent servir à		
Déductions AT1 admissibles dépassant les éléments AT1 de l'établissement (montant -)		
Autres ajustements réglementaires	-39	
Total des ajustements réglementaires des fonds propres de base de catégorie 1 (CET1)	-438	
Fonds propres de base de catégorie 1 (CET1)	5 271	

Fonds propres additionnels de catégorie 1 (AT1) : instruments	Montants	Ref CC2
Instruments de fonds propres et comptes des primes d'émission y afférents <i>dont: classés en tant que capitaux propres selon le référentiel comptable applicable</i> <i>dont: classés en tant que passifs selon le référentiel comptable applicable</i>		
Montant des éléments éligibles visés à l'article 484, paragraphe 4, du CRR et comptes des primes d'émission y afférents soumis à exclusion progressive des AT1		
Montant des éléments éligibles visés à l'article 494 bis, paragraphe 1, du CRR soumis à l'exclusion progressive des AT1		
Montant des éléments éligibles visés à l'article 494 ter, paragraphe 1, du CRR soumis à l'exclusion progressive des AT1		
Fonds propres de catégorie 1 éligibles inclus dans les fonds propres consolidés AT1 (y compris intérêts minoritaires non inclus dans la ligne 5) émis par des filiales et détenus par des tiers <i>dont: instruments émis par des filiales soumis à exclusion progressive</i>		
Fonds propres additionnels de catégorie 1 (AT1) avant ajustements réglementaires		

Fonds propres additionnels de catégorie 1 (AT1): ajustements réglementaires	Montants	Ref CC2
Détentions directes et indirectes, par un établissement, de ses propres instruments AT1 (montant -)		
Détentions directes, indirectes et synthétiques d'instruments AT1 d'entités du secteur financier lorsqu'il existe une détention croisée avec l'établissement visant à accroître artificiellement les fonds propres de l'établissement (montant -)		
Détentions directes, indirectes et synthétiques d'instruments AT1 d'entités du secteur financier dans lesquelles l'établissement ne détient pas d'investissement important (montant au-dessus du seuil de 10 %, net des positions		
Détentions directes, indirectes et synthétiques d'instruments AT1 d'entités du secteur financier dans lesquelles l'établissement détient un investissement important (net des positions courtes éligibles) (montant -)		
Déductions T2 admissibles dépassant les éléments T2 de l'établissement (montant -)		
Autres ajustements réglementaires des fonds propres AT1		
Total des ajustements réglementaires des fonds propres additionnels de catégorie 1 (AT1)		
Fonds propres additionnels de catégorie 1 (AT1)		

Fonds propres de catégorie 1 (T1 = CET1 + AT1)	5 271	
---	--------------	--

Fonds propres de catégorie 2 (T2): instruments	Montants	Ref CC2
Instruments de fonds propres et comptes des primes d'émission y afférents	864	D2
Montant des éléments éligibles visés à l'article 484, paragraphe 5, du CRR et des comptes des primes d'émission y afférents soumis à exclusion progressive des T2 conformément à l'article 486, paragraphe 4, du CRR		
Montant des éléments éligibles visés à l'article 494 bis, paragraphe 2, du CRR soumis à l'exclusion progressive des T2		
Montant des éléments éligibles visés à l'article 494 ter, paragraphe 2, du CRR soumis à l'exclusion progressive des T2		
Instruments de fonds propres éligibles inclus dans les fonds propres consolidés T2 (y compris intérêts minoritaires et instruments AT1 non inclus dans les lignes 5 ou 34) émis par des filiales et détenus par des tiers <i>dont: instruments émis par des filiales soumis à exclusion progressive</i>		
Ajustements pour risque de crédit		
Fonds propres de catégorie 2 (T2) avant ajustements réglementaires	864	

Fonds propres de catégorie 2 (T2): ajustements réglementaires	Montants	Ref CC2
Détentions directes et indirectes, par un établissement, de ses propres instruments et emprunts subordonnés T2 (montant -)		
Détentions directes, indirectes et synthétiques d'instruments et emprunts subordonnés T2 d'entités du secteur financier lorsqu'il existe une détention croisée avec l'établissement visant à accroître artificiellement les fonds propres de		
Détentions directes, indirectes et synthétiques d'instruments et d'emprunts subordonnés T2 d'entités du secteur financier dans lesquelles l'établissement ne détient pas d'investissement important (montant au-dessus du seuil de 10 %,		
Détentions directes, indirectes et synthétiques, par l'établissement, d'instruments et d'emprunts subordonnés T2 d'entités du secteur financier dans lesquelles l'établissement détient un investissement important (net des positions		
Déductions admissibles d'engagements éligibles dépassant les éléments d'engagements éligibles de l'établissement (montant -)		
Autres ajustements réglementaires des fonds propres T2		
Total des ajustements réglementaires des fonds propres de catégorie 2 (T2)		
Fonds propres de catégorie 2 (T2)	864	

Total des fonds propres (TC = T1 + T2)	6 135	
---	--------------	--

Montant total d'exposition au risque	36 430	
---	---------------	--

Ratios et exigences de fonds propres, y compris les coussins	Montants	Ref CC2
Fonds propres de base de catégorie 1 (CET1)	14,47%	
Fonds propres de catégorie 1	14,47%	
Total des fonds propres	16,84%	
Exigences globales de fonds propres CET1 de l'établissement	8,25%	
<i>dont: exigence de coussin de conservation de fonds propres</i>	2,50%	
<i>dont: exigence de coussin de fonds propres contracyclique</i>	0,12%	
<i>dont: exigence de coussin pour le risque systémique</i>		
<i>dont: exigence de coussin pour établissement d'importance systémique mondiale (EISm) ou pour autre établissement d'importance systémique (autre EIS)</i>		
Fonds propres de base de catégorie 1 disponibles après le respect des exigences (en pourcentage du montant d'exposition au risque)	6,83%	

Montants inférieurs aux seuils pour déduction (avant pondération)	Montants	Ref CC2
Détentions directes et indirectes de fonds propres et d'engagements éligibles d'entités du secteur financier dans lesquelles l'établissement ne détient pas d'investissement important (montant en dessous du seuil de 10 %, net des		
Détentions directes et indirectes, par l'établissement, d'instruments CET1 d'entités du secteur financier dans lesquelles l'établissement détient un investissement important (montant en dessous du seuil de 17,65 %, net des positions courtes	175	
Actifs d'impôt différé résultant de différences temporelles (montant en dessous du seuil de 17,65 %, net des passifs d'impôt associés lorsque les conditions prévues à l'article 38, paragraphe 3, du CRR sont réunies)	150	

Plafonds applicables lors de l'inclusion de provisions dans les fonds propres de catégorie 2	Montants	Ref CC2
Ajustements pour risque de crédit inclus dans les T2 eu égard aux expositions qui relèvent de l'approche standard (avant application du plafond)		
Plafond pour l'inclusion des ajustements pour risque de crédit dans les T2 selon l'approche standard	144	
Ajustements pour risque de crédit inclus dans les T2 eu égard aux expositions qui relèvent de l'approche fondée sur les notations internes (avant application du plafond)		
Plafond pour l'inclusion des ajustements pour risque de crédit dans les T2 selon l'approche fondée sur les notations internes	121	

Instruments de fonds propres soumis à exclusion progressive (applicable entre le 1er janvier 2014 et le 1er janvier 2022 uniquement)	Montants	Ref CC2
Plafond actuel applicable aux instruments CET1 soumis à exclusion progressive		
Montant exclu des CET1 en raison du plafond (dépassement du plafond après remboursements et échéances)		
Plafond actuel applicable aux instruments AT1 soumis à exclusion progressive		
Montant exclu des AT1 en raison du plafond (dépassement du plafond après remboursements et échéances)		
Plafond actuel applicable aux instruments T2 soumis à exclusion progressive		
Montant exclu des T2 en raison du plafond (dépassement du plafond après remboursements et échéances)		

EU CC2 — Rapprochement entre les fonds propres réglementaires et le bilan dans les états financiers audités

En millions d'euros	Valeurs comptables déclarées dans les états financiers publiés	Valeurs comptables selon le périmètre de consolidation prudentielle	Reference CC1
Actif			
Caisse et Banques centrales	5 874	5 874	
Instruments dérivés	434	434	
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	521	341	
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	119	119	
Titres au coût amorti			
Prêts et créances sur les établissements de crédit	1 690	1 666	
Prêts et créances sur la clientèle	48 631	48 817	
Créances d'impôts courants	166	41	
Créances d'impôts différés	220	167	
Comptes de régularisation et actifs divers	1 041	1 073	
Actifs non courants destinés à être cédés	19	19	
Participations dans les entreprises associées et coentreprises	66	175	
Opérations de location opérationnelle	1 383	1 383	
Immobilisations corporelles et incorporelles	123	123	
<i>dont : autres actifs incorporels</i>	34	34	E
Ecart d'acquisition	137	137	E
Total Actif	60 424	60 370	

Passif			
Banques centrales	3 715	3 715	
Instruments dérivés	351	351	
Passifs financiers à la juste valeur par résultat			
Dettes envers les établissements de crédit	2 012	2 012	
Dettes envers la clientèle	25 473	25 939	
Dettes représentées par un titre	18 108	18 108	
Dettes d'impôts courants	133	44	
Dettes d'impôts différés	818	819	
Comptes de régularisation et passifs divers	2 004	1 998	
Dettes liées aux actifs destinés à être cédés	1	1	
Provisions	188	188	
Provisions techniques des contrats d'assurance	425		
Dettes subordonnées	886	886	
<i>dont : Pertes ou gains sur passifs évalués à la juste valeur et qui sont liés à l'évolution de la qualité de crédit</i>	859	859	<i>D1</i>
<i>dont : T2 Instruments de fonds propres et comptes des primes d'émission y afférents</i>	7	7	<i>D2</i>
Total passifs	54 114	54 060	
Fonds propres			
Capital et primes d'émission	814	814	A
Bénéfices non distribués	1 993	1 993	B
Autres éléments du résultat global accumulés	2 802	2 802	C
Part groupe du résultat de la période	700	700	
Intérêts minoritaires ne donnant pas le contrôle	1	1	
Total des fonds propres	6 310	6 310	

EU PV1 — Corrections de valeur à des fins d'évaluation prudente (PVA)

En millions d'euros

AVA de catégorie	Catégorie de risque					AVA de catégorie - Incertitude d'évaluation		AVA de catégorie totale après diversification	Dont: Total approche principale dans le portefeuille de négociation	Dont: Total approche principale dans le portefeuille bancaire
	Actions	Taux d'intérêt	Change	Crédit	Matières premières	AVA relatives aux écarts de crédit constatés d'avance	AVA relatives aux coûts d'investissement et de financement			
Incertitude sur les prix du marché										
Coûts de liquidation										
Positions concentrées										
Résiliation anticipée										
Risque lié au modèle										
Risque opérationnel										
Frais administratifs futurs										
Total des corrections de valeur supplémentaires (AVA)								1		

4 - EXIGENCES EN FONDS PROPRES

Les exigences prudentielles sont déterminées conformément aux textes et dispositions transitoires applicables à compter du 1er janvier 2014 aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement, publiés au Journal Officiel de l'Union européenne le 26 juin 2013 : règlement (UE) n° 575/2013 et directive 2013/36/EU transposée par l'ordonnance n° 2014-158 du 20 février 2014. Les exigences en fonds propres varient en fonction de l'évolution du TREA.

EU OV1 — Vue d'ensemble des montants totaux d'exposition au risque

En Millions d'euros	Montant total d'exposition au risque (TREA)		Exigences totales en fonds propres
	12/2022	06/2022	12/2022
Risque de crédit (hors CCR)	31 439	30 245	2 515
<i>dont : approche standard (SA)</i>	11 330	10 929	906
<i>dont : approche NI simple (F-IRB)</i>	81	69	6
<i>dont : approche par référencement</i>			
<i>dont : actions selon la méthode de pondération simple</i>			
<i>dont : approche fondée / notations internes « avancée » (A-IRB)</i>	20 028	19 247	1 602
Risque de Crédit de contrepartie - CCR	569	419	46
<i>dont : approche standard (SA)</i>	95	76	8
<i>dont : approche par modèle interne (IMM)</i>			
<i>dont : expositions sur une CCP</i>	135	88	11
<i>dont : risque d'ajustement de l'évaluation de crédit - CVA</i>	339	256	27
<i>dont : autres risques de contrepartie</i>			
Risque de règlement			
Expositions de titrisation dans le portefeuille hors négociation (après le plafond)			
<i>dont : approche SEC-IRBA</i>			
<i>dont : SEC-ERBA (y compris IAA)</i>			
<i>dont : approche SEC-SA</i>			
<i>dont : déduction à 1250%</i>			
Risques de position, de change et de matières premières (Risque de marché)	1 003	773	80
<i>dont : méthode standard</i>	1 003	773	80
<i>dont : approche fondée sur les modèles internes</i>			
Grands risques			
Risque opérationnel	3 419	3 505	274
<i>dont : approche élémentaire</i>			
<i>dont : approche standard (SA)</i>	3 419	3 505	274
<i>dont : approche par mesure avancée</i>			
<i>Montants inférieurs aux seuils de déduction (soumis à pondération de 250 %) Pour information</i>	83	746	65
Total	36 430	34 943	2 914

Les 'Montants inférieurs aux seuils de déduction (soumis à pondération à 250%)' ont été intégrés au total 'Risque de Crédit (hors CCR)', conformément aux instructions du règlement 2021/637.

5 - PILOTAGE DU CAPITAL INTERNE

EU OVC — Informations ICAAP

Base juridique	Numéro de la ligne	Informations qualitatives	
Article 438, point a), du CRR	(a)	Méthode d'évaluation de l'adéquation des fonds propres	<p>Le suivi du capital économique est assuré par l'Internal Capital Adequacy Assessment Process (ICAAP). Il est conçu comme un processus continu intégré à la gouvernance globale et s'assure de l'adéquation des fonds propres aux risques pris par la banque, sur la base de son évaluation interne.</p> <p>L'ICAAP combine les principaux processus suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Processus d'évaluation des risques : RCI Banque S.A analyse l'ensemble des expositions aux risques composant les risques réglementaires : risques de crédit, risques opérationnels, risques de marché et autres risques dont le besoin en fonds propres peut être évalué par des mesures quantitatives ou qualitatives. Le processus d'évaluation des risques et les résultats sont conformes au cadre de gestion des risques. • Processus de définition des scénarios de référence et stressés : RCI Banque S.A, en cohérence avec le processus budgétaire et sa stratégie, définit les hypothèses du scénario de référence et des scénarios stressés retenus pour les prévisions. • Processus de calcul de l'adéquation des fonds propres économiques : le groupe, risque par risque, évalue régulièrement les besoins en fonds propres économiques. La comparaison est effectuée entre les exigences de fonds propres économiques et les exigences de fonds propres réglementaires. • Processus d'attribution : RCI Banque S.A s'assure que les besoins économiques sont respectés sur le périmètre concerné. • Le processus d'analyse d'impact sur le capital économique de tout investissement stratégique.
Article 438, point c), du CRR	(b)	À la demande de l'autorité compétente pertinente, le résultat du processus d'évaluation interne de l'adéquation des fonds propres de l'établissement	Non applicable

6 - RATIO DE LEVIER

La réglementation Bâle III / CRD IV introduit le ratio de levier dont l'objectif principal est de servir de mesure complémentaire aux exigences de fonds propres basées sur les risques pondérés afin d'éviter un développement excessif des expositions par rapport aux fonds propres.

L'article 429 du règlement sur les exigences de fonds propres (CRR) précise les modalités relatives au calcul du ratio de levier ; il a été modifié et remplacé par le règlement 2019/876 du Parlement européen et du conseil du 20 mai 2019 (dit règlement « CRR2 »). Le ratio de levier est calculé comme le rapport entre les fonds propres de catégorie 1 et le total d'expositions, qui comprend les actifs au bilan ainsi que le hors bilan évalués selon une approche prudentielle. Depuis le 1er janvier 2015, la publication du ratio de levier est obligatoire (article 521-2a du CRR) au moins une fois par an (article 433 du CRR) et conjointement à celle des états financiers (BCBS270 article 45).

La mise en œuvre d'une exigence réglementaire minimale de 3% pour le ratio de levier a été entérinée avec l'adoption du paquet bancaire (CRR 2 / CRD V).

Le ratio de levier du groupe, estimé selon les règles CRR / CRD et intégrant l'acte délégué d'octobre 2014, atteint 8,26% au 31 décembre 2022.

EU LR1 - LRSum: Résumé du rapprochement entre actifs comptables et expositions aux fins du ratio de levier

En millions d'euros

31/12/2022

Total de l'actif selon les états financiers publiés	60 424
Ajustement pour les entités consolidées d'un point de vue comptable mais qui n'entrent pas dans le périmètre de la consolidation prudentielle (Ajustement pour les expositions titrisées qui satisfont aux exigences opérationnelles pour la prise en compte d'un transfert de risque)	-54
(Ajustement pour l'exemption temporaire des expositions sur les banques centrales (le cas échéant)) (Ajustement pour actifs fiduciaires comptabilisés au bilan conformément au référentiel comptable applicable mais exclus de la mesure totale de l'exposition au titre de l'article 429 bis, paragraphe 1, point i), du CRR)	
Ajustement pour achats et ventes normalisés d'actifs financiers faisant l'objet d'une comptabilisation à la date de transaction	
Ajustement pour les transactions éligibles des systèmes de gestion centralisée de la trésorerie	
Ajustement pour instruments financiers dérivés	844
Ajustement pour les opérations de financement sur titres (OFT)	
Ajustement pour les éléments de hors bilan (résultant de la conversion des expositions de hors bilan en montants de crédit équivalents)	3 843
(Ajustement pour les corrections de valeur à des fins d'évaluation prudente et les provisions spécifiques et générales qui ont réduit les fonds propres de catégorie 1)	-1
(Ajustement pour expositions exclues de la mesure de l'exposition totale en vertu de l'article 429 bis, paragraphe 1, point c), du CRR)	
(Ajustement pour expositions exclues de la mesure de l'exposition totale en vertu de l'article 429 bis, paragraphe 1, point j), du CRR)	
Autres ajustements	-1 210
Mesure de l'exposition totale	63 846

Le groupe Mobilize F.S ne dispose d'aucun actif fiduciaire non comptabilisé conformément à l'article 429bis du CRR.

EU LR2 - LRCom: Ratio de levier — déclaration commune

En millions d'euros - Expositions aux fins du ratio de levier en vertu du CRR

	31/12/2022	30/06/2022
Expositions au bilan (excepté dérivés et OFT)		
Éléments inscrits au bilan (dérivés et OFT exclus, mais sûretés incluses)	59 465	55 333
Rajout du montant des sûretés fournies pour des dérivés, lorsqu'elles sont déduites des actifs du bilan selon le référentiel comptable applicable (Déduction des créances comptabilisées en tant qu'actifs pour la marge de variation en espèces fournie dans le cadre de transactions sur dérivés) (Ajustement pour les titres reçus dans le cadre d'opérations de financement sur titres qui sont comptabilisés en tant qu'actifs) (Ajustements pour risque de crédit général des éléments inscrits au bilan)		
(Montants d'actifs déduits lors de la détermination des fonds propres de catégorie 1)	-399	-364
Total des expositions au bilan (excepté dérivés et OFT)	59 066	54 969
Expositions sur dérivés		
Coût de remplacement de toutes les transactions dérivées SA-CCR (c'est-à-dire net des marges de variation en espèces éligibles)	622	364
Dérogation pour dérivés: contribution des coûts de remplacement selon l'approche standard simplifiée		
Montants de majoration pour l'exposition future potentielle associée à des opérations sur dérivés SA-CCR	315	263
Dérogation pour dérivés: Contribution de l'exposition potentielle future selon l'approche standard simplifiée		
Exposition déterminée par application de la méthode de l'exposition initiale (Jambe CCP exemptée des expositions sur transactions compensées pour des clients) (SA-CCR) (jambe CCP exemptée des expositions sur transactions compensées pour des clients) (approche standard simplifiée) (Jambe CCP exemptée des expositions sur transactions compensées pour des clients (méthode de l'exposition initiale) Valeur notionnelle effective ajustée des dérivés de crédit vendus (Différences notionnelles effectives ajustées et déductions des majorations pour les dérivés de crédit vendus)		
Expositions totales sur dérivés	937	627

En millions d'euros - Expositions aux fins du ratio de levier en vertu du CRR

31/12/2022	30/06/2022
------------	------------

<p>Expositions sur opérations de financement sur titres (OFT)</p> <p>Actifs OFT bruts (sans prise en compte de la compensation) après ajustement pour les transactions comptabilisées en tant que ventes</p> <p>(Valeur nette des montants en espèces à payer et à recevoir des actifs OFT bruts)</p> <p>Exposition au risque de crédit de la contrepartie pour les actifs OFT</p> <p>Dérogation pour OFT: Exposition au risque de crédit de contrepartie conformément à l'article 429 sexies, paragraphe 5, et à l'article 222 du CRR</p> <p>Expositions lorsque l'établissement agit en qualité d'agent</p> <p>(Jambe CCP exemptée des expositions sur OFT compensées pour des clients)</p>		
Expositions totales sur opérations de financement sur titres		
<p>Autres expositions de hors bilan</p> <p>Expositions de hors bilan en valeur notionnelle brute</p> <p>(Ajustements pour conversion en montants de crédit équivalents)</p> <p>(Provisions générales déduites lors de la détermination des fonds propres de catégorie 1 et provisions spécifiques associées aux expositions de hors bilan)</p>	4 374	4 680
	-530	-679
Expositions de hors bilan	3 844	4 001
<p>Expositions exclues</p> <p>(Expositions exclues de la mesure de l'exposition totale en vertu de l'article 429 bis, paragraphe 1, point c), du CRR)</p> <p>(Expositions exemptées en vertu de l'article 429 bis, paragraphe 1, point j), du CRR (au bilan et hors bilan))</p> <p>(Exclusions d'expositions de banques (ou unités de banques) publiques de développement – Investissements publics)</p> <p>(Exclusions d'expositions de banques (ou unités de banques) publiques de développement – Prêts incitatifs)</p> <p>(Exclusions d'expositions découlant du transfert de prêts incitatifs par des banques (ou unités de banques) qui ne sont pas des banques publiques de développement)</p> <p>(Exclusions de parties garanties d'expositions résultant de crédits à l'exportation)</p> <p>(Exclusions de sûretés excédentaires déposées auprès d'agents tripartites)</p> <p>(Exclusions de services liés aux DCT fournis par les établissements/DCT, en vertu de l'article 429 bis, paragraphe 1, point o), du CRR)</p> <p>(Exclusions de services liés aux DCT fournis par des établissements désignés, en vertu de l'article 429 bis, paragraphe 1, point p), du CRR)</p> <p>(Réduction de la valeur d'exposition des crédits de préfinancement ou intermédiaires)</p>		
(Total des expositions exemptées)		

En millions d'euros - Expositions aux fins du ratio de levier en vertu du CRR

31/12/2022	30/06/2022
------------	------------

Fonds propres et mesure de l'exposition totale		
Fonds propres de catégorie 1	5 271	5 138
Mesure de l'exposition totale	63 846	59 597
Ratio de levier		
Ratio de levier (%)	8,26%	8,62%
Ratio de levier (sans l'ajustement dû aux expositions exclues des banques publiques de développement - Investissements du secteur public) (%)	8,26%	8,62%
Ratio de levier (hors incidence de toute exemption temporaire de réserves de banque centrale applicable) (%)	8,26%	8,62%
Exigence réglementaire de ratio de levier minimal (%)		
Exigences de fonds propres supplémentaires pour faire face au risque de levier excessif (%)		
Exigence de coussin lié au ratio de levier (%)		
Choix des dispositions transitoires et expositions pertinentes		
Choix en matière de dispositions transitoires pour la définition de la mesure des fonds propres		
Publication des valeurs moyennes		
Moyenne des valeurs quotidiennes des actifs OFT bruts, après ajustement pour les transactions comptabilisées en tant que ventes et net des montants en espèces à payer et à recevoir correspondants		
Valeur de fin de trimestre des actifs OFT bruts, après ajustement pour les transactions comptabilisées en tant que ventes et net des montants en espèces à payer et à recevoir correspondants		
Mesure de l'exposition totale (en incluant l'incidence de toute exemption temporaire de réserves de banque centrale applicable) intégrant les valeurs moyennes des actifs OFT bruts de la ligne 28 (après ajustement pour transactions comptabilisées en tant que vente et net des montants en espèces à payer et à recevoir correspondants)	63 846	59 597
Mesure de l'exposition totale (hors incidence de toute exemption temporaire de réserves de banque centrale applicable) intégrant les valeurs moyennes des actifs OFT bruts de la ligne 28 (après ajustement pour transactions comptabilisées en tant que vente et net des montants en espèces à payer et à recevoir correspondants)	63 846	59 597
Ratio de levier (en incluant l'incidence de toute exemption temporaire de réserves de banque centrale applicable) intégrant les valeurs moyennes des actifs OFT bruts de la ligne 28 (après ajustement pour transactions comptabilisées en tant que vente et net des montants en espèces à payer et à recevoir correspondants)	8,26%	8,62%
Ratio de levier (hors incidence de toute exemption temporaire de réserves de banque centrale applicable) intégrant les valeurs moyennes des actifs OFT bruts de la ligne 28 (après ajustement pour transactions comptabilisées en tant que vente et net des montants en espèces à payer et à recevoir correspondants)	8,26%	8,62%

EU LR3 - LRSpl: Ventilation des expositions au bilan (excepté dérivés, OFT et expositions exemptées)

En millions d'euros - Expositions aux fins du ratio de levier en vertu du CRR

31/12/2022

Total des expositions au bilan (excepté dérivés, OFT et expositions exemptées), dont:	59 465
Expositions du portefeuille de négociation	
Expositions du portefeuille bancaire, dont:	59 465
<i>Obligations garanties</i>	
<i>Expositions considérées comme souveraines</i>	6 640
<i>Expositions aux gouvernements régionaux, banques multilatérales de développement, organisations internationales et entités du secteur public non considérés comme des emprunteurs souverains</i>	39
<i>Établissements</i>	1 631
<i>Expositions garanties par une hypothèque sur un bien immobilier</i>	
<i>Expositions sur la clientèle de détail</i>	34 468
<i>Entreprises</i>	14 956
<i>Expositions en défaut</i>	446
<i>Autres expositions (notamment actions, titrisations et autres actifs ne correspondant pas à des obligations de crédit)</i>	1 286

EU LRA: Publication d'informations qualitatives sur le ratio de levier

Descriptions des procédures utilisées pour gérer le risque de levier excessif	Le groupe Mobilize F.S. suit le ratio de levier sur une base mensuelle avec une information au niveau du Comité exécutif. Ce ratio est également inclus dans le tableau de bord des risques transmis sur base trimestrielle au Comité des risques du Conseil d'administration. Une limite interne a été fixée et un système d'alerte a été mis en place.
Description des facteurs qui ont eu un impact sur le ratio de levier au cours de la période à laquelle se rapporte le ratio de levier communiqué par l'établissement	Le groupe Mobilize F.S. présente un ratio de levier Bâle III à 8,26 % à fin décembre 2022 contre 8,62 % à fin juin 2022. Le ratio diminue sous l'effet de la hausse de la valeur exposée au risque, à 63,8 Md€ (+4,2 Md€ vs fin juin 2022).

7 - PILOTAGE DU RATIO DE LEVIER

Le pilotage du ratio de levier consiste à la fois à calibrer le montant de fonds propres « Tier 1 » (numérateur du ratio) et à encadrer l'exposition levier du groupe (dénominateur du ratio) pour atteindre l'objectif de 8% minimum de ratio que s'est fixé le groupe, supérieur au minimum de 3% entériné avec l'adoption du paquet bancaire (CRR 2 / CRD V). Un suivi mensuel s'assure que le ratio de levier est en ligne avec l'objectif fixé.

IV - RISQUE DE CREDIT

EU CRA: Informations qualitatives relatives au risque de crédit

Informations qualitatives	
(a)	<p>Dans la brève déclaration sur les risques soumise conformément à l'article 435, paragraphe 1, point f), du CRR, indiquer comment le modèle d'entreprise donne naissance aux composants du profil de risque de crédit de l'établissement.</p>
	<p>Le groupe Mobilize F.S a défini une limite globale de coût du risque de crédit pour l'ensemble de ses activités de financement de 1% des actifs productifs moyens.</p> <p>La typologie de financement réalisée sur la clientèle (prêts affectés à l'achat de véhicules neufs ou d'occasion) et le cadre de gestion rigoureux du financement des réseaux de concessionnaires permettent à Mobilize F.S d'enregistrer un coût du risque inférieur à 0,5% en moyenne de cycle.</p> <p>Le business model du groupe Mobilize F.S qui vise à accompagner les ventes des constructeurs de l'Alliance Renault Nissan par des offres de financement et services attractifs et une qualité de service élevée permet d'atteindre une clientèle premium et un taux d'intervention élevé.</p> <p>Le groupe Mobilize F.S s'appuie par ailleurs sur une grande connaissance des réseaux de concessionnaire pour parfaitement contrôler ses risques sur cette catégorie d'exposition.</p> <p>La présence du groupe Mobilize F.S dans certains pays ou régions (Maroc, Amérique Latine) augmente un peu le risque de crédit du groupe.</p>
(b)	<p>Dans la présentation des stratégies et processus visant à gérer le risque de crédit et des politiques destinées à couvrir et atténuer le risque conformément à l'article 435, paragraphe 1, points a) et d), du CRR, indiquer les critères et l'approche utilisés pour définir la politique de gestion du risque de crédit et fixer les limites en matière de risque de crédit.</p>
	<p>Dans le cadre de la politique de risque de crédit du groupe, les objectifs de chaque pays en matière de risque à l'origination et de coût du risque comptable sont décidés lors des phases budgétaires et de révisions (processus budgétaire annuel et deux processus de révision chaque année). Ces objectifs tiennent compte des conditions de marché, la tarification devant permettre d'atteindre les objectifs de rentabilité sur actifs pondérés.</p> <p>Les seuils d'alerte en matière de risque de crédit sont basés sur les engagements budgétaires.</p>
(c)	<p>Lors de la présentation de la structure et de l'organisation de la fonction de gestion des risques conformément à l'article 435, paragraphe 1, point b), du CRR, indiquer la structure et l'organisation de la fonction de gestion et de contrôle du risque de crédit.</p>
	<p>Au niveau du siège, la direction Crédit et Data Management est organisée en six départements:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le département des Engagements Réseaux et Grandes Flottes : analyse les dossiers au-delà des délégations de pouvoirs des pays pour la clientèle Réseau et pour les entreprises SME/Corporate, soumet les dossiers au Comité des Engagements Groupe en fonction des délégations de pouvoir. • Le département Modèles Réglementaires : développe, contrôle et backteste les modèles IRB-A et de provisionnement IFRS9 ; présente semestriellement la performance des modèles au Comité Exécutif ; demande la validation des modèles IRB-A selon la gouvernance définie. • Le département Données et Projets Risques de Crédit : est le responsable fonctionnel du calcul mensuel des RWA sur le périmètre IRB-A, du provisionnement IFRS9 pour tous les pays et des déclarations Anacredit pour certains pays ; pilote des projets à travers des comités ad hoc, comme BCBS239, Loan Origination & Monitoring, Clients connectés. • Le département des Données a pour objectif la création de valeur par la meilleure utilisation des données : en fournissant et animant un cadre de gouvernance des données Groupe pour rendre les données fiables et interopérables, en industrialisant les chaînes de traitement des données, et en mettant à

		<p>disposition de l'ensemble du groupe outils, méthodes et compétences Data Science</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le département Financement Réseaux • Le département Crédit et Scoring Clientèle <p>Ces deux derniers départements ont en commun de définir sur leur périmètre respectif (le financement des concessionnaires et des importateurs pour le premier, le financement Grand Public et Entreprises pour le second) les règles Groupe en matière de risque de crédit en fonction des évolutions réglementaires et de conformité, émettent un avis risque sur les nouveaux produits, contrôlent le provisionnement IFRS9, surveillent les limites établies dans le cadre de l'appétence au risque (RAF) et valident les plans d'action lorsque le niveau de risque est au-dessus du seuil d'alerte, informent le Comité Exécutif lors des comités de Crédit mensuels et les membres du Conseil d'Administration lors des Comités des Risques du Conseil d'administration trimestriels. Par ailleurs le département Crédit et Scoring Clientèle est aussi en charge du développement des scores liés aux processus de crédit (octroi, fraudes, détection de clients fragiles, recouvrement) pour les segments Grand Public et Entreprises.</p> <p>Au niveau des entités locales, l'organisation type se compose d'une direction en charge du risque Clientèle (Particuliers et Entreprises autres que les concessionnaires) et d'une autre direction en charge du risque Réseaux. Dans les pays avec des encours les plus élevés, une autre organisation est possible avec une direction en charge de l'acceptation des nouveaux financements et de la gestion du financement Réseaux, et une autre direction en charge du risque de crédit Clientèle et du recouvrement.</p> <p>La fonction de contrôle du risque de crédit est organisée et structurée comme décrit en partie II-2 Organisation du contrôle des risques et en section (d) de ce tableau.</p>
(d)	<p>Lors de la présentation de l'autorité, du statut et des autres dispositions adoptées pour la fonction de gestion des risques conformément à l'article 435, paragraphe 1, point b), du CRR, spécifier les liens entre les fonctions de gestion du risque de crédit, de contrôle des risques, de vérification de la conformité et d'audit interne.</p>	<p>La direction de la Gestion des Risques assume la fonction de contrôle des risques. A ce titre, elle veille à la cohérence des politiques de risques avec le Risk Appetite Framework ainsi qu'à l'efficacité des systèmes de mesure, de surveillance et de maîtrise des risques de l'établissement. Elle influence et challenge les fonctions de pilotage des risques sur leurs méthodologies ainsi que sur les décisions relatives à la prise des risques. Elle contrôle en second niveau l'adéquation du pilotage des principaux risques de RCI Banque S.A avec la politique de Gouvernance des Risques et le 'RAF'. Elle exerce un rôle central dans la surveillance de la conformité des pratiques du Groupe à la réglementation prudentielle (CRD, CRR, guidelines EBA, reporting et demandes BCE).</p> <p>En matière de gestion et de contrôle des risques, le Département d'Audit interne (contrôle de 3ème niveau) intègre dans ses plans annuels la revue des dispositifs de gestion des principaux risques et en particulier, les chaînes du risque clientèle et réseau dans les filiales, les dispositifs ICAAP, ILAAP, ainsi que les systèmes de notation interne des risques de crédit. Il vérifie l'efficacité opérationnelle du cadre global de gouvernance, y compris le cadre de gouvernance des risques, et le respect des politiques et des processus internes, et propose des améliorations aux dispositifs en place.</p> <p>Au niveau des modèles internes de risque de crédit, voir le chapitre 5 – Méthode avancée a) Gouvernance</p>

EU CRB : Informations supplémentaires à publier sur la qualité de crédit des actifs

Informations qualitatives		
(a)	<p>La portée et les définitions des expositions « en souffrance » (past due) et « dépréciées » (impaired) utilisées à des fins comptables et les différences, le cas échéant, entre les définitions « en souffrance » et « en défaut » (default) à des fins comptables et réglementaires, tel que spécifié par les orientations de l'ABE sur l'application de la définition de défaut, conformément à l'article 178 du CRR.</p>	<p>Depuis le 01/01/2021, Mobilize F.S applique la nouvelle définition du défaut définies par les Orientations sur l'application du défaut selon l'article 178 du règlement européen n°575/2013. Le statut défaut réglementaire est la définition retenue pour le classement comptable en stage 3 et en expositions non performantes.</p>
(b)	<p>L'importance des expositions en souffrance (plus de 90 jours) non considérées comme dépréciées et les raisons qui l'expliquent.</p>	<p>Les expositions en souffrance (plus de 90 jours) sont toujours dépréciées.</p>
(c)	<p>La description des méthodes utilisées pour déterminer les ajustements pour risque de crédit général et spécifique.</p>	<p>Ajustement pour risque de crédit général:</p> <p>Tous les instruments financiers entrant dans le champ de la norme IFRS9 se voient affecter une dépréciation pour pertes attendues dès l'origine.</p> <ul style="list-style-type: none"> • A l'origine, l'instrument est affecté d'une perte de valeur représentant les pertes attendues à 12 mois (Bucket 1) • En cas de détérioration significative du risque de crédit depuis l'origine ou de restructuration, l'instrument est alors affecté d'une perte de valeur représentant les pertes de crédit attendues pour la durée de vie de cet instrument (Bucket 2). • Pour les instruments en défaut (Bucket 3), les provisions sont alors calculées en fonction de l'espérance de récupération compte tenu de leur âge dans le défaut. <p>Ajustement pour risque de crédit spécifique :</p> <p>Se référer au paragraphe « Analyses individuelles » dans les pages suivantes.</p>
(d)	<p>La définition des expositions restructurées retenue par l'établissement aux fins de l'application de l'article 178, paragraphe 3, point d), du CRR, tel que spécifié par les orientations de l'ABE sur le défaut conformément à l'article 178 du CRR, lorsqu'elle s'écarte de la définition des expositions renégociées figurant à l'annexe V du règlement d'exécution (UE) n° 680/2014 de la Commission.</p>	<p>La définition des expositions restructurées est conforme avec le point (d) de l'article 178 paragraphe (3) du CRR.</p>

1 - EXPOSITION AU RISQUE DE CRÉDIT

Mobilize F.S utilise trois niveaux de classification de créances à risque et détermine les dépréciations sur base individuelle ou collective. La présentation et les principes d'évaluation sont décrits dans la partie A de l'annexe des États financiers consolidés.

Les niveaux de classification sont :

- Bucket 1 : aucune dégradation ou dégradation non significative du risque de crédit depuis l'origination ;
- Bucket 2 : dégradation significative du risque de crédit depuis l'origination ou contrepartie financière non investment grade ;
- Bucket 3 : détérioration telle que la perte est avérée (catégorie du défaut).

Le groupe Mobilize F.S applique les guidelines EBA/GL/2016/07 « Guidelines on the application of the default definition » émis par l'Autorité Bancaire Européenne (ABE) publiées le 18/01/2017 ainsi que l'EBA/RTS/2016/06 « Final draft RTS on materiality threshold of past due credit obligations » publié le 28/09/2016, pour le déclassement des expositions non performantes.

Les paragraphes suivants décrivent des ajustements spécifiques de provisions, hors modèle.

Créances restructurées

La valeur brute des encours restructurés (y compris les expositions non-performantes), suite à l'ensemble des mesures et des concessions envers les clients emprunteurs qui rencontrent (ou sont susceptibles à l'avenir de rencontrer) des difficultés financières, s'élève à 238 millions

d'euros au 31 décembre 2022 contre 272 millions d'euros au 31 décembre 2021. Cette valeur brute est dépréciée à hauteur de 78 millions d'euros au 31 décembre 2022, contre 80 millions d'euros au 31 décembre 2021.

Le traitement des créances restructurées (forbearance) est conforme aux orientations du Comité de Bâle et aux recommandations de la Banque Centrale Européenne.

Analyses individuelles

Les ajustements hors modèle faisant suite à une revue individuelle de contreparties SME et Corporate (hors réseau) portent sur un montant total d'expositions saines de 347 M€ fin 2022 (vs 317 M€ fin 2021), et ces ajustements s'élèvent à 24 M€ fin 2022 vs 35 M€ fin 2021.

Ce dispositif a été complété par une analyse sectorielle collective des expositions auprès de clients opérant dans les secteurs d'activité identifiés les plus touchés par la crise covid-19 et par la crise énergétique (secteurs liés au tourisme ou aux voyages, secteurs soumis à une forte dégradation, selon des analyses externes). Ces expositions ont donc été identifiées comme sujettes à une possible dégradation à court terme. Elles n'ont pas donné lieu à un déclassement particulier, leur couverture reste stable avec une dotation supplémentaire en 2022 de seulement 0,4M€ .

Inflation

Dans un contexte mondial de stagflation, le groupe Mobilize F.S a réalisé un test de sensibilité – par une démarche prospective - sur son portefeuille clientèle de détail visant à évaluer la fraction de client qui pourrait connaître des difficultés à honorer leur obligation de paiement de leur dette vis-à-vis du groupe Mobilize F.S due à la contraction de leur reste à vivre (baisse du pouvoir d'achat). Sur la base de ce test de sensibilité, une provision collective de 39 millions d'euros a été constituée, elle vise à couvrir un risque de crédit non encore matérialisé mais qui pourrait se dégrader si la persistance du contexte économique se confirme.

Clients fragiles

Le groupe Mobilize F.S a mis en œuvre – conformément aux orientations de l'ABE sur l'octroi et le suivi des prêts – un dispositif d'indicateurs d'alerte précoce visant à identifier les clients susceptibles d'avoir des difficultés à honorer leur obligation de paiement vis-à-vis du groupe Mobilize F.S. Le dispositif mis en place permet de classer en trois groupes suivant la sévérité de la probable difficulté financière du client (basse, moyenne, haute). En conséquence, les processus de gestion ont été adaptés au regard du niveau de sévérité. Pour les niveaux de sévérité moyenne et haute et bien que le risque de crédit ne soit pas avéré, les encours de cette clientèle classés en bucket 1 font l'objet d'une dépréciation ; en 2022 une dotation aux provision de 8 millions d'euros a été constituée.

EU CR1 : Expositions performantes et non performantes et provisions correspondantes

En millions d'euros	Valeur comptable brute / Montant nominal					Dépréciations cumulées, variations négatives cumulées de la juste valeur dues au risque de crédit et provisions						Sorties partielles du bilan cumulées	Collateral et garanties financières reçues	
	Exposition performante			Exposition non performante		Exposition performante			Exposition non performante				Exposition performante	Exposition non performante
	Dont bucket 1	Dont bucket 2		Dont bucket 2	Dont bucket 3	Dont bucket 1	Dont bucket 2		Dont bucket 2	Dont bucket 3				
Comptes à vue auprès de banques centrales et autres dépôts à vue	7 490	7 490												
Prêts et avances	48 959	45 676	3 260	1 030	960	-530	-345	-184	-583		-548		18 805	200
<i>Banques centrales</i>	38	38												
<i>Administrations publiques</i>	90	66	24	10	10	-2	0	-1	-4		-4		8	2
<i>Etablissements de crédit</i>	52	27	25			0	0						52	
<i>Autres entreprises financières</i>														
<i>Entreprises non financières</i>	19 053	17 722	1 314	347	308	-139	-79	-61	-171		-154		14 293	114
<i>Dont PME</i>	7 836	7 124	706	278	251	-95	-54	-41	-147		-131		2 099	61
<i>Ménages</i>	29 727	27 824	1 897	673	642	-389	-266	-122	-408		-390		4 452	84
Titres de créance	411	377	34			0	0							
<i>Banques centrales</i>	96	96				0	0							
<i>Administrations publiques</i>	244	210	34			0	0							
<i>Etablissements de crédit</i>	69	69												
<i>Autres entreprises financières</i>	1	1												
<i>Entreprises non financières</i>	0	0												
Expositions hors bilan	4 585	4 488	97	14	5	-11	-7	-5	-1		0			
<i>Banques centrales</i>														
<i>Administrations publiques</i>	27	25	2	0	0	0	0	0	0		0			
<i>Etablissements de crédit</i>	140	139	1			0	0	0						
<i>Autres entreprises financières</i>														
<i>Entreprises non financières</i>	2 006	1 913	93	11	2	-9	-5	-4	-1		0			
<i>Ménages</i>	2 412	2 411	1	3	2	-2	-1	0	0		0			
Total	61 446	58 032	3 391	1 044	965	-541	-352	-188	-584		-549		18 805	200

EU CR1-A : Echéance des expositions

En millions d'euros

Valeur exposée au risque nette

	A vue	< 1 an	> 1 et <= 5 ans	> 5 ans	Aucune échéance déclarée	Total
Prêts et avances	473	24 695	23 311	396		48 876
Titres de créance		331	9		70	411
Total	473	25 026	23 321	396	70	49 287

EU CR2: Variations du stock de prêts et avances non performants

En millions d'euros	Valeur comptable brute
Stock initial de prêts et avances non performants	1 051
Entrées dans les portefeuilles non performants	430
Sorties hors des portefeuilles non performants	451
Sorties dues à des sorties de bilan	107
Sorties dues à d'autres situations	344
Stock final de prêts et avances non performants	1 030

EU CR2a: Variations du stock de prêts et avances non performants et recouvrements nets cumulés liés

Non applicable car les expositions non performantes sont inférieures à 5% du total des expositions

EU CQ1: Qualité de crédit des expositions renégociées

En millions d'euros	Valeur comptable brute / Montant nominal des expositions faisant l'objet de mesures de renégociation				Dépréciations cumulées, variations négatives cumulées de la juste valeur dues au risque de crédit et provisions		Sûretés reçues et garanties financières reçues pour des expositions renégociées	
	Renégociées performantes	Renégociées non performantes	Dont en défaut	Dont dépréciées	Expo renégociées performantes	Expo renégociées non performantes		dont non performante restructurée
Comptes à vue auprès de banques centrales et autres dépôts à vue								
Prêts et avances	118	120	120	120	-16	-62	4	
<i>Banques centrales</i>								
<i>Administrations publiques</i>								
<i>Etablissements de crédit</i>								
<i>Autres entreprises financières</i>								
<i>Entreprises non financières</i>	7	12	12	12	0	-7	0	
<i>Ménages</i>	111	108	108	108	-16	-55	3	
Titres de créance								
Engagements de prêt donnés								
Total	118	120	120	120	-16	-62	4	

EU CQ2: Qualité de la renégociation

Non applicable car les expositions non performantes sont inférieures à 5% du total des expositions

EU CQ3: Qualité de crédit des expositions performantes et non performantes par nombre de jours en souffrance

En millions d'euros	Valeur comptable brute / Montant nominal											
	Exposition performante			Exposition non performante								Dont défaut
	Non échu ou échu ≤30 jours	Echu > 30 J et ≤ 90 J		Probablement dû ou échu ≤90 J	Echu > 90 et ≤ 180 Jours	Echu > 180 et ≤ 365 days	Echu > 1 et ≤ 2 ans	Echu > 2 et ≤ 5 ans	Echu > 5 et ≤ 7 ans	Echu > 7 ans		
Comptes à vue auprès de banques centrales et autres dépôts à vue	7 490	7 490										
Prêts et avances	48 959	48 912	47	1 030	856	57	59	49	10	0		1 030
<i>Banques centrales</i>	38	38										
<i>Administrations publiques</i>	90	90	0	10	9	0	0	1				10
<i>Etablissements de crédit</i>	52	52										
<i>Autres entreprises financières</i>												
<i>Entreprises non financières</i>	19 053	19 022	31	347	303	20	5	14	4			347
<i>Dont PME</i>	7 836	7 814	22	278	243	19	3	9	4			278
<i>Ménages</i>	29 727	29 711	17	673	544	36	53	34	6	0		673
Titres de créance	411	411										
<i>Banques centrales</i>	96	96										
<i>Administrations centrales</i>	244	244										
<i>Etablissements de crédit</i>	69	69										
<i>Autres entreprises financières</i>	1	1										
<i>Entreprises non financières</i>	0	0										
Expositions hors bilan	4 585			14								14
<i>Banques centrales</i>												
<i>Administrations publiques</i>	27			0								0
<i>Etablissements de crédit</i>	140											
<i>Autres entreprises financières</i>												
<i>Entreprises non financières</i>	2 006			11								11
<i>Ménages</i>	2 412			3								3
Total	61 446	56 813	47	1 044	856	57	59	49	10	0		1 044

EU CQ4: Qualité des expositions non performantes par situation géographique

En millions d'euros	Valeur comptable / montant nominal brut			Dépréciation cumulée	Prov. sur les engagements de financement et de garanties données	Variation négative de la JV du risque de crédit sur expo non performantes
	Dont non performant	Dont en défaut	Dont soumises à dépréciation			
Expositions au Bilan	50 400	1 030	1 030	50 330	-1 113	
<i>France</i>	17 482	362	362	17 413	-345	
<i>Allemagne</i>	7 883	63	63	7 883	-70	
<i>Grande-Bretagne</i>	5 226	40	40	5 226	-155	
<i>Italie</i>	5 887	95	95	5 887	-104	
<i>Espagne</i>	4 004	84	84	4 004	-110	
<i>Brésil</i>	1 811	110	110	1 811	-94	
<i>Corée du sud</i>	1 408	36	36	1 408	-42	
<i>Suisse</i>	824	11	11	824	-7	
<i>Pologne</i>	752	42	42	752	-22	
<i>Portugal</i>	603	6	6	603	-11	
<i>Pays-bas</i>	686	7	7	686	-3	
<i>Autres pays</i>	3 832	174	174	3 831	-151	
Expositions Hors-bilan	4 599	14	14			-12
<i>France</i>	2 178	10	10			-10
<i>Allemagne</i>	717	1	1			-1
<i>Grande-Bretagne</i>	336	0	0			0
<i>Italie</i>	447	1	1			-1
<i>Espagne</i>	105					0
<i>Brésil</i>	73					0
<i>Corée du sud</i>	2					0
<i>Suisse</i>	68	1	1			0
<i>Pologne</i>	178	1	1			0
<i>Portugal</i>	23					0
<i>Pays-bas</i>	75					0
<i>Autres pays</i>	397	0	0			-1
Total	54 999	1 044	1 044	50 330	-1 113	-12

EU CQ5: Qualité de crédit des prêts et avances accordés à des entreprises non financières par branche d'activité

En millions d'euros	Valeur comptable brute			Dt prêts et avances soumis à dépréciat.	Dépréciation cumulée	Var - de JV du risque de crédit sur expo non perf.
	Dont non performant	Dont en défaut				
Agriculture, sylviculture et pêche	80	3	3	80	-3	
Industries extractives	7	0	0	7	0	
Industrie manufacturière	785	25	25	785	-22	
Production et dist. d'élect., gaz, vapeur et air condition.	103	1	1	103	-1	
Production et distribution d'eau	74	3	3	74	-1	
Construction	1 242	50	50	1 242	-44	
Commerce	13 082	121	121	13 082	-121	
Transport et stockage	536	27	27	536	-18	
Hébergement et restauration	146	7	7	146	-5	
Information et communication	153	4	4	153	-5	
Activités financières et d'assurance	9	1	1	9	-1	
Activités immobilières	136	7	7	136	-6	
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	661	23	23	661	-21	
Activités de services administratifs et de soutien	1 209	34	34	1 209	-28	
Adm. publique et défense, sécurité sociale obligatoire	179	10	10	179	-8	
Enseignement	153	9	9	153	-6	
Santé humaine et action sociale	394	9	9	394	-9	
Arts, spectacles et activités récréatives	72	3	3	72	-3	
Autres services	379	9	9	379	-7	
Total	19 399	347	347	19 399	-311	

EU CQ6: Évaluation des sûretés - prêts et avances

Non applicable car les expositions non performantes sont inférieures à 5% du total des expositions.

EU CQ7: Sûretés obtenues par prise de possession et exécution

En millions d'euros	Valeur à la compta. initiale	Variations négatives cumulées
Immobilisations corporelles (PP&E)		
Autre que PP&E		
<i>Biens immobiliers résidentiels</i>		
<i>Biens immobiliers commerciaux</i>		
<i>Biens meubles (automobiles, navires, etc.)</i>		
<i>Actions et titres de créance</i>		
Autres sûretés		
Total		

EU CQ8: Sûretés obtenues par prise de possession et exécution - ventilation par date d'émission

Non applicable car les expositions non performantes sont inférieures à 5% du total des expositions.

Les trois tableaux suivants fournissent des informations sur les expositions soumises à des moratoires législatifs et non législatifs sur les remboursements de prêts appliqués à la lumière de la crise COVID-19, sur les expositions nouvellement créées soumises à des systèmes de garantie publique, et le provisionnement associé.

Informations sur les prêts et avances soumis à des moratoires législatifs et non législatifs

		a	b	c	d	e	f	g	h	i	j	k	l	m	n	o
		Valeur comptable brute							Dépréciations cumulées, variations négatives cumulées de la juste valeur dues au risque de crédit							Valeur comptable brute
		Performants				Non performants			Performants				Non performants			Entrées d'expositions non performantes
		Dont: expositions faisant l'objet de mesures de renégociation		Dont: instruments présentant une augmentation importante du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale, mais non dépréciés (étape 2)		Dont: expositions faisant l'objet de mesures de renégociation	Dont: paiement improbable, pas en souffrance ou en souffrance ≤ 90 jours		Dont: expositions faisant l'objet de mesures de renégociation		Dont: instruments présentant une augmentation importante du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale, mais non dépréciés (étape 2)		Dont: expositions faisant l'objet de mesures de renégociation	Dont: paiement improbable, pas en souffrance ou en souffrance ≤ 90 jours		
1	Prêts et avances soumis à des moratoires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2	dont: ménages	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3	<i>dont: garantis par des biens immobiliers résidentiels</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4	dont: sociétés non financières	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5	<i>dont: petites et moyennes entreprises</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
6	<i>dont: garantis par des biens immobiliers commerciaux</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

A fin décembre 2022, le groupe Mobilize F.S n'a plus aucune exposition faisant l'objet d'un report d'échéance non expiré dans le cadre des moratoires liés à la crise COVID 19 (vs 0,7M€ à fin décembre 2021).

Ventilation des prêts et avances soumis à des moratoires législatifs et non législatifs par échéance résiduelle du moratoire

	a	b	c	d	e	f	g	h	i						
										Nombre de débiteurs	Valeur comptable brute				
											Dont: moratoires législatifs	Dont: qui ont expiré	Échéance résiduelle des moratoires		
≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 6 mois	> 6 mois ≤ 9 mois	> 9 mois ≤ 12 mois	> 1 an											
1	Prêts et avances pour lesquels un moratoire a été proposé	116 819	900 391 480												
2	Prêts et avances soumis à des moratoires (accordés)	111 080	835 013 494	163 051 520	835 013 494	0	0	0	0						
3	dont: ménages		235 868 146	94 843 556	235 868 146	0	0	0	0						
4	dont: garantis par des biens immobiliers résidentiels		0	0	0	0	0	0	0						
5	dont: sociétés non financières		599 145 348	68 207 964	599 145 348	0	0	0	0						
6	dont: petites et moyennes entreprises		367 566 530	58 645 780	367 566 530	0	0	0	0						
7	dont: garantis par des biens immobiliers commerciaux		0	0	0	0	0	0	0						

Les encours ayant bénéficié de mesures de moratoires durant la crise COVID 19 s'élèvent à 835 M€ à fin décembre 2022, et tous les contrats ont désormais repris leur cycle de facturation.

Informations sur les nouveaux prêts et avances émis et fournis en vertu des nouveaux régimes de garantie publics introduits en réponse à la pandémie de COVID-19

	a	b	c	d				
					Valeur comptable brute		Montant maximum de garantie pouvant être pris en considération	Valeur comptable brute
					dont: renégociés	Garanties publiques reçues	Entrées d'expositions non performantes	
1	Nouveaux prêts et avances émis qui sont soumis à des régimes de garantie publics	0	0	0	0			
2	dont: ménages	0			0			
3	dont: garantis par des biens immobiliers résidentiels	0			0			
4	dont: sociétés non financières	0	0	0	0			
5	dont: petites et moyennes entreprises	0			0			
6	dont: garantis par des biens immobiliers commerciaux	0			0			

Le groupe Mobilize F.S n'a pas octroyé de prêts soumis à des régimes de garantie publics.

2 – DISPOSITIF DE GESTION DU RISQUE DE CRÉDIT

Pour la Clientèle comme pour les Réseaux, la politique de prévention des risques de crédit vise à s'assurer de l'atteinte des objectifs de coût du risque fixés dans le cadre du processus budgétaire pour chaque pays, et pour chacun de ses marchés principaux.

Le groupe Mobilize F.S utilise des systèmes avancés de score et, à chaque fois que l'information est disponible, des bases de données externes pour évaluer la capacité des clients particuliers et entreprises à faire face à leurs engagements. Un système de notation interne est également utilisé pour évaluer les prêts aux concessionnaires. Le groupe Mobilize F.S monitorise constamment sa politique d'acceptation pour tenir compte des conditions de l'environnement économique.

GESTION DU RISQUE DE CREDIT - CLIENTÈLE DE DETAIL

L'environnement est resté incertain et contrasté en 2022. Les crises ukrainienne et énergétique ont entraîné des chocs inflationnistes en Europe, les plans de soutien à l'économie et d'accompagnement des situations personnelles de chômage partiel mis en place lors de la survenance de la pandémie de la COVID 19 ont pris fin.

Qualité de la nouvelle production

L'année 2022 a été marquée par une précarité de la situation économique – ralentissement de la croissance et hausse de l'inflation – et par des tensions géopolitiques (guerre en Ukraine). En conséquence, la politique d'acceptation pour les nouveaux financements a été prudente et s'est exprimée par une amélioration du risque de crédit sur les nouveaux financements.

Par ailleurs, le groupe Mobilize F.S a renforcé – conformément aux orientations de l'ABE sur l'octroi et le suivi des prêts – son corpus de règles d'octroi et d'indicateurs de suivi du risque de crédit.

Recouvrement des créances impayées

Le stock de prêts non performant a baissé de 2% en 2022 pour s'établir à 1 030 millions d'euros fin 2022 contre 1 051 millions d'euros fin 2021. Cette performance est le résultat d'un ensemble d'actions visant à réduire la durée des phases de traitement des créances impayées et à améliorer la prévention de passage en défaut.

Dépréciations collective hors modèles statistiques

En 2022, le groupe Mobilize F.S a mis en œuvre – compte tenu du contexte économique décrit plus haut – deux types de dépréciation collective sur son portefeuille de créances performantes de la clientèle de détail pour prévenir d'une probable hausse du risque de crédit probable relatif à :

- L'augmentation généralisée des prix plus élevée que celle des salaires
- La difficulté de certains ménages d'honorer leur obligation de paiement de crédit vis-à-vis du groupe Mobilize F.S de par leur fragilité financière.

Ces deux approches ont été décrites un peu plus haut dans la section 1. Exposition au risque de crédit. Les ajustements couvrent également des clients identifiés comme fragiles à l'aide d'arbres de décision, de scores, ou de données externes (comme au Royaume-Uni, en Espagne, en Italie). L'année 2022 aura été marquée par un élargissement géographique de cette approche à l'Allemagne, l'Autriche, la Suisse, au Portugal et au Maroc.

Dans le contexte particulier de l'exercice, l'ensemble des ajustements complémentaires et hors modèles s'élève à fin 2022 à un stock de 107 M€ hors couverture « forward looking ». Parmi ces 107M€, l'ajustement concernant le risque inflation contribue à hauteur de 43 M€, et celui des clients identifiés comme fragiles à hauteur de 17 M€ (en stock).

Au niveau du portefeuille de la clientèle Entreprise, le département Crédit & Scoring clientèle surveille avec les filiales leur coût du risque, s'assure de sa bonne compréhension et analyse, et anime les plans d'actions destinés à atteindre les objectifs fixés. Les conditions d'octroi sont notamment soumises à des règles centrales strictes, et la gestion des financements et de leur recouvrement fait l'objet de suivis approfondis. Les performances des filiales en matière de qualité d'acceptation et d'efficacité du recouvrement sont analysées dans le cadre du reporting risque mensuel, et elles sont présentées au Corporate par les filiales lors de comités dont la fréquence varie en fonction de la significativité du pays et de son actualité.

Un suivi et une synthèse sont effectués en Comité de Crédit Groupe, animé par la Direction Crédit et Data Management et qui rassemble également sous l'autorité du Directeur Général, le Directeur Finance Trésorerie, le Directeur Comptabilité et Contrôle de la Performance, le Directeur de la Gestion des Risques, le Directeur Commercial & Stratégie.

GESTION DU RISQUE DE CREDIT - RESEAUX DE DISTRIBUTION

Au niveau de chaque filiale et en central, la clientèle Réseaux est suivie périodiquement grâce à un ensemble d'indicateurs de risque permettant d'évaluer la qualité du risque de crédit de chaque contrepartie à court et moyen terme. Un dispositif de gradation du risque de crédit permet de classer les contreparties en trois status (incidenté, pré-alerte et douteux) qui déclenchent des traitements et des plans de remédiations adaptés. Ces actions de réduction du risque de crédit sont définies au sein de comités au niveau des entités, qui réunissent les directeurs locaux des constructeurs et de Mobilize F.S en relation avec le réseau.

RÉSULTAT A FIN DECEMBRE 2022 POUR L'ACTIVITÉ CLIENTÈLE

La norme de provisionnement IFRS9 est appliquée depuis le 1er janvier 2018 à l'ensemble des entités du périmètre de consolidation du groupe Mobilize F.S. Deux méthodologies distinctes ont été déployées selon la taille de l'entité considérée :

- Une méthode fondée sur l'utilisation des modèles internes de comportement et de taux de perte (France, Allemagne, Espagne, Italie, Royaume-Uni, Corée du Sud, Brésil), dans laquelle l'affectation en Bucket 1 / Bucket 2 des expositions est réalisé en fonction du rating issu des modèles de comportement, et de son évolution depuis l'origination. Les créances restructurées sont déclassées en Bucket 2, le classement en Bucket 3 correspondant quant à lui au statut défaut. La provision actualisée est déterminée en fonction de paramètres de risque point-in-time faisant l'objet d'un ajustement forward looking ;
- Pour les autres entités en méthode standard, les provisions sont calculées grâce à des matrices de transition appliquées à la balance âgée du portefeuille. Le déclassement en Bucket 2 s'applique aux créances présentant un arriéré de plus de 30 jours à la date de clôture, ou ayant enregistré un impayé dans les 12 derniers mois, ainsi qu'aux créances restructurées.

La charge du risque clientèle cumulée atteint 0,55% des actifs productifs moyens en 2022, contre 0,26% en 2021. Elle s'explique principalement par :

- Des abandons nets de récupérations à 100M€ (vs 115M€ en 2021), soit 0,26% des encours moyens
- Une dotation sur les encours en défaut Bucket 3 de 27M€ (vs 65M€ en 2021), bénéficiant de la reprise de l'expertise Fraudes pour 14M€
- Une dotation de provision de 81M€ sur les encours sains (vs une reprise de 82 M€ en 2021) dont :
 - Une dotation de 36M€ au titre du forward-looking.
 - Une dotation de 39M€ d'expertise concernant le risque inflation
 - Une dotation de 8 M€ d'expertise concernant les clients fragiles
 - Une reprise de 27 M€ d'expertise sur les clients avec des moratoires expirés

Les encours non performants clientèle sont en très légère baisse, passant de 989 M€ à fin décembre 2021 à 979 M€ à fin décembre 2022, leur part dans l'encours global diminuant de 2.52% à 2.44% en un an.

RÉSULTAT A FIN DECEMBRE 2022 POUR L'ACTIVITÉ RÉSEAUX

Le groupe Mobilize F.S a maintenu sa politique de soutien aux constructeurs et à leurs réseaux de distribution par la mise à disposition de solutions de financement adaptées. À ce titre, le pilotage des stocks en lien avec les constructeurs et leur adéquation avec les situations de marché est resté une priorité. Après la crise Covid-19 en 2020 et la crise des semi-conducteurs en 2021, l'exercice 2022 a été marqué par une hausse des encours à la fin de l'année.

En 2022, le groupe Mobilize F.S. a stabilisé sa présence à l'international et accompagné le développement des marques de l'Alliance et de leurs réseaux. De plus, dans plusieurs pays, Mobilize F.S. a commencé à financer des importateurs.

L'encours réseaux sur l'ensemble du périmètre d'intervention a augmenté de 3.6md€ par rapport à 12/2021 pour s'établir à 10.4md€ à 12/2022.

Le coût du risque 2022 est en reprise de 22m€. L'effet venant de la hausse des encours a été plus que compensé par la réduction de l'ajustement du forward looking suite à la mise en place de modèles internes plus adaptés à notre activité de financement des concessionnaires, en lieu et place du modèle « path generator » des Stress Tests EBA.

Les encours non performants sont en très légère baisse, passant de 67m€ à fin décembre 2021 à 50m€ à fin décembre 2022, leur part dans l'encours global diminuant de 0.9% à 0.5% en un an.

En 2022, le montant des abandons nets des récupérations s'élève à seulement 7.1m€ (dont Espagne 6.6m€ et UK 0.5m€), ce qui confirme la bonne maîtrise du risque sur le financement Réseaux.

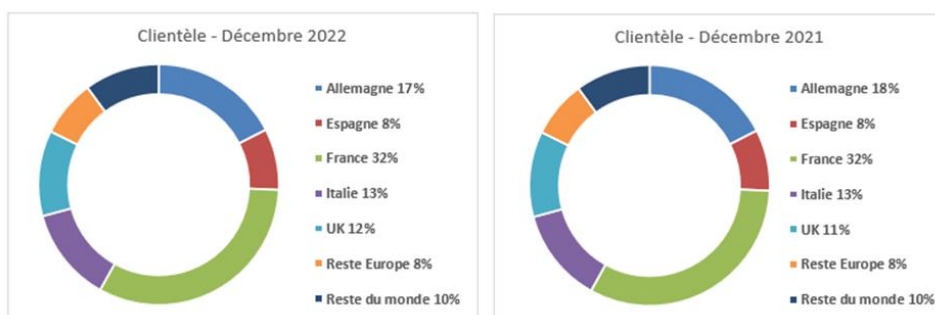
L'encours des créances restructurées se limite quant à lui à 2.6M€, un niveau très faible bien qu'en hausse de 0.5m€ par rapport à l'année dernière.

3 - DIVERSIFICATION DE L'EXPOSITION DU RISQUE DE CRÉDIT

L'encours productif clientèle consolidé à fin décembre 2022 est en croissance par rapport à fin décembre 2021, à 38,9 milliards d'euros. Il est porté par l'augmentation des montants moyens financés qui impacte positivement les nouveaux financements. Il est réparti sur 21 pays, avec une forte représentation de l'Europe à hauteur de 91% du total et des pays homologués pour l'utilisation des modèles IRB France, Italie, Allemagne, Espagne, Royaume-Uni et Corée du Sud ; les encours faisant l'objet de modèles IRB représentent environ 85% du total des encours. Les filiales du groupe en France, au Royaume-Uni et dans les pays d'Amérique Latine sont celles avec la plus forte croissance. La filiale coréenne enregistre elle une baisse de son encours productif clientèle de -11,7%. Le poids des sept marchés principaux du groupe Mobilize F.S (homologués IRB mentionnés ci-dessous plus le Brésil reste quasiment stable à 89% du total en 2022.

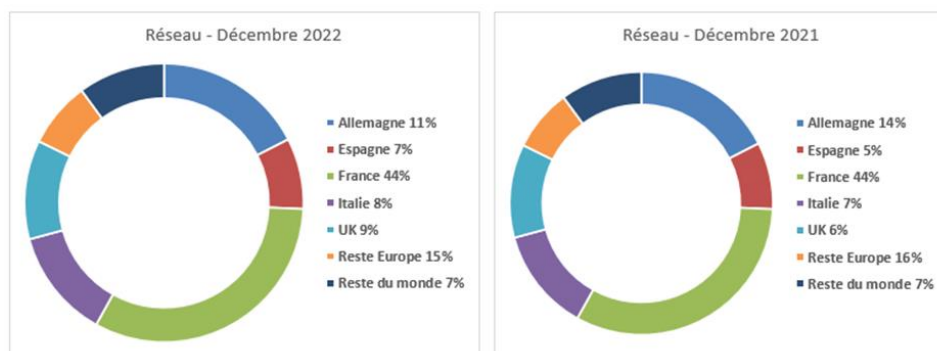
S'agissant de la répartition par produits de l'activité clientèle, le crédit représente 59% des encours nets à fin 2022, la location financière 38% (en hausse de 1 point par rapport à fin 2021), et enfin la location opérationnelle (dont location de batteries), à 4%, est stable.

Exposition au risque de crédit activité clientèle de détail



L'encours réseaux est réparti sur 24 pays consolidés avec une forte prépondérance de l'Europe. Il se situe au global à 10,4 milliards d'euros. La répartition des encours par pays est relativement stable à l'exception d'une baisse de 3 points sur l'Allemagne et d'une hausse équivalente au UK.

Exposition au risque de crédit activité réseau



4 - ACTIFS PONDÉRÉS

Le groupe Mobilize F.S utilise la méthode avancée pour évaluer le risque de crédit pour les encours de la clientèle dans les pays suivants : France, Allemagne, Espagne, Italie, Corée du Sud et Royaume-Uni. Pour tous les autres expositions et risques, le groupe Mobilize F.S utilise la méthode standard.

5 – MÉTHODE AVANCÉE

Le groupe Mobilize F.S a retenu les méthodes les plus avancées proposées par la réforme dite Bâle II / III pour la mesure et la surveillance de ses risques de crédit, l'ensemble des paramètres est donc estimé en interne. Les valorisations sont appliquées au calcul des risques sur les expositions des marchés Grand Public, Entreprises et Réseaux. Six grands pays (Allemagne, Espagne, France, Italie, Corée du Sud et Royaume-Uni)⁽¹⁾ sont traités selon l'approche avancée basée sur les notations internes.

Pour l'ensemble de ces périmètres, le groupe Mobilize F.S a obtenu les autorisations suivantes :

- Pour la France, l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne, homologuée en janvier 2008 ;
- Pour le Royaume-Uni, homologuée en janvier 2010 ;
- Pour la Corée, homologuée en juin 2011.

Suite à approbation du superviseur, les portefeuilles Corporate (hors réseau) de l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne sont depuis 2021 traités en méthode standard.

Les modèles de risque de crédit déployés au sein du groupe font l'objet d'inspections sur site du superviseur donnant lieu à des obligations et/ou des recommandations et le cas échéant à la mise en place de marges additionnelles temporaires sur les paramètres estimés par l'établissement.

a) Gouvernance

Les modèles internes de risque de crédit sont soumis au dispositif de gestion des risques et sont encadrés par une procédure de Gouvernance fixant les rôles et responsabilités de chaque intervenant permettant d'assurer l'indépendance des différents niveaux de contrôles. Cette procédure est validée par le Comité des Risques qui est la plus haute instance de décision de l'établissement relativement aux modèles internes.

Le premier niveau de contrôle est assuré par les équipes de la Direction Crédit et Data Management en charge de :

- la qualité des données provenant des filiales
- les méthodologies de modélisation
- les développements et mise en œuvre des modèles
- l'implémentation et l'insertion opérationnelle
- le suivi de la performance et de la pertinence des modèles à travers les exercices de backtesting et recalibrage.

Le second niveau de contrôle est assuré par les équipes du Service de Contrôle des Risques du Département Risque et Réglementation Bancaire qui revoit de façon indépendante les travaux réalisés par les équipes de la Direction Crédit. Ces travaux sont encadrés par une procédure de validation, sont restitués lors d'un Comité de Validation et font l'objet d'un rapport de validation. Lors des missions de validation de second niveau, les équipes de la Direction Crédit et Data Management sont amenées à justifier leurs travaux et leurs choix méthodologiques par des argumentaires et des pistes d'audit.

Les évolutions apportées aux modèles ainsi que les exercices de suivi récurrents font l'objet de communications avec le Superviseur, encadrées par une procédure interne conforme avec les exigences du règlement délégué (UE) n° 529/2014 du 20 mai 2014 pour les extensions et modifications à l'approche de notation interne.

Ces procédures prévoient, selon la matérialité du changement apporté, de communiquer au Superviseur :

- un application package pour approbation
- une notification préalable au changement (*ex ante*)
- une notification postérieure au changement (*ex post*).

La Gouvernance interne prévoit la validation préalable de chaque communication avec le Superviseur, par les différentes instances de décision, en fonction de sa matérialité.

⁽¹⁾ Pour ces six pays, certains portefeuilles sont traités selon l'approche standard (exemples : marché Entreprises du Royaume-Uni, très grandes entreprises hors France). Par ailleurs, la Corée n'est pas concernée par l'activité Réseaux.

Par ailleurs, la Gouvernance prévoit des reporting récurrents aux instances de décisions où sont présentés les niveaux de risques, les conclusions des exercices récurrents ainsi que des revues indépendantes, le suivi des recommandations internes et externes.

Enfin, la Direction de l'Audit interne assure le troisième niveau de contrôle et évalue par des inspections périodiques, l'efficacité et la conformité du dispositif de gestion et de Gouvernance des modèles internes.

b) Système d'information

La base commune des risques (BCR) compile les données liées au risque de crédit provenant des applicatifs d'acceptation, de gestion et comptables, sur les trois marchés et pour les pays les plus significatifs.

La BCR alimente un environnement décisionnel permettant de réaliser des analyses de risque et le progiciel Banking Cloud calcule le ratio de solvabilité. Banking Cloud est également alimenté par des données en provenance du système de gestion des opérations de refinancement et de l'outil de consolidation.

Les données collectées et calculées dans ces systèmes d'information sont contrôlées techniquement et fonctionnellement tout au long de la chaîne de production, de la collecte des informations à partir des systèmes amont jusqu'aux résultats finaux. Ces contrôles qualité font l'objet d'un suivi mensuel et sont situés au niveau de la chaîne de production en fonction de la criticité de la donnée.

Suite à l'analyse de ces contrôles, des plans d'actions sont mis en œuvre.

Le système d'information mis en place permet de disposer des axes d'analyse nécessaires pour expliquer l'évolution des actifs pondérés. Ainsi, des états mensuels affichent les composantes du montant d'actifs pondérés au titre de la méthode avancée (probabilité de défaut, pertes en cas de défaut, expositions, pertes attendues, etc.) selon plusieurs critères :

- un découpage des encours sains et des encours en défaut, par type de financement ;
- une séparation entre les expositions provenant du bilan et celles provenant du hors-bilan ;
- une ventilation par pays ;
- une répartition par catégorie de clientèle (particuliers, professionnels personnes physiques, petites entreprises, moyennes et grandes entreprises selon le chiffre d'affaires, très grandes entreprises et le réseau de concessionnaires);
- une distribution selon les caractéristiques du client (âge du client ou de l'entreprise, secteur d'activité,...), selon les caractéristiques du financement (durée initiale, montant d'apport,...) et selon les caractéristiques du bien financé (véhicule neuf ou occasion, modèles...).

Ces axes sont également utilisés pour l'analyse mensuelle du coût du risque.

c) Segmentation des expositions en méthode avancée

L'ensemble des informations chiffrées relatives aux expositions en risque de crédit concerne les expositions brutes, c'est-à-dire avant application des Facteurs de Conversion en Equivalent Crédit et des Techniques de Réduction des Risques.

Les taux moyens de pondération (risques pondérés/ expositions) s'élèvent à 44 % pour le portefeuille Clientèle de détail et à 57 % pour le portefeuille Entreprises en méthode de notation interne avancée et 97% pour le portefeuille en méthode fondation.

Le montant des pourcentages FCEC (Facteur de Conversion des Expositions de Crédit) est fixé à 100% en méthode avancée.

EU CRE – Exigences de publication d'informations qualitatives relatives à l'approche NI

Base juridique	Numéro de la ligne	Informations qualitatives	
Article 452, point a), du CRR	a)	L'autorisation du recours à l'approche ou des modalités de la transition, accordée par les autorités compétentes.	Partie IV-5 – Méthode Avancée
Article 452, point c), du CRR	b)	c) Les mécanismes de contrôle des systèmes de notation aux différents stades de l'élaboration, des contrôles et des modifications du modèle, y compris des informations sur: i) la relation entre la fonction de gestion du risque et la fonction d'audit interne; ii) le réexamen du système de notation; iii) la procédure visant à assurer l'indépendance de la fonction chargée de la révision des modèles vis-à-vis des fonctions responsables de leur élaboration; iv) la procédure visant à faire en sorte que les fonctions chargées de l'élaboration et de la révision des modèles soient tenues de rendre des comptes.	i) Partie IV-5 a) Gouvernance ii) Partie IV- 5 h) Procédure de surveillance de la notation interne iii) Partie IV-5 a) Gouvernance iv) Partie IV-5 a) Gouvernance
Article 452, point d), du CRR	c)	Le rôle des fonctions impliquées dans l'élaboration, l'approbation et les modifications ultérieures des modèles de risque de crédit.	Partie IV-5 a) Gouvernance
Article 452, point e), du CRR	d)	Le périmètre et le contenu principal des déclarations relatives aux modèles de risque de crédit.	Partie IV-5 a) Gouvernance
Article 452, point f), du CRR	e)	Une description du processus de notation interne pour chaque catégorie d'expositions, y compris le nombre de modèles principaux utilisés pour chaque portefeuille, et une analyse succincte des principales différences entre les modèles d'un même portefeuille, portant sur: i) les définitions, méthodes et données servant à l'estimation et à la validation de la PD, y compris la manière dont les PD sont estimées pour les portefeuilles à faible taux de défaut, l'existence ou non de planchers réglementaires et les facteurs expliquant les différences observées entre la PD et les taux de défaut effectifs au moins pour les trois dernières périodes; ii) le cas échéant, les définitions, méthodes et données servant à l'estimation et à la validation de la LGD, telles que les méthodes utilisées pour calculer la LGD en cas de ralentissement économique, la manière dont les LGD sont estimées pour les portefeuilles à faible taux de défaut et le temps écoulé entre le déclenchement du défaut et la disparition de l'exposition; iii) le cas échéant, les définitions, méthodes et données servant à l'estimation et à la validation des facteurs de conversion, y compris les hypothèses utilisées pour la dérivation de ces variables.	i) Partie 5 d) i) Description du processus de notation interne ii) Partie 5 e) Axe transaction – paramètre Pertes en cas de défaut (LGD) iii) Partie 5 f) Facteur de conversion

EU CR6 – Approche NI – Expositions au risque de crédit par catégorie d'expositions et fourchette de PD

En Millions d'euros	Expositions au bilan	Expositions de hors bilan avant CCF	CCF moyen pondéré	Exposition après CCF et après ARC	PD moyenne pondérée	Nombre de débiteurs	LGD moyenne pondérée	Échéance moyenne pondérée (années)	Exposition pondérée après facteurs supplétifs	Densité du montant d'exposition pondéré	Montant des pertes anticipées	Corrections de valeur et provisions
Probabilités de défaut												
A-IRB Entreprises												
0,00 à <0,15	49			49	0,06%	7	17,45%	1,0	3	5,52%	0	0
0,00 à <0,10	49			49	0,06%	7	17,45%	1,0	3	5,52%	0	0
0,10 à <0,15												
0,15 à <0,25												
0,25 à <0,50	161	6	1,0	168	0,41%	48	18,39%	1,0	35	20,61%	0	0
0,50 à <0,75	868	47	1,0	915	0,60%	1 290	18,08%	1,0	326	35,62%	1	-1
0,75 à <2,50	5 549	477	1,0	6 026	1,48%	3 770	24,05%	1,0	3 489	57,90%	23	-17
0,75 à <1,75	3 944	142	1,0	4 086	1,23%	2 049	17,32%	1,0	1 546	37,83%	9	-5
1,75 à <2,50	1 605	335	1,0	1 940	2,01%	1 721	38,21%	2,0	1 943	100,17%	15	-12
2,50 à <10,00	2 085	208	1,0	2 293	3,89%	1 340	21,31%	1,0	1 567	68,33%	19	-14
2,50 à <5,00	1 701	150	1,0	1 851	3,28%	989	22,17%	1,0	1 202	64,93%	14	-9
5,00 à <10,00	384	58	1,0	442	6,43%	351	17,72%	2,0	365	82,58%	5	-4
10,00 à <100,00	269	18	1,0	288	15,33%	326	24,65%	2,0	357	124,17%	11	-7
10,00 à <20,00	206	17	1,0	223	11,49%	296	24,53%	2,0	265	119,10%	6	-3
20,00 à <30,00	48	1	1,0	50	26,18%	22	26,17%	1,0	73	147,10%	3	-3
30,00 à <100,00	15	0	1,0	15	36,22%	8	21,36%	1,0	19	123,53%	1	-1
100,00 (Défaut)	35	5	1,0	41	100,00%	194	49,57%	2,0	27	66,74%	19	-9
Sous-Total A-IRB Entreprises	9 017	761	1,0	9 778	2,75%	6 975	22,84%	1,0	5 803	59,35%	73	-46
A-IRB Entreprises SME												
0,00 à <0,15	9	1	1,0	9	0,04%	12	18,56%	1,0	0	2,79%	0	0
0,00 à <0,10	9	1	1,0	9	0,04%	12	18,56%	1,0	0	2,79%	0	0
0,10 à <0,15												
0,15 à <0,25												
0,25 à <0,50	82	1	1,0	83	0,37%	256	22,37%	1,0	13	15,48%	0	0
0,50 à <0,75	609	32	1,0	640	0,61%	392	18,76%	1,0	169	26,46%	1	-1
0,75 à <2,50	355	31	1,0	386	1,44%	496	19,81%	1,0	166	42,96%	1	-3
0,75 à <1,75	233	29	1,0	262	1,19%	136	18,93%	2,0	121	46,22%	1	-3
1,75 à <2,50	122	2	1,0	124	1,97%	360	21,66%	1,0	45	36,09%	1	0
2,50 à <10,00	388	13	1,0	401	4,61%	399	19,99%	1,0	196	48,85%	4	-1
2,50 à <5,00	251	3	1,0	254	3,35%	276	20,18%	1,0	109	42,82%	2	-1
5,00 à <10,00	137	10	1,0	147	6,77%	123	19,67%	1,0	87	59,26%	2	-1
10,00 à <100,00	166	10	1,0	176	22,27%	178	19,09%	1,0	131	74,33%	8	-4
10,00 à <20,00	58	7	1,0	66	11,99%	91	19,12%	1,0	48	73,08%	2	-1
20,00 à <30,00	83	2	1,0	85	26,43%	66	18,93%	1,0	63	73,96%	4	-1
30,00 à <100,00	25	0	1,0	25	35,10%	21	19,58%	1,0	20	78,85%	2	-1
100,00 (Défaut)	28	0	1,0	28	100,00%	40	81,11%	1,0	21	75,66%	21	-15
Sous-Total A-IRB Entreprises SME	1 637	87	1,000	1 724	5,54%	1 773	20,50%	1,0	696	40,39%	34	-25

En Millions d'euros	Expositions au bilan	Expositions de hors bilan avant CCF	CCF moyen pondéré	Exposition après CCF et après ARC	PD moyenne pondérée	Nombre de débiteurs	LGD moyenne pondérée	Échéance moyenne pondérée (années)	Exposition pondérée après facteurs supplétifs	Densité du montant d'exposition pondéré	Montant des pertes anticipées	Corrections de valeur et provisions
Probabilités de défaut												
A-IRB Détail SME												
0,00 à <0,15	0			0	0,05%	33	47,70%		0	6,48%	0	0
0,00 à <0,10	0			0	0,05%	33	47,70%		0	6,48%	0	0
0,10 à <0,15												
0,15 à <0,25												
0,25 à <0,50	265	38	1,0	302	0,34%	11 216	46,22%		64	21,29%	0	0
0,50 à <0,75	209	25	1,0	234	0,60%	13 769	44,89%		68	28,93%	1	0
0,75 à <2,50	1 532	305	1,0	1 837	1,66%	80 495	39,12%		694	37,79%	12	-9
0,75 à <1,75	997	204	1,0	1 201	1,26%	52 674	38,75%		419	34,89%	6	-5
1,75 à <2,50	535	101	1,0	637	2,42%	27 821	39,81%		275	43,26%	6	-5
2,50 à <10,00	644	105	1,0	749	5,10%	31 663	37,56%		339	45,32%	15	-10
2,50 à <5,00	317	57	1,0	374	4,01%	16 824	35,35%		156	41,67%	5	-4
5,00 à <10,00	328	48	1,0	375	6,18%	14 839	39,76%		184	48,95%	9	-6
10,00 à <100,00	244	30	1,0	274	20,83%	10 052	35,30%		169	61,80%	21	-15
10,00 à <20,00	101	16	1,0	116	10,60%	4 060	34,05%		56	47,86%	4	-3
20,00 à <30,00	127	14	1,0	141	25,71%	4 927	36,24%		101	71,67%	13	-9
30,00 à <100,00	16	1	1,0	17	50,09%	1 065	36,07%		13	75,41%	3	-3
100,00 (Défaut)	96	2	1,0	98	100,00%	5 996	74,54%		64	64,91%	68	-58
Sous-Total A-IRB Détail SME	2 991	504	1,000	3 495	6,47%	153 224	40,48%		1 399	40,02%	116	-93
A-IRB Détail non SME												
0,00 à <0,15	1 302	310	1,0	1 611	0,10%	350 942	39,91%		174	10,79%	1	-1
0,00 à <0,10	598	18	1,0	616	0,07%	93 025	37,25%		48	7,76%	0	0
0,10 à <0,15	704	292	1,0	996	0,12%	257 917	41,56%		126	12,67%	0	-1
0,15 à <0,25	760	29	1,0	789	0,21%	88 641	34,54%		120	15,26%	1	-1
0,25 à <0,50	4 920	500	1,0	5 420	0,34%	508 237	39,50%		1 354	24,98%	7	-19
0,50 à <0,75	4 125	239	1,0	4 364	0,67%	313 205	41,72%		1 708	39,14%	12	-19
0,75 à <2,50	9 310	839	1,0	10 149	1,32%	744 356	41,26%		5 027	49,54%	56	-53
0,75 à <1,75	7 577	632	1,0	8 209	1,12%	605 885	41,24%		3 914	47,68%	39	-44
1,75 à <2,50	1 732	207	1,0	1 940	2,15%	138 471	41,32%		1 113	57,39%	17	-9
2,50 à <10,00	3 447	135	1,0	3 582	4,67%	343 041	42,40%		2 459	68,66%	72	-96
2,50 à <5,00	2 307	96	1,0	2 403	3,44%	218 114	41,80%		1 576	65,60%	35	-41
5,00 à <10,00	1 140	39	1,0	1 179	7,18%	124 927	43,61%		883	74,89%	37	-56
10,00 à <100,00	984	27	1,0	1 010	24,46%	94 020	40,21%		961	95,16%	100	-120
10,00 à <20,00	366	12	1,0	378	12,45%	35 258	40,27%		297	78,52%	19	-25
20,00 à <30,00	420	12	1,0	433	23,32%	37 866	39,93%		440	101,72%	41	-46
30,00 à <100,00	198	2	1,0	200	49,63%	20 896	40,72%		225	112,39%	40	-49
100,00 (Défaut)	446	2	1,0	448	100,00%	57 884	77,09%		325	72,58%	320	-307
Sous-Total A-IRB Détail non SME	25 293	2 081	1,0	27 374	3,82%	2 500 326	41,41%		12 130	44,31%	568	-615
Total A-IRB	38 938	3 433	1,0	42 371	3,87%	2 662 298	36,19%	1,0	20 028	47,27%	791	-779

En Millions d'euros	Exposition s au bilan	Exposition s de hors bilan avant CCF	CCF moyen pondéré	Exposition après CCF et après ARC	PD moyenne pondérée	Nombre de débiteurs	LGD moyenne pondérée	Échéance moyenne pondérée (années)	Exposition pondéré après facteurs supplétifs	Densité du montant d'expositi on pondéré	Montant des pertes anticipées	Correction s de valeur et provisions
F-IRB Entreprises												
0,00 à <0,15												
0,00 à <0,10												
0,10 à <0,15												
0,15 à <0,25												
0,25 à <0,50												
0,50 à <0,75												
0,75 à <2,50	63			63	1,87%	10	45,00%	3,0	75	119,39%	1	-1
0,75 à <1,75												
1,75 à <2,50	63			63	1,87%	10	45,00%	3,0	75	119,39%	1	-1
2,50 à <10,00	4			4	3,25%	1	45,00%	3,0	6	139,26%	0	0
2,50 à <5,00	4			4	3,25%	1	45,00%	3,0	6	139,26%	0	0
5,00 à <10,00												
10,00 à <100,00												
10,00 à <20,00												
20,00 à <30,00												
30,00 à <100,00												
100,00 (Défaut)	16			16	100,00%	1	45,00%	3,0			7	0
Total F-IRB Entreprises	84			84	21,15%	12	45,00%	3,0	81	97,01%	8	-1

EU CR6-A — Champ d'application des approches NI et SA

En Millions d'euros

	Valeur exposée au risque au sens de l'article 166 du CRR en approche NI	Valeur exposée au risque totale en approche standard et NI	% exposée au risque totale faisant l'objet de l'util. partielle perm. de SA	% de la valeur exposée au risque totale faisant l'objet d'un plan de déploiement	% de la valeur exposée au risque totale faisant l'objet de l'approche NI
Administrations centrales et banques centrales		6 503	100,00%		
Dont administrations régionales ou collectivités locales					
Dont entités du secteur public					
Etablissements		2 776	1,74%	98,26%	
Entreprises	11 585	16 043	3,40%	24,39%	72,21%
<i>Dont Entreprises — financement spécialisé hors approche de référencement</i>					
<i>Dont Entreprises — financement spécialisé avec approche de référencement</i>					
Clientèle de détail	30 869	38 638	0,66%	19,45%	79,89%
<i>dont Clientèle de détail — garanties par des biens immobiliers PME</i>					
<i>dont Clientèle de détail — garanties par des biens immobiliers non-PME</i>					
<i>dont Clientèle de détail — expositions renouvelables éligibles</i>					
<i>dont Clientèle de détail — autres PME</i>		5 576	3,94%	33,39%	62,68%
<i>dont Clientèle de détail — autres non-PME</i>		33 061	0,11%	17,10%	82,80%
Actions		12		100,00%	
Autres actifs ne correspondant pas à des obligations de crédit		1 454		100,00%	
Total	42 455	65 426	1,45%	33,66%	64,89%

d) Axe emprunteur - paramètre Probabilité de Défaut (PD)

La réévaluation mensuelle du risque de la clientèle s'appuie sur :

- un modèle d'ordonnement du risque de défaut ;
- une méthode de quantification de la probabilité de défaut associée.

i) Description du processus de notation interne

Le tableau suivant présente une description du processus de notation interne pour chaque catégorie d'exposition.

Catégorie d'exposition	Pays	Périmètre	Définition du défaut	Méthode d'estimation de la PD	Données	Validation	Adéquation PD et taux de défaut
Retail	Allemagne	Retail GP	La définition du défaut est conforme aux Guidelines EBA GL 2016 07 Final Report on Guideline on default definition.	Les PD sont estimées à partir des moyennes long terme des taux de défaut à 12 mois, augmentées de marges de conservatismisme de type A, B, C, basées sur un historique représentatif de la fourchette de variabilité des taux de défaut, contenant un mix adéquat de bonnes et de mauvaises années.	A partir de 2008	Les valeurs de la PD ont été validées en octobre 2022 à la suite de la mission d'inspection retail qui s'est tenue en 2021.	PD conservatrices au regard des taux de défaut observés long terme.
	Allemagne	Retail ENT			A partir de 2008		
	Espagne	Retail GP			A partir de 2008		
	Espagne	Retail ENT			A partir de 2008		
	Italie	Retail GP			A partir de 2008		
	Italie	Retail ENT			A partir de 2008		
	Corée	Retail GPENT			A partir de 2011		
	France	Retail GP			A partir de 2008		
	France	Retail ENT			A partir de 2008		
	UK	Retail GP			A partir de 2010		
Réseau	Allemagne	Réseau R1			A partir de 2010	Les paramètres de la PD ont été validés dans le cadre la mission d'inspection 2020, portant sur la nouvelle définition du défaut.	
	Allemagne	Réseau R2					
	Espagne	Réseau R1					
	Italie	Réseau R1					
	UK	Réseau R1					
	France	Réseau R1					
Corporate	France	Corporate TGE			A partir de 2008		
	France	Corporate hors TGE			A partir de 2008		

ii) Modèle d'ordonnement du risque

L'ordonnement du risque des contreparties est issu d'un score intégrant à la fois les caractéristiques du client et son comportement de paiement. La méthodologie est ajustée à chaque typologie de clientèle pour tenir compte de la nature des informations à disposition et habituellement utilisées par les experts métier pour apprécier le risque.

Le tableau dans le paragraphe iii) ci-après reprend la cartographie des modèles développés.

iii) Affectation à une classe de risque et quantification de la PD associée à chaque classe

Les échelles de notation comportent un nombre de classes ajusté à la granularité du portefeuille. La clientèle de détail est répartie en dix classes pour le portefeuille sain et une classe défaut ; les portefeuilles sains Entreprises et Réseaux étant ventilés sur sept classes.

L'exigence de fiabilité de la notation interne a cependant conduit à découper chaque portefeuille « pays / segment de clientèle » de façon spécifique : pour un même segment, le risque d'une classe en France, mesuré par sa PD représentative, n'est pas le même que celui de cette même classe en Espagne.

La PD associée à chaque classe est calculée en tenant compte des taux de défaut constatés historiquement.

Il est précisé que de nouveaux modèles de PD Retail pour l'ensemble des pays ont été mis en production en 2020, à la suite de leur validation par la BCE. Les PD relatives à ces modèles ont été recalibrées en tenant compte de la nouvelle définition du défaut (en conformité avec le Guideline de l'EBA : EBA GL 2016 07 Final Report on Guideline on default definition), puis mis en production en décembre 2021. De plus en novembre 2022, un nouveau modèle sur le portefeuille Italie entreprises a été mis en production à la suite de l'approbation de la BCE de l'application package Retail soumis en juin 2021. Les PD de ce nouveau modèle ainsi que le recalibrage des PD sur les autres portefeuilles Retail (hors UK) ont également été mis en production ce même mois. Dans l'application package Retail soumis en juin 2021, la BCE a également validé un nouveau modèle pour le portefeuille UK qui sera mis en production début 2023.

Segmentation des expositions en méthode avancées et PD moyennes par pays

Catégorie d'exposition	Pays IRBA	PD moyenne au 31/12/2022
Clientèle de détail	Allemagne	1,34%
	Espagne	2,03%
	France	2,88%
	Italie	1,96%
	Royaume-Uni	2,96%
	Corée du Sud	0,99%
Petites et moyennes entreprises	Allemagne	1,91%
	Espagne	3,77%
	France	4,28%
	Italie	4,20%
	Royaume-Uni	2,86%
	Corée du Sud	1,46%
Grandes entreprises	Allemagne	2,02%
	Espagne	7,65%
	France	2,26%
	Italie	3,00%
	Royaume-Uni	3,09%

iv) Contrôle des modèles de PD

Les chiffres communiqués dans cette section proviennent des bases de backtesting qui sont dans la continuité des bases de modélisation. Les chiffres des sections précédentes correspondent à l'utilisation des paramètres. Ainsi, il peut y avoir des écarts de règles de gestion. Par exemple, les taux de défaut et les PD issus de l'univers du backtesting s'appuient uniquement sur le portefeuille sain. De plus, dans les backtestings, si une contrepartie appartient à un groupe de consolidation dont le chiffre d'affaires est supérieur à 50 millions d'euros, la classe d'exposition des composants du groupe ne sera pas impactée ce qui peut induire des différences de volumétrie et d'affectation.

Dans de nombreux pays, le backtesting des modèles de PD a fait ressortir une capacité intacte des modèles à hiérarchiser les risques, mais aussi une surestimation des PD par classe. A noter que les procédures internes de backtesting se concentrent sur les calibrages par classe de risque et ce au cours du temps et non par classe d'exposition avec des moyennes de PD en effectif et non en encours.

Cette situation est illustrée sur les graphes ci-après.

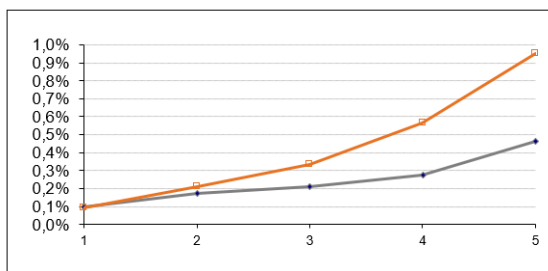
Historique taux de défaut par classe



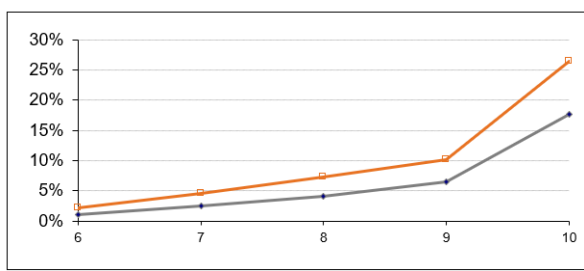
Compte tenu de la concentricité des courbes par classe de risque, la discrimination du modèle est satisfaisante.

Backtesting du modèle PD Grand Public Allemagne à fin décembre 2022

Classe 1 à 5



Classe 6 à 10



La courbe orange des PD calibrées pour la gamme des ratings considérés est strictement supérieure à la courbe grise des taux de défaut réels observés. Le modèle PD Grand Public Allemagne sur le portefeuille de décembre 2021, dont les défauts sont observés à fin décembre 2022, apparaît donc suffisamment calibré.

Lorsque des notes externes sont disponibles (i.e. pour les très grandes entreprises françaises), une matrice de migration entre les notes internes et externes est calculée dans le cadre des exercices de backtesting. Un calcul annuel de taux de concordance est effectué selon les deux scénarios suivants : sans écart de note et avec un écart d'une note en valeur absolue (près de 99 %).

EU CR9— Approche NI — Contrôle a posteriori des PD par catégorie d'exposition (échelle de PD fixe)

A-IRB

Catégorie d'expositions	Fourchette de PD	Nombre de débiteurs à la fin de l'année précédente		Taux de défaut moyen observé (%)	PD moyenne pondérée (%)	PD moyenne (%)	Taux de défaut annuel historique moyen (%)
		c	d				
COCOR	0.00 to <0.15	16	0	0,00%	0,06%	0,05%	0,94%
	0.00 to <0.10	16	0	0,00%	0,06%	0,05%	0,94%
	0.10 to <0.15						
	0.15 to <0.25						0,00%
	0.25 to <0.50	36	0	0,00%	0,41%	0,41%	0,92%
	0.50 to <0.75	1272	7	0,55%	0,60%	0,64%	0,11%
	0.75 to <2.50	3514	35	1,00%	1,47%	1,50%	0,85%
	0.75 to <1.75	1866	16	0,86%	1,24%	1,08%	0,87%
	1.75 to <2.5	1648	19	1,15%	2,00%	2,00%	0,38%
	2.50 to <10.00	1305	21	1,61%	3,87%	4,18%	1,48%
	2.5 to <5	1003	10	1,00%	3,29%	3,43%	1,14%
	5 to <10	302	11	3,64%	6,42%	6,32%	2,42%
	10.00 to <100.00	284	19	6,69%	15,21%	12,97%	5,30%
	10 to <20	244	16	6,56%	11,48%	11,53%	4,06%
	20 to <30	32	3	9,38%	26,25%	23,41%	5,51%
30.00 to <100.00	8	0	0,00%	36,22%	36,22%	6,61%	
100.00 (Default)	227	227	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	
COSME	0.00 to <0.15	8	0	0,00%	0,04%	0,04%	0,39%
	0.00 to <0.10	8	0	0,00%	0,04%	0,04%	0,39%
	0.10 to <0.15						
	0.15 to <0.25						3,33%
	0.25 to <0.50	247	0	0,00%	0,37%	0,36%	0,76%
	0.50 to <0.75	345	0	0,00%	0,61%	0,62%	0,00%
	0.75 to <2.50	502	2	0,40%	1,44%	1,82%	0,48%
	0.75 to <1.75	131	1	0,76%	1,20%	1,16%	0,66%
	1.75 to <2.5	371	1	0,27%	1,97%	2,06%	0,29%
	2.50 to <10.00	486	2	0,41%	4,63%	4,35%	1,99%
	2.5 to <5	322	0	0,00%	3,36%	3,09%	0,48%
	5 to <10	164	2	1,22%	6,77%	7,19%	3,77%
	10.00 to <100.00	159	7	4,40%	22,10%	19,84%	9,50%
	10 to <20	98	2	2,04%	12,00%	11,01%	8,20%
	20 to <30	38	3	7,89%	26,50%	27,63%	3,68%
30.00 to <100.00	23	2	8,70%	35,14%	35,65%	15,74%	
100.00 (Default)	20	20	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	
RESME	0.00 to <0.15	23	0	0,00%	0,05%	0,05%	0,00%
	0.00 to <0.10	23	0	0,00%	0,05%	0,05%	0,00%
	0.10 to <0.15						
	0.15 to <0.25						
	0.25 to <0.50	11021	24	0,22%	0,30%	0,34%	0,26%
	0.50 to <0.75	13801	25	0,18%	0,74%	0,59%	0,39%
	0.75 to <2.50	79573	717	0,90%	1,44%	1,68%	1,21%
	0.75 to <1.75	51555	303	0,59%	1,41%	1,29%	0,92%
	1.75 to <2.5	28018	414	1,48%	2,42%	2,43%	1,59%
	2.50 to <10.00	33153	1075	3,24%	3,74%	5,15%	3,55%
	2.5 to <5	17848	478	2,68%	2,60%	4,07%	2,73%
	5 to <10	15305	597	3,90%	8,07%	6,38%	4,65%
	10.00 to <100.00	10044	1421	14,15%	28,71%	21,36%	19,25%
	10 to <20	4281	230	5,37%	10,60%	11,02%	7,09%
	20 to <30	4745	782	16,48%	25,69%	23,62%	18,68%
30.00 to <100.00	1018	409	40,18%	37,49%	50,43%	37,31%	
100.00 (Default)	5457	5457	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	
REIND	0.00 to <0.15	384472	270	0,07%	0,05%	0,11%	0,08%
	0.00 to <0.10	107960	70	0,06%	0,05%	0,07%	0,07%
	0.10 to <0.15	276512	200	0,07%	0,12%	0,12%	0,08%
	0.15 to <0.25	95789	164	0,17%	0,21%	0,21%	0,18%
	0.25 to <0.50	516178	946	0,18%	0,30%	0,34%	0,22%
	0.50 to <0.75	308716	722	0,23%	0,74%	0,67%	0,35%
	0.75 to <2.50	735443	3947	0,54%	1,41%	1,33%	0,77%
	0.75 to <1.75	597248	2582	0,43%	1,41%	1,14%	0,66%
	1.75 to <2.5	138195	1365	0,99%	2,15%	2,14%	1,27%
	2.50 to <10.00	345452	6198	1,79%	4,19%	4,82%	2,52%
	2.5 to <5	224086	2921	1,30%	2,53%	3,45%	1,82%
	5 to <10	121366	3277	2,70%	8,62%	7,27%	3,96%
	10.00 to <100.00	93914	12393	13,20%	35,72%	24,87%	15,44%
	10 to <20	37015	2393	6,46%	12,45%	12,80%	7,82%
	20 to <30	37423	4694	12,54%	23,33%	22,72%	14,05%
30.00 to <100.00	19476	5306	27,24%	36,92%	49,07%	31,05%	
100.00 (Default)	58236	58236	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	

F-IRB

Catégorie d'expositions	Fourchette de PD	Nombre de débiteurs à la fin de l'année précédente		Taux de défaut moyen observé (%)	PD moyenne pondérée (%)	PD moyenne (%)	Taux de défaut annuel historique moyen (%)	
			dont nombre de débiteurs qui ont fait défaut au cours de l'année					
a	b	c	d	e	f	g	h	
COCOR	0.00 to <0.15						2,15%	
	0.00 to <0.10						2,15%	
	0.10 to <0.15							
	0.15 to <0.25							
	0.25 to <0.50						1,39%	
	0.50 to <0.75	1	0	0,00%	0,64%	0,64%	0,00%	
	0.75 to <2.50	7	0	0,00%	1,86%	1,86%	0,52%	
	0.75 to <1.75					1,17%	1,17%	0,65%
	1.75 to <2.5	7	0	0,00%	1,86%	1,92%	0,00%	
	2.50 to <10.00	3	1	33,33%	3,25%	3,25%	10,42%	
	2.5 to <5	2	0	0,00%	3,25%	3,25%	2,78%	
	5 to <10	1	1	100,00%			25,00%	
	10.00 to <100.00						16,67%	
	10 to <20						16,67%	
	20 to <30							
	30.00 to <100.00							
100.00 (Default)							64,85%	
COSME	0.00 to <0.15							
	0.00 to <0.10							
	0.10 to <0.15							
	0.15 to <0.25							
	0.25 to <0.50							
	0.50 to <0.75	2	0	0,00%	0,64%	0,64%	0,00%	
	0.75 to <2.50	1	0	0,00%			0,00%	
	0.75 to <1.75	1	0	0,00%			0,00%	
	1.75 to <2.5							
	2.50 to <10.00							
	2.5 to <5							
	5 to <10							
	10.00 to <100.00							
	10 to <20							
	20 to <30							
	30.00 to <100.00							
100.00 (Default)								
RESME	0.00 to <0.15							
	0.00 to <0.10							
	0.10 to <0.15							
	0.15 to <0.25							
	0.25 to <0.50							
	0.50 to <0.75							
	0.75 to <2.50	1	0	0,00%	2,42%	2,42%	0,00%	
	0.75 to <1.75						0,00%	
	1.75 to <2.5	1	0	0,00%	2,42%	2,42%	0,00%	
	2.50 to <10.00						0,00%	
	2.5 to <5						0,00%	
	5 to <10						0,00%	
	10.00 to <100.00						0,00%	
	10 to <20							
	20 to <30							
	30.00 to <100.00						0,00%	
100.00 (Default)								

Conformément aux pratiques du groupe Mobilize F.S, la moyenne historique capte la profondeur d'historique maximale et ne se limite donc pas seulement aux cinq dernières années.

Sur l'ensemble des catégories d'exposition, les PD sont globalement supérieures au taux de défaut à l'exception de certaines fourchettes de PD qui comportent peu d'effectif. De plus, les backtestings trimestriels des modèles de probabilité de défaut permettent de garantir la performance de chaque modèle tant au niveau du conservatisme que de la discrimination mais aussi de la stabilité.

EU CR9.1 — Approche NI — Contrôle a posteriori des PD par catégorie d'expositions (uniquement pour les estimations de PD conformément à l'article 180, paragraphe 1, point f), du CRR)

Aucun modèle du groupe Mobilize F.S ne s'appuie sur des ratings externes dans le cadre du calibrage de la PD.

e) Axe transaction – paramètre Pertes en cas de défaut (LGD)

Les pertes économiques sont estimées à partir des flux actualisés des récupérations pour le Grand Public et les Entreprises, ou bien des abandons de créances pour le Réseau, sur la base de données historiques remontant en général à au moins 7 ans. Les frais imputables au recouvrement sont pris en compte selon les phases de gestion traversées. Une analyse a permis de regrouper les transactions en segments représentatifs de niveaux de pertes homogènes.

La quantification de ces pertes par segment résulte d'un modèle statistique dont les vecteurs principaux sont l'analyse générationnelle des récupérations et la vitesse de recouvrement.

Le tableau suivant présente une description du processus de modélisation de la perte en cas de défaut pour chaque catégorie d'expositions.

Catégorie d'exposition	Pays	Périmètre	Définition du défaut	Méthode d'estimation de la LGD	Méthode d'estimation de la LGD downturn	Temps entre le déclenchement du défaut et la disparition de l'exposition	Données	Validation
Retail	Allemagne	LGD	La définition du défaut est conforme aux Guidelines EBA GL 2016 07 Final Report on Guideline on default definition.	La LGD est estimée à partir des moyennes long terme des taux de pertes actualisés nets de frais augmentées des marges de conservatismes de type A, B, C et d'une marge downturn.	La LGD downturn est estimée conformément aux Guidelines LGD Downturn EBA/GL/2019/03	- 42 mois pour le modèle Allemagne Retail et le modèle UK Retail - 108 mois pour les segments Crédit France Retail - 48 mois pour les autres modèles	A partir de 2008	Les valeurs de la LGD ont été validées en octobre 2022 à la suite de la mission d'inspection retail qui s'est tenue en 2021.
	Allemagne	LGD défaut					A partir de 2008	
	Allemagne	ELBE					A partir de 2008	
	Espagne	LGD					A partir de 2008	
	Espagne	LGD défaut					A partir de 2008	
	Espagne	ELBE					A partir de 2008	
	Italie	LGD					A partir de 2008	
	Italie	LGD défaut					A partir de 2008	
	Italie	ELBE					A partir de 2008	
	France	LGD					A partir de 2008	
	France	LGD défaut					A partir de 2008	
	France	ELBE					A partir de 2008	
	UK	LGD					A partir de 2010	
	UK	LGD défaut					A partir de 2010	
	UK	ELBE					A partir de 2010	
Corée	LGD	A partir de 2011						
Corée	LGD défaut	A partir de 2011						
Corée	ELBE	A partir de 2011						
Reseau	DE-ES-IT-FR-UK	LGD	A partir de 2010	Les paramètres de la LGD ont été validés dans le cadre la mission d'inspection 2020, portant sur la nouvelle définition du défaut.				
	DE-ES-IT-FR-UK	LGD défaut						
	DE-ES-IT-FR-UK	ELBE						
Corporate	France	LGD	A partir de 2008					
	France	LGD défaut	A partir de 2008					
	France	ELBE	A partir de 2008					

Segmentation des expositions en méthode avancées et LGD moyennes par pays

Catégorie d'exposition	Pays IRBA	Segmentation de la population	LGD moyenne portefeuille sain	Taux de perte calculé au dernier Backtesting
Clientèle de détail PME	France	Crédit avec un ratio montant d'exposition / montant initial du financement ≥ 1	52,67%	56,63%
		Crédit avec un ratio montant d'exposition / montant initial du financement < 1 et durée restante de financement ≤ 36 mois	31,74%	29,36%
		Crédit avec un ratio montant d'exposition / montant initial du financement < 1 et durée restante de financement > 36 mois	41,03%	36,98%
		Leasing avec une durée restante de financement ≤ 45 mois	33,38%	21,82%
		Leasing avec une durée restante de financement > 45 mois	45,80%	27,64%
	Allemagne	Crédit ayant une durée restante de financement ≤ 34 mois	27,43%	20,30%
		Crédit ayant une durée restante de financement > 34 mois et un ratio d'apport $> 8.57\%$	37,51%	30,41%
		Crédit ayant une durée restante de financement > 34 mois et un ratio d'apport $\leq 8.57\%$ ou Leasing	48,45%	35,80%
	Espagne	Durée restante de financement ≤ 24 mois	33,14%	16,23%
		24 < Durée restante de financement ≤ 35 mois	51,30%	24,30%
		35 < Durée restante de financement ≤ 56 mois	60,86%	32,16%
		Durée restante de financement > 56 mois	73,14%	42,27%
	Italie	Leasing	19,64%	10,86%
		Crédit et durée restante de financement ≤ 26 mois	31,37%	22,58%
		Crédit et 26 < durée restante de financement ≤ 51 mois	47,33%	35,77%
		Crédit avec durée restante de financement > 51 mois et ratio maturité en gestion / durée prévisionnelle du financement > 0	53,75%	43,69%
		Crédit avec durée restante de financement > 51 mois et ratio maturité en gestion / durée prévisionnelle du financement = 0	82,72%	58,19%
	Royaume-Uni	Ratio durée restante de financement / durée prévisionnelle du financement $\leq 65,3\%$	56,29%	35,10%
		Ratio durée restante de financement / durée prévisionnelle du financement $> 65,3\%$	36,62%	25,67%
	Corée	Collatéral ⁽¹⁾ $\leq 15\,301\,795$ krw ou Collatéral ⁽¹⁾]15 301 795 ; 21 499 925] & Coefficient de collatéral ⁽²⁾ $\leq 86,64\%$	35,99%	28,81%
Collatéral ⁽¹⁾ $> 21\,499\,925$ krw ou Collatéral ⁽¹⁾]15 301 795 ; 21 499 925] & Coefficient de collatéral ⁽²⁾ $> 86,64\%$		50,47%	37,48%	
Corporate	France	Crédit	12,68%	3,77%
		Leasing	35,06%	11,23%
Réseau	G5(*)	R1 VN	16,30%	5,18%
		R1 autres	26,22%	14,34%

(*) G5 : France, Allemagne, Espagne, Italie, Royaume-Uni

⁽¹⁾ Il s'agit d'une variable quantitative calculée en fonction du prix du véhicule et de la maturité en gestion

⁽²⁾ Il s'agit d'une variable quantitative calculée en fonction de la maturité en gestion

Les LGD sont mises à jour annuellement afin de tenir compte des informations les plus récentes dans l'estimation du paramètre. Le backtesting de LGD consiste à comparer le taux de perte moyen long terme avec la LGD calibrée au précédent exercice. Les LGD observées sont globalement conservatrices, malgré un dépassement observé sur l'un des segments du portefeuille Allemagne Clientèle de détail, PME, Grandes Entreprises. Il est précisé que les taux de perte calculés au dernier backtesting restent inchangés par rapport à l'an passé pour les Corporate France, ces taux seront prochainement mis à jour.

Les LGD relatives aux modèles en production ont été recalibrées en tenant compte de la nouvelle définition du défaut (en conformité avec le Guideline de l'EBA : EBA GL 2016 07 Final Report on Guideline on default definition), puis mis en production en décembre 2021. De plus en novembre 2022, de nouveaux modèles de LGD Retail pour l'ensemble des pays ont été mis en production, à la suite de l'approbation de la BCE de l'application package Retail soumis en juin 2021.

La moyenne des pertes en cas de défaut sur le portefeuille sain est de 40.81% pour la Clientèle de détail et 27.26% pour le segment Entreprises, ce dernier se décomposant en 37.50% pour les Entreprises hors Réseaux et 18.92% pour les Réseaux.

La perte attendue (EL) pour l'activité Clientèle diminue de -4.75% par rapport à décembre 2021 (-36.78M€), principalement sous l'effet de la baisse de l'EL Défaut (baisse de -7.7%) : cette variation s'explique par la baisse du portefeuille défaut en montant (619.9 M€ d'EAD en décembre 2021 vs 600.4 M€ en décembre 2022) et la mise à jour de la LGD défaut pour tous les pays.

L'EL pour l'activité Réseau s'accroît de 13 M€ (+27%) par rapport à décembre 2021 sous l'effet de la hausse des expositions du portefeuille sain (+2 839 M€ représentant une hausse de +56%).

f) Facteur de conversion

Les facteurs de conversions sont fixés à 100% sur l'ensemble du portefeuille Mobilize F.S en méthode avancée.

g) L'utilisation opérationnelle des notations internes

i) Clientèle

- Politique d'octroi

Sur le périmètre Clientèle, les clients faisant une demande de financement sont systématiquement notés par des scores spécifiques d'octroi; cette situation préexistante aux notations « bâloises » permet une première orientation du dossier dans le processus de décision, le processus d'étude se concentrant sur les risques « intermédiaires et élevés ». La cohérence entre la note d'octroi et la notation baloise est assurée tant à la construction des modèles de notation que dans le cadre des exercices de back testing. Au-delà du processus opérationnel, la politique d'acceptation est régulièrement ajustée en fonction des taux de défaut et de l'analyse de rentabilité par niveau de probabilité de défaillance et de perte en cas de défaut.

- Recouvrement

Les modèles statistiques utilisés dans le cadre du calcul des risques pondérés et de la perte attendue permettent une réactualisation mensuelle de la probabilité de défaillance déterminée à l'octroi par intégration du comportement de paiement client. Cette réactualisation, qui assure une bonne visibilité sur la perte attendue du portefeuille dans le cadre du « processus budget » est également un outil utilisé pour anticiper l'activité des plateformes de recouvrement amiable et contentieux. Ainsi, sur la base des mêmes informations clients, des « scores de recouvrement » ont été déployés sur l'Espagne et la Corée du Sud pour améliorer l'efficacité du processus.

ii) Réseaux

Sur le périmètre Réseaux, toutes les contreparties sont systématiquement notées. L'ensemble des pans qui composent la notation, ou la notation elle-même, est intégré dans les processus opérationnels clés d'acceptation, de gestion et de suivi de l'activité et des risques.

Le provisionnement de l'activité financement des réseaux repose sur la catégorisation des contreparties, individuellement, et l'examen d'indicateurs objectifs de dépréciation. La notation interne est la base de cette différenciation.

h) Procédures de surveillance de la notation interne

Le dispositif de notation interne fait l'objet d'une surveillance trimestrielle des résultats, de la performance des modèles et des principales données qui le constituent, par les équipes de modélisation. Avec une fréquence à minima annuelle, les évolutions constatées entraînent une analyse formalisée selon un protocole standard décrit dans une procédure. Les écarts entre les prévisions des modèles et le réel sont analysés et synthétisés dans un compte rendu qui intègre également la quantification de l'impact au niveau des exigences en fonds propres. Les éléments de performance des modèles de notation sont par ailleurs rapportés de façon annuelle au Comité exécutif et au Comité des risques du Conseil d'administration lors d'une présentation spécifique.

Les évolutions réglementaires avec un impact significatif sur les modèles font l'objet d'un suivi et d'une analyse approfondie de la part des équipes de modélisation. C'est le cas notamment des orientations et standards techniques (RTS) de l'EBA sur la nouvelle définition du défaut qui ont fait l'objet de deux packages envoyés à la BCE en 2020 et pour lesquels RCI a obtenu une décision de la BCE permettant la mise en production des paramètres en décembre 2021.. Par ailleurs en 2021 trois nouveaux packages ont été soumis au superviseur sur les périmètres Corporate (mars 2021), Retail (juin 2021) et Réseau (décembre 2021). Concernant le périmètre Retail, une mission IMI de la BCE a eu lieu au second semestre 2021 dont la décision a permis la mise en production des paramètres en novembre 2022 à l'exception du UK pour lequel les paramètres seront mis en production début 2023. Une autre mission IMI de la BCE a démarré au second semestre 2022 sur le périmètre Corporate et une autre mission pour le périmètre réseau est prévue en 2023.

Les différents éléments du dispositif de notation interne et de contrôle de premier niveau produits par les équipes de la Direction Crédit et Data Management sont revus de façon indépendante par l'unité de validation des modèles du Service Contrôle des Risques.

Ces contrôles indépendants sont encadrés par une procédure et restitués lors de comités de validation dédiés. Les points d'amélioration qui en découlent font l'objet de plans d'actions proposés par les équipes et validés et suivis par l'unité de validation.

Par ailleurs, dans le cadre de ses fonctions de contrôle périodique, l'audit revoit les dispositifs de contrôles de premier et de second niveau pour évaluer leur conformité et leur adéquation. Enfin, l'ensemble du dispositif de contrôle de l'établissement est régulièrement soumis à des inspections du Superviseur.

EU CR8 - État des flux des RWEA relatifs aux expositions au risque de crédit dans le cadre de l'approche NI

Cette section rend compte des causes de variations trimestrielles des RWA.

En Millions d'euros	Montant d'exposition pondéré (RWEA)	Montant d'exposition pondéré (RWEA)
	12/2022	09/2022
Montant d'exposition pondéré à la fin de la période de déclaration précédente	19 091	19 316
Taille de l'actif (+/-)	2 027	-344
Qualité de l'actif (+/-)	-221	193
Mises à jour des modèles (+/-)	-790	
Méthodologie et politiques (+/-)		
Acquisitions et cessions (+/-)		
Variations des taux de change (+/-)	2	-75
Autres (+/-)		
Montant d'exposition pondéré à la fin de la période de déclaration	20 109	19 091

Les variations de taille de l'actif sont essentiellement dues à la cyclicité de l'activité de financement des concessionnaires, au plus haut en juin et décembre.

Entre septembre 2022 et décembre 2022, le niveau de RWEA a augmenté en raison de la hausse de l'encours. La mise à jour des modèles ainsi que la qualité des actifs atténuent cette hausse.

6 - MÉTHODE STANDARD

EU CRD – Exigences de publication d'informations qualitatives relatives à l'approche standard

Base juridique	Numéro de la ligne	Informations qualitatives	
Article 444, point a), du CRR	(a)	Noms des organismes externes d'évaluation du crédit (OEEC) et des organismes de crédit à l'exportation (OCE) utilisés par l'établissement, ainsi que la justification des changements intervenus au cours de la période considérée.	Le Groupe Mobilize F.S. utilise l'agence de notation externe Moody's
Article 444, point b), du CRR.	(b)	Les catégories d'expositions pour lesquelles chaque OEEC ou OCE est utilisé.	Le Groupe Mobilize F.S. utilise des notations externes sur les expositions « souverains », « organisations internationales », « établissements » et « investissements Corporate »
Article 444, point c), du CRR	(c)	Une description du processus appliqué pour transférer les notations de crédit de l'émetteur et de l'émission sur des éléments d'actifs comparables n'appartenant pas au portefeuille de négociation.	Le Groupe Mobilize F.S. respecte l'association standard publiée par l'ABE.
Article 444, point d), du CRR	(d)	L'association entre la notation externe effectuée par chaque OEEC ou OCE désigné [indiqué à la ligne a)] et les pondérations de risque qui correspondent aux échelons de qualité de crédit prévus à la troisième partie, titre II, chapitre 2, du CRR (sauf lorsque l'établissement respecte l'association standard publiée par l'ABE).	Le Groupe Mobilize F.S. respecte l'association standard publiée par l'ABE.

Les expositions au risque de crédit traitées en méthode standard sont composées des encours de financement des ventes des filiales non traitées en méthode avancée, des créances envers les établissements de crédits et banques centrales, ainsi que de l'ensemble des autres actifs consolidés ne correspondant pas à des obligations de crédit.

Afin de calculer l'exigence de fonds propres au titre du risque de crédit en méthode standard, le groupe Mobilize F.S. utilise l'agence de notation externe Moody's sur le périmètre des souverains, organisations internationales, établissements et investissements corporate. Le rapprochement de ces notations avec les échelons de qualité de crédit prévus par la réglementation est conforme aux prescriptions du superviseur. Au-delà de ce cadre, le recours à une notation externe non directement applicable est inexistant. Sur les expositions non notées, le groupe Mobilize F.S. applique les pondérations réglementaires, conformément aux dispositions mentionnées dans le CRR.

Pour les opérations de couverture, les valeurs des expositions au risque de crédit de contrepartie des instruments dérivés de taux ou de change sont déterminées selon la méthode d'évaluation au prix du marché en ajoutant, au coût de remplacement courant, l'exposition de crédit potentielle future en fonction de l'échéance résiduelle. Ces opérations concernent encore les pays non couverts par la réglementation EMIR.

EU CR4 – Approche standard – Exposition au risque de crédit et effets de l'ARC

En Millions d'euros	Expositions avant FCEC et après ARC		Expositions après FCEC et après ARC		RWA et densité des RWA	
	Exposition au bilan	Expositions hors bilan	Exposition au bilan	Expositions hors bilan	RWEA	Densité des RWEA
Administrations centrales ou banques centrales	6 640	8	6 640	4	404	6,08%
Administrations régionales ou locales	39	9	39	4	9	20,03%
Entités du secteur public						
Banques multilatérales de développement						
Organisations internationales						
Etablissements	1 631	130	1 631	119	550	31,43%
Entreprises	4 341	291	4 157	28	3 932	93,97%
Clientèle de détail	7 067	446	7 067	208	5 131	70,53%
Expositions garanties par une hypothèque sur un bien immobilier						
Expositions en défaut	211	5	209	2	228	108,13%
Expositions présentant un risque particulièrement élevé						
Obligations garanties						
Établissements et entreprises faisant l'objet d'une évaluation du crédit à court	72	48	72	10	76	92,73%
Organismes de placement collectif (OPC)	70		70		98	139,57%
Actions	188		188		450	240,08%
Autres éléments	955	1	955	1	682	71,28%
Total	21 214	937	21 028	374	11 560	54,01%

ARC : Atténuation du Risque de Crédit

FCEC : Facteur de Conversion des Expositions de Crédit.

Le pourcentage appliqué au FCEC est à 0% sur la plupart des expositions hors-bilan sur les entreprises, les lignes accordées pouvant être annulées sans condition et sans préavis en cas de détérioration de la qualité de crédit de l'emprunteur.

EU CR5 - Approche standard

En Millions d'euros

Pondération du Risque

Catégories d'expositions	0%	2%	4%	10%	20%	35%	50%	70%	75%	100%	150%	250%	370%	1250%	Autres	Total	Dont non-noté
Administrations centrales ou banques centrales	6 468				0		2			12	10	150				6 643	1
Administrations régionales ou locales					43		0									43	43
Entités du secteur public																	
Banques multilatérales de développement																	
Organisations internationales																	
Etablissements					2 468		17			47	1					2 532	2 468
Entreprises										4 143	64					4 208	4 208
Expositions sur la clientèle de détail									7 275							7 275	7 275
Expositions garanties par une hypothèque sur un bien																	
Expositions en défaut										177	34					211	205
Expositions présentant un risque particulièrement élevé																	
Obligations garanties																	
Expo établ. et des entreprises avec évaluation du crédit à Parts ou actions d'organismes de placement collectif					86						39					125	39
Expositions sous forme d'actions										12		175		1	69	70	70
Autres éléments	0				343					185					428	956	956
Total	6 468				2 941		19		7 275	4 577	149	325		1	497	22 252	15 453

7 - TECHNIQUES D'ATTÉNUATION DU RISQUE DE CRÉDIT

Le groupe Mobilize F.S n'utilise pas les accords de compensation pour réduire le risque de Crédit commercial.

Les techniques d'atténuation sont admises uniquement sous forme d'espèces et sont utilisées seulement selon les deux conventions ci-dessous afin de couvrir le risque de crédit propre au réseau de distribution des constructeurs.

Pour les expositions traitées selon la méthode des notations internes, les exigences en fonds propres au titre du risque de crédit tiennent compte d'une sûreté financière (sous la forme de convention gage espèces), accordée par le constructeur Renault, d'un montant de 700 M€ et protégeant Mobilize F.S contre le risque de défaillance des filiales Renault sur le financement des stocks. Cette protection est répartie uniformément sur chaque exposition du périmètre concerné dans les traitements du progiciel Banking Cloud. Après application de la décote liée à l'asymétrie de devises, l'exposition résiduelle est de 531 M€.

En méthode standard, les exigences en fonds propres au titre du risque de crédit tiennent compte d'une sûreté financière (sous la forme de Letras de Cambio et fonds de garantie) protégeant la filiale brésilienne Banco RCI Brasil contre le risque de défaillance de son réseau de concessionnaires pour un montant de 186 M€. Cette protection est affectée individuellement à chaque exposition concernée.

EU CRC – Exigences de publication d'informations qualitatives sur les techniques d'Atténuation du Risque de Crédit

Base juridique	Numéro de la ligne	Informations qualitatives	
Article 453, point a), du CRR	(a)	Une description des principales caractéristiques des politiques et procédures appliquées en matière de compensation au bilan et hors bilan ainsi que la mesure dans laquelle les établissements recourent à ce type de compensation.	Pour ses activités de financement Clientèle et Réseau, Mobilize F.S ne pratique pas de compensation au bilan et hors bilan.
Article 453, point b), du CRR	(b)	Les principales caractéristiques des politiques et procédures appliquées en matière d'évaluation et de gestion des sûretés éligibles.	Pour son activité de financement Clientèle, Mobilize F.S ne fait pas appel à des sûretés Pour son activité Réseaux, Mobilize F.S a une procédure cadre sur la prise de garanties et des conventions signées permettant une évaluation et une gestion des sûretés éligibles.
Article 453, point c), du CRR	(c)	Une description des principaux types de sûretés acceptés par l'établissement pour atténuer le risque de crédit.	Pour son activité de financement Clientèle, Mobilize F.S ne fait pas appel à des sûretés Pour son activité Réseaux, Mobilize F.S fait appel à des sûretés telles qu'un gage espèces (venant réduire l'exposition sur les concessionnaires détenus en propre par le Groupe Renault) et un fonds de garantie et le nantissement de letras de cambio (venant réduire l'exposition sur des concessionnaires indépendants au Brésil).
Article 453, point d), du CRR	(d)	Pour les garanties et dérivés de crédit utilisés comme protection de crédit, les principales catégories de garants et de contreparties des dérivés de crédit, ainsi que leur qualité de crédit, utilisées pour réduire les exigences de fonds propres, à l'exclusion de celles utilisées dans le cadre de structures de titrisation synthétique.	Pour son activité de financement Clientèle, Mobilize F.S ne recourt pas à des protections de crédit, des garants ou des dérivés de crédit, dans le but de réduire les exigences en fonds propres.
Article 453, point e), du CRR	(e)	Des informations sur les concentrations de risque de marché ou de risque de crédit dans le cadre des opérations d'atténuation du risque de crédit.	Pour son activité de financement Clientèle, Mobilize F.S ne recourt pas à de telles techniques d'atténuation du risque de crédit.

EU CR3 - Vue d'ensemble des techniques d'ARC: informations à publier sur l'utilisation de techniques d'ARC

En millions d'euros	Valeur comptable non garantie	Valeur comptable garantie	Dont garantie par des sûretés	Dont garantie par des garanties financières	Dt garantie par des dérivés de crédit
Prêts et avances	38 474	19 005	886	18 119	
Titres de créance	411				
Total	38 885	19 005	886	18 119	
<i>dont expositions non-performantes</i>	829	200		200	
<i>dont en défaut</i>	829	200		200	

EU CR7 – Approche NI – Effet sur les RWEA des dérivés de crédit utilisés comme techniques d'ARC

En Millions d'euros	Mt expo. pondéré avant dérivés de crédit	Montant d'exposition pondéré réel
Expositions faisant l'objet de l'approche NI simple	81	81
Administrations centrales et banques centrales		
Etablissements		
Entreprises	81	81
<i>dont Entreprises - PME</i>		
<i>dont Entreprises - Financement spécialisé</i>		
Expositions faisant l'objet de l'approche NI avancée	20 028	20 028
Administrations centrales et banques centrales		
Etablissements		
Entreprises	6 499	6 499
<i>dont Entreprises - PME</i>	696	696
<i>dont Entreprises - Financement spécialisé</i>		
Clientèle de détail	13 529	13 529
<i>dont Clientèle de détail - PME - Garanties par une sûreté immobilière</i>		
<i>dont Clientèle de détail - non-PME - Garanties par une sûreté immobilière</i>		
<i>dont Clientèle de détail — expositions renouvelables</i>		
<i>dont Clientèle de détail — PME — Autres</i>	1 399	1 399
<i>dont Clientèle de détail — non-PME — Autres</i>	12 130	12 130
Actions en approche NI		
Actifs autres que des obligations de crédit		
TOTAL (incluant expositions approches NI simple et avancée)	20 109	20 109

EU CR7-A – Approche NI – Informations à publier sur le degré d'utilisation de techniques d'ARC

En Millions d'euros	Total des expositions	Techniques d'atténuation du risque de crédit									Techniques d'atténuation du risque de crédit dans le calcul des RWEA		
		Protection de crédit financée							Protection de crédit non financée		RWEA sans effets de substitution (effets de réduction uniquement)	RWEA avec effets de substitution (effets de réduction et de substitution)	
		Partie des expositions couverte par des sûretés financières (%)	Partie des expositions couverte par d'autres sûretés éligibles (%)	Partie des expositions couverte par des sûretés immobilières (%)	Partie des expositions couverte par des créances à recouvrer (%)	Partie des expositions couverte par d'autres sûretés réelles (%)	%des expo. couverte par d'autres formes de protection de crédit financée	Partie des expositions couverte par des dépôts en espèces (%)	Partie des expositions couverte par des polices d'assurance vie (%)	% des expo. couverte par des instruments détenus par un tiers			Partie des expositions couverte par des garanties (%)
Expositions en Notation Interne Avancée													
Administrations centrales et banques centrales													
Etablissements													
Entreprises	11 502	5,43%										6 499	6 499
Dont Entreprises - PME	1 724											696	696
Dont Entreprises - Financement spécialisé													
Dont Entreprises - Autres	9 778	5,43%										5 803	5 803
Clientèle de détail	30 869											13 529	13 529
Dont Clientèle de détail — Biens immo PME													
Dont Clientèle de détail — Biens immo non-PME													
Dont Clientèle de détail — Expo renouv. éligibles													
Dont Clientèle de détail — Autres PME	3 495											1 399	1 399
Dont Clientèle de détail — Autres non-PME	27 374											12 130	12 130
Total	42 371	1,25%										20 028	20 028
Expositions en Notation Interne de Base													
Administrations centrales et banques centrales													
Etablissements													
Entreprises	84											81	81
Dont Entreprises - PME													
Dont Entreprises - Financement spécialisé													
Dont Entreprises - Autres	84											81	81
Total	84											81	81

8 - RISQUE DE CRÉDIT DE CONTREPARTIE

EU CCRA — Informations qualitatives relatives au CCR

a)	<p align="center">Article 439, point a), du CRR</p> <p>Description de la méthode d'affectation des fonds propres et de fixation des limites de crédit pour les expositions de crédit de contrepartie, et notamment les méthodes de fixation de ces limites pour les expositions sur contreparties centrales.</p>	<p>Le risque de contrepartie est géré par un système de limites fixé par le groupe Mobilize F.S., en cohérence avec l'appétence au risque de contrepartie. Le calibrage des limites repose notamment sur le niveau des fonds propres, les résultats, la notation externe et l'appréciation interne de la qualité de la contrepartie tenant compte de l'actionnariat, de la position de marché, de la diversification de la franchise. Les limites sur les contreparties centrales sont attribuées en fonction de la qualité de crédit du pays hôte (banques centrales) ou de l'exigence de marge stressée sur les dérivés compensés (chambre de compensation). Le respect des limites est suivi quotidiennement et tous les résultats des contrôles sont communiqués mensuellement au comité financier du groupe Mobilize F.S... Les expositions sur les banques sont incluses dans le suivi consolidé du risque de contrepartie du Groupe Renault</p>
b)	<p align="center">Article 439, point b), du CRR.</p> <p>Description des politiques relatives aux garanties et autres mesures d'atténuation du risque de crédit, telles que les politiques appliquées en matière d'obtention de sûretés et de constitution de réserves de crédit.</p>	<p>Le groupe Mobilize F.S. utilise des dérivés de taux et de change pour couvrir ses risques financiers. Pour une grande partie de son portefeuille, elle a mis en place des techniques d'atténuation des risques afin de protéger l'entreprise contre les risques de défaillance de la contrepartie. Les opérations sur dérivés sont exécutées dans le cadre d'un accord ISDA ou équivalent et confèrent ainsi aux entités du groupe. un droit juridiquement exécutoire en cas de défaillance de la contrepartie (voir Note 20 aux comptes consolidés : Accords de compensation et autres engagements similaires). En 2012, le règlement EMIR (European Market Infrastructure Regulation) a publié une série de normes visant à améliorer la stabilité et la transparence du marché des produits dérivés. La principale mesure concerne l'utilisation de chambres de compensation ou l'échange bilatéral de collatéral entre contreparties. En Europe, le groupe. enregistre les opérations de swap de taux d'intérêt en chambre de compensation et dépose du collatéral en espèces au titre de la marge initiale et échange régulièrement du collatéral (qui peut être payé ou reçu) au titre des marges de variation. Les dérivés de change non collatéralisés font l'objet d'appels de marge bilatéraux. Les swaps de taux hors Europe font l'objet d'échanges bilatéraux de collatéral au Brésil.</p>
c)	<p align="center">Article 439, point c), du CRR</p> <p>Description des politiques relatives au risque de corrélation, au sens de l'article 291 du CRR.</p>	<p>Le groupe Mobilize F.S. n'a pas de dispositif particulier pour la gestion du risque de corrélation.</p>
d)	<p align="center">Article 431, points 3 et 4, du CRR</p> <p>Autres objectifs de gestion des risques et politiques pertinentes liés au risque de crédit de contrepartie (CCR).</p>	<p>Non applicable</p>
e)	<p align="center">Article 439, point d), du CRR</p> <p>Le montant des sûretés que l'établissement aurait à fournir si sa note de crédit était abaissée.</p>	<p>En cas de dégradation de sa note de crédit, le groupe Mobilize F.S. peut être amené à constituer des réserves complémentaires dans le cadre de ses opérations de titrisations. Au 31 décembre 2022, les sorties de trésorerie au titre des réserves additionnelles à constituer en cas de dégradation du rating de trois crans s'élèvent à 194 M€.</p>

EXPOSITION AU RISQUE DE CRÉDIT DE CONTREPARTIE

EU CCR1 — Analyse des expositions au CCR par approche

En Millions d'euros	Coût de remplacement (RC)	Exposition future potentielle (PFE)	EEPE	Alpha utilisé pour calculer l'exposition réglementaire	Valeur exposée au risque avant ARC	Valeur exposée au risque après ARC	Valeur exposée au risque	Montant d'exposition pondéré (RWEA)
UE - Méthode de l'exposition initiale (pour les dérivés)				1,4				
UE - SA-CCR simplifiée (pour les dérivés)				1,4				
SA-CCR (pour les dérivés)	61	63		1,4	173	173	173	95
IMM (pour les dérivés et les OFT)								
<i>Dont ensembles de compensation d'opérations de financement sur titres</i>								
<i>Dont ensembles de compensation de dérivés et opérations à règlement différé</i>								
<i>Dont issues d'ensembles de compensation de conventions multiproduits</i>								
Méthode simple fondée sur les sûretés financières (pour les OFT)								
Méthode générale fondée sur les sûretés financières (pour les OFT)								
VaR pour les OFT								
Total					173	173	173	95

CCR1 – ce tableau ne comporte que les expositions sur dérivés qui ne passent pas par des chambres de compensation.

Le RWA sur le risque de crédit de contrepartie est basé sur l'exposition sur les dérivés, auxquels on affecte un add-on. L'exposition est ensuite pondérée par le risque selon la méthode standard – basée sur la qualité de crédit des contreparties.

EU CCR3 - Approche standard — Expositions au CCR par catégorie d'expositions réglementaire et pondération de risque

En Millions d'euros

Pondération de risque

	0%	2%	4%	10%	20%	50%	70%	75%	100%	150%	Autres	Total
Administrations centrales ou banques centrales												
Administrations régionales ou locales												
Entités du secteur public												
Banques multilatérales de développement												
Organisations internationales												
Établissements					724	12			47	0		783
Entreprises									23			23
Clientèle de détail												
Établissements et entreprises faisant l'objet d'une évaluation du crédit à court					43					0		43
Autres éléments												
Valeur d'exposition totale					767	12			70	0		850

EU CCR4 – Approche NI – Expositions au CCR par catégorie d'expositions et échelle de PD

En Millions d'euros	Valeur de l'exposition	PD moyenne, pondérée (%)	Nombre de débiteurs	LGD moyenne, pondérée (%)	Échéance moyenne pondérée (années)	Montant d'exposition pondéré (RWEA)	Densité des montants d'exposition pondérés
Probabilités de défaut							
Catégorie d'exposition X							
0,00 à <0,15							
0,15 à <0,25							
0,25 à <0,50							
0,50 à <0,75							
0,75 à <2,50							
2,50 à <10,00							
10,00 à <100,00							
100 (Défaut)							
Sous-total (catégorie d'exposition X)							
Catégorie d'exposition Y							
0,00 à <0,15							
0,15 à <0,25							
0,25 à <0,50							
0,50 à <0,75							
0,75 à <2,50							
2,50 à <10,00							
10,00 à <100,00							
100 (Défaut)							
Sous-total (catégorie d'exposition Y)							
Total (Catégories d'expositions pertinentes pour le CCR)							

EU CCR5 – Composition des sûretés pour les expositions au CCR

En Millions d'euros	Sûretés utilisées dans les transactions sur dérivés				Sûretés utilisées dans des OFT			
	Juste valeur de la sûreté reçue		Juste Valeur de la sûreté fournie		Juste valeur de la sûreté reçue		Juste Valeur de la sûreté fournie	
	S é g r é g u é	Non-s é g r é g u é	S é g r é g u é	Non-s é g r é g u é	S é g r é g u é	Non-s é g r é g u é	S é g r é g u é	Non-s é g r é g u é
Encaisse – monnaie locale								
Encaisse – autres monnaies								
Dettes souveraine locale								
Autres dettes souveraines								
Dettes publique								
Obligations d'entreprises								
Actions								
Autres sûretés								
Total								

Le groupe Mobilize F.S a des transactions envers des chambres de compensation conformément à la réglementation EMIR. Les collatéraux sont versés et obtenus sous forme d'encaisses.

Ces transactions n'entrent toutefois pas dans le calcul de l'exposition au risque de crédit de contrepartie car les accords de compensation n'ont pas été encore reconnus par les autorités compétentes conformément à l'article 296 du règlement CRR.

EU CCR6 — Expositions sur dérivés de crédit

En Millions d'euros	Protection achetée	Protection vendue
Montants notionnels		
CDS mono-émetteurs		
CDS indicels		
Total contrats d'échange		
Options de crédit		
Autres dérivés de crédit		
Total montants notionnels		
Justes valeurs		
Juste valeur positive (actif)		
Juste valeur négative (passif)		

Le groupe Mobilize F.S n'a pas de dérivés de crédit

EU CCR7 — États des flux des RWEA relatifs aux expositions au CCR dans le cadre de l'IMM

	Montant d'exposition pondéré (RWEA)
RWEA à la fin de la période de déclaration précédente	
Taille de l'actif	
Qualité de crédit des contreparties	
Mises à jour des modèles (IMM uniquement)	
Méthodologie et politiques (IMM uniquement)	
Acquisitions et cessions	
Variations des taux de change	
Autres	
RWEA à la fin de la période de déclaration courante	

Le groupe Mobilize F.S. traite les expositions de risque de crédit de contrepartie en méthode standard. Aucune exposition CCR n'est en méthode IMM.

EU CCR8 — Expositions sur les CCP

En Millions d'euros	Valeur exposée au risque	Montant d'exposition pondéré (RWEA)
Expositions aux contreparties centrales éligibles (total)		135
Expositions pour les opérations auprès de contreparties centrales éligibles (à l'exclusion des marges initiales et des contributions au fonds de défaillance); dont	677	135
<i>i) Dérivés de gré à gré</i>	677	135
<i>ii) Dérivés négociés en bourse</i>		
<i>iii) Opérations de financement sur titres</i>		
<i>iv) Ensembles pour lesquels la compensation multiproduits a été approuvée</i>		
Marge initiale faisant l'objet d'une ségrégation		
Marge initiale ne faisant pas l'objet d'une ségrégation		
Contributions préfinancées au fonds de défaillance		
Contributions non financées au fonds de défaillance		
Expositions aux contreparties centrales non éligibles (total)		
Expositions pour les opérations auprès de contreparties centrales non éligibles (à l'exclusion des marges initiales et des contributions au fonds de défaillance); dont		
<i>i) Dérivés de gré à gré</i>		
<i>ii) Dérivés négociés en bourse</i>		
<i>iii) Opérations de financement sur titres</i>		
<i>iv) Ensembles pour lesquels la compensation multiproduits a été approuvée</i>		
Marge initiale faisant l'objet d'une ségrégation		
Marge initiale ne faisant pas l'objet d'une ségrégation		
Contributions préfinancées au fonds de défaillance		
Contributions non financées au fonds de défaillance		

V - RISQUE D'AJUSTEMENT DE L'ÉVALUATION DE CRÉDIT

Pour tous les dérivés de gré à gré, en l'absence de recours à des dérivés reconnus comme protection de crédit, le groupe Mobilize F.S détermine une exigence de fonds propres pour risque de CVA « Credit Valuation Adjustment ».

Cette charge en capital est destinée à couvrir les pertes en cas d'aggravation de la qualité de la contrepartie entraînant une diminution de la valeur des dérivés.

L'exigence est calculée par la méthode standard définie à l'article 384 du règlement (UE) n° 575/2013.

EU CCR2 — Opérations soumises aux exigences de fonds propres pour risque de CVA

En Millions d'euros	Valeur exposée au risque	Montant d'exposition pondéré (RWEA)
Total des opérations soumises à la méthode avancée		
i) composante VaR (y compris le multiplicateur 3 ×)		
ii) composante VaR en situation de tensions (y compris le multiplicateur 3 ×)		
Opérations soumises à la méthode	827	339
Opérations soumises à l'approche alternative (sur la base de la méthode de l'exposition initiale)		
Total des opérations soumises aux exigences de fonds propres pour risque de CVA	827	339

VI - TITRISATION

EU SECA — Exigences de publication d'informations qualitatives relatives aux expositions de titrisation

Base juridique	Numéro de la ligne	Informations qualitatives	
Article 449, point a), du CRR	a)	Description des activités de titrisation et de retitrisation; comprenant les objectifs de gestion du risque et d'investissement des établissements en rapport avec ces activités, le rôle dans les opérations de titrisation et de retitrisation, indiquant si le cadre des titrisations simples, transparentes et standardisées (STS) est ou non utilisé, et la mesure dans laquelle les opérations de titrisation sont utilisées pour transférer à des tiers le risque de crédit des expositions titrisées, accompagnée, le cas échéant, d'une description séparée de leur politique de transfert de risque dans le cadre de titrisations synthétiques;	Le groupe Mobilize F.S. utilise la titrisation comme instrument de financement. Tous les actifs titrisés restent au bilan consolidé. Le groupe Mobilize F.S. n'investit pas dans des véhicules de titrisation dont les obligations sous-jacentes sont émises par des sociétés extérieures au groupe. Le groupe titrise des portefeuilles de créances accordées à des clients particuliers ou entreprises. Les titres créés à partir de ces transactions sont vendus à des investisseurs tiers ou auto-souscrits pour générer du collatéral éligible utilisé pour le financement à la Banque centrale ou en réserve de liquidité.
Article 449, point b), du CRR.	b)	Le type de risques auxquels les établissements sont exposés dans le cadre de leurs activités de titrisation et de retitrisation, par rang des positions de titrisation concernées, en établissant une distinction entre les positions de titrisation STS et les positions de titrisation non STS et: i) le risque conservé dans les opérations qu'ils ont eux-mêmes initiées; ii) les risques encourus dans le cadre d'opérations initiées par des tiers.	Le groupe Mobilize F.S. n'a pas eu recours à la titrisation pour des transferts de risque. Les véhicules ad hoc porteurs d'actifs titrisés sont consolidés par le groupe qui reste exposé à l'essentiel des risques et avantages attachés aux créances titrisées. Les opérations de titrisation du groupe respectent toutes l'exigence de rétention de capital économique d'au moins 5 % mentionnée à l'article 405 de la directive européenne (UE) 575/2013 et à l'article 6 du Règlement (UE) 2017/2402. Le groupe n'investit pas dans des véhicules de titrisation adossés à des créances originées par des sociétés extérieures au groupe.
Article 449, point c), du CRR	c)	Les approches des établissements pour le calcul des montants d'exposition pondérés qu'ils appliquent à leurs activités de titrisation, y compris les types de positions de titrisation auxquels chaque approche est appliquée, en établissant une distinction entre les positions de titrisation STS et les positions de titrisation non STS.	Le groupe Mobilize F.S. n'investit pas sur des positions de titrisation telles que décrites à l'article 2, 1) du règlement (UE) 2017/2402 du 12 décembre 2017. Groupe Mobilize F.S. n'a donc aucune exposition liée à ce type de position. Les créances titrisées par groupe Mobilize F.S. font l'objet d'une consolidation prudentielle et les risques pondérés sont calculés comme si les actifs n'avaient pas été titrisés.
Article 449, point d), du CRR	d)	La liste des entités de titrisation appartenant à l'une des catégories suivantes, accompagnée d'une description des types d'expositions de l'établissement à l'égard de ces entités de titrisation, y compris les contrats dérivés: i) les entités de titrisation qui acquièrent des expositions initiées par les établissements; ii) les entités de titrisation sponsorisées par les établissements; iii) les entités de titrisation et autres entités juridiques pour lesquelles les établissements fournissent des services en lien avec la titrisation, tels que des services de conseil, d'administration d'actifs (asset servicing) ou de gestion d'actifs; iv) les entités de titrisation qui entrent dans le périmètre de consolidation réglementaire des établissements.	Le groupe Mobilize F.S. agit en tant qu'originateur/serviceur pour les SPV suivants. (Swap) indique que le groupe Mobilize F.S agit également en tant que contrepartie de swap : <ul style="list-style-type: none"> - FCT Cars Alliance Auto Loans France Master - FCT Cars Alliance Auto Leases France Master - FCT Cars Alliance Auto Leases France Master Residual Value - FCT Cars Alliance Auto Leases France V2020-1 (swap) - FCT Cars Alliance Auto Loans France V2022-1 (swap) - FCT Cars Alliance DFP France - FCT Cars Alliance Auto Loans Germany Master - FCT Cars Alliance Auto Loans Germany V2019-1 (swap)

			<ul style="list-style-type: none"> - <i>FCT Cars Alliance Auto Loans Germany V2021-1 (swap)</i> - <i>FCT Cars Alliance Auto Lease Germany (swap)</i> - <i>Cars Alliance DFP Germany 2017</i> - <i>Cars Alliance Auto Loans Italy 2015 SRL</i> - <i>Cars Alliance UK 2015 Ltd</i> - <i>Cars Alliance UK 2021 Ltd</i> - <i>Cars Alliance Auto Loans Spain 2022</i>
Article 449, point e), du CRR	e)	La liste de toutes les entités juridiques auxquelles les établissements ont déclaré avoir apporté un soutien conformément à la troisième partie, titre II, chapitre 5, du CRR.	Le groupe ne fournit pas de support (tel que défini à l'article 248 du CRR) aux opérations de titrisation. Le groupe Mobilize F.S. agit en qualité d'originateur, de servicer pour tous les SPV listées au point (e) et de swap provider pour certaines de ces SSPE.
Article 449, point f), du CRR	f)	La liste des entités juridiques affiliées aux établissements et qui investissent dans des opérations de titrisation initiées par les établissements ou dans des positions de titrisation émises par des entités de titrisation sponsorisées par les établissements.	<p>Le groupe Mobilize F.S. n'investit pas dans des titrisations pour lesquelles l'exigence de fonds propres est calculée sur la base de la position de titrisation et comptabilise toujours les créances sous-jacentes lors de l'évaluation des besoins en fonds propres.</p> <p>Le groupe conserve les tranches les plus juniors de la titrisation dans lesquelles il agit en tant qu'originateur pour répondre à ses exigences de conservation du capital économique.</p> <p>RCI Banque SA a investi dans des titrisations de premier rang dans lesquelles l'une de ses filiales ou succursales agit comme originateur. Ces actifs peuvent être utilisés comme garantie pour des financements auprès de la Banque centrale. Un dispositif similaire existe également au Royaume-Uni où RCI Bank UK a souscrit des titres ABS adossés à des créances émises par RCI FS UK.</p>
Article 449, point g), du CRR	g)	Un résumé des politiques comptables en matière d'activité de titrisation, en établissant, le cas échéant, une distinction entre positions de titrisation et positions de retitrisation.	Le groupe Mobilize F.S. n'a pas eu recours à la titrisation pour du transfert de risque. Les véhicules ad hoc porteurs d'actifs titrisés sont consolidés par le groupe qui reste exposé à l'essentiel des risques et avantages attachés aux créances titrisées qui restent au bilan consolidé.
Article 449, point h), du CRR	h)	Le nom des OEEC utilisés pour les titrisations et les types d'expositions pour lesquels chaque agence est utilisée.	Auto-ABS: Moody's (EUR) , S&P (EUR & GBP), DBRS (EUR), Fitch (EUR & GBP) SME (Dealer Floor Plan): Moody's, DBRS
Article 449, point i), du CRR	i)	Le cas échéant, une description de l'approche par évaluation interne décrite à la troisième partie, titre II, chapitre 5, du CRR, précisant la structure de la procédure d'évaluation interne et la relation entre évaluation interne et notation externe de l'OEEC identifiée conformément au point h), les mécanismes de contrôle de la procédure d'évaluation interne, y compris les considérations relatives à l'indépendance, à la responsabilité et à l'examen de la procédure d'évaluation interne, les types d'expositions auxquels l'approche par évaluation interne est appliquée et les facteurs de tensions utilisés pour déterminer les niveaux de rehaussement de crédit.	Non applicable, pas d'investissement dans des programmes ABCP.

Le montant des créances de financement des ventes maintenu au bilan s'élève à 13 926 M€ au 31 Décembre 2022 (12 590 M€ au 31 décembre 2021), soit :

- pour les titrisations placées sur le marché : 2 812 M€
- pour les titrisations auto-souscrites : 9 211 M€
- pour les titrisations privées : 1 903 M€

Le stock d'actifs titrisés est détaillé en Note 13 des États financiers consolidés. Au 31 Décembre 2022, le montant total des financements obtenus à travers les titrisations privées est de 1 079 M€, le montant des financements obtenus par les titrisations publiques placées sur les marchés est de 2 626 M€.

EU SEC1 - Expositions de titrisation dans le portefeuille hors négociation

En millions d'euros	L'établissement agit en tant qu'initiateur							L'établissement agit en tant que sponsor				L'établissement agit en tant qu'investisseur			
	Classiques				Synthétiques		Sous-total	Classiques		Synthétiques	Sous-total	Classiques		Synthétiques	Sous-total
	STS	dont TRS	Non STS	dont TRS	dont TRS	STS		Non STS	STS			Non STS			
Total des expositions															
Clientèle de détail (total)															
prêts hypothécaires résidentiels															
cartes de crédit															
autres expositions sur la clientèle de détail															
retitrisation															
Clientèle de gros (total)															
prêts aux entreprises															
prêts hypothécaires commerciaux															
contrats de location et créances à recevoir															
autres expositions sur la clientèle de gros															
retitrisation															

Le groupe Mobilize F.S. n'a pas d'exposition de titrisation dans le portefeuille de négociation. Le tableau EU-SEC2 — Expositions de titrisation dans le portefeuille de négociation est donc sans objet.

Par ailleurs, comme indiqué dans le tableau EU-SEC1, le groupe n'agit ni comme initiateur ou sponsor ni comme investisseur sur des opérations de titrisation comportant un transfert de risque (SRT) et ne détient donc pas d'exposition associée dans le portefeuille hors négociation.

De ce fait, les templates EU-SEC3 — Expositions de titrisation dans le portefeuille hors négociation et exigences de fonds propres réglementaires associées — établissement agissant en tant qu'initiateur ou en tant que sponsor et EU-SEC4 — Expositions de titrisation dans le portefeuille hors négociation et exigences de fonds propres réglementaires associées — établissement agissant en tant qu'investisseur ne sont pas applicables.

EU-SEC5 — Expositions titrisées par l'établissement — Expositions en défaut et ajustements pour risque de crédit spécifique

En millions d'euros	L'établissement agit en tant qu'initiateur ou en tant que sponsor		
	Montant nominal total de l'encours	Ajustements pour risque de crédit spécifique au cours de la période	
		<i>Dont expositions en défaut</i>	
Total des expositions	14 160	39	
Clientèle de détail (total)	12 218	39	
prêts hypothécaires résidentiels cartes de crédit autres expositions sur la clientèle de détail retratisation	12 218	39	
Clientèle de gros (total)	1 942		
prêts aux entreprises prêts hypothécaires commerciaux contrats de location et créances à recevoir autres expositions sur la clientèle de gros retratisation	1 942		

VII - RISQUE DE MARCHÉ

EU MRA - Exigences de publication d'informations qualitatives sur le risque de marché

	Déclaration au format flexible
<p>Article 435, paragraphe 1, points a) et d), du CRR.</p> <p>Une description des stratégies et processus de l'établissement pour la gestion du risque de marché, notamment:</p> <ul style="list-style-type: none"> - une explication des objectifs stratégiques de la direction dans le cadre des activités de négociation, ainsi que des processus mis en œuvre pour identifier, mesurer, surveiller et contrôler les risques de marché de l'établissement; - une description de leurs politiques en matière de couverture et d'atténuation des risques, ainsi que des stratégies et processus mis en place pour le contrôle de l'efficacité constante de ces couvertures. 	<p>En l'absence d'un portefeuille de négociation, tout le risque de marché provient de la position de change du groupe.</p> <p>Le risque sur la position de change peut être décomposé en :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La position de change structurelle, qui résulte des investissements à long terme du groupe dans les fonds propres de ses filiales étrangères. - Depuis 2022, le groupe Mobilize F.S dispose d'une allocation de capital couvrant son exposition au risque de change structurel. Le Groupe bénéficie d'une dérogation de la BCE pour les cinq devises les plus significatives (GBP, BRL, KRW, CHF et MAD) lui permettant, pour ces devises, de ne prendre en compte que l'excédent de capital par rapport à la moyenne du CET1 Groupe. Le risque de change structurel est inclus dans le dispositif d'appétit au risque du groupe Mobilize F.S., la position du Groupe dans toutes les devises est contrôlée mensuellement lors du Comité Capital et Liquidité et communiquée trimestriellement au Superviseur. - La position de change transactionnelle, qui découle des flux de trésorerie libellés dans des devises autres que la devise patrimoniale, est encadré par des limites. La somme des valeurs absolues des positions exprimées dans différentes paires de devises s'élève à 12,7 million d'euros à la fin décembre 2022. <p>Les objectifs et stratégies poursuivis par le groupe Mobilize F.S en matière de risque de marché sont décrits dans la partie " Comptes consolidés - risques financiers " - Annexe 2.</p>
<p>Article 435, paragraphe 1, point b), du CRR.</p> <p>Une description de la structure et de l'organisation de la fonction de gestion du risque de marché, notamment une description de la structure de gouvernance du risque de marché mise en place pour mettre en œuvre les stratégies et processus de l'établissement exposés à la ligne a) ci-dessus, décrivant les relations et les mécanismes de communication entre les différentes parties intervenant dans la gestion du risque de marché.</p>	<p>La surveillance du risque de change transactionnel et le respect des limites sont placés sous la supervision de la direction Financements et Trésorerie du groupe Mobilize F.S qui gère les positions de la centrale de refinancement et supervise la gestion des filiales. Les limites du groupe sont approuvées par le conseil d'administration et mises à jour périodiquement. Le Service des Risques Financiers, rattachée à la Direction des Risques et de la Réglementation Bancaire (Direction de la Gestion des Risques), réalise un reporting quotidien et suit l'exposition du groupe aux risques de marché.</p> <p>Une liste des produits autorisés, approuvée par le Comité Financier du groupe Mobilize F.S , précise les instruments de change et de taux d'intérêt ainsi que la nature des devises susceptibles d'être utilisés pour la gestion des risques de marché.</p>
<p>Article 435, paragraphe 1, point c), du CRR.</p> <p>la portée et la nature des systèmes de déclaration et d'évaluation des risques;</p>	<p>Au niveau du groupe Mobilize F.S, la position de change est calculée selon une approche actif-passif qui consiste à calculer la position de change à partir du bilan comptable et des soldes hors bilan par devise. C'est ce que l'on appelle la " position de change comptable ".</p> <p>Le périmètre de surveillance du risque de change transactionnel a été validé, en distinguant deux catégories de filiales :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les filiales multidevises dont le risque de change transactionnel doit être suivi quotidiennement par l'entité. L'entité doit rapporter au département des risques financiers la position quotidienne en cas de violation. . Le Service des Risques Financiers s'assure du respect des limites. - Les autres filiales dont le risque de change transactionnel est suivi sur une base mensuelle. <p>La position et le respect des limites sont inclus dans le tableau de bord des risques financiers du Comité Financier pour présentation en mensuelle.</p>

Compte tenu des éléments mentionnés dans le tableau EU-MRA ci-dessus en réponse à l'article 435, paragraphe 1, points a) et d), du CRR, les tableaux suivants ne sont pas applicables :

- Tableau EU MRB : exigences de publication d'informations qualitatives pour les établissements utilisant des modèles internes de risque de marché
- Modèle EU MR2-A — Risque de marché dans le cadre de l'approche fondée sur les modèles internes (AMI)
- Modèle EU MR2-B — États des flux des RWA relatifs aux expositions au risque de marché dans le cadre de l'approche fondée sur les modèles internes (AMI)
- Modèle EU MR3 — Valeurs de l'AMI pour les portefeuilles de négociation
- Modèle EU MR4 — Comparaison des estimations de la VaR avec les profits/pertes.

Modèle EU MR1 — Risque de marché dans le cadre de l'approche standard

En Millions d'euros	RWEA
Produits fermes	1 003
Risque de taux d'intérêt (général et spécifique)	
Risque sur actions (général et spécifique)	
Risque de change	1 003
Risque sur matières premières	
Options	
Méthode simplifiée	
Méthode delta-plus	
Méthode par scénarios	
Titrisation (risque spécifique)	
Total	1 003

VIII - RISQUE DE TAUX D'INTERÊT POUR DES POSITIONS DE PORTEFEUILLE

EU IRRBBA - Informations qualitatives concernant les risques de taux d'intérêt des activités hors portefeuille de négociation

Informations qualitatives		Base légale
Description de la manière dont l'établissement définit l'IRRBB aux fins de la maîtrise et de la mesure des risques	Le risque de taux d'intérêt dans le portefeuille bancaire (IRRBB) désigne le risque sur le capital et les résultats de la banque qui résulterait d'une évolution défavorable des taux d'intérêt affectant les positions du portefeuille bancaire de la banque. L'objectif du groupe Mobilize F.S est d'atténuer au maximum ce risque. Le processus de contrôle du risque spécifique de taux s'inscrit dans le processus global de contrôle interne du groupe Mobilize F.S et mesure, à l'aide d'indicateurs de sensibilité, les impacts des chocs de taux défavorables (translation ou rotation de la courbe des taux par exemple) sur les résultats futurs. Des limites sont associées à ces indicateurs.	Article 448(1), point (e)
Description des stratégies générales de l'établissement en matière de gestion et d'atténuation de l'IRRBB	<p>La Direction Financements et Trésorerie Groupe assure le refinancement des entités du groupe éligibles au refinancement centralisé. Elle emprunte les fonds nécessaires pour assurer la continuité de l'activité (émissions d'obligations et de titres de créances négociables, titrisations, prêts interbancaires, etc.), équilibre les actifs et les passifs et ajuste la trésorerie des sociétés du groupe, tout en gérant et en minimisant l'exposition au risque de taux d'intérêt du portefeuille par l'utilisation d'instruments de couverture appropriés (swaps de taux d'intérêt, swaps de devises et opérations de change au comptant et à terme).</p> <p>Les principes de la politique financière s'étendent à toutes les filiales consolidées du groupe Mobilize F.S et sont adaptés dans les filiales refinancées localement. Ces dernières sont soumises aux mêmes exigences de suivi des risques financiers que les autres filiales du groupe : respect des limites de risques de taux et de change, suivi du risque de liquidité, limitation du risque de contrepartie et suivi spécifique par un comité financier dédié et un reporting ad hoc.</p> <p>Les opérations sur instruments financiers effectuées par la centrale de trésorerie sont essentiellement liées à sa fonction de service central de refinancement du groupe. Afin de tenir compte de la difficulté d'ajuster précisément la structure des emprunts avec celle des prêts, une flexibilité limitée est acceptée dans la couverture du risque de taux d'intérêt pour chaque filiale. Cette flexibilité consiste à attribuer à chaque filiale une limite de sensibilité approuvée par le Comité financier, adaptation individuelle de la limite globale fixée par le Conseil d'administration de RCI Banque S.A.</p> <p>Un système de gestion du groupe effectue un calcul quotidien de la sensibilité du bilan de chaque entité aux variations de la courbe des taux.</p> <p>L'équipe du contrôle des risques financiers contrôle l'exposition du groupe telle que mesurée par ce système et le respect des limites de sensibilité attribuées à chaque entité.</p>	Article 448(1), point (f)
Périodicité de calcul des mesures de l'IRRBB de l'établissement et description des mesures spécifiques qu'il applique pour jauger sa sensibilité à l'IRRBB	Le risque de taux est suivi quotidiennement : un calcul de sensibilité par devise, par entité de gestion et par portefeuille d'actifs permet de vérifier que chaque entité respecte les limites individuelles qui lui sont attribuées. Cette sensibilité au risque de taux est mesurée selon une méthodologie commune à l'ensemble du groupe Mobilize F.S. Ce processus permet de maintenir à un niveau faible l'exposition globale du groupe et l'exposition de chaque entité.	Article 448(1), points (e) (i) and (v); Article 448(2)
Description des scénarios de chocs de taux d'intérêt et de tensions que l'établissement utilise pour estimer les variations de la valeur économique et des produits d'intérêts nets (le cas échéant)	<p>INDICATEURS INTERNES</p> <p>Deux indicateurs sont suivis en interne pour le risque de taux d'intérêt :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La sensibilité EV (valeur économique) mesure à un moment donné (t) l'impact d'une variation des taux d'intérêt sur le prix du marché du bilan d'une entité. La valeur économique est déterminée en actualisant les flux de trésorerie futurs aux taux du marché. Cette mesure est utilisée pour fixer les limites qui s'appliquent aux entités du groupe. <p>Deux Scénarios sont associés à cet indicateur</p> <ul style="list-style-type: none"> • Un scénario de hausse parallèle des taux 	Article 448(1), point (e) (iii); Article 448(2)

- Un scénario de rotation de la courbe des taux : en dessous de 1 an, baisse par chocs de rotation, interpolation linéaire jusqu'à 2 ans, taux à 2 ans inchangés, interpolation linéaire jusqu'à 3 ans, au-dessus de 3 ans, hausse par chocs de rotation.

- La sensibilité du revenu net d'intérêts mesure l'incidence d'une variation des taux d'intérêt sur les revenus futurs non actualisés.

L'indicateur est calculé sur un horizon temporel de 12 mois et sur la durée totale du portefeuille. Des limites sont associées à ces deux indicateurs.

Les chocs ajustés aux devises utilisés pour calculer les indicateurs de risque de taux d'intérêt sont résumés dans le tableau ci-dessous et font l'objet d'une révision périodique.

Currency	Hausse parallèle	Rotation
EUR	100	25
GBP	150	37,5
KRW	100	25
BRL	350	87,5
CHF	100	25
PLN	300	75
MAD	100	25
RON	300	75
SEK	150	37,5
ARS	500	125
COP	300	75
HUF	250	62,5
DKK	100	25
CZK	200	50
RUB	500	125

La sensibilité consolidée au risque de taux d'intérêt est calculée comme la somme des valeurs absolues des sensibilités ajustées en fonction de la devise décrite ci-dessus et est liée à une limite fixée à 70 M€ par le Conseil d'administration.

INDICATEURS REGLEMENTAIRES

La sensibilité de la valeur économique des fonds propres (EVE) et de la marge nette d'intérêt (NII) aux variations des taux d'intérêt est calculée trimestriellement sur un périmètre réglementaire consolidé basé des scénarios affichés dans les orientations de l'ABE sur l'IRRBB (2018) :

Ces deux indicateurs sont encadrés par des limites internes validées par le Comité des Risques du conseil d'administration.

Description des principales hypothèses de modélisation et hypothèses paramétriques qui diffèrent de celles utilisées pour le modèle EU IRRBB1 (le cas échéant)

Les calculs sont basés sur les écarts moyens mensuels entre l'actif et le passif (écart hors montant des intérêts) qui intègrent les opérations à taux fixe et les opérations à taux variable jusqu'à leur prochaine date de révision.

Les échéances des encours sont déterminées en tenant compte des caractéristiques contractuelles des opérations et des résultats de la modélisation des comportements historiques des clients (remboursements anticipés) pour lesquels le groupe a défini une méthodologie commune. L'utilisation de cette méthodologie repose sur des

Article 448(1), point (e) (ii); Article 448(2)

	<p>hypothèses de taux de remboursements anticipés constants basés sur des moyennes mobiles.</p> <p>Les dépôts sont modélisés comme 6 ressources successives à taux fixe avec une maturité initiale de 3 mois. La durée instantanée est donc d'environ 1,5 mois.</p> <p>Les mesures de sensibilité de la MNI pour le calcul des indicateurs internes, prennent également en compte une allocation des fonds propres de l'entité (fonds propres + besoin en fonds de roulement stable) au financement des actifs commerciaux les plus longs pour les devises dont les taux d'intérêt présentent une faible volatilité ou à 50 % long terme et 50 % à court terme pour les devises dont les taux sont volatils.</p>	
<p>Description générale de la manière dont l'établissement couvre son IRRBB, ainsi que du traitement comptable de cette couverture (le cas échéant)</p>	<p>Il n'existe pas d'activité pour compte propre au sein du groupe Mobilize F.S. Toutes les transactions sur instruments financiers effectuées par RCI Banque S.A, agissant en tant que trésorerie centrale, ou par ses filiales en refinancement local visent à refinancer l'activité et à placer les excédents temporaires de trésorerie tout en maintenant les risques financiers en dessous des limites internes afin de protéger la marge commerciale.</p> <p>La sensibilité aux fluctuations des taux d'intérêt est gérée par des swaps de taux d'intérêt.</p> <p>Des swaps receveurs de taux fixe sont exécutés lorsque la Banque émet une dette à taux fixe et souhaite réduire son exposition à une baisse des taux d'intérêt. Des swaps payeurs de taux fixe sont exécutés de temps à autre pour couvrir l'origination d'actifs à taux fixe.</p> <p>Le groupe utilise les principes de la norme comptable IFRS 9 pour classer les dérivés qui couvrent le risque de taux d'intérêt.</p> <p>- La relation de couverture de juste valeur (FVH) vise à couvrir les variations de valeur de tout ou partie d'un actif ou d'un passif. L'élément couvert, puis le dérivé de couverture, sont évalués à leur juste valeur. Les variations de la juste valeur du dérivé et de l'élément couvert sont enregistrées dans le compte de résultat. Les swaps comptabilisés en couverture de juste valeur sont constitués de swaps à receveur fixe couvrant l'émission de dettes à taux fixe. Les valorisations de l'instrument de couverture sont calculées en actualisant les flux de trésorerie futurs. Comme les dérivés de couverture ne couvrent pas la totalité du taux mais seulement la partie sans risque, seule la partie de la dette relative au taux sans risque devra être valorisée. La valorisation de la dette exclut l'effet du spread de crédit (y compris la partie des intérêts courus de l'effet " spread de crédit "). La variation de la juste valeur du dérivé et la variation de la juste valeur de la dette couverte sont enregistrées dans le compte de résultat. Le test FVH est réalisé sur une base mensuelle afin de mesurer l'efficacité de la micro-couverture.</p> <p>- La relation de couverture de flux de trésorerie (CFH) vise à couvrir les variations des flux de trésorerie futurs associés à un actif ou à un passif comptabilisé ou futur et attribuables à un risque particulier (par exemple, les paiements d'intérêts futurs sur un taux variable). Les swaps RCI comptabilisés en tant que couverture de flux de trésorerie équitables sont des swaps payeurs fixe couvrant des passifs à taux variable ou la jambe à taux variable d'un swap comptabilisé en FVH.</p> <p>Pour être comptabilisé comme CFH, le taux variable de l'instrument de couverture doit présenter une forte corrélation avec le taux variable de l'élément couvert. Les variations de la juste valeur du dérivé sont comptabilisées dans un compte spécial de capitaux propres (bilan / impact capitaux propres). Le retraitement en résultat est réalisé à la même fréquence que l'élément couvert par les intérêts courus.</p> <p>Cette relation entre les dettes à taux variable / dettes couvertes en juste valeur et les swaps de couverture de flux de trésorerie est suivie au moins trimestriellement via un test de macro-couverture. Ce test vise à s'assurer que la valeur nominale des swaps CFH ne dépasse pas à tout moment le montant total des dettes à taux variable. En pratique, deux tests sont effectués séparément : le premier pour les dettes à taux variable, le</p>	<p>Article 448(1), point (e) (iv); Article 448(2)</p>

	<p>second pour les dettes à taux fixe qui ont été initialement couvertes par un swap receveur de taux fixe comptabilisé en FVH.</p> <p>- Portefeuille de négociation : Malgré leur intention de couverture, les instruments financiers qui ne répondent pas aux critères de la comptabilité de couverture de la norme IFRS9 ne peuvent pas être enregistrés comptablement en comptabilité de couverture et, sont ainsi classés comme instruments de négociation / portefeuille de négociation. La variation de la juste valeur de ces instruments est comptabilisée dans le compte de résultat. Une partie des swaps payeurs à taux fixe est destinée à couvrir les dépôts à échéance indéterminée, qui sont modélisés comme des passifs à taux variable dont le taux est révisé dans les trois mois. Comme la corrélation entre le taux des dépôts des clients et le taux sans risque du marché est faible, ces couvertures ne répondent pas aux critères de la comptabilité de couverture et sont comptabilisées comme des instruments de transaction.</p>	
<p>Description des principales hypothèses de modélisation et hypothèses paramétriques utilisées pour mesurer l'IRRBB dans le modèle EU IRRBB1 (le cas échéant)</p>	<p>Les principales hypothèses de modélisation utilisées pour l'IRRBB et reportées dans le modèle EU IRRBB1 sont similaires aux hypothèses internes décrites ci-dessus notamment pour la modélisation des remboursements anticipés et des dépôts sans échéance.</p> <p>Les hypothèses paramétriques sont dérivées de l'article 115 des lignes directrices IRRBB (plafond sur les valeurs de sensibilité positives, floor sur les courbes de taux...) et des appendices (annexe III) pour les chocs de taux.</p> <p>Le groupe Mobilize F.S calcule la sensibilité de l'EVE aux variations des taux d'intérêt sur un périmètre incluant l'EUR et la GBP (devises significatives) ainsi que le BRL et le KRW. Au total, les actifs dans ces devises dépassent le seuil de 90 % du total des actifs du groupe fixé à l'article 115(l) des orientations IRRBB.</p>	<p>Article 448(1), point (c); Article 448(2)</p>
<p>Explication de l'importance des mesures de l'IRRBB et de leurs variations importantes par rapport aux informations précédentes</p>	<p>INDICATEURS INTERNES</p> <p><i>Indicateurs</i></p> <p>Deux indicateurs de suivi sont utilisés en interne pour le risque de taux d'intérêt :</p> <p>(1) La sensibilité (valeur économique - EV), qui consiste à mesurer à un instant t l'impact d'une variation des taux d'intérêt sur la valeur de marché des flux du bilan d'une entité. La valeur de marché est déterminée en actualisant les flux futurs aux taux de marché à l'instant t. Cette mesure est utilisée pour fixer les limites des entités de gestion du groupe.</p> <p>(2) La marge nette d'intérêt (MNI) est une mesure de gain ou de perte du point de vue du compte de résultat. Cet indicateur est présenté comme la différence des revenus d'intérêts futurs sur un horizon défini. La particularité de la sensibilité de la MNI, par rapport à la vue actuarielle de la sensibilité, est la linéarisation de l'impact des nouvelles opérations. Cette mesure est suivie à la fois sur un horizon de 12 mois et sur un horizon complet.</p> <p><i>Résultats</i></p> <p>Sur l'année 2022, la sensibilité au risque de taux d'intérêt et la sensibilité de la MNI consolidées de RCI Banque S.A (calculée comme décrit ci-dessus) sont restées en dessous de la limite fixée par le Conseil d'Administration.</p> <p>(1) La sensibilité consolidée au risque de taux d'intérêt basée sur le périmètre interne, calculée comme la somme des valeurs absolues des sensibilités aux chocs ajustés aux devises dans toutes les devises s'élève à 7,0 M€ à fin décembre 2022, contre 8,6 M€ à fin 2021.</p> <p>(2) La sensibilité consolidée au risque de taux d'intérêt de la MNI basée sur le périmètre interne, calculée comme la somme des valeurs absolues des sensibilités aux chocs ajustés aux devises dans toutes les devises s'élève à 5,7 M€ à fin décembre 2022, contre 8,3 m€ à fin 2021.</p>	<p>Article 448(1), point (d)</p>

La répartition par devises de la sensibilité MNI suite à une hausse des taux différenciée selon les devises (en MEUR) à fin décembre 2022 en valeur relative :

DEVISES	K€
ARS	122
BRL	-256
CHF	-294
COP	171
CZK	320
EUR	-1 593
DKK	-9
GBP	1 013
HUF	164
KRW	-40
MAD	1 107
PLN	109
SEK	15
RON	244
RUB	-288

INDICATEURS REGLEMENTAIRES

Résultats de l'EVE

Les variations de la valeur économique des fonds propres (« EVE ») calculées selon les orientations de l'EBA sur l'IRRBB représentent 6,92% des fonds propres dans le cadre du scénario standard et 8,53% du CET1 dans le cadre des chocs différenciés par devises, en dessous des limites réglementaires.

Le scénario le plus mordant est le choc parallèle vers le haut du scénario avec chocs différenciés par devises, avec un impact de -449 m€ à la fin décembre 2022 contre -442m€ en décembre 2021.

Le scénario de baisse des taux aurait un impact positif plus important que l'année précédente, la hausse des taux de marché ayant conduit à désactiver le floor de taux minimum dans ce scénario.

Résultat de la MNI

En l'absence d'instructions détaillées sur la méthodologie de calcul de l'indicateur MNI dans les dernières orientations IRRBB EBA, et après concertation et en accord avec l'EBA et ses référents JST, le groupe Mobilize F.S. choisit d'utiliser, à des fins réglementaires, sa MNI totale interne consolidée, calculée sur la base du périmètre bancaire réglementaire consolidé.

La sensibilité de cet indicateur au risque de taux d'intérêt consolidé, calculée comme la somme des valeurs absolues des sensibilités aux chocs ajustés aux devises dans toutes les devises, s'élève à 5,7 millions d'euros à la fin décembre 2022, contre 7,4 millions d'euros à la fin 2021 (cf. *tableau IRRBB1 - Le risque de taux d'intérêt réglementaire des activités hors portefeuille de négociation – Sensibilité de la marge Nette d'Intérêt*). La somme des valeurs absolues exprime le pire des cas car la position de risque de taux d'intérêt par devise ne se compense pas.

Toute autre information pertinente concernant les mesures de l'IRRBB publiée dans le modèle EU IRRBB1 (facultatif)	Non applicable	
Publication de l'échéance moyenne et de l'échéance la plus longue de révision des taux	Pour calculer les indicateurs de mesure du risque de taux d'intérêt, les dépôts sont modélisés comme des passifs successifs à taux fixe dont l'échéance initiale est de 3	Article 448(1), point (g)

attribuées aux dépôts sans échéance	mois. L'échéance la plus longue de refixation des taux est donc de 3 mois, tandis que la durée moyenne de refixation des taux est d'environ 1,5 mois.	
-------------------------------------	---	--

IRRBB1 - Le risque de taux d'intérêt réglementaire des activités hors portefeuille de négociation

Test des valeurs aberrantes prudentielles (en K€)		a	b	c	D
		Sensibilité de la valeur économique du capital		Sensibilité de la Marge Nette d'Intérêt	
		Période actuelle 31/12/2022	Période précédente 31/12/2021	Période actuelle 31/12/2022	Période précédente 31/12/2021
1	Choc parallèle vers le haut	-449 825	-442 340	5 673	7 387
2	Choc parallèle vers le bas	245 003	94 900		
3	Pentification de la courbe	14 682	52 558		
4	Aplatissement de la courbe	-117 290	-156 762		
5	Hausse des taux courts	-248 011	-282 549		
6	Baisse des taux courts	129 892	102 241		

Les calculs ci-dessus sont réalisés sur la base des hypothèses normées publiées par l'EBA dans ses orientations sur la gestion du risque de taux (IRRBB Guidelines). Conformément à la méthodologie, les impacts positifs de chaque scénario de taux d'intérêt sont pondérés à 50 % et les impacts négatifs pris à 100 %.

L'impact d'un mouvement de taux adverse sur la marge nette d'intérêts totale est faible, en conformité avec les objectifs de gestion prudente de la société. Il est par construction significatif sur la valeur économique du capital (Economic Value of Equity ou EVE), indicateur qui, par définition, ne prend pas en compte les fonds propres, contrairement à la gestion actif-passif opérationnelle quotidienne du risque de taux.

IX - RISQUE DE LIQUIDITE

EU LIQA - Gestion du risque de liquidité

Numéro de ligne	Informations qualitatives	
(a)	Stratégies et processus de gestion du risque de liquidité, y compris politiques de diversification des sources et de la durée des financements prévus.	<p>La fonction de gestion du risque de liquidité est chargée de veiller à ce que le risque de liquidité soit compris, surveillé et rapporté. L'ILAAP du groupe Mobilize F.S et les limites qui y sont associées visent à :</p> <ul style="list-style-type: none"> • S'assurer que la banque respecte ses ratios de liquidité réglementaires en maintenant un coussin approprié, • S'assurer que la banque finance ses activités grâce à des sources de financement diversifiées, • S'assurer que la banque dispose de passifs financiers d'une durée adéquate pour soutenir ses activités, • S'assurer que la réserve de liquidité de la banque est suffisante pour faire face à divers scénarios de stress, notamment un accès limité aux financements de marché et une fuite des dépôts pendant une période définie.
(b)	Structure et organisation de la fonction de gestion du risque de liquidité (autorité, statuts, autres dispositions).	<p>La gestion du risque de liquidité du groupe Mobilize F.S est sous la responsabilité de la Direction Financement et Trésorerie (DFT). La DFT propose des indicateurs de liquidité et des limites associées, qui sont examinés par le Directeur de la Gestion des Risques et son équipe et validés par le Comité Financier du Groupe. Ils sont revus par le Comité des Risques avant approbation finale par le Conseil d'Administration.</p> <p>Les indicateurs de liquidité internes sont calculés par la DFT et les ratios de liquidité réglementaires sont calculés par le service des reportings réglementaires. Ces indicateurs de liquidité sont contrôlés par le service des risques financiers (qui fait partie du Département Risques et Réglementation Bancaire), puis rapportés mensuellement au comité financier et trimestriellement (ou immédiatement si un seuil d'alerte est franchi) au comité des risques du conseil d'administration.</p>
(c)	Description du degré de centralisation de la gestion de la liquidité et interaction entre les unités du groupe.	<p>RCI Banque S.A agit en tant que centrale de trésorerie pour les entités du groupe appartenant au "périmètre de refinancement centralisé", qui comprend la plupart des entités européennes. Les entités de ce périmètre empruntent à la Trésorerie Centrale les passifs dont elles ont besoin pour soutenir leur activité ou déposent leur surplus de liquidité.</p> <p>La position de liquidité de RCI Banque S.A et des entités financées par la Trésorerie Centrale est gérée comme un « pool ». Il n'y a pas de prêt ou d'emprunt de filiale à filiale.</p> <p>Les autres entités sont financées localement. Leur position de liquidité est gérée par les directeurs financiers locaux sous la supervision opérationnelle de la DFT.</p> <p>Les indicateurs utilisés pour le suivi du risque de liquidité sont contrôlés par le service des risques financiers.</p> <p>Certaines entités financées localement peuvent bénéficier d'un soutien partiel et limité de la trésorerie centrale en matière de liquidités. Dans une telle situation, la trésorerie centrale tient compte du besoin de liquidités de la filiale dans son scénario de stress.</p>
(d)	Portée et nature des systèmes de déclaration et d'évaluation du risque de liquidité.	<p>Le système de mesure du risque de liquidité du groupe Mobilize F.S est basé sur deux types d'indicateurs. Les indicateurs de continuité d'activité mesurent le temps pendant lequel la banque peut supporter ses activités dans divers scénarios de stress tout en maintenant une correspondance appropriée entre la durée des actifs et des passifs.</p>

		<p>Les indicateurs de réserve de liquidité mesurent les sources de financement de nature certaine que la banque peut utiliser pour faire face à des sorties de fonds.</p> <p>Les indicateurs de risque de liquidité sont calculés sur une base agrégée pour RCI Banque S.A, ses filiales et succursales incluses dans le " périmètre de refinancement centralisé " ou sur une base individuelle pour les entités financées localement.</p> <p>La banque surveille également la concentration de ses financements, l'encombrement de ses actifs, ainsi que ses ratios réglementaires LCR et NSFR.</p>
(e)	<p>Politiques en matière de couverture et d'atténuation du risque de liquidité, et stratégies et processus mis en place pour le contrôle de l'efficacité constante de ces couvertures et techniques d'atténuation.</p>	<p>Les principales politiques d'atténuation du risque de liquidité utilisent des indicateurs statiques et dynamiques.</p> <p>La position de liquidité statique représente la différence entre les passifs et les actifs résiduels à un horizon de temps donné. Elle doit toujours être positive, ce qui signifie que les actifs présents au bilan doivent être financés par des passifs de durée similaire ou supérieure.</p> <p>Les indicateurs de liquidité dynamique mesurent le temps pendant lequel la banque pourrait survivre en utilisant sa réserve de liquidité pour compenser les sorties générées par le non-renouvellement des dettes de marché et la fuite des dépôts. Les indicateurs de liquidité dynamique sont encadrés par un ensemble de limites et d'indicateurs d'alerte.</p>
(f)	<p>Un aperçu des plans de financement éventuel de la banque.</p>	<p>Le plan de liquidité d'urgence du groupe Mobilize F.S fait partie de son ILAAP. Il comprend un plan de financement d'urgence et un plan de réduction de l'activité commerciale. Le plan de financement d'urgence comprend diverses options qui peuvent être réparties en deux catégories :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Monétiser les composants de la réserve de liquidité, en utilisant les lignes de crédit confirmées, en augmentant le financement auprès des Banques Centrales et en vendant des actifs financiers. - Lever des liquidités à partir de sources de financement alternatives, comme la titrisation d'un nouveau portefeuille ou l'augmentation de la taille d'une titrisation existante, le lancement d'un prêt bancaire syndiqué, l'émission de titres de créances en USD, ou le déploiement de notre activité de dépôt dans un nouveau pays en partenariat avec une fintech financière pour accélérer le temps de mise sur le marché.
(g)	<p>Une explication de la manière dont les tests de résistance sont utilisés.</p>	<p>Les indicateurs de continuité d'activité du groupe Mobilize F.S sont calculés selon différents scénarios de stress. Les scénarios dont la probabilité est la plus élevée ont des limites associées. Les scénarios alternatifs visent à informer la direction sur les conséquences de certains événements et n'ont pas de limites associées. Un stress test inversé (« reverse stress test ») complète ces scénarios.</p>
(h)	<p>Une déclaration sur l'adéquation des dispositifs de l'établissement en matière de gestion du risque de liquidité, approuvée par l'organe de direction, qui assure que les systèmes de gestion du risque de liquidité mis en place sont appropriés eu égard au profil et à la stratégie de l'établissement.</p>	<p>Le conseil d'administration du groupe Mobilize F.S a approuvé le cadre de gestion du risque de liquidité du groupe et ses procédures associées. Il a estimé que les indicateurs suivis donnent une bonne vue d'ensemble du risque de liquidité de la banque et que les limites associées sont prudentes et en ligne avec l'appétit pour le risque de liquidité.</p>

(i)	<p>Une brève déclaration sur le risque de liquidité, approuvée par l'organe de direction, décrivant succinctement le profil global de risque de liquidité de l'établissement associé à la stratégie commerciale. Cette déclaration contient des chiffres et ratios clés (autres que ceux déjà couverts dans le modèle EU LIQ1 dans le cadre de la présente norme technique) qui donnent aux parties prenantes extérieures une vue d'ensemble complète de la gestion du risque de liquidité par l'établissement, y compris la manière dont son profil de risque de liquidité interagit avec le niveau de tolérance au risque défini par l'organe de direction.</p>	<p>La gestion du risque de financement et de liquidité du groupe Mobilize F.S est décrite dans les procédures ILAAP qui sont revues par le comité des risques du conseil et validées par le conseil d'administration. Les procédures ILAAP et les limites associées, calibrées en fonction de l'appétit pour le risque de liquidité, visent à :</p>
	<p>Ces ratios peuvent comprendre :</p>	<ul style="list-style-type: none"> • S'assurer que la banque respecte son ratio de liquidité réglementaire grâce à un coussin de liquidité approprié. • S'assurer que la banque finance ses activités grâce à des sources de financement diversifiées • S'assurer que la banque conserve des passifs financiers d'une durée adéquate pour soutenir ses activités • S'assurer que la réserve de liquidité de la banque est suffisante pour faire face à divers scénarios de stress (généralisé et idiosyncrasique), supposant un accès limité aux financements de marché et une fuite de dépôts stressée pendant une période définie.
	<p>· Limites de concentration des paniers de sûretés et sources de financement (aussi bien produits que contreparties)</p>	<p>Au 31/12/2022, les principales sources de financements du groupe Mobilize F.S étaient les dépôts (49%), le marché obligataire (29%), les financements sécurisés (7%) et les prêts des banques commerciales (4%).</p>
	<p>· Indicateurs ou instruments d'évaluation spécifiquement adaptés qui évaluent la structure du bilan de la banque ou qui établissent des projections des flux de trésorerie et des positions de liquidité futures, en tenant compte des risques hors bilan spécifiques à cette banque</p>	<p>Le groupe Mobilize F.S gère la liquidité sur une base agrégée pour RCI Banque S.A (agissant en tant que centrale de trésorerie) et les succursales ou filiales incluses dans le périmètre de refinancement centralisé (la plupart des pays européens), et sur une base individuelle pour les autres entités. Sur le périmètre de refinancement centralisé, la réserve de liquidité de 14,9 milliards d'euros permet de maintenir la continuité des activités pendant environ 11 mois dans un scénario d'actifs commerciaux stables, sans accès à de nouveaux financements de marché et avec une fuite stressée des dépôts. Les indicateurs de continuité d'activité de toutes les entités en refinancement local étaient supérieurs aux seuils d'alerte. En 2022, le périmètre de refinancement centralisé et nos entités financées localement ont maintenu des gaps de liquidité positifs, ce qui signifie que les actifs étaient financés par des passifs de durée supérieure. La banque dispose d'une grande proportion de financements stables, soulignée par un NSFR à 126 % et un coussin de liquidité HQLA élevé (LCR à 487 % en moyenne sur les 12 mois de 2022). Son faible ratio d'engorgement d'actifs (18 %) lui permet une grande flexibilité dans ses choix de financement.</p>
	<p>· Expositions de liquidité et besoins de financement au niveau des différentes entités juridiques, succursales et filiales à l'étranger prises individuellement, en tenant compte des limites d'ordre juridique, réglementaire et opérationnel à la transférabilité de la liquidité</p>	
	<p>· Éléments du bilan et hors bilan ventilés par tranches d'échéance et déficits de liquidité en résultant</p>	

RATIOS RÉGLEMENTAIRES ET CHARGES PESANT SUR LES ACTIFS

EU LIQB sur les informations qualitatives sur le ratio LCR, complétant le modèle EU LIQ1

Informations qualitatives	
Explications concernant les principaux facteurs à l'origine des résultats du calcul du ratio de couverture des besoins de liquidité (LCR) et l'évolution dans le temps de la contribution des données d'entrée au calcul du LCR.	Voir section Liquidity Coverage Ratio (LCR) ci-dessous
Explications concernant les variations dans le temps du ratio LCR.	Voir section Liquidity Coverage Ratio (LCR) ci-dessous
Explications concernant la concentration réelle des sources de financement.	le groupe Mobilize F.S. a une structure de financement diversifiée, composée de dépôts (49 % de l'endettement financier au 31/12/2022 contre 45 % au 31/12/2021), d'obligations (29 % au 31/12/2022 contre 31 % au 31/12/2021), de financements sécurisés (14 % au 31/12/2022 contre 15 % au 31/12/2021) et d'emprunts auprès de banques commerciales (4 % au 31/12/2022 et au 31/12/2021). En 2022, le cout relatif des dépôts comparé au cout des financements de marché s'est amélioré. En conséquence la banque a déployé un certain nombre d'initiatives pour augmenter la part des dépôts dans son mix de financement.
Description à haut niveau de la composition du coussin de liquidité de l'établissement.	Au cours de l'année 2022, le coussin de liquidité HQLA du groupe Mobilize F.S s'est établi à 7,8 milliards d'euros en moyenne. La part des HQLA en EUR représentait 82.1% et était principalement constituée de dépôts auprès de la Banque Centrale Européenne. Les HQLA en GBP représentent 16.4% (dépôts auprès de la Banque d'Angleterre et bons du Trésor britannique).
Expositions sur dérivés et appels de sûretés potentiels.	RCI Banque S.A utilise la méthodologie basée sur l'approche historique (" Historical Look Back Approach " ou " HLBA ") pour évaluer les sorties de trésorerie liées aux appels de marge des produits dérivés. Les expositions aux produits dérivés sont constituées de swaps de taux d'intérêt (principalement sur l'EUR et la GBP) et de swaps de change ou de devises. L'exigence de liquidité liée à ces opérations de dérivés est limitée et représente des montants non-significatifs (moins de 100M€).
Non-congruence des monnaies dans le ratio LCR.	Les HQLA en EUR et en GBP représentent respectivement 82.1 % et 16.4% du total des HQLA, tandis que la part du GBP dans les sorties nettes de trésorerie était de 30.1% %. L'euro étant la monnaie patrimoniale de notre trésorerie centrale, nous avons tendance à détenir dans cette devise la réserve de liquidité qui excède le niveau requis pour respecter le LCR
Autres éléments du calcul du ratio LCR non pris en compte dans le modèle de publication du LCR mais que l'établissement considère pertinents pour son profil de liquidité.	Aucun

Le pilotage de la liquidité du groupe vise également au respect de ratios réglementaires cibles (LCR) et des charges pesant sur les actifs (actifs grevés et non grevés).

Liquidity Coverage Ratio (LCR)

Le Liquidity Coverage Ratio (LCR) fixe une norme minimale pour la liquidité des banques. Il a pour objet de s'assurer qu'une banque dispose d'un niveau adéquat d'actifs hautement liquides (High Quality Liquid Assets ou HQLA) non grevés, ces derniers pouvant être convertis en cash afin de lui permettre de faire face à ses besoins de liquidité pendant 30 jours calendaires dans un scénario de stress. Le LCR est ainsi défini comme le ratio des HQLA sur les Sorties nettes de Trésorerie des 30 prochains jours. Les sorties nettes représentent les sorties attendues moins le minimum entre les entrées attendues et 75 % des sorties attendues.

La liquidité du groupe Mobilize F.S est gérée par la Direction Financements et Trésorerie, qui centralise le refinancement des entités européennes du groupe et supervise la gestion du bilan de l'ensemble des entités à travers le monde.

Pour chaque trimestre, le tableau EU LIQ1 (voir ci-dessous) présente les valeurs moyennes des HQLA, des Entrées de Trésorerie et des Sorties de Trésorerie, calculées comme la moyenne simple des observations à fin de mois sur douze mois précédant chaque fin de trimestre.

Le montant moyen de HQLA détenu au cours de la période de 12 mois s'achevant le 31 décembre 2022 s'élève à 7 834 M€, contre 7 784 M€ au cours de la période de 12 mois s'achevant le 30 septembre 2022. Ils étaient principalement constitués de dépôts auprès de la Banque Centrale Européenne, de la Banque d'Angleterre et de titres d'états ou supranationaux. Au 31 décembre 2022 la durée moyenne du portefeuille de titres était inférieure à 1 an.

En outre, le groupe Mobilize F.S a également investi dans un fonds dont les actifs sont composés de titres de créances émis par des agences européennes, des états et des émetteurs supranationaux. Son exposition moyenne au risque de crédit est de six ans avec une limite à neuf ans. Le fonds vise une exposition très faible au risque de taux avec un maximum de deux ans.

Au cours de la période de 12 mois s'achevant le 31 décembre 2022, les HQLA libellés en EUR, GBP ont représenté en moyenne respectivement 82.1% et 16.4% du total des HQLA. La proportion représentée par les HQLA libellés en Euro dans le total des HQLA est stable par rapport à la période de 12 mois s'achevant le 30 septembre 2022 où elle était de 82.1.% pour l'EUR et de 16.4% pour le GBP.

Les Entrées de Trésorerie du groupe Mobilize F.S. proviennent principalement des actifs commerciaux et financiers, les Sorties de Trésorerie s'expliquant elles majoritairement par les tombées de dette et le facteur d'écoulement des dépôts.

L'exigence de liquidité liée à des opérations de dérivés est limitée et représente des montants non-significatifs.

Le LCR moyen sur la période de 12 mois s'achevant le 31 décembre 2022 s'est élevé à 487%, comparé à 492% sur la période de 12 mois s'achevant le 30 septembre 2022.

EU LIQ1 - Informations quantitatives sur le ratio de couverture des besoins de liquidité (LCR)

En millions d'euros	Valeur totale non pondérée (moyenne)				Valeur totale pondérée (moyenne)			
Trimestre se terminant le	31/03/2022	30/06/2022	30/09/2022	31/12/2022	31/03/2022	30/06/2022	30/09/2022	31/12/2022
Nombre de points de données utilisés pour le calcul des moyennes	12	12	12	12	12	12	12	12
ACTIFS LIQUIDES DE QUALITÉ ÉLEVÉE (HQLA)								
Total des actifs liquides de qualité élevée (HQLA)					7 304	7 749	7 784	7 834
SORTIES DE TRÉSORERIE								
Dépôts de la clientèle de détail et dépôts de petites entreprises clientes, dont:	16 184	16 467	16 777	17 229	1 733	1 763	1 796	1 846
<i>Dépôts stables</i>								
<i>Dépôts moins stables</i>	16 183	16 465	16 774	17 224	1 732	1 761	1 793	1 841
Financement de gros non garantis	954	1 056	1 009	1 113	764	857	801	896
Dépôts opérationnels (toutes contreparties) et dépôts dans des réseaux								
Dépôts non opérationnels (toutes contreparties)	443	463	492	505	252	264	284	289
Créances non garanties	511	593	517	607	511	593	517	607
Financement de gros garantis					83	39	44	49
Exigences complémentaires	834	819	836	841	290	285	292	306
<i>Sorties liées à des expositions sur dérivés et autres exigences de</i>	235	230	236	251	235	230	236	251
<i>Sorties liées à des pertes de financement sur des produits de</i>	2	2	2	2	2	2	2	2
<i>Facilités de crédit et de liquidité</i>	597	588	598	589	54	53	54	53
Autres obligations de financement contractuelles	1 117	1 121	1 026	1 023	503	514	436	442
Autres obligations de financement éventuel	2 847	3 264	3 610	3 884	596	660	668	666
TOTAL SORTIES DE TRÉSORERIE					3 970	4 116	4 038	4 205
ENTRÉES DE TRÉSORERIE								
Opérations de prêt garanties (par exemple, prises en pension)								
Entrées provenant d'expositions pleinement performantes	3 457	3 348	3 387	3 564	2 044	1 969	1 988	2 118
Autres entrées de trésorerie	775	362	387	395	423	353	379	387
(Différence entre le total des entrées de trésorerie pondérées et le total des sorties de trésorerie pondérées résultant d'opérations effectuées dans des pays tiers où s'appliquent des restrictions aux transferts, ou libellées en monnaie non convertible)								
(Excédent d'entrées de trésorerie provenant d'un établissement de crédit spécialisé lié)								
TOTAL ENTRÉES DE TRÉSORERIE	4 232	3 710	3 774	3 959	2 467	2 322	2 367	2 505
<i>Entrées de trésorerie entièrement exemptées</i>								
<i>Entrées de trésorerie plafond de 90 %</i>								
<i>Entrées de trésorerie plafond de 75 %</i>	4 232	3 710	3 774	3 959	2 467	2 322	2 367	2 505
VALEUR AJUSTÉE TOTALE								
COUSSIN DE LIQUIDITÉ					7 304	7 749	7 784	7 834
TOTAL SORTIES DE TRÉSORERIE NETTES					1 577	1 794	1 670	1 709
RATIO DE COUVERTURE DES BESOINS DE LIQUIDITÉ					498%	470%	492%	487%

Net stable funding ratio

Le NSFR est un ratio de liquidité à un an. Il permet d'encadrer la position de transformation d'une banque en exigeant que les actifs stables soient financés par un montant minimum de passifs stables. Les exigences de financements stables et les financements stables disponibles sont calculés en multipliant les actifs, passifs et expositions hors bilan par des coefficients reflétant leur échéance résiduelle et leurs caractéristiques de stabilité.

Le NSFR du groupe à fin décembre 2022 s'élève à 126%, comparé à 132% à fin décembre 2021. Ce niveau sensiblement supérieur au minimum réglementaire reflète une politique prudente de gestion du risque de liquidité.

EU LIQ2: ratio de financement stable net

En millions d'euros	Valeurs non pondérées par durée résiduelle				Valeur pondérée
	A vue	< 6 mois	6 mois à 1 an	> 1 an	
Éléments du financement stable disponible					
Éléments et instruments de fonds propres	5 671			864	6 534
<i>Fonds propres</i>	5 671			864	6 534
<i>Autres instruments de fonds propres</i>					
Dépôts de la clientèle de détail		19 051	2 097	3 293	22 327
<i>Dépôts stables</i>					
<i>Dépôts moins stables</i>		19 051	2 097	3 293	22 327
Financement de gros:		6 408	3 441	15 479	17 365
<i>Dépôts opérationnels</i>					
<i>Autres financements de gros</i>		6 408	3 441	15 479	17 365
Engagements interdépendants					
Autres engagements:		1 179	373	1 967	2 154
<i>Engagements dérivés affectant le NSFR</i>					
<i>Tous les autres engagements et instruments de fonds propres non inclus dans les catégories ci-dessus.</i>		1 179	373	1 967	2 154
Financement stable disponible total					48 380
Éléments du financement stable requis					
Total des actifs liquides de qualité élevée (HQLA)					3
Actifs grevés pour une échéance résiduelle d'un an ou plus dans un panier de couverture					
Dépôts détenus auprès d'autres établissements financiers à des fins opérationnelles					
Prêts et titres performants:		17 853	8 715	23 717	35 253
<i>Opérations de financement sur titres performantes avec des clients financiers garanties par des actifs liquides de qualité élevée de niveau 1 soumis à une décote de 0 %.</i>					
<i>Opérations de financement sur titres performantes avec des clients financiers garanties par d'autres actifs et prêts et avances aux établissements financiers</i>		1 680	2	75	244
<i>Prêts performants à des entreprises non financières, à la clientèle de détail et aux petites entreprises aux emprunteurs souverains et aux entités du secteur public, dont:</i>		16 068	8 712	23 415	34 733
<i>Avec une pondération de risque inférieure ou égale à 35 % selon l'approche standard de Bâle II pour le risque de crédit</i>					
<i>Prêts hypothécaires résidentiels performants, dont:</i>					
<i>Avec une pondération de risque inférieure ou égale à 35 % selon l'approche standard de Bâle II pour le risque de crédit</i>					
<i>Autres prêts et titres qui ne sont pas en défaut et ne sont pas considérés comme des actifs liquides de qualité élevée, y compris les actions négociées en bourse et les produits liés</i>		104	2	227	277
Actifs interdépendants					
Autres actifs:		1 981	95	2 131	2 955
<i>Matières premières échangées physiquement</i>					
<i>Actifs fournis en tant que marge initiale dans des contrats dérivés et en tant que contributions aux fonds de défaillance des CCP</i>					
<i>Actifs dérivés affectant le NSFR</i>		83			83
<i>Engagements dérivés affectant le NSFR avant déduction de la marge de variation fournie</i>		351			18
<i>Tous les autres actifs ne relevant pas des catégories ci-dessus</i>		1 547	95	2 131	2 854
Éléments de hors bilan		4 434	13	153	243
Financement stable requis total					38 455
Ratio de financement stable net (%)					126%

Actifs (non) grevés

EU AE4 — Informations descriptives complémentaires

Informations qualitatives	
Informations descriptives générales sur les charges grevant les actifs	Voir section « Actifs (non) grevés » ci-dessous
Informations descriptives concernant l'impact du modèle économique sur les charges grevant les actifs et l'importance de ces charges pour le modèle de financement de l'établissement, qui fournissent aux utilisateurs le contexte des informations requises dans les modèles EU AE1 et EU AE2.	Voir section « Actifs (non) grevés » ci-dessous

Un actif est considéré comme « grevé » s'il sert de garantie ou est utilisé dans le but de sécuriser, collatéraliser ou réhausser une transaction de laquelle il ne peut pas être séparé. Par opposition, est « non grevé », un actif exempt de toutes limitations d'ordre juridique, réglementaire ou contractuel limitant la capacité de l'établissement à disposer librement de cet actif.

À titre d'exemple, entrent dans la définition des actifs grevés, les types de contrats suivants :

- les actifs cédés aux véhicules de titrisation quand ces actifs n'ont pas été décomptabilisés par l'entreprise. Les actifs sous-jacents aux titrisations auto-souscrites ne sont pas considérés comme grevés, sauf si ces titres sont utilisés pour nantir ou garantir de quelque manière une autre transaction (financements auprès de la Banque Centrale par exemple) ;
- le collatéral destiné à réduire le risque de contrepartie sur instruments dérivés enregistrés en chambre de compensation ou négociés en bilatéral ;
- les financements sécurisés.

Les informations sur les actifs grevés et non grevés publiées dans les trois tableaux suivants sont calculées conformément au règlement 2021/637. Les valeurs publiées correspondent aux médianes des données trimestrielles sur une période de douze mois glissants.

Pour la période se terminant au 31 décembre 2022, le montant médian des actifs grevés sous forme de cession à un véhicule de titrisation ou d'apport en garantie s'élève à 10 286 M€, soit 18 % des actifs totaux.

AE1 - Actifs grevés et non grevés

En millions d'euros	Valeur comptable des actifs grevés		Juste valeur des actifs grevés		Valeur comptable des actifs non grevés		Juste valeur des actifs non grevés	
		dt théoriquement éligibles EHQLA et HALA		dt théoriquement éligibles EHQLA et HALA		dt théoriquement éligibles EHQLA et HALA		dt théoriquement éligibles EHQLA et HALA
Actifs de l'établissement publiant les informations	10 286				47 753	6 842		
Instrument de capitaux propres	30		30		42		42	
Titres de créance	240		240		421	354	421	354
<i>dont obligations garanties</i>								
<i>dont titrisations</i>								
<i>dont émis par des administrations publiques</i>	240		240		255	255	255	255
<i>dont émis par des sociétés financières</i>					71	71	71	71
<i>dont émis par des sociétés non-financières</i>								
Autres actifs	10 017				47 273	6 481		

EU AE2 - Sûretés reçues et propres titres de créance émis

En millions d'euros	JV des sûretés grevées reçues ou des propres titres de créance grevés émis		JV des sûretés reçues ou des propres titres de créance émis pouvant être grevés	
		dt théoriquement éligibles EHQLA et HALA		dt théoriquement éligibles EHQLA et HALA
Sûretés reçues par l'établissement publiant les informations			1 000	
Prêts à vue			880	
Instrument de capitaux propres				
Titres de créance				
<i>dont obligations garanties</i>				
<i>dont titrisations</i>				
<i>dont émis par des administrations publiques</i>				
<i>dont émis par des sociétés financières</i>				
<i>dont émis par des sociétés non-financières</i>				
Prêts et avances autres que les prêts à vue				
Autres sûretés reçues			121	
Propres titres de créance émis autres que propres obligations garanties ou titrisations				
Propres obligations garanties et titrisations émises et non encore données en nantissement				
Total actifs, sûretés reçues et propres titres de créance émis	10 286			

Les sûretés reçues sont renseignées « à vue », car la garantie peut être exercée aussitôt la défaillance constatée.

EU AE3 - Sources des charges grevant les actifs

En millions d'euros	Passifs correspon- dants, passifs éventuels ou titres prêtés	Actifs, sûretés reçues et propres titres de créance émis, autres qu'obligations garanties et titrisations, grevés
Valeur comptable de passifs financiers sélectionnés	7 471	10 286

X - RISQUES OPERATIONNELS ET DE NON CONFORMITE

EU ORA — Informations qualitatives sur le risque opérationnel

Base juridique	Numéro de la ligne	Informations qualitatives	
Article 435, paragraphe 1, points a), b), c) et d), du CRR.	a)	Publication des objectifs et des politiques en matière de gestion des risques	<ul style="list-style-type: none"> - stratégies et processus : Partie II-1 – Politique de gouvernance des risques – Risk appetite framework - structure et organisation de la fonction de gestion du risque en matière de risque opérationnel : Partie II-2 Organisation du contrôle des risques - mesure et contrôle du risque : Partie X.2 : Mesure des risques opérationnels et dispositif de suivi et X-3 Exposition au risque et calcul des exigences ; - déclaration du risque opérationnel : Partie II-2 Organisation du contrôle des risques - politiques de couverture et d'atténuation du risque opérationnel : Partie X-4 Assurance des risques opérationnels
Article 446 du CRR.	b)	Publication des approches pour l'évaluation des exigences minimales de fonds propres	<ul style="list-style-type: none"> Partie X-3 Exposition au risque et calcul des exigences Partie I-1-Exigence des fonds propres par types de risques
Article 446 du CRR.	c)	Description de l'approche méthodologique AMA utilisée (<i>le cas échéant</i>)	N/A pour le groupe Mobilize F.S
Article 454 du CRR.	d)	Indiquer le recours à l'assurance pour l'atténuation du risque dans l'approche par mesure avancée (<i>le cas échéant</i>)	N/A pour le groupe Mobilize F.S

1 - GESTION DES RISQUES OPÉRATIONNELS ET DE NON-CONFORMITÉ

Le groupe Mobilize F.S. est exposé à des risques de pertes découlant soit d'événements extérieurs, soit d'inadéquations et défaillances de ses processus, de son personnel ou de ses systèmes internes. Le risque opérationnel auquel le groupe Mobilize F.S. est exposé inclut notamment les risques liés à des événements de faible probabilité d'occurrence mais à fort impact tel que le risque d'interruption des activités en raison d'indisponibilité de locaux, de collaborateurs ou de systèmes d'information.

Les principaux risques opérationnels concernent l'interruption d'activité, les pertes ou dommages potentiels liés à l'informatique - infrastructure technologique ou utilisation d'une technologie - les fraudes internes et externes, l'atteinte à la réputation, l'inadéquation des ressources humaines, la mauvaise gestion des achats et l'externalisation des activités.

Les principaux risques de non-conformité sont liés au défaut de protection des données personnelles, ainsi qu'au non-respect :

- de la réglementation bancaire et sur les transactions financières ;
- des réglementations et des normes juridiques, fiscales et comptables ;
- des lois relatives à la lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme ;
- des lois liées à l'anticorruption et aux comportements non-éthiques ;
- du cadre réglementaire applicable au rétablissement et à la résolution bancaire (BRRD).

Sont présentées ci-après 6 familles de risques opérationnels et de non-conformité : les risques juridiques et contractuels, les risques fiscaux, les risques liés au blanchiment de capitaux et au financement du terrorisme, les risques informatiques, les risques liés à la protection des données personnelles et les risques de réputation.

RISQUES JURIDIQUES ET CONTRACTUELS

Facteurs de risques

Toute évolution de la législation impactant la distribution du crédit et de l'assurance sur le lieu de vente comme toutes les évolutions réglementaires concernant l'activité bancaire et d'assurance peuvent influencer l'activité du groupe Mobilize F.S. Par ailleurs, une mauvaise interprétation de la loi ou d'éventuels comportements inappropriés de salariés ou de mandataires peuvent également influencer l'activité du groupe Mobilize F.S.

Principes et dispositifs de gestion

Le groupe Mobilize F.S met en œuvre des analyses juridiques sur les nouveaux produits distribués et un suivi régulier des réglementations auxquelles elle est soumise afin de s’y conformer. Le Groupe a aussi mis en place un dispositif de contrôle interne destiné à s’assurer notamment de la conformité des opérations réalisées par les salariés et mandataires.

RISQUES FISCAUX

Facteurs de risques

Du fait de son exposition internationale, le groupe Mobilize F.S. est soumis à de nombreuses législations fiscales nationales, susceptibles de modifications et d’incertitudes d’interprétation qui pourraient avoir un effet sur son activité, sa situation financière et ses résultats.

Principes et dispositifs de gestion

Le groupe Mobilize F.S a mis en place un dispositif de veille visant à recenser et à traiter les sujets fiscaux le concernant.

Les contestations fiscales auxquelles Mobilize F.S. peut être confrontée à l’occasion des contrôles fiscaux font l’objet d’un suivi particulier et, le cas échéant, de provisions destinées à couvrir le risque estimé.

RISQUES LIES AU BLANCHIMENT DE CAPITAUX ET AU FINANCEMENT DU TERRORISME

Facteurs de risques

Le groupe Mobilize F.S est soumis à un cadre réglementaire international, européen et français en matière de Lutte Contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT). Ce cadre prévoit des sanctions tant pénales que financières et disciplinaires.

Principes et dispositifs de gestion

Le groupe Mobilize F.S met en œuvre une politique Groupe déclinée dans une procédure générale et des procédures métier Corporate qui sont transposées au sein des entités du groupe. Des indicateurs du niveau de conformité du dispositif de maîtrise des risques LCB-FT sont déclinés et pilotés dans l’ensemble des entités dont RCI Banque S.A détient le contrôle effectif.

RISQUES INFORMATIQUES

Facteurs de risques

L’activité du groupe Mobilize F.S dépend en partie du bon fonctionnement de ses systèmes informatiques. La Direction des Services Informatiques (DSI) du groupe Mobilize F.S contribue par sa gouvernance, sa politique de sécurité, ses architectures techniques et ses processus à lutter efficacement contre les menaces (cybercriminalité, fraude ...) afin de réduire les risques informatiques (arrêt des systèmes ou perte de données...).

Les années 2020 à 2022, notamment à travers la crise COVID-19 ont démontré la résilience des dispositifs SI Mobilize F.S en place (télétravail, sécurité, ...) qui ont permis de continuer l’activité sans incidences techniques.

Principes et dispositifs de gestion

Le pilotage des risques SI au sein du groupe Mobilize F.S prend en compte la bonne maîtrise des risques SI principaux potentiels au travers de la gouvernance, de la continuité d’activité, de la sécurité SI, de la gestion des changements et opérations, de l’intégrité des données et des sous-traitances.

La maîtrise de ces risques SI est assurée par :

- l’intégration du pilotage des risques informatiques dans le dispositif global de pilotage et de maîtrise des risques Mobilize F.S à tous les niveaux de l’entreprise, conformément aux meilleures pratiques, aux guidelines de l’EBA (European Banking Authority) et de l’ACPR ;
- le niveau de protection du réseau informatique au niveau du groupe ;
- l’animation, le suivi et la gestion au quotidien de la « Politique de Maîtrise de l’Information » groupe ;
- des actions de sensibilisation et formations à la sécurité pour tout le personnel (e-learning, communications...) ;
- les actions, le support et les contrôles effectués par le Département Risques, Référentiel et Sécurité SI Mobilize F.S, qui s’appuie sur un réseau de Correspondants Sécurité Informatique au niveau de chaque DSI filiale, ainsi que sur un réseau de contrôleurs internes ;
- une politique de sécurité SI groupe (PSSI), intégrant les exigences réglementaires (bancaires, RGPD / données personnelles, etc.), une démarche de pilotage global et une adaptation permanente de la sécurité SI (SMSI - Système de Management de la Sécurité SI) ;
- une politique de tests d’intrusion et de surveillance de plus en plus exigeante, aussi bien sur les risques externes (ex : sites internet, applications mobiles) que sur les risques internes ;

- un dispositif de gestion du Plan de Reprise d'Activité (PRA) en place et des tests réguliers de ce dispositif, incluant la problématique des cyber-risques ;
- un dispositif et l'animation et formation aux risques et processus SI de correspondants méthodes, responsables métiers et informatiques déployés dans l'ensemble du groupe et contribuant aux contrôles d'efficacité des processus informatiques ;
- un process groupe de gestion et registre des services externalisés incluant les différentes dimensions liées à ce risque (gouvernance, sécurité...) ;
- un dispositif complet de contrôle des processus SI couvrant l'ensemble des risques SI sur l'ensemble du périmètre des SI Mobilize F.S (internes et externalisés) ;
- le renforcement continu des processus et outils SI permettant la sécurité et la résilience opérationnelle informatique, avec prise en compte, grâce à une veille réglementaire et technologique, des nouvelles exigences réglementaires (par exemple DORA – Digital Operational Resilience Act) et évolutions technologiques.

Focus sur la sécurité informatique

Le groupe Mobilize F.S met en œuvre la politique de Sécurité des SI du Groupe Renault, en prenant également en compte les exigences propres à son activité bancaire, et en accordant une place toute particulière à la gestion des accès à ses applications, à la protection des données personnelles ou sensibles et à la continuité d'activité. Une organisation sécurité dédiée (dont un SOC – Security Operation Center,...) et de nombreux outils sécurité sont en place, assurant une surveillance continue, et qui se renforce au fur et à mesure de l'évolution des risques (pour la surveillance du réseau et des applications, éviter les fuites de données, surveiller le cloud et internet, etc).

Dans le cadre du Plan d'Urgence et de Poursuite d'Activité du groupe Mobilize F.S., des plans SI de reprise des activités sont opérationnels sur l'ensemble des applications du groupe Mobilize F.S. Ils sont testés au minimum une fois par an. Ces plans s'intègrent au processus de gestion de crise Mobilize F.S qui assure la coordination de celui-ci avec les différents métiers (dont SI), filiales, partenaires Mobilize F.S et régulateurs Groupe ou locaux (ACPR/BCE, CNIL...).

Les utilisateurs du Système d'Information sont assujettis contractuellement à un respect des règles d'usage de l'outil informatique. Le groupe veille à conserver le même niveau de protection dans le cadre du développement de nouvelles activités (déploiement vers de nouveaux territoires...).

L'hébergement d'une grande partie des moyens d'exploitation de l'informatique Groupe se fait sur les centres de données « C2 » (centre principal) et « C3 » (centre de secours) qui permettent de garantir le meilleur niveau de protection et disponibilité de nos systèmes et applications. L'exigence de sites de secours est également appliquée aux hébergements cloud.

Les exigences et contrôles sécurité sont gérés aussi bien sur les SI internes que sur les SI externalisés et ce dès les appels d'offres et contrats des services externalisés (pour tous les services et toutes les filiales).

RISQUES LIES A LA PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Facteurs de risques

Le Règlement Européen sur la Protection des Données (RGPD) entré en vigueur le 25 mai 2018 s'applique à RCI Banque S.A. Depuis lors, de nombreux pays ont mis en place une réglementation similaire sur la protection des données personnelles. La non-conformité à ces réglementations pourrait avoir des effets sur l'activité et la réputation du groupe Mobilize F.S.

Principes et dispositifs de gestion

Un Délégué à la Protection des Données (DPO) est responsable d'assurer la gouvernance et la mise en œuvre de toutes les mesures nécessaires au respect de ces réglementations, permettant d'assurer la protection des données des clients, mais aussi des collaborateurs de l'ensemble du groupe. La maîtrise des risques liés à la protection des données personnelles est assurée notamment par la mise en place d'une politique de traitement des données à caractère personnel, le suivi de tous les traitements de données dès la conception, la mise en place de moyens organisationnels et techniques adaptés et la sensibilisation régulière des collaborateurs de l'entreprise au sujet.

RISQUES DE RÉPUTATION

Facteurs de risques

Le groupe Mobilize F.S. est exposé à un risque de dégradation de la perception de ses clients, de ses contreparties, de ses investisseurs ou des superviseurs, pouvant affecter défavorablement le groupe.

Principes et dispositifs de gestion

Le groupe Mobilize F.S. a mis en place une gouvernance d'entreprise permettant une gestion efficiente des risques de conformité. Grâce à l'élaboration d'indicateurs et à leur analyse, le suivi de ce risque permet de mener, le cas échéant, des actions correctrices.

2 - MESURE DES RISQUES OPÉRATIONNELS ET DISPOSITIF DE SUIVI

Des comités dédiés, notamment les comités de contrôle interne, de risque opérationnel et de conformité des entités et du groupe qui se tiennent tous les trimestres, permettent un suivi de l'évolution de la cartographie, de son évaluation, des indicateurs, des alertes et des plans correctifs d'actions associés.

3 - EXPOSITION AU RISQUE ET CALCUL DES EXIGENCES

Le risque opérationnel est traité en méthode standard.

L'exigence en fonds propres est calculée à partir du Produit Net Bancaire retraité moyen observé sur les 3 dernières années, brut des autres charges d'exploitation. L'indicateur est ventilé sur deux lignes d'activité (Banque de détail et Banque commerciale) dont les coefficients réglementaires sont respectivement de 12 % et 15 %. La ligne d'activité "Banque de détail" correspond aux financements aux personnes physiques ainsi qu'aux PME qui entrent dans la définition de l'article 123 du CRR. La ligne d'activité "Banque commerciale" regroupe toutes les autres activités du groupe Mobilize F.S.

L'exposition pondérée au risque a diminué de 498 M€ du fait la mise à jour de la moyenne 3 ans (impact de -86M€) et de l'intégration des charges de location opérationnelle tel que prévu par une modification apportée par la CRR2 (REG 2019/876 Art1, §88) à l'article 316.1 (impact de -413M€).

EU OR1 — Exigences de fonds propres pour risque opérationnel et montants d'exposition pondérés

En Millions d'euros	Indicateur pertinent			Exigences de fonds propres	Montant d'exposition au risque
	Exercice n-3	Exercice n-2	Exercice n-1		
Activités bancaires en approche élémentaire (BIA)					
Activités bancaires en approche standard (TSA) / en approche standard de remplacement (ASA)	2 087	1 963	2 097	274	3 419
En approche standard (TSA):	2 087	1 963	2 097		
En approche standard de remplacement (ASA):					
Activités bancaires en approche par mesure avancée (AMA)					

4 - ASSURANCE DES RISQUES OPÉRATIONNELS

DOMMAGES AUX BIENS ET PERTES D'EXPLOITATION

Les sociétés françaises et anglaises du groupe Mobilize F.S. sont affiliées au programme mondial d'assurance dommages/pertes d'exploitation souscrit par Nissan Motor Co. Ltd et Renault S.A.S.

L'objectif de Mobilize F.S. est d'intégrer toutes les filiales dans le programme groupe afin de garantir à chaque entité le même niveau de couverture en termes de dommages aux biens et de pertes d'exploitation.

RESPONSABILITÉ CIVILE

La responsabilité civile d'exploitation (responsabilité de l'entreprise pour les dommages causés à un tiers au cours ou à l'occasion de l'exercice de ses activités, en tous lieux, du fait de la personne assurée, du personnel, des bâtiments et matériels servant à l'activité) des filiales françaises est assurée depuis janvier 2010 par le programme mondial du Groupe Renault.

Seule la responsabilité civile après livraison et/ou professionnelle (dommages résultant d'une mauvaise gestion ou du non-respect d'une obligation contractuelle vis-à-vis des tiers) spécifique aux activités du groupe Mobilize F.S. reste couverte par des contrats propres au groupe:

- un contrat couvre la responsabilité après livraison et/ou professionnelle des filiales Diac et Diac Location en ce qui concerne notamment les prestations de location longue durée et de gestion de parcs automobiles ;

- un contrat couvre les filiales Diac et Diac Location pour assurer les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant leur incomber en leur qualité de propriétaire ou de bailleur de véhicules et matériels automobiles en raison des activités garanties au titre de ce contrat, à savoir le crédit-bail, la location avec option d'achat et la location longue durée, étant précisé que ce contrat est une police d'assurance de second rang qui a vocation à intervenir en cas de défaut d'assurance du preneur ;
- en matière d'intermédiation en assurance RCI Banque S.A. et les filiales Diac et Diac Location sont assurées par des contrats spécifiques de Responsabilité civile professionnelle assortis d'une Garantie financière conformément aux articles L.512-6, L.512-7, R.512-14 et A.512-4 du Code des Assurances, réglementation résultant de la transposition des Directives Européennes relatives à la distribution d'assurance.

Pour les filiales et succursales de RCI Banque S.A. à l'étranger les contrats de responsabilité civile d'exploitation et professionnelle, y compris la responsabilité professionnelle de l'intermédiaire en assurances, sont négociés avec les assureurs locaux et en conformité avec la réglementation locale résultant de la transposition de la Directive Européenne du 9 décembre 2002 pour des pays Européens, ou d'une autre réglementation équivalente pour les pays hors CEE. La Direction Assurances pilote la cohérence des programmes avec les polices groupe.

Depuis le 1er janvier 2015, un programme d'assurance Responsabilité civile professionnelle pour le groupe Mobilize F.S. a été souscrit, en complément des polices locales (à l'exception de certaines Joint Ventures).

Au titre de ce programme, l'assureur prend en charge le paiement des conséquences pécuniaires (frais de défense civile) afférent à toute réclamation introduite par un tiers et fondée sur une faute professionnelle commise dans le cadre exclusif des activités assurées, telles que décrites ci-après, mettant en cause la Responsabilité civile professionnelle d'un ou plusieurs assurés (filiales du groupe Mobilize F.S.).

Le programme couvre les deux volets suivants :

- activités dites « réglementées » (celles pour lesquelles une assurance Responsabilité civile professionnelle est légalement obligatoire) : les activités d'intermédiation en assurance et, pour certains pays, en opérations de banque, définies comme « activité consistant à présenter, proposer ou aider à conclure des contrats d'assurance, respectivement, des opérations de banque ou de services de paiement, ou à effectuer tous travaux et conseils préparatoires à leur réalisation »;
- activités dites « non-réglées » (celles pour lesquelles aucune obligation de souscrire une assurances Responsabilité civile professionnelle n'est imposée par la réglementation) : les activités dans le domaine bancaire, boursier, financier, immobilier, de l'assurance et de réassurance.

ASSURANCE CYBER

Renault SAS a souscrit pour son compte et celui de ses filiales, depuis le 01/01/2018, une police d'assurance des Risques Cyber.

XI - LES RISQUES ESG

Les risques Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance ESG correspondent aux effets que peuvent provoquer des événements climatiques et environnementaux, des évolutions sociales et sociétales ainsi que des défaillances de gouvernance dans le fonctionnement et la conduite des activités du Groupe mais également pour les contreparties du groupe Mobilize FS. Les risques ESG sont des facteurs pouvant accroître certaines catégories traditionnelles de risques, notamment les: risques de crédit et de contrepartie, risques de valeurs résiduelles, risques de liquidité, risques stratégiques, risques opérationnels et de non-conformité.

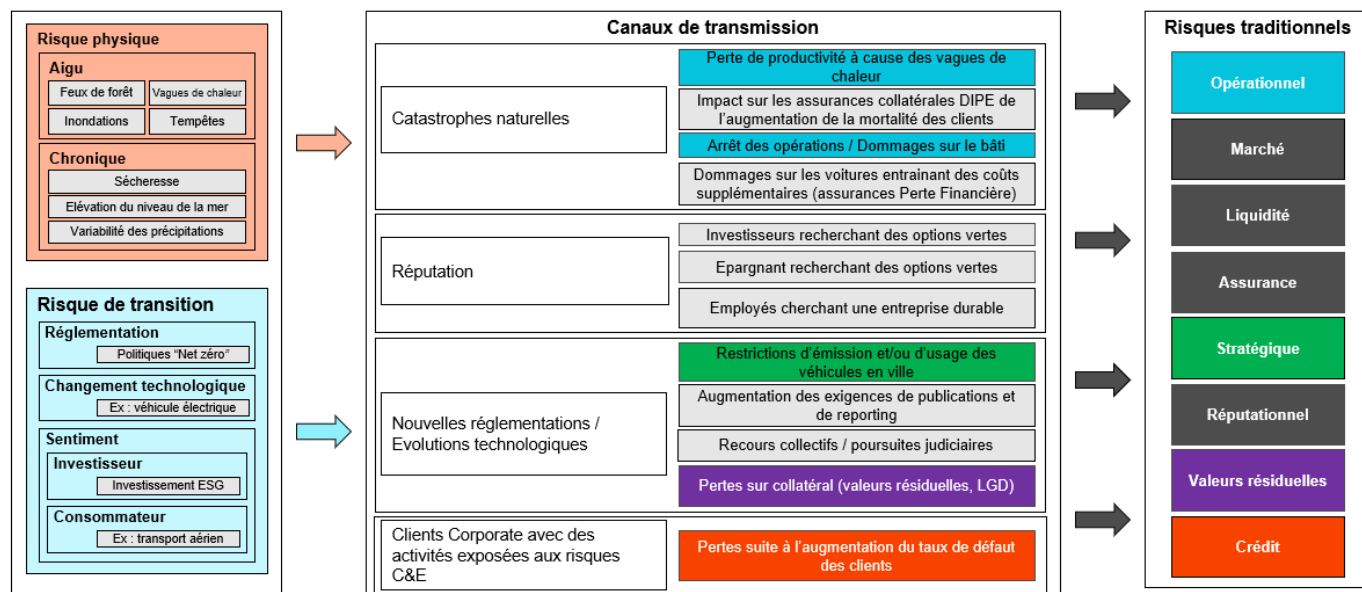
Les risques ESG sont donc susceptibles d'impacter les activités, le résultat d'exploitation, la situation financière et la réputation du groupe Mobilize F.S via son activité directe et indirectement via ses contreparties (par exemple pouvant impacter leur taux de défaut). Le groupe Mobilize F.S s'est doté d'une gouvernance solide dans la prise en compte des règles éthiques et de la conformité à travers les dispositifs anti-blanchiment, de gestion des conflits d'intérêt, d'alertes professionnelles. La prévention des risques sociaux internes fait également l'objet d'un dispositif dédié piloté par la Direction Groupe des Ressources Humaines avec le support de l'équipe *Sustainability*. Plusieurs événements de formation et de sensibilisation ont été mis en place et des indicateurs de performance spécifiques sont suivis.

S'agissant des risques climatiques et environnementaux ('C&E'), intégrés depuis 2021 dans la liste des risques critiques, des travaux d'identification, de mesure et de pilotage ont été réalisés en 2022.

Ainsi, la cartographie des risques C&E, permettant de recenser les impacts attendus des risques physiques et de transition, a été établie et renforcée par :

- (i) une analyse de matérialité permettant de qualifier la fréquence et l'impact possible des risques C&E sur l'ensemble de l'activité et des catégories de risques du groupe Mobilize F.S, avant et après actions d'atténuation ;
- (ii) des études quantitatives et des analyses de sensibilité spécifiques à certaines activités et/ou certains portefeuilles.

Cartographie des Risques Climatiques & Environnementaux



DIPE : Décès, Incapacité, Perte d'Emploi

L'analyse de matérialité et les études quantitatives permettent d'établir les constats suivants :

L'impact sur les objectifs stratégiques est potentiellement fort au regard des enjeux très élevés pour les constructeurs automobiles qui doivent répondre à une évolution rapide des réglementations, en particulier sur le niveau d'émissions des véhicules tout en faisant face à un environnement d'infrastructures en construction et à l'entrée de nouveaux intervenants. Ces transformations représentent des opportunités pour le groupe Mobilize F.S, les solutions de financement et services étant particulièrement nécessaires pour accompagner l'adoption de véhicules électrifiés

L'impact sur le risque de crédit est perçu comme significatif à moyen et long terme même s'il reste assez limité à court terme compte tenu de la répartition des prêts par secteur d'activité du portefeuille de financements aux entreprises. Le groupe Mobilize F.S est en effet peu présente

sur les secteurs présentant un risque de transition élevé et, s'agissant du risque physique, la localisation de la clientèle du groupe Mobilize FS ne présente pas de concentration géographique excessive.

L'impact sur les valeurs résiduelles des véhicules est également un enjeu important, les réglementations et les technologies pouvant accélérer la dépréciation de certains modèles ; le groupe Mobilize F.S a une exposition limitée sur ce risque à fin 2022 mais la stratégie du Groupe intègre une croissance de cette exposition dans les prochaines années.

De plus, 4 indicateurs C&E ont été ajoutés au *Risk Appetite Framework* (RAF) en 2022 et sont suivis trimestriellement par le Comité des Risques du Conseil d'Administration du groupe Mobilize FS :

1. Réduction des émissions de CO2 financées par rapport à 2019
2. Note ESG du groupe Mobilize F.S selon une agence de notation extra-financière
3. Taux d'intervention du groupe Mobilize F.S sur les ventes de véhicules électriques comparé au taux d'intervention des autres types de véhicules
4. Nombre d'offres commerciales spécifiques aux véhicules électriques

L'indicateur 3 a été mis en place pour mesurer l'efficacité des offres spécifiques aux véhicules électriques (indicateur 4). Il est utilisé en 2023 pour animer les filiales sur les enjeux climatiques. Cette animation pourra amener à évoluer avec la mise en place de nouveaux KPIs.

Les principaux outils d'identification, mesure et gestion des risques C&E du groupe Mobilize F.S sont listés ci-dessous et davantage détaillés dans les réponses (n) à (o) du Tableau 1 – Informations qualitatives sur le risque environnemental

- Crédit
 - o Analyses quantitatives et analyses de sensibilité sur les portefeuilles particuliers et sur les entreprises, PME incluses.
 - o Intégration de critères C&E dans le process d'octroi (i) des concessionnaires et (ii) des entreprises lors d'un test en cours sur la France
- Liquidité : levée de *green bonds* liés au financement de véhicules électriques
- Marché : Intégration de critères C&E dans la politique d'investissement (gestion de la réserve de liquidité)
- Opérationnel : analyse d'impact des risques C&E physiques sur les sites d'activité
- Stratégique :
 - o Suivi d'indicateurs (taux d'intervention et rentabilité des financements sur véhicules électriques)
 - o Analyse d'impact des Zones à Faible Emission en Europe
 - o Tarification : en proposant régulièrement une tarification incitative, le groupe encourage ses clients à passer aux véhicules électriques afin d'accélérer leur effort de transition.

Au cours de l'année 2022, le groupe Mobilize F.S a mis en place un projet permettant l'évaluation des émissions financées de l'ensemble des véhicules en portefeuille, pour tous les segments de clients, sur ces sept principaux marchés.

- Les véhicules électriques (Battery Electric Vehicle et Plug-in hybrid Electric Vehicles) représentent 6,8% de l'ensemble des contrats actifs en portefeuille
- Les émissions de gaz à effet de serre s'établissent en moyenne à 152 gCO₂ /km (well to wheel). Les définitions et hypothèses retenues sont détaillées dans la note méthodologique accompagnant les modèles quantitatifs.

Le modèle 3 sur les indicateurs d'alignement du portefeuille, comparé au scénario net zero 2050 IEA, présente ces mêmes éléments sur le périmètre des clients entreprises non financières

La gouvernance des risques climatiques et environnementaux s'appuie sur une organisation dédiée :

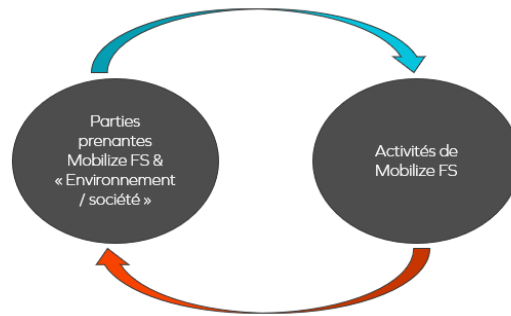
- La Direction de la Gestion des Risques, dotée d'un pôle Risques Climatiques et Environnementaux, développe une vision globale de ces risques et de leurs impacts sur les différents risques du groupe : stratégiques, financiers, ou opérationnels.
- La Direction de la Transformation Groupe et du Développement Durable a mission de développer la stratégie ESG de Mobilize FS et, en liaison avec la Direction Commerce et Stratégie, d'assurer son intégration dans la stratégie globale du groupe Mobilize FS.
- Depuis 2021, la gouvernance des risques climatiques et environnementaux repose sur un Comité dédié réunissant l'ensemble des Directions du Groupe.
- Le Conseil d'Administration valide la stratégie de développement durable et les objectifs de décarbonation. Il dispose des compétences nécessaires, soit à travers l'expertise spécifique de ses membres soit à travers des formations périodiques, pour challenger le management sur la prise en compte des enjeux C&E et les résultats atteints.

La gouvernance de Mobilize FS permet ainsi d'intégrer la double matérialité, comme présenté dans le schéma ci-dessous.

Responsabilité de la Direction des Risques Groupe de Mobilize FS d'identifier, mesurer et piloter les risques ESG pesant sur le business model de Mobilize FS

Coordination lors des Comités de Pilotage des risques C&E et Sustainability se tenant lors de la même séance avec les mêmes participants

Responsabilité de l'équipe Sustainability au sein de la Direction de la Transformation d'identifier, mesurer et piloter les risques que l'activité de Mobilize FS fait peser sur les facteurs ESG, essentiellement climatiques & environnementaux



Prise en compte de la double matérialité des risques ESG par la gouvernance de Mobilize FS

L'intégration des risques ESG dans la stratégie, la gouvernance et la gestion des risques du groupe Mobilize F.S est détaillée dans les tableaux ci-dessous.

Tableau 1 – Informations qualitatives sur le risque environnemental (conformément à l’article 449 bis du CRR)

	Stratégie et processus économiques	
(a)	<p>Stratégie économique de l’établissement visant à intégrer les facteurs et les risques environnementaux, en tenant compte de leur incidence sur l’environnement économique, le modèle économique, la stratégie et la planification financière de l’établissement</p>	<p>Le groupe Mobilize F.S propose des solutions de financement sur des véhicules répondant à des critères environnementaux de plus en plus stricts, il n’intervient pas dans le financement de projets d’entreprises opérant dans des secteurs très exposés au risque C&E. La stratégie du groupe s’inscrit dans l’éco-système développé par les Groupes Renault et Nissan autour du véhicule électrique. Mobilize FS a ainsi développé une gamme de services facilitant l’adoption du véhicule électrique tels que (i) la possibilité pour un client Véhicule Electrique de disposer d’un véhicule thermique durant quelques semaines par an, (ii) d’accéder aux bornes de recharges sur l’ensemble du territoire via une carte de crédit, (iii) de financer l’installation d’une borne de recharge à domicile ou (iv) un service d’abonnement à l’usage d’un véhicule, permettant de tester un véhicule électrique sur quelques mois.</p> <p>Dans une phase où les volumes de véhicules électriques restent minoritaires dans les ventes, le groupe s’appuie sur une tarification généralement plus attractive.</p> <p>S’agissant de sa stratégie de refinancement le groupe Mobilize F.S diversifie ses sources d’apports de liquidité avec des green bonds et des green dépôts adossés au financement de véhicules électrifiés en veillant à la transparence des informations afin d’attirer de nouveaux investisseurs.</p> <p>Le groupe Mobilize F.S réalise une veille réglementaire constante pour s’informer et anticiper les évolutions réglementaires, tant bancaires que liées à des politiques publiques autour du transport ou de l’automobile et pouvant constituer un risque C&E de transition sur son <i>business model</i>. Des échanges ont lieu avec les équipes du Groupe Renault lors de comités dédiés auxquels prend part le groupe Mobilize F.S. et qui permettent de mieux anticiper l’effet des évolutions réglementaires ou de les accompagner.</p> <p>Dans ce cadre, l’acquisition de véhicule et son financement étant liée aux restrictions réglementaires d’accès à certaines zones géographiques (urbaines notamment), le groupe Mobilize F.S suit et évalue les impacts potentiels du développement des Zones à Faible Emission ZFE en Europe dans ses principaux pays d’activité. Ces évolutions représentent un enjeu stratégique significatif sur l’activité du groupe Mobilize F.S.</p> <p>En interne, le groupe Mobilize F.S est soucieux de réaliser des économies d’énergie. Plusieurs initiatives nationales ont été lancées notamment pour réduire la consommation en chauffage de ses bâtiments. Par exemple, en France, les efforts ont permis de réduire la consommation d’énergie d’environ 30 % entre 2021 et 2022.</p> <p>Le groupe interroge ses fournisseurs via son Questionnaire RSE Fournisseur et intègre leurs réponses dans la décision de contractualisation avec eux. Pour plus de précision sur le contenu du Questionnaire RSE Fournisseur, voir réponse Sociale (a).</p>
(b)	<p>Objectifs, cibles et limites pour l’évaluation et la gestion du risque environnemental à court, moyen et long terme, et évaluation des performances au regard de ces objectifs, cibles et limites, y compris les informations prospectives relatives à la définition de la stratégie et des processus économiques</p>	<p>Le groupe Mobilize F.S surveille son exposition aux secteurs économiques et aux activités qui ne sont pas en adéquation avec la stratégie ESG de la banque et/ou qui pourraient affecter de son risque de crédit et de réputation. Pour cela, le groupe Mobilize F.S réalise un suivi sectoriel des expositions prenant en compte des facteurs ESG. Compte tenu de la répartition actuelle des actifs par secteur d’activité, il n’a pas été jugé nécessaire, à ce stade, d’introduire de limite ou de seuil sur ces indicateurs.</p>
(c)	<p>Activités d’investissement actuelles et cibles d’investissement (futures) en faveur d’objectifs environnementaux et d’activités alignées sur la taxinomie de l’UE</p>	<p>Par son activité de financement de véhicules électriques ou hybrides ainsi que de bornes de recharges, le groupe Mobilize F.S contribue à la transition vers une mobilité décarbonée, participant ainsi à l’objectif d’atténuation des changements climatiques.</p> <p>Le groupe Mobilize F.S participe à l’allongement du cycle de vie des véhicules en proposant des financements de véhicules d’occasion avec services et engagements de</p>

		<p>reprise (offre seconde et troisième vie) en s'appuyant sur des outils de remarketing et une expertise d'estimation des valeurs résiduelles.</p> <p>Le groupe Mobilize F.S a mené une étude préliminaire d'exposition de ses bâtiments d'exploitation (bureaux et data centers) aux aléas climatiques et environnementaux. Plusieurs sites ont été identifiés comme étant potentiellement en risque et des études complémentaires plus poussées seront menées afin de comprendre les enjeux d'adaptation aux changements climatiques et environnementaux.</p>
(d)	<p>Politiques et procédures de dialogue direct et indirect avec des contreparties nouvelles ou existantes sur leurs stratégies d'atténuation et de réduction des risques environnementaux</p>	<p>En 2022, le groupe Mobilize F.S a développé son approche d'analyse des politiques environnementales de ses clients corporate présents dans des secteurs à risques Climatiques et Environnementaux élevés. A ce jour, cette analyse se base sur les données publiées par ces mêmes contreparties et sur leurs ratings ESG par des agences de notation extra-financière lorsqu'ils existent.</p> <p>Avec les clients concessionnaires :</p> <p>(i) Le groupe Mobilize F.S vérifie chaque année, lors de la revue des limites, que les biens financés des clients concessionnaires sont assurés contre les risques physiques. (ii) le groupe Mobilize F.S a mis en place, lors du processus de connaissance client KYC (Know Your Client), un échange sur les risques C&E physiques subis, concernant notamment les impacts d'événements climatiques sur les stocks, showrooms ou sur l'activité en général.</p> <p>En proposant des offres ciblées, Mobilize FS encourage ses clients à passer aux véhicules électriques afin d'accélérer leur effort de transition.</p>

	Gouvernance	
(e)	<p>Responsabilités de l'organe de direction dans l'établissement du cadre de tolérance au risque et dans la supervision et la gestion de la mise en œuvre des objectifs, de la stratégie et des politiques définis dans le contexte de la gestion des risques environnementaux, couvrant les canaux de transmission pertinents</p>	<p>Les membres du Comité Exécutif et du Conseil d'Administration du groupe Mobilize F.S ont été formés aux risques C&E actuels et potentiels aux bornes du groupe.</p> <p>Concernant le cadre général de la gouvernance de Mobilize FS :</p> <p>(i) La Direction de la Gestion des Risques est responsable de l'identification, de la mesure et du pilotage des risques C&E pesant sur son business model. (ii) La Direction de la Transformation, hébergeant les équipes <i>Sustainability</i> du groupe Mobilize F.S, est responsable de l'identification, de la mesure et du pilotage des risques que le <i>business model</i> du groupe Mobilize F.S fait peser sur les éléments C&E. La double matérialité est ainsi clairement définie et au coeur de la gouvernance opérationnelle du groupe Mobilize F.S.</p> <p>Concernant le pilotage opérationnel des projets C&E, les responsabilités sont partagées entre plusieurs Pôles ou Directions : Risques, <i>Sustainability</i>, Marketing, Contrôle interne et Crédit sont fréquemment associés.</p> <p>Le Comité des Risques du Conseil d'Administration a validé l'inclusion de 4 indicateurs C&E dans le RAF du groupe Mobilize F.S ainsi que leur limite et seuil d'alerte.</p>
(f)	<p>Intégration par l'organe de direction des effets à court, moyen et long terme des facteurs et risques environnementaux dans la structure organisationnelle, tant au sein des lignes d'activité que des fonctions de contrôle interne de l'établissement</p>	<p>Le RAF du groupe Mobilize F.S contient 1 indicateur concernant les réductions d'émissions de Gaz à Effet de Serre GES financées. Le groupe Mobilize F.S s'est engagé à l'atteinte de l'objectif Net Zero en 2040, en ligne avec les objectifs du Groupe Renault. Les objectifs intermédiaires seront eux-mêmes établis en cohérence avec les jalons communiqués au niveau groupe. Le groupe Mobilize F.S mesurera les éventuels écarts de réduction d'émissions avec les ambitions prises. La réduction des émissions financées est elle-même liée à un second objectif, lui aussi matérialisé dans le RAF, à savoir le taux d'intervention du groupe sur les véhicules électriques par rapport aux véhicules thermiques. Cet objectif permet un suivi de la performance commerciale sur les véhicules électriques.</p>

		<p>Les 3 lignes de défense (LoD) du groupe Mobilize F.S sont concernées par la gestion des risques C&E. Les responsabilités ont été clairement définies et attribuées entre les différentes directions, dont les pilotes de risques, le service de contrôle des risques, le contrôle interne et l'audit interne.</p> <p>La direction de l'audit interne a mené une revue indépendante de la gouvernance et du cadre de gestion des risques C&E. Les conclusions ont été rendues mi décembre 2022 et des actions correctives seront mises en place en 2023.</p>
(g)	Intégration de mesures de gestion des facteurs et des risques environnementaux dans les dispositifs de gouvernance interne, y compris le rôle des comités, la répartition des tâches et des responsabilités et le circuit de retour d'information entre la fonction de gestion des risques et l'organe de direction, couvrant les canaux de transmission pertinents	<p>Les rôles des comités du groupe Mobilize F.S dans la gestion des facteurs et risques C&E ont été définis ainsi que les relations entre les différents comités. Le comité de pilotage des risques C&E se tient durant la même séance que le comité Sustainability, permettant ainsi de traiter, avec les mêmes participants, la double matérialité de ces enjeux. Les sujets risques C&E sont également présentés pour information ou pour validation au Comité des Risques du Conseil d'Administration.</p> <p>Les 3 lignes de défense (LoD) du groupe Mobilize F.S sont concernées par la gestion des risques C&E. Les responsabilités ont été clairement définies et attribuées entre les différentes directions, dont les pilotes de risques, le service de contrôle des risques, le contrôle interne et audit interne. L'audit interne réalisé en 2022 et portant sur la gestion des risques C&E par le groupe Mobilize F. S a été présenté au Comité des Risques C&E.</p> <p>Le groupe Mobilize F.S a commencé à former ses collaborateurs avec les ateliers "Fresque du Climat" et déploiera cette formation pour l'ensemble des pays (https://fresqueduclimat.org/).</p>
(h)	Intégration de mesures de gestion des facteurs et des risques environnementaux dans les dispositifs de gouvernance interne, y compris le rôle des comités, la répartition des tâches et des responsabilités et le circuit de retour d'information entre la fonction de gestion des risques et l'organe de direction, couvrant les canaux de transmission pertinents	<p>Les 4 indicateurs du RAF sont intégrés dans le tableau de bord des Risques et présentés trimestriellement au Comité des Risques du Conseil d'Administration. La performance du groupe Mobilize F.S sur les véhicules électriques (taux d'intervention, rentabilité de la nouvelle production) est présentée <i>a minima</i> trimestriellement au Comité de performance où siègent les membres du Comité Exécutif. Le groupe Mobilize F.S développe en interne un ESG-dashboard à des fins de reporting interne, comportant plusieurs KPIs ESG, dont les 4 indicateurs C&E du RAF.</p>
(i)	Alignement de la politique de rémunération sur les objectifs de l'établissement en matière de risques environnementaux	Après une phase de mise en œuvre et de monitoring des indicateurs courant 2022, le groupe Mobilize F.S intègre à partir du 1er janvier 2023 un objectif C&E dédié dans le dispositif de rémunération variable.
	Gestion des risques	
(j)	Intégration des effets à court, moyen et long terme des facteurs et risques environnementaux dans le cadre de tolérance des risques	<p>La Direction de Gestion des Risques du groupe Mobilize F.S a réalisé une analyse de la matérialité des impacts des risques climatiques physiques et de transition sur les risques bancaires "classiques" (crédit, marché, assurance, opérationnel, stratégique, conformité, liquidité, etc.) à court, moyen et long terme. Le groupe Mobilize F.S devra actualiser annuellement cette analyse.</p> <p>Le RAF du groupe Mobilize F.S comporte 4 indicateurs C&E. A ce jour, 3 indicateurs sont basés sur l'activité annuelle tandis que le 4e indicateur C&E, basé sur la réduction des émissions financées de gaz à effet de serre, permet de projeter son activité et les transformations de celle-ci à l'horizon 2030.</p>
(k)	Définitions, méthodologies et normes internationales sur lesquelles repose le cadre de gestion des risques environnementaux	<p>Le groupe Mobilize F.S utilise les définitions des risques C&E physiques et de transition rédigées par la BCE.</p> <p>Les risques C&E ont été identifiés comme des risques critiques par le groupe Mobilize F.S.</p> <p>Le groupe Mobilize F.S a pris en compte les résultats des stress test climatiques STC BCE 2022 et ACPR 2020. De plus, les données macro-économiques du FMI et de la Banque</p>

		<p>Mondiale sont utilisées dans les stress test et études quantitatives du groupe Mobilize F.S. En outre, les scénarios du <i>Network for Greening the Financial System</i> NGFS sont utilisés pour stresser les portefeuilles sur la clientèle des particuliers pour les 5 principaux pays d'activité du groupe Mobilize F.S.</p> <p>Enfin, le groupe a également développé ses propres méthodologies, listées ci-dessous et présentées plus en détail en question (n) :</p> <ul style="list-style-type: none"> * une analyse qualitative du risque : (A) * des analyses quantitatives : (B) (B bis) (G) * des analyses de sensibilité, sur les risques de crédit par exemple : (C) (D) (E) (F) (H) (H bis) * un score de risque C&E sectoriel selon une méthodologie interne, basée sur des études sectorielles : (D)
(I)	<p>Processus d'identification, de mesure et de suivi des activités et des expositions (et, le cas échéant, des sûretés) sensibles aux risques environnementaux, couvrant les canaux de transmission pertinents</p>	<p>Le groupe a réalisé une analyse de matérialité des risques climatiques sur l'ensemble des risques bancaires (A) en interrogeant les pilotes des risques.</p> <p>De plus, différentes analyses, quantitatives et de sensibilité, ont été menées sur les risques de crédit (B) (B bis) (C) (D) (E), sur les risques de marché (F), sur les risques stratégiques (G) ainsi que sur les risques opérationnels (H) (H bis).</p> <p>Ces études complémentaires ont permis d'étayer l'analyse de matérialité qualitative, d'identifier et de mesurer plus précisément les différentes activités et portefeuilles exposés aux risques climatiques physiques et de transition. Les méthodologies des analyses (A) à (H bis) sont précisées en réponse (n).</p> <p>Ainsi, sur les <u>risques de crédit</u>, le groupe Mobilize F.S a réalisé :</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) sur le <u>portefeuille des particuliers</u> : une analyse historique de l'impact des risques C&E physiques sur le taux de défaut (B) et une seconde analyse quantitative des risques C&E physiques et de transition aux scénarios du NGFS jusqu'en 2050 (C). (ii) sur le <u>portefeuille entreprise, PME incluses</u> : une analyse de sensibilité aux risques C&E physiques et de transition aux scénarios BCE 2022 et ACPR 2020 en s'appuyant sur un score C&E d'une agence de notation extra-financière (D). Cette même analyse a permis d'étudier le risque C&E de concentration sectorielle. (iii) sur le <u>recouvrement du collatéral</u> : une étude de sensibilité a permis d'évaluer le risque C&E de dévalorisation des actifs financés (E). <p>Ces analyses ont distingué les risques C&E physiques et de transition et les méthodologies sont précisées dans la réponse (n) ci-dessous.</p> <p>De plus, un projet pilote est mené par le groupe Mobilize F.S en France sur l'octroi de crédit pour intégrer les politiques environnementales des entreprises analysées et les ratings ESG de Sustainalytics dans le KYC. Ces informations seront également dans l'arbre de décision d'octroi appliqué à cette clientèle.</p> <p>Concernant les <u>risques de marché</u>, limités à la gestion de la réserve de liquidité, la matérialité des risques C&E est estimée faible, suite à une étude de sensibilité (F). Le groupe Mobilize F.S a mis en place le suivi de la notation C&E des émetteurs corporates sur la base de données externes avec des objectifs non-contraignants d'achat de titre d'émetteurs. Les consignes de gestion de la réserve de liquidité au regard des informations C&E et en plus des informations traditionnelles sont les suivantes : (i) les mieux notés en C&E seront à acheter en priorité, (ii) une limite de concentration sur les notes moyennes en C&E est mise en place, (iii) les mal notés en C&E sont à exclure des achats et (iv) une limite sur les non notés en C&E est également mise en place.</p> <p>Sur les <u>risques stratégiques</u> ; le groupe Mobilize F.S a mené une étude sur l'impact des zones à faible émission (G), en se concentrant sur la France.</p> <p>Concernant les <u>risques opérationnels</u>, 2 études complémentaires ont permis d'identifier les sites d'activité du groupe Mobilize F.S exposés aux risques C&E physiques sur les 36</p>

		<p>pays d'activité (H) ainsi que les sites d'activité et leur site de repli exposés plus précisément aux inondations, sur les 6 pays principaux pays d'activité (H bis).</p> <p>Lors de son process <i>Third party Integrity Management</i> TIM, notamment sur ses clients et fournisseurs, le groupe Mobilize F.S dispose de 2 outils externes d'analyse de conformité, Compliance Catalyst de Moody's et LexisNexis, donnant accès aux informations sur : (i) les éventuelles condamnations de la contrepartie pour motifs environnementaux ainsi que (ii) les éléments négatifs rapportés par les médias pouvant couvrir des éléments environnementaux.</p>
(m)	Activités, engagements et expositions contribuant à atténuer les risques environnementaux	<p>L'atténuation des risques C&E sur les risques de crédit par le groupe Mobilize F.S est spécifique en fonction du portefeuille considéré :</p> <p>(i) sur le <u>portefeuille entreprises PME et Corporate</u> : le groupe Mobilize F.S est peu exposé aux secteurs sensibles aux risques C&E. Le groupe réalise néanmoins un monitoring des expositions sectorielles.</p> <p>(ii) sur le <u>portefeuille de concessionnaires</u> : le groupe Mobilize F.S n'a pas observé de surreprésentation géographique dans des zones à risques C&E physiques.</p> <p>(iii) sur le <u>portefeuille particulier</u> : le groupe Mobilize F.S n'a pas observé de surreprésentation du portefeuille client sur des zones géographiques à risques C&E physiques et n'a pas observé non plus de corrélation entre le taux de défaut des clients et des événements climatiques passés (inondation).</p> <p>Les risques C&E stratégiques sont atténués par le groupe Mobilize F.S en développant de nouvelles offres et en effectuant la transition de son <i>business model</i> vers la mobilité décarbonée.</p> <p>Les risques C&E de marché sur la réserve de liquidité sont atténués par une réserve réduite et composée majoritairement d'obligations souveraines ou corporate. Des consignes de gestion selon des informations C&E disponibles sur les obligations corporates ont également été mises en place.</p>
(n)	Mise en œuvre d'outils d'identification, de mesure et de gestion des risques environnementaux	<p>(A) Afin de définir l'impact des risques climatiques physiques et de transition sur les risques bancaires, le groupe Mobilize F.S a réalisé une analyse de matérialité auprès de ses différents collaborateurs : le directeur de la Gestion des Risques, les responsables par catégorie de risque, des experts internes sur certains sujets spécifiques et l'appui d'analyses externes. Les interrogés ont décrit et évalué les liens de transmissions entre les risques C&E et les risques bancaires avant et après actions d'atténuation, ainsi que la fréquence et l'intensité financière de ces risques. Les résultats ont ensuite été calibrés, harmonisés et nuancés par le directeur de la Gestion des Risques et la responsable des risques climatiques. Les risques bruts et résiduels ont ainsi pu être estimés et classés par niveau d'impact financier. Les résultats ont ensuite été partagés aux responsables des différents risques du groupe Mobilize F.S.</p> <p>(B) Le groupe Mobilize F.S a étudié l'éventuelle corrélation entre les risques climatiques physiques d'inondations et le taux de défaut entre 2010 et 2016 de ses clients <u>particuliers</u>, à partir des données françaises des régimes des Catastrophes Naturelles (base GASPARE). Il fallut d'abord rapprocher les différentes natures d'inondation et leur fréquence avec l'adresse des clients particuliers puis étudier le taux de défaut des clients par zones géographiques jusqu'à 12 mois après l'occurrence d'événements physiques. Les résultats sont présentés en question (o).</p> <p>(B bis) L'outil Think Hazard a été utilisé pour les 5 plus grands pays d'activité du groupe Mobilize F.S afin de <u>quantifier les risques C&E physiques sur le portefeuille particulier</u>. Think Hazard produit une évaluation de l'exposition aux risques physiques par régions, évaluation traduite en score et rapprochée du portefeuille via le code postal des clients. Cela a, ensuite, permis de classer les expositions de crédit par niveau de risques C&E physiques.</p> <p>(C) Le groupe Mobilize F.S a également quantifié l'impact des facteurs C&E sur les <u>risques de crédit du portefeuille particulier</u> selon une seconde méthodologie, en appliquant les scénarios du NGFS <i>Network for Greening the Financial System</i> pour quantifier les</p>

		<p>potentiels impacts des risques C&E sur l'évolution du taux de défaut jusqu'en 2050. L'étude a porté sur les 5 principaux pays d'activité du groupe Mobilize F.S : France, Italie, Allemagne, Espagne et Royaume-Uni. L'impact des risques C&E sur les pertes attendues (EL Expected Loss) a été estimé en comparant la moyenne du taux de défaut avec un scénario de forts risques physiques et de transition sur 2022-2030 par rapport à l'évolution historique du taux de défaut depuis 2008.</p> <p>(D) Le groupe Mobilize F.S a quantifié l'impact des risques C&E sur les <u>risques de crédit du portefeuille entreprises non-financières, PME incluses</u>. L'évaluation de l'exposition aux risques physiques et de transition par secteurs d'une agence de notation extra-financière ont été utilisés pour représenter les expositions en risques C&E et ainsi calculer le risque C&E de concentration sur le portefeuille entreprise. Les scores obtenus à partir des évaluations par secteurs ont été convertis en un impact de probabilité de défaut, en calibrant ces impacts sur la base des résultats extrêmes des stress tests climatiques, ACPR 2020 et BCE 2022.</p> <p>(E) Le groupe Mobilize F.S a également réalisé une étude de sensibilité pour quantifier les pertes supplémentaires pour motif C&E lors du <u>recouvrement du collatéral</u> : le véhicule financé. Mobilize FS a ainsi appliqué un scénario extrême sur un stress de <i>Loss Given Default</i> LGD, paramétré sur un événement réel : une chute de vente des véhicules électriques en Allemagne entre juillet 2020 et juillet 2021. Cette chute de vente a été appliquée sur l'ensemble des modèles, quelle que soit leur motorisation.</p> <p>(F) Sur les <u>risques de marché de la réserve de liquidité</u> : le groupe Mobilize F.S a mis en place un stress test bi-annuel sur les émetteurs souverains et corporates. Le niveau quantitatif de stress appliqué a été paramétré sur une crise climatique ou environnementale.</p> <p>(G) Le groupe Mobilize F.S a réalisé une <u>étude de business strategy</u> concernant l'impact des Zone à Faible Emission ZFE sur 13 pays d'Europe selon 3 scénarios à horizon 2030 : (i) Business As Usual ; (ii) 1,5°C Sobriété ; (iii) 1,5°C Technologie. Les ZFE existantes et prévues ont d'abord été répertoriées et cartographiées sur les 13 pays européens jusqu'en 2030. Puis, les 3 scénari ont été différenciés par les ventes annuelles de nouvelles voitures, la part des véhicules électriques parmi ces ventes, l'usage de la voiture et les calendriers de mise en application des ZFE et leur restrictivité. Enfin l'évolution annuelle du parc automobile (en taille et en composition) a été modélisée sur la France uniquement avec plusieurs hypothèses sur la durée de vie d'une voiture dans le portefeuille du groupe Mobilize F.S, une diminution des ventes de véhicules diesel et l'augmentation du poids du véhicule électrique.</p> <p>(H) Le groupe Mobilize F.S a réalisé une étude de <u>quantification des risques C&E physiques sur les sites des 36 pays</u> du Groupe. L'analyse a quantifié les impacts financiers sur les sites des événements suivants : (i) élévation des eaux, (ii) inondations par débordement et par submersion, (iii) températures nécessitant de la climatisation, (iv) vague de chaleur (au-dessus de 35°C rendant inefficace la climatisation), (v) stress hydrique et (vi) les cyclones. L'horizon de temps considéré est 2050 pour les inondations par submersion, 2030 pour les autres. Tous les événements prennent en compte le scénario RCP8.5.</p> <p>(H bis) Le groupe Mobilize F.S a réalisé une <u>étude géographique des principaux sites d'activité et les sites potentiels de repli</u> en cas d'inondation empêchant l'activité. L'inondation a été choisie car elle constitue le risque physique le plus significatif pour Mobilize FS. L'étude s'est portée sur (i) la distance entre le site primaire et le site de repli ainsi que leur proximité à une rivière (ou équivalent) ; (ii) l'identification des sites à l'intérieur d'une zone de danger d'inondation (source : WRI Aqueduc flood risk - lien hypertexte : https://www.wri.org/data/aqueduct-floods-hazard-maps), en utilisant une approche pessimiste d'une crue millénaire en 2080 ; (iii) la mesure de différence d'altitude entre les sites du Groupe et la rivière la plus proche. L'objectif était de déterminer si les sites primaires sont exposés aux risques d'inondations et si le site de repli serait lui aussi inondé lors du même événement.</p>
--	--	---

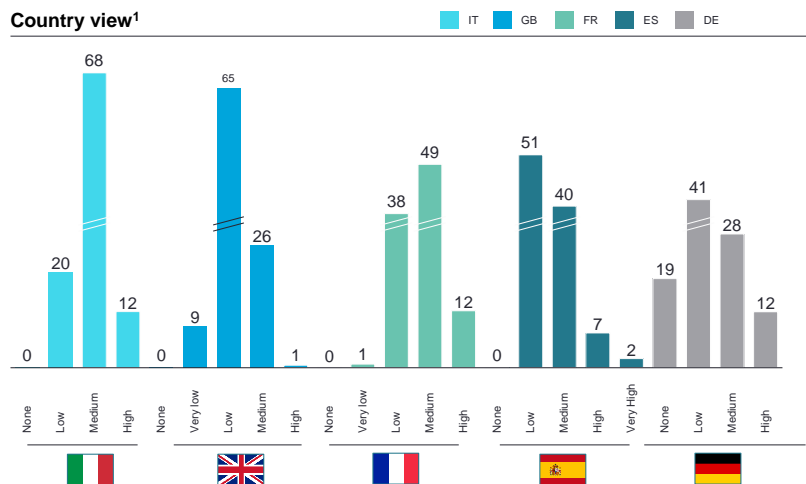
(o) Résultats et conclusions tirées de la mise en œuvre des outils et incidence estimée du risque environnemental sur le profil de risque de fonds propres et de liquidité

(A) L'analyse de matérialité a permis de mettre en évidence que les principaux risques pour le groupe Mobilize F.S sont (i) les risques de crédit, (ii) les risques de valeurs résiduelles et (iii) les risques stratégiques, tous induits par les risques C&E physiques et de transition. La transmission des risques climatiques vers ces risques bancaires est décrite en réponse (r).

(B) Suite à l'analyse historique de l'impact des inondations réalisée sur le portefeuille de la clientèle des particuliers du groupe Mobilize F.S, il en résulte que le taux de défaut à 12 mois ne semble pas être corrélé à l'occurrence d'événement physique. Ainsi, le taux de défaut historique des clients affectés par des inondations oscille autour du taux de défaut des clients non affectés par les inondations. Mobilize FS en a ainsi conclu que les risques climatiques physiques ont historiquement une matérialité faible pour sa clientèle de particuliers. Néanmoins, cette analyse est basée sur des données historiques qui ne présagent pas des événements futurs dus aux effets des changements climatiques. Le groupe reste ainsi vigilant sur ce sujet et a pour cela réalisé une étude complémentaire (C) présentée ci-après.

(B bis) L'étude géographique avec l'outil Think Hazard sur le portefeuille particulier a permis de conclure que le portefeuille particulier est géographiquement diversifié et peu exposé aux risques C&E physiques pour les 5 principaux pays d'activité du Groupe Mobilize F.S.

La répartition des encours par pays sur le portefeuille particulier selon leur niveau d'exposition aux risques physiques est présentée ci-dessous



(C) Concernant l'étude quantitative des impacts C&E sur les risques de crédit du portefeuille de la clientèle des particuliers, les travaux ont permis de conclure à la non-significativité des risques C&E sur ces portefeuilles en Espagne, au Royaume-Uni et en Allemagne à horizon 2030. Les impacts de variation des taux de défaut selon les 2 scénarios étudiés sur la France et l'Italie sont présentés dans le tableau ci-dessous.

Impacts sur le portefeuille	France	Italie
Scénario risques physiques	1,1 M€	Pas d'impact
Scénario risques de transition	3,0 M€	5 M€

(D) Suite à l'analyse quantitative sur le portefeuille de financement d'entreprises, le groupe Mobilize F.S a identifié les secteurs les plus exposés aux risques C&E physiques et de transition. Il en ressort que, grâce à la diversification de son portefeuille, Mobilize FS n'est pas impacté à court (inférieur à 3 ans) ou moyen terme (entre 3 et 5 ans) par les risques C&E sur ce portefeuille d'entreprises non-financières.

		<p>(E) L'étude de sensibilité sur la <u>dégradation de la valeur du collatéral</u> a permis de calculer une LGD stressée par un scénario C&E. Le groupe Mobilize F.S a ainsi intégré cet impact C&E quantitatif à l'analyse de matérialité des risques C&E sur les risques de crédit.</p> <p>(F) Le stress climatique et environnemental appliqué à la <u>réserve de liquidité</u> a montré de faibles résultats d'exposition, confirmant ainsi la faible matérialité des risques C&E sur les risques de marché de la réserve de liquidité.</p> <p>(G) L'<u>étude de business strategy</u> a permis de comprendre l'impact de la mise en place des ZFE sur l'obsolescence du parc automobile financé par le groupe Mobilize F.S. La taille et la composition du parc automobile français du groupe ont ainsi pu être estimés à horizon 2030 selon les 3 scénarios.</p> <p>(H) La <u>quantification des risques C&E physiques sur les sites des 36 pays</u> du groupe Mobilize F.S a permis d'identifier les bâtiments les plus exposés à chaque événement. Notamment, les inondations représentent une menace pour plusieurs sites.</p> <p>(H bis) Les résultats de l'<u>analyse géographique</u> montrent, avec un bon niveau de confiance, que les sites primaires et de repli de Mobilize FS sur ses 5 principaux pays d'activité et le Brésil ne seraient pas inondés en même temps. L'étude a également permis d'identifier les sites du groupe les plus exposés aux inondations.</p>
(p)	Disponibilité, qualité et exactitude des données, et efforts visant à améliorer ces aspects	<p>Pour alimenter les processus d'identification, de mesure et de gestion associés à la question (l) et les outils présentés à la question (n), le groupe Mobilize F.S recueille, stocke et utilise les points de données suivants :</p> <p>(1) <u>les émissions de gaz à effet de serre des voitures financées</u>. Le groupe Mobilize F.S récolte, lors du financement, le type de motorisation (véhicule électrique, hybride, diesel, essence), la marque, le modèle, l'année de construction et le pays de vente. Avec ces informations, le groupe Mobilize F.S recherche les émissions du véhicule dans (i) une base de données du Groupe Renault, pour les véhicules construits par sa maison-mère, et dans (ii) la base de l'Agence Européenne de l'Environnement réalisant des estimations des émissions des véhicules, utilisées pour les véhicules des autres marques. Le groupe Mobilize F.S couvre ainsi environ 90 % des véhicules financés sur ces principaux marchés. Des plans d'action sont élaborés en vue d'améliorer la couverture des émissions des véhicules en portefeuille.,</p> <p>(2) <u>le secteur d'activité</u>. Cette donnée est collectée lors de la mise en place du financement par chaque pays puis remonté au niveau du siège. Cette donnée sert notamment dans l'analyse de sensibilité et de concentration corporate (D) et lors de la phase d'octroi.</p> <p>(3) <u>le code postal</u>. Cette donnée est alimentée sur les 5 grands pays d'activité ddu groupe Mobilize F.S, alimentée (mais de moins bonne qualité) pour le Brésil et la Corée du Sud et non disponible de façon centralisée sur les autres pays d'activité.</p> <p>(4) <u>les émissions de gaz à effet de serre des contreparties</u>. Le groupe Mobilize F.S dispose de ces données via les informations CDP, et l'utilise pour les usages réglementaires de stress test climatiques.</p> <p>(5) (à venir) <u>le poids des activités liées au charbon et au pétrole-gaz non conventionnel dans le chiffre d'affaire de la contrepartie</u>. Le groupe Mobilize F.S ne dispose pas de cette donnée mais compte sur les futures publications réglementaires européennes pour l'obtenir prochainement.</p>
(q)	Description des limites fixées aux risques environnementaux (en tant que vecteurs de risques prudentiels) et déclenchant la saisie des échelons supérieurs et	<p>Le groupe Mobilize F.S ne finance pas des projets d'entreprises opérant dans des secteurs très exposés aux risques C&E de transition mais finance des véhicules qui répondent à des critères environnementaux de plus en plus stricts. Ainsi, le RAF des risques C&E a été défini de façon adaptée au modèle d'affaires , pour orienter son activité commerciale et mieux gérer ses risques C&E, et prévoit des seuils d'alerte lorsque :</p>

	<p>l'exclusion du portefeuille en cas de dépassement</p>	<p>(i) le soutien aux ventes de véhicules électriques est inférieur au reste de la gamme, (ii) les émissions financées moyennes des véhicules en portefeuille ne baissent pas selon un rythme cohérent avec celui de l'objectif Net Zero 2040 du Groupe Renault.</p> <p>Les limites en place sur les indicateurs du RAF ont été fixées en tenant compte des objectifs du Groupe, par comparaison aux pairs et au regard des valeurs historiques des indicateurs. Les limites ont été approuvées par le Comité des Risques du Conseil d'Administration.</p> <p>La gestion des seuils et limites des risques climatiques et environnementaux dans le RAF ne diffère pas de la gestion des autres typologies de risque et en ce sens, suit la politique de gouvernance des risques du groupe Mobilize F.S. Ainsi, pour chacun des 4 indicateurs risques C&E du RAF, des définitions, valeurs adéquates, seuils d'alerte (1) et limites (2) ont été fixés.</p> <p>(1) Le <u>franchissement du seuil d'alerte</u> pour un des indicateurs de risques C&E déclenche (i) une notification au Comité des Risques du Conseil d'Administration et (ii) la préparation d'un plan d'action qui pourra être mis en oeuvre de façon à prévenir l'atteinte de la limite</p> <p>(2) Le <u>franchissement de la limite</u> entraîne la mise en oeuvre du plan d'action pour réduire le risque et donc revenir en deçà de la limite.</p>
(r)	<p>Description du lien (canaux de transmission) entre les risques environnementaux et le risque de crédit, le risque de liquidité et de financement, le risque de marché, le risque opérationnel et le risque de réputation dans le cadre de gestion des risques</p>	<p>Les risques C&E physiques peuvent avoir des impacts importants pour le groupe Mobilize F.S, principalement :</p> <p>(a) <u>Risque de crédit</u> : Dégradation de la solvabilité et/ou de la valeur des actifs des emprunteurs qui sont touchés par l'impact direct des risques naturels (par exemple, inondations) ou indirect (par exemple, une croissance sectorielle réduite due à la sécheresse)</p> <p>(b) <u>Risque opérationnel</u> : Interruption ou perturbation des activités et perte d'efficacité en raison de multiples facteurs, notamment l'indisponibilité des bureaux, des employés ou du réseau informatique</p> <p>(c) <u>Risque d'assurance</u> : (i) Augmentation du paiement des garanties d'assurance-crédit en raison de la hausse du taux de mortalité ; (ii) Fréquence plus élevée des paiements d'assurance des écarts en raison d'événements climatiques imprévisibles (par exemple, inondations)</p> <p>(d) <u>Risque de liquidité</u> : Effet important et négatif sur les coussins de liquidité en raison d'une forte demande de liquidités de précaution à la suite d'une catastrophe naturelle grave (par exemple prélèvements sur l'épargne pour se remettre des inondations)</p> <p>Les risques C&E de transition peuvent impacter fortement le groupe Mobilize F.S, principalement :</p> <p>(a) <u>Risque lié à la stratégie</u> : Perte de volumes due à une nouvelle réglementation sur l'utilisation de la voiture (par exemple, restrictions d'accès aux villes)</p> <p>(b) <u>Risque de crédit</u> : Augmentation des défauts de paiement des entreprises opérant dans des secteurs négativement impactés par des facteurs climatiques et environnementaux : distribution automobile (concessionnaires) parmi les secteurs impactés selon Moody's</p> <p>(c) <u>Risque de liquidité</u> : (i) Perte de dépôts de clients pour faire face à des dépenses imprévues suite à une catastrophe naturelle ou à la recherche d'opportunités plus durables entraînant une augmentation des coûts de financement ; (ii) Les investisseurs retirent leurs fonds pour favoriser les investissements verts si se groupe Mobilize F.S ne propose pas ce type de produits</p> <p>(d) <u>Risque réputationnel</u> : taux d'emprunt supérieur du fait de la note ESG de du groupe Mobilize F.S inférieure à celle des autres banques</p>

		<p>(e) <u>Risque d'insuffisance RH</u> : Difficultés de recrutement ou forte démission de personnes cherchant à travailler dans une entreprise durable</p> <p>(f) <u>Risque juridique et risque lié à la conduite</u> : Recours collectifs, notamment dans le cadre de l'utilisation d'un moteur à combustion interne</p> <p>(g) <u>Risque lié aux valeurs résiduelles</u> : Diminution des valeurs résiduelles des voitures (en particulier des véhicules à moteur à combustion interne) avec la mise en œuvre de nouvelles réglementations et l'évolution des technologies</p> <p>Concernant les <u>risques de marché</u> : ces activités étant limitées pour le groupe Mobilize F.S, les risques reposent principalement sur la gestion de la réserve de liquidité. Composée majoritairement de dépôts en Banque Centrale, d'obligations souveraines ou corporate, le risque de volatilité sur les marchés du fait des facteurs et risques ESG physiques et de transition a été jugé faible.</p>
--	--	---

Tableau 2 – Informations qualitatives sur le risque social (conformément à l'article 449 bis du CRR)

	Stratégie et processus économiques	
(a)	Ajustement de la stratégie économique de l'établissement visant à intégrer les facteurs et les risques sociaux, en tenant compte de l'incidence du risque social sur l'environnement économique, le modèle économique, la stratégie et la planification financière de l'établissement	<p>L'intégration des risques sociaux dans les activités de financement et d'investissement apparaît indirectement à travers le processus anti-corruption <i>Third party Integrity Management</i> TIM de du groupe Mobilize F.S (notamment la connaissance des éventuelles condamnations des contreparties de du groupe Mobilize F.S pour motifs sociaux, ainsi que l'étude de la réputation de la contrepartie, pouvant être impactée par des événements médiatiques sur des sujets sociaux).</p> <p>Le groupe Mobilize F.S a prévu de renforcer la prise en compte des risques sociaux dans les processus KYC et acceptation. Une cartographie des risques sociaux sera également réalisée en 2023.</p> <p>En termes de pratiques sociales internes, le groupe Mobilize F.S déploie 2 axes d'intervention (les ressources du groupe sont ses propres collaborateurs) :</p> <p>(1) <u>Diversité & Inclusion</u> : L'égalité des genres a été particulièrement développée via plusieurs programmes complémentaires en cours : (i) "Zéro discrimination", (ii) "0% d'écart salarial homme-femme en 2025" avec le Groupe Renault, (iii) "40% ou au-dessus de femmes parmi les managers et directeurs d'ici 2024" avec notamment le suivi du ratio homme/femme dans les comités de management et les Comités Exécutifs de 6 pays d'activité : France, Italie, Espagne, Royaume-Uni, Allemagne, Brésil. Des sondages Diversité & Inclusion sont déployés et les résultats sont présentés au Comité Exécutif du groupe Mobilize F.S. La Direction des Ressources Humaines Groupe organise également des événements de sensibilisation et suit ces sujets auprès de chaque Directeur RH national. Un audit avec l'AGEFIP sur l'intégration des personnes en situation de handicap a été mené en 2022 sur le périmètre France exclusivement, dans le but de mettre en place un plan d'action en 2023.</p> <p>(2) <u>Safety & Care</u> : Le groupe Mobilize F.S recherche à obtenir le label "<i>Great Place to Work</i>" sur ces 5 principaux pays d'activité. En 2022, la France a obtenu ce label.</p> <p>Le groupe Mobilize F.S applique son devoir de vigilance sur ces fournisseurs, en demandant, dans le cadre du processus de contractualisation, plusieurs vérifications sociales par l'intermédiaire d'un certificateur homologué. Les vérifications demandées sont relatives à la lutte contre le travail illégal et sont imposées par le Code du travail français. Elles portent notamment sur (i) les déclarations sociales et le paiement des cotisations et contributions de sécurité</p>

		<p>sociale, (ii) l'immatriculation du fournisseur, (iii) la liste nominative des salariés étrangers, affectés à l'exécution du contrat, employés par le cocontractant et soumis à l'autorisation de travail.</p> <p>De plus, le groupe Mobilize F.S demande à ses fournisseurs, lors de leur sélection, de remplir son Questionnaire RSE Fournisseurs portant, entre autres sur (i) les certifications et labels obtenues (ISO ou équivalent, LUCIE, Bcorp, etc.), (ii) la publication d'un rapport RSE, (iii) la présence d'indicateurs de performance et la fixation d'objectifs, (iv) la contribution au développement durable et les thématiques d'engagement. Ces réponses sont intégrés à la décision de contractualiser avec les fournisseurs.</p>
(b)	<p>Objectifs, cibles et limites pour l'évaluation et la gestion du risque social à court, moyen et long terme, et évaluation des performances au regard de ces objectifs, cibles et limites, y compris les informations prospectives entrant dans la définition de la stratégie et des processus économiques</p>	<p>Le groupe Mobilize F.S prévoit d'intégrer des critères d'exclusion de ses financements sur la base des risques sociaux portés par ses contreparties. Concernant sa stratégie sociale interne, Le groupe Mobilize F.S s'est fixé plusieurs objectifs et les suits avec des indicateurs définis :</p> <p>(1) <u>Diversité & Inclusion</u> : Le groupe Mobilize F.S s'est fixé notamment 2 objectifs chiffrés long terme : "0% d'écart salarial homme-femme en 2025" et "40% ou au-dessus de femmes parmi les managers et directeurs d'ici 2024". Voir réponse (a) pour plus de précision.</p> <p>(2) <u>Safety & Care</u> : Le groupe Mobilize F.S souhaite avoir ses 5 principaux pays d'activité labellisé "Great Place To Work" d'ici 2023. La France a obtenu ce label en 2022.</p>
(c)	<p>Politiques et procédures de dialogue direct et indirect avec des contreparties nouvelles ou existantes sur leurs stratégies d'atténuation et de réduction des activités socialement dommageables</p>	<p>Le groupe Mobilize F.S n'a pas mis en place un cadre de gestion des risques sociaux sur ces contreparties. Le groupe Mobilize F.S a prévu de renforcer la prise en compte des risques sociaux dans les processus KYC et acceptation.</p>
	Gouvernance	
(d)	<p>Responsabilités de l'organe de direction dans l'établissement du cadre de tolérance au risque et dans la supervision et la gestion de la mise en œuvre des objectifs, de la stratégie et des politiques définies dans le contexte de la gestion du risque social, couvrant les approches suivies par les contreparties en ce qui concerne:</p> <p>(i) les activités en faveur de la communauté et de la société (ii) les relations de travail et les normes de travail (iii) la protection des consommateurs et la responsabilité des produits (iv) les droits de l'homme</p>	<p>Lors du processus d'analyse anti-corruption <i>Third party Integrity Management</i> TIM des contreparties, l'analyste dispose d'informations sur les éventuelles condamnations pour motifs sociaux. Le processus TIM est porté par la Direction de la Conformité et par les Directions impliquées : Finance & Trésorerie, Crédit, Achats, Assurance & Services. L'analyse permet d'identifier le niveau de risque et le niveau de vigilance à apporter au dossier. Voir question Gouvernance (c)</p>
(e)	<p>Intégration de mesures de gestion des facteurs et des risques sociaux dans les dispositifs de gouvernance interne, y compris le rôle des comités, la répartition des tâches et des responsabilités, et le circuit de retour d'information entre la fonction de gestion des risques et l'organe de direction</p>	<p>Lors du processus TIM, 2 outils externes de Compliance, Compliance Catalyst de Moody's et LexisNexis, permettent de disposer d'informations sur les éventuelles condamnations pour motifs sociaux.</p> <p>En interne, un processus d'alerte professionnelle est mis en place par le groupe Mobilize F.S pour toutes les problématiques de discrimination. Ce sont les Directions Ressources Humaines qui se saisissent de l'alerte et mènent d'éventuelles enquêtes internes avec les Directions Ethiques, Conformité et Juridique.</p>
(f)	<p>Canaux de communication de rapports relatifs au risque social et fréquence des rapports</p>	<p>Concernant les risques sociaux opérationnels internes, Le groupe Mobilize F.S suit des indicateurs d'égalité femmes-hommes calculés par les Ressources Humaines :</p>

		<p>(i) Ecart salarial femme/homme ; calculé par pays et pour le Groupe Mobilize F.S ; annuellement</p> <p>(ii) Part de femmes dans les comités de direction locaux ; calculé par pays trimestriellement</p> <p>(iii) Part de femmes parmi les nouvelles recrues ; calculé pour le Siège et pour le Groupe Mobilize F.S trimestriellement</p> <p>(iv) Part de femmes parmi les managers et directeurs ; calculé pour le Siège et pour le Groupe Mobilize F.S trimestriellement</p> <p>(v) Part de femmes parmi les "Key Talents" ; calculé pour le groupe Mobilize F.S annuellement.</p> <p>Ces indicateurs sont présentés trimestriellement au Comité Exécutif du groupe Mobilize F.S via le Comité Ressources Humaines Groupe. Ces indicateurs sont également présentés au Groupe Renault avec qui les cibles sont définies pour l'activité spécifique du groupe Mobilize F.S.</p> <p>L'ESG-dashboard, dont le déploiement est prévu pour 2023, intégrera des indicateurs liés aux risques sociaux internes.</p>
(g)	Alignement de la politique de rémunération sur les objectifs de l'établissement liés au risque social	Les rémunérations de Le groupe Mobilize F.S ne dépendent pas d'éléments relatifs aux risques sociaux.
	Gestion des risques	
(h)	Définitions, méthodologies et normes internationales sur lesquelles repose le cadre de gestion du risque social	Le groupe Mobilize F.S n'a pas mis en place un cadre de gestion des risques sociaux sur ses contreparties.
(i)	Processus d'identification, de mesure et de suivi des activités et des expositions (et, le cas échéant, des sûretés) sensibles aux risques sociaux, couvrant les canaux de transmission pertinents	<p>Lors de son process <i>Third party Integrity Management</i> TIM, notamment sur ses clients et fournisseurs, Le groupe Mobilize F.S dispose de 2 outils externes d'analyse de conformité, Compliance Catalyst de Moody's et LexisNexis, donnant accès aux informations sur : (i) les éventuelles condamnations de la contrepartie pour motifs sociaux ainsi que (ii) les éléments négatifs rapportés par les médias pouvant couvrir des éléments sociaux.</p> <p>Le groupe Mobilize F.S envisage de prendre en compte les éléments sociaux dans l'octroi de crédit indirectement via l'intégration du rating ESG des contreparties financées réalisé par une agence de notation extra-financière.</p>
(j)	Activités, engagements et actifs contribuant à atténuer le risque social	<p>Le groupe Mobilize F.S n'a pas mis en place d'action pour mesurer ou suivre sur les risques sociaux de ses contreparties.</p> <p>Concernant ses risques opérationnels internes et sociaux, Le groupe Mobilize F.S déploie plusieurs programmes et plans d'action pour limiter les insuffisances Ressources Humaines et les risques de réputation pour motifs sociaux. Voir réponse (a) pour plus de détail sur les actions menées.</p>
(k)	Mise en œuvre d'outils d'identification et de gestion du risque social	Le groupe Mobilize F.S n'a pas mis en place d'outil pour mesurer ou suivre sur les risques sociaux de ses contreparties.
(l)	Description de la fixation de limites au risque social et des cas déclenchant la saisie des échelons supérieurs et l'exclusion du portefeuille en cas de dépassement	Le groupe Mobilize F.S n'a pas mis en place de limite sur les risques sociaux de ses contreparties.
(m)	Description du lien (canaux de transmission) entre les risques sociaux et le risque de crédit, le risque de liquidité et de financement, le risque de marché, le risque opérationnel et le risque de réputation dans le cadre de gestion des risques	Le groupe Mobilize F.S n'a pas encore travaillé sur les mécanismes de transmission des risques sociaux de ses contreparties vers les risques bancaires traditionnels. Le groupe Mobilize F.S s'engage à établir en 2023 une cartographie des risques sociaux.

Tableau 3 – Informations qualitatives sur le risque de gouvernance (conformément à l'article 449 bis du CRR)

	Gouvernance	
(a)	<p>Intégration par l'établissement, dans ses dispositifs de gouvernance, de la performance de la contrepartie en matière de gouvernance, y compris au niveau des comités de l'organe supérieur de gouvernance de cette dernière et de ses comités chargés des décisions sur les questions économiques, environnementales et sociales</p>	<p>L'intégration des risques de gouvernance dans les activités de financement et d'investissement est présente indirectement à travers :</p> <p>(1) le processus de connaissance client KYC (<i>Know Your Client</i>) qui alimente les analyses de Lutte Anti Blanchiment d'argent et Financement du Terrorisme LAB-FT pour tous clients-personnes physiques et morales. Les collaborateurs de Le groupe Mobilize F.S sont formés à la LAB-FT.</p> <p>(2) et l'analyse <i>Third party Integrity Management</i> TIM d'anti-corruption requise par la loi française Sapin 2 notamment, qui est effectuée uniquement sur les clients-personnes morales les plus significatifs et les concessionnaires. Ce même type d'analyse est réalisée pour les fournisseurs, banques, partenaires d'assurance avec de légères différences selon les spécificités des tiers. Dans le cadre de cette analyse TIM, une fonction locale ou centrale de Le groupe Mobilize F.S peut demander une Due Diligence Externe (EDD) sur une contrepartie qui sera alors toujours initiée par la Direction de la Conformité Groupe.</p> <p>Ces 2 processus permettent de déterminer un niveau de risque, entraînant un processus de décision adapté et un niveau de vigilance à apporter sur la contrepartie. Ils sont réalisés à l'entrée en relation avec la contrepartie puis en cours de relation d'affaire selon une fréquence définie dans les procédures et suivant le niveau de vigilance déterminé.</p> <p>Les responsabilités de vérification de ces éléments de risques de gouvernance des contreparties, dont les clients particuliers et entreprises, sont réparties entre les différentes lignes métiers concernées, à la fois au niveau groupe ainsi qu'au niveau local. En fonction du niveau de vigilance, l'avis et/ou la validation de la fonction conformité locale et/ou centrale est requise. Le <i>Chief Compliance Officer</i> CCO possède un droit de veto sur les tiers en risque élevé de corruption.</p> <p>Enfin, Le groupe Mobilize F.S possède des processus internes pour :</p> <p>(1) gérer les alertes professionnelles (par exemple un crime, le non-respect d'une réglementation ou un manquement au code de conduite) et protéger les lanceurs d'alertes ;</p> <p>(2) gérer les conflits d'intérêt entre les collaborateurs de Le groupe Mobilize F.S et ses contreparties, en plusieurs étapes :</p> <p>(i) <u>identification</u> des potentiels conflits d'intérêt selon plusieurs critères comme la fréquence de relation avec la contrepartie, la position du collaborateur dans la hiérarchie de Le groupe Mobilize F.S, et ses liens personnels, professionnels ou extra-professionnels avec la contrepartie,</p> <p>(ii) <u>déclaration</u> du conflit d'intérêt par le collaborateur spontanément ou annuellement (pour les dirigeants notamment),</p> <p>(iii) <u>traitement</u> : les déclarations spontanées et annuelles sont analysées et des actions de remédiation sont mises en place, par exemple limiter la participation du collaborateur dans le process de relation d'affaire avec la contrepartie,</p> <p>(iv) <u>suivi et enregistrement</u> des conflits d'intérêt détectés.</p>
(b)	<p>Prise en compte par l'établissement du rôle de l'organe supérieur de gouvernance de la contrepartie dans la publication d'informations non financières</p>	<p>Le groupe Mobilize F.S envisage de prendre en compte les éléments de gouvernance dans son octroi de crédit indirectement via l'intégration du rating ESG des contreparties financées réalisé par une agence de notation extra-financière.</p>
(c)	<p>Intégration par l'établissement, dans les dispositifs de gouvernance, de la performance de ses contreparties en matière de</p>	<p>Le groupe Mobilize F.S évalue et sélectionne ses contreparties (cf question (a)) pour le périmètre) selon :</p>

	<p>gouvernance, notamment:</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) Considérations éthiques (ii) Stratégie et gestion des risques (iii) Inclusivité (iv) Transparence (v) Gestion des conflits d'intérêts (vi) Communication interne sur les préoccupations critiques 	<p>(i) la prise en compte des <u>règles éthiques et des obligations réglementaires en matière de conformité</u> : Le groupe Mobilize F.S applique systématiquement son processus de connaissance client KYC et Lutte Anti-Blanchiment d'argent et Financement de Terrorisme LAB-FT ainsi que son processus anti-corruption de <i>Third party Integrity Management</i> TIM qui s'appuie sur des analyses menées par Le groupe Mobilize F.S ou par un prestataire indépendant externe. Ces processus ont pour objectif d'identifier les risques potentiels de corruption, fraudes, blanchiment d'argent, financement du terrorisme ou autres infractions contraires à l'éthique, ainsi que les risques associés aux programmes de sanctions internationales. Le processus TIM prévoit également l'identification des éventuelles condamnations puis de l'évaluation de la réputation de la contrepartie notamment dans les médias, ces 2 éléments pouvant être impactés par les pratiques ou facteurs ESG du tiers.</p> <p>(iv) leur <u>transparence</u> : dans le cadre du process KYC / LAB-FT et du processus TIM, Le groupe Mobilize F.S recherche systématiquement les bénéficiaires effectifs (<i>Beneficial Owners</i>) autrement dit, toute personne physique possédant directement ou indirectement plus de 25 % du capital ou des droits de vote ainsi que toute personne exerçant un contrôle sur les organes de direction ou de gestion de la contrepartie analysée. Le groupe Mobilize F.S recherche également la structure d'actionariat, ainsi que les éventuelles Personnes Politiquement Exposées PPE parmi les bénéficiaires effectifs de la contrepartie et dirigeants de l'entreprise.</p> <p>(v) leur <u>gestion des conflits d'intérêt</u> : Le groupe Mobilize F.S possède des processus internes pour gérer ses propres conflits d'intérêt avec ses contreparties, voir réponse (a) pour plus de précisions.</p> <p>Les items (ii), (iii) et (vi) de la Gouvernance, tels que définis par le Pilier III ESG qualitatif, ne sont pas formalisés à date dans les processus de gestion des risques de Le groupe Mobilize F.S, néanmoins ces éléments peuvent être pris en compte le cas échéant.</p> <p>L'analyse TIM est menée par l'équipe en charge de chaque catégorie de la contrepartie, au niveau groupe ou au niveau local.</p>
	Gestion des risques	
(d)	<p>Intégration par l'établissement, dans ses dispositifs de gestion des risques, de la performance de ses contreparties en matière de gouvernance en matière de:</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) Considérations éthiques (ii) Stratégie et gestion des risques (iii) Inclusivité (iv) Transparence (v) Gestion des conflits d'intérêts (vi) Communication interne sur les préoccupations critiques 	<p>Opérationnellement :</p> <p>(1) le processus KYC récolte plusieurs informations dont celles permettant les analyses LAB-FT et sanctions embargos. Le secteur d'activité et son implantation géographique ainsi que la nature des transactions avec le client sont notamment étudiés pour déterminer le niveau de risque. Les bénéficiaires effectifs ainsi que toute personne exerçant un contrôle sur les organes de direction ou de gestion, pour un client personne morale, sont également identifiés.</p> <p>(2) le processus TIM se déroule en plusieurs phases, en tenant compte des différents critères d'intégrité définis dans les procédures, avec pour objectif d'évaluer le niveau d'intégrité du tiers. Le groupe Mobilize F.S dispose de plusieurs outils, utilisés systématiquement, pour identifier les risques de ses contreparties, notamment : la classification des risques de corruption par pays où opère Le groupe Mobilize F.S et par secteur d'activité établie par le Groupe Renault ; un système de scoring de risque de corruption en fonction du type de contrepartie analysée ; des outils externes de compliance donnant accès aux informations sur les éventuelles condamnations, entre autres ESG, tels Compliance Catalyst de Moody's et LexisNexis. Enfin les procédures TIM définissent un arbre de décision selon le niveau du risque de la contrepartie.</p>

Introduction aux modèles quantitatifs

Périmètre

Les tableaux présentés ci-dessous illustrent les données des prêts et avances vis-à-vis des clients entreprises non financières, dans sept marchés principaux du groupe Mobilize F.S : France, Allemagne, Italie, Espagne, UK, Brésil et Corée. Ce périmètre représente plus de 80% des expositions vis-à-vis des clients entreprises non financières du Groupe Mobilize F.S.

Ce périmètre a été retenu en raison de sa significativité, et de la disponibilité des données en particulier:

- les informations liées aux véhicules financés (marques, modèles, numéro d'identification) permettant de calculer les émissions de gaz à effet de serre associées

- les codes postaux utilisés pour l'évaluation des risques physiques, mieux documentés sur ce périmètre.

Les prochaines publications Pilier 3 ESG devraient inclure, au fur et à mesure de la mise en œuvre des plans d'actions de collecte de données, les éléments liés aux autres marchés du Groupe, permettant ainsi de compléter l'analyse. Ces plans d'action sont intégrés au plan d'action risques climatiques et environnementaux devant aboutir en 2024.

Echéance

Les échéances présentées dans les modèles 1, 4 et 5 sont exprimées en nombre de mois

Colonnes "Dont durables sur le plan environnemental (CCM)"

Les colonnes "Dont durables sur le plan environnemental (CCM)" des modèles 1 et 4 ne sont pas encore complétées à ce jour, en ligne avec les instructions Pilier 3 ESG.

Modèle 1: Portefeuille bancaire — Indicateurs du risque de transition potentiellement lié au changement climatique: Qualité de crédit des expositions par secteur, émissions, et échéance résiduelle

	Valeur comptable brute (en Mio EUR)				Dépréciations cumulées, variations négatives cumulées de la juste valeur dues au risque de crédit et provisions (Mio EUR)				Émissions de GES financées (émissions des catégories 1, 2 et 3 de la contrepartie) (en tonnes équivalent CO2)		Émissions de GES (colonne I); pourcentage de la valeur comptable brute du portefeuille d'après les déclarations propres à l'entreprise	<= 5 ans	> 5 ans <= 10 ans	> 10 ans <= 20 ans	> 20 ans	Echéance moyenne pondérée
	Dont expositions sur des entreprises exclues des indices de référence "accord de Paris" de l'Union	Dont durables sur le plan environnemental (CCM)	dont expositions de stade 2	Dont expositions non performantes	dont expositions de stade 2	Dont expositions non performantes	Dont émissions financées de catégorie 1	Dont émissions financées de catégorie 2	Dont émissions financées de catégorie 3							
Expositions sur des secteurs contribuant fortement au changement climatique *	12 886	11	625	131	-97	-14	-58	1 432 061	1 432 061	0%	12 868	18	0	0	0	47,3
A - Agriculture, sylviculture et pêche	52	0	3	2	-1	0	-1	12 877	12 877	0%	51	0	0	0	0	30,4
B - Industries extractives	6	1	0	0	0	0	0	1 282	1 282	0%	6	0	0	0	0	25,4
B.05 - Extraction de houille et de lignite	0	0	0	0	0	0	0	10	10	0%	0	0	0	0	0	23,1
B.06 - Extraction d'hydrocarbures	1	1	0	0	0	0	0	192	192	0%	1	0	0	0	0	28,3
B.07 - Extraction de minerais métalliques	0	0	0	0	0	0	0	15	15	0%	0	0	0	0	0	31,9
B.08 - Autres industries extractives	4	0	0	0	0	0	0	934	934	0%	4	0	0	0	0	24,4
B.09 - Service de soutien aux industries extractives	1	0	0	0	0	0	0	131	131	0%	1	0	0	0	0	27,6
C - Industrie manufacturière	518	1	73	11	-8	-1	-6	107 932	107 932	0%	515	3	0	0	0	24,3
C.10 - Industries alimentaires	96	0	6	2	-2	0	-1	21 689	21 689	0%	96	1	0	0	0	23,9
C.11 - Fabrication de boissons	9	0	1	0	0	0	0	1 783	1 783	0%	9	0	0	0	0	22,5
C.12 - Fabrication de produits à base de tabac	0	0	0	0	0	0	0	29	29	0%	0	0	0	0	0	35,5
C.13 - Fabrication de textiles	13	0	1	0	0	0	0	2 905	2 905	0%	13	0	0	0	0	25,6
C.14 - Industrie de habillement	5	0	0	0	0	0	0	1 129	1 129	0%	5	0	0	0	0	29,0
C.15 - Industrie du cuir et de la chaussure	3	0	0	0	0	0	0	767	767	0%	3	0	0	0	0	28,1
C.16 - Travail du bois et fabrication d'articles en bois et en liège, à l'exception des meubles	16	0	1	0	0	0	0	3 680	3 680	0%	16	0	0	0	0	29,5
C.17 - Industrie du papier et du carton	3	0	0	0	0	0	0	621	621	0%	3	0	0	0	0	26,9
C.18 - Imprimerie et reproduction d'enregistrements	12	0	1	0	0	0	0	2 564	2 564	0%	12	0	0	0	0	26,9
C.19 - Cokéfaction et raffinage	1	1	0	1	0	0	0	279	279	0%	1	0	0	0	0	19,0
C.20 - Industrie chimique	12	0	2	1	0	0	0	2 571	2 571	0%	12	0	0	0	0	24,3
C.21 - Industrie pharmaceutique	3	0	0	0	0	0	0	350	350	0%	3	0	0	0	0	22,8
C.22 - Fabrication de produits en caoutchouc	15	0	1	0	0	0	0	3 024	3 024	0%	15	0	0	0	0	27,8
C.23 - Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques	14	0	1	0	0	0	0	3 203	3 203	0%	14	0	0	0	0	27,8
C.24 - Métallurgie	4	0	0	0	0	0	0	937	937	0%	4	0	0	0	0	26,6
C.25 - Fabrication de produits métalliques, à l'exception des machines et des équipements	63	0	3	1	-1	0	-1	14 324	14 324	0%	63	1	0	0	0	28,9
C.26 - Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques	17	0	1	0	0	0	0	3 275	3 275	0%	17	0	0	0	0	25,0
C.27 - Fabrication d'équipements électriques	11	0	1	0	0	0	0	2 156	2 156	0%	11	0	0	0	0	25,5
C.28 - Fabrication de machines et d'équipements n.c.a	34	0	2	1	0	0	0	7 413	7 413	0%	34	0	0	0	0	26,9
C.29 - Industrie automobile	59	0	40	1	-1	0	0	7 160	7 160	0%	59	0	0	0	0	9,3
C.30 - Fabrication d'autres matériels de transport	5	0	0	0	0	0	0	1 237	1 237	0%	5	0	0	0	0	21,6
C.31 - Fabrication de meubles	13	0	1	0	0	0	0	3 165	3 165	0%	13	0	0	0	0	28,1
C.32 - Autres industries manufacturières	17	0	1	0	0	0	0	2 911	2 911	0%	17	0	0	0	0	28,3
C.33 - Réparation et installation de machines et d'équipements	91	0	9	1	-1	0	-1	20 761	20 761	0%	90	0	0	0	0	26,3
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	149	9	19	1	-1	0	-1	21 656	21 656	0%	149	0	0	0	0	20,7
D35.1 - Production, transport et distribution d'électricité	72	8	19	1	-1	0	-1	5 740	5 740	0%	72	0	0	0	0	18,0
D35.11 - Production d'électricité																
D35.2 - Fabrication de gaz; distribution par conduite de combustibles gazeux	2	1	0	0	0	0	0	270	270	0%	2	0	0	0	0	24,9
D35.3 - Production et distribution de vapeur et d'air conditionné	75	0	0	0	0	0	0	15 646	15 646	0%	75	0	0	0	0	23,2
E - Production et distribution d'eau; assainissement, gestion des déchets et dépollution	32	0	2	1	-1	0	-1	7 137	7 137	0%	32	0	0	0	0	27,8
F - Services de bâtiments et travaux publics	1 021	0	101	29	-19	-2	-14	253 442	253 442	0%	1 015	7	0	0	0	28,3
F.41 - Construction de bâtiments	138	0	13	7	-5	0	-4	33 039	33 039	0%	137	2	0	0	0	28,2
F.42 - Génie civil	121	0	14	4	-1	0	-1	30 022	30 022	0%	121	0	0	0	0	23,1
F.43 - Travaux de construction spécialisés	762	0	74	18	-13	-2	-9	190 380	190 380	0%	757	5	0	0	0	29,1
G - Commerce de gros et de détail; réparation d'automobiles et de motocycles	10 545	0	281	59	-50	-7	-24	903 965	903 965	0%	10 540	5	0	0	0	6,7
H - Transports et entreposage	363	0	127	18	-12	-3	-9	88 301	88 301	0%	362	1	0	0	0	22,7
H.49 - Transports terrestres et transports par conduites	216	0	59	15	-9	-2	-7	54 901	54 901	0%	215	1	0	0	0	22,8
H.50 - Transports par eau	2	0	0	0	0	0	0	322	322	0%	2	0	0	0	0	27,5
H.51 - Transports aériens	1	0	0	0	0	0	0	302	302	0%	1	0	0	0	0	24,2
H.52 - Entreposage et services auxiliaires des transports	130	0	67	2	-2	-1	-1	29 359	29 359	0%	130	0	0	0	0	23,7
H.53 - Activités de poste et de courrier	14	0	1	1	0	0	0	3 517	3 517	0%	14	0	0	0	0	29,0
I - Hébergement et restauration	107	0	10	5	-3	0	-3	19 711	19 711	0%	106	1	0	0	0	29,5
L - Activités immobilières	92	0	9	4	-1	0	-1	15 757	15 757	0%	92	1	0	0	0	25,1
Expositions sur des secteurs autres que ceux contribuant fortement au changement climatique*	2 785	0	451	59	-55	-14	-35	494 202	494 202	0%	2 765	20	0	0	0	18,8
K - Activités financières et d'assurance	198	0	14	2	-2	0	-1	33 041	33 041	0%	198	0	0	0	0	15,0
Expositions sur d'autres secteurs (codes NACE J, M - U)	2 587	0	438	57	-53	-13	-33	461 161	461 161	0%	2 567	20	0	0	0	19,1
TOTAL	15 672	11	1 076	190	-152	-28	-93	1 926 263	1 926 263	0%	15 633	39	0	0	0	11,8

* Conformément au règlement délégué (UE) 2020/1818 de la Commission complétant le règlement (UE) 2016/1011 par des normes minimales de référence "transition climatique" de l'Union et les indices de référence "accord de Paris" de l'Union - règlement sur les indices de référence en matière de considérant 6; les secteurs énumérés à l'annexe I, sections A à H et section L, du règlement (CE) n° 1893/2006

Méthodologie liée au calcul des émissions financées

Le groupe Mobilize F.S finance quasi exclusivement des véhicules (véhicules particuliers et utilitaires légers).

A ce titre, les émissions financées sont évaluées en fonction des émissions du/des véhicules financées à partir de bases de données mises à disposition par les constructeurs ou à partir de bases de données externes recensant les informations techniques liées aux véhicules immatriculés en Europe (bases de l'Agence Européenne de l'Environnement). Les émissions financées ne sont pas renseignées en proportion des émissions enregistrées par les contreparties (déclarées ou estimées). Pour cette raison, il a été systématiquement indiqué 0% dans la colonne Émissions de GES : pourcentage de la valeur comptable brute du portefeuille d'après les déclarations propres à l'entreprise.

Les émissions financées sont reportées en prenant pour référence la méthodologie PCAF, section 5.6 Motor Vehicles Loans. Les émissions financées sont constituées des émissions de gaz à effet de serre des véhicules financés en portefeuille, à partir d'un kilométrage moyen annuel, en se concentrant sur la phase d'usage. Toutes les typologies de contrats (crédit ou leasing) sont traitées selon la même méthodologie.

Le kilométrage moyen utilisé est aligné avec les statistiques du groupe Renault sur les durées de vie des véhicules et les kilométrages totaux considérés.

La phase d'usage est composée des émissions des véhicules « well to wheel » ce qui inclut :

- Les émissions liées à la combustion des carburants pendant le déplacement des véhicules thermiques et hybrides (tailpipe – tank to wheel)
- Les émissions liées à la consommation électrique des véhicules électriques et hybrides (well to socket)
- Les émissions liées à la production et à l'acheminement des carburants (well to tank)

Les émissions « tailpipe » proviennent principalement des données gCO₂/km communiquées par le Groupe Renault au groupe Mobilize F.S ou à partir des bases de données de l'Agence Européenne de l'Environnement (EEA).

Les bases de données des constructeurs permettent dans la plupart des cas d'établir une correspondance exacte entre un véhicule, à travers son numéro d'identification, et les données de CO₂ individuelles.

Les bases de données EEA ont été exploitées afin d'établir des valeurs moyennes par modèle, pays, motorisation, année de vente.

Les émissions liées à la consommation électrique sont calculées selon les mêmes principes que les émissions tailpipe, soit directement à partir des bases de données constructeurs soit à partir des moyennes établies à partir des bases de données EEA. Les facteurs d'émission lié à l'électricité générée par pays (CO₂ moyen par kWh) sont également pris en compte. Ces données sont alignées avec les facteurs d'émission utilisés par le Groupe Renault.

Les émissions liées à la production et à l'acheminement des carburants ont été considérés selon un niveau moyen ajouté aux émissions « tailpipe », niveau également aligné avec les hypothèses du Groupe Renault.

Les données d'émission ont été complétées pour environ 90% des contrats actifs dans le portefeuille à fin décembre 2022. Les 10% restants n'ont pas pu être identifiés en l'absence de données techniques liés aux véhicules financés (marques et modèles en particulier).

Dans 70% des cas, les données tailpipe de gCO₂/km ont été obtenus à partir des bases de données fournies par le groupe Renault. Dans 20% des cas, ces mêmes données ont été obtenues à partir des bases de données externes de l'EEA

Les émissions de gaz à effet de serre liées aux véhicules constituent l'ensemble des émissions financées, et sont, pour le moment, classées en scope 3. La classification en scope 1, 2 ou 3 sera revue courant 2023. Les prochains Pilier 3 refléteront d'éventuelles modifications de classification de scopes ainsi que de possibles évolutions méthodologiques.

En particulier, il est prévu d'enrichir le calcul des émissions financées en :

- Prenant en compte plus finement les émissions liées à la production et à l'acheminement des carburants (par pays et par motorisation)
- Ajoutant les émissions liées à la production et à la fin de vie des véhicules et batteries, afin de donner une vision complète des émissions liées au cycle de vie des véhicules financés.

Code Secteur NACE

Les codes secteurs NACE sont disponibles dans les bases de données internes au niveau d'une lettre et de 3 chiffres, par exemple D.351. La ligne concernant le secteur D35.11 n'est donc pas renseignée.

Le secteur G présenté dans ce tableau inclut les financements des stocks de concessionnaires Renault et Nissan (code NACE G45). Ces financements sont à très courte durée, avec une maturité résiduelle moyenne à moins de 6 mois.

Expositions vis à vis d'entreprises exclus des EU Paris-aligned Benchmarks

L'évaluation de l'alignement des clients Corporate avec les Paris Benchmarks a été réalisée manuellement à partir des codes secteurs NACE des clients et des informations mises à disposition dans les publications ou sites internet.

Par ordre de priorité ont été évaluées les entreprises présentant des expositions supérieures à 100 k€. Puis les expositions supérieures à 50 k€ selon la disponibilité des informations. Toutes les contreparties pour lesquelles l'évaluation n'a pas été possible ont été considérées par défaut comme non alignées.

Le groupe Mobilize FS ne finançant jamais de bien immobilier, le modèle 2 n'est pas complété car non-applicable.

Modèle 3 : Portefeuille bancaire — Indicateurs du risque de transition potentiellement lié au changement climatique : Paramètres d'alignement

a	b	c	d	e	f	g
Secteur	Secteurs NACE	Valeur comptable brute du portefeuille (en Mio EUR)	Paramètre d'alignement**	Année de référence	Distance par rapport au scénario ZEN 2050 de l'AIE, en % ***	Cible (année de référence + 3 ans)
1	Industrie automobile	15 672	gCO2 / km	2022 - 160,05	-51,0%	Trajectoire 2025 à définir
			Share of PHEV BEV and FCEV	2022 - 7,7%	-87,9%	

*** Distance temporelle par rapport aux jalons pour 2030 du scénario ZEN 2050, en points de pourcentage (pour chaque paramètre)

En ligne avec la méthodologie des émissions financées, le tableau sur l'alignement du portefeuille présente l'ensemble du portefeuille sous le secteur « industrie automobile », les financements du groupe Mobilize F.S étant affecté à des véhicules.

Les indicateurs d'alignement reprennent donc les indicateurs suivant du scénario IEA NZE2050 :

- gCO2/km
- part des BEV, PHEV, FCEV (PHEV = plug-in hybrid electric vehicle; BEV = battery electric vehicle; FCEV = fuel cell electric vehicle)

Les indicateurs de référence du scénario IEA NZE2050 utilisés (WorldEnergyOutlook2021 – table 1.2 ▷ Selected indicators in the Net Zero Emissions by 2050 Scenario) sont pour 2030

- gCO2/km : 106
- part des BEV, PHEV, FCEV: 64%.

La distance des indicateurs du portefeuille du groupe Mobilize F.S est mesurée par rapport à ces valeurs

A noter que les chiffres à fin décembre 2022 ne comprennent pas de FCEV, ces véhicules n'étant pas financés par le groupe Mobilize F.S.

Le gCO2 /km moyen s'entend « well to wheel » alignés avec la méthodologie des émissions financées présentées dans le tableau 1.

Les objectifs internes annoncés par le groupe Mobilize F.S, en ligne avec objectifs du Groupe Renault, sont l'atteinte de la neutralité carbone en 2040 en Europe. Les objectifs intermédiaires, d'ici 2040, sont également élaborés en cohérence avec le Groupe Renault. La traduction de l'objectif de neutralité carbone en indicateurs gCO2/km et part des BEV, PHEV, FCEV sera communiquée dans des prochaines publications Pilier 3 ESG.

En interne, le groupe Mobilize F.S a privilégié le suivi du poids des BEV, en excluant les PHEV, s'alignant ainsi avec le critère de la taxonomie d'atténuation du changement climatique (section 6.5 - transport par motos, voitures particulières et véhicules utilitaires légers) à horizon 2026.

La classification des prêts et avances exposés aux risques physiques a été établie à partir de l'évaluation de l'exposition aux catastrophes naturelles par région présentée sur le site ThinkHazard.

Les événements suivants ont été pris en compte :

- inondations (liées aux rivières, aux mers et océans ou aux précipitations), incendies, glissements de terrain, tsunami) constituant les événements qualifiés d'aigus (acute)
- stress hydrique et vague de chaleur constituant les événements qualifiés de chroniques (chronic)

Pour chaque type de catastrophe naturelle, un score a été attribué, par région, en fonction de l'évaluation de ThinkHazard (très faible, faible, modéré, élevée). Deux moyennes ont ensuite été établies pour les événements aigus et chroniques. A partir de ces moyennes, les régions sont classées en faiblement exposées, moyennement exposées, fortement ou très fortement exposées. Les régions fortement ou très fortement exposées ont été retenues pour répondre aux critères du modèle 5, sensible à l'impact des événements climatiques aigus ou chroniques.

Le découpage par région a été fait à partir des régions présentes sous ThinkHazard et permettant le lien avec les codes postaux renseignés dans les bases de données internes.

Lorsque les codes postaux des clients entreprises non financières ne peuvent pas être liés à une région ThinkHazard, la moyenne du pays est appliquée. Pour beaucoup de concessionnaires automobiles Renault et Nissan (présents dans le secteur G) dont le groupe Mobilize F.S finance les stocks à court terme, l'information sur les codes postaux des sites n'étant pas utilisable dans le cadre du Pilier 3 ESG, la moyenne par pays a été appliquée. Pour tous les pays du périmètre sauf le UK, la moyenne nationale conduit à une classification « fortement exposée » par défaut. C'est ce qui explique la forte proportion d'expositions sensible aux aléas climatiques aigus et chroniques du secteur G sur le total des expositions de ce secteur.

XII - LES AUTRES RISQUES

1 - RISQUE VALEURS RÉSIDUELLES

FACTEURS DE RISQUES

La valeur résiduelle correspond à la valeur monétaire estimée du véhicule au terme de son financement. L'évolution du marché des véhicules d'occasion, en raison de l'apparition de crises économiques, de phénomènes de saturation du marché VO ou de décisions politiques peut conduire à un risque pour celui qui s'est engagé à reprendre le véhicule au terme du financement, dans la mesure où le véhicule peut être revendu à un prix inférieur à sa valeur résiduelle.

Dans le cas des financements du groupe Mobilize FS, il y a différents types de porteur de risque :

- Le groupe Mobilize FS par l'intermédiaire de ses filiales – on dit que le risque est direct
- le Constructeur (principalement en France ou lors du lancement de véhicules sur tout ou partie des filiales Groupe Mobilize FS)
- Le réseau des concessionnaires

Pour ces 2 derniers cas, le risque valeur résiduelle est dit « indirect ».

2022 marque le lancement de la filiale Mobilize Lease&Co, filiale dédiée à l'activité de Location Longue Durée et qui prendra le risque valeur résiduelle en direct lorsque le développement commercial le nécessitera. Cette décision s'explique par la nécessité de devenir un acteur majeur dans le domaine de la Location Longue Durée qui est aujourd'hui l'outil principal pour le financement des flottes professionnelles et qui se développe aussi de plus en plus dans le domaine des Particuliers. En outre, la Location Longue Durée permet de développer un cycle de plusieurs vies du véhicule dans l'écosystème Groupe Mobilize FS, sur le marché des véhicules électriques en priorité. En effet, comme le groupe Mobilize F.S reste le propriétaire, le véhicule peut être reloué en seconde et troisième vie et permettre de conserver des produits de maintenance ou entretien et autres services.

L'exposition au risque, comme annoncé déjà l'an passé, va donc s'accroître par le développement de la location sur les véhicules neufs mais aussi sur les véhicules d'occasion et ce dans la plupart des pays où l'empreinte de du groupe Mobilize F.S est déjà forte.

PRINCIPES ET DISPOSITIFS DE GESTION

Le marché du véhicule d'occasion, la politique de gamme et de prix du constructeur mais aussi les canaux d'écoulement sont attentivement suivis et permettent d'améliorer la précision des fixations de valeurs résiduelles et de prendre des actions en faveur du soutien des valeurs résiduelles. Cela contribue activement à optimiser la maîtrise de ce risque.

Le groupe Mobilize FS étant un acteur amené progressivement à augmenter sa prise de risque valeur résiduelle, il continue de mettre en œuvre une politique de provisionnement prudente en constituant des provisions sur les contrats où les régulières observations prospectives et itératives mettraient en lumière des risques de revente inférieure à la valeur résiduelle contractuelle.

Ventilation du risque sur les valeurs résiduelles portées par le groupe Mobilize FS

(en millions d'euros)	Exposition Valeur Résiduelle					Provision risque de valeur résiduelle				
	2022	2021	2020	2019	2018	2022	2021	2020	2019	2018
Entreprise dont :	476	330	227	208	216	11	6	9	19	17
France	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Union Européenne (hors France)	91	63	46	205	211	8	4	3	19	17
Europe hors Union Européenne	385	267	179	-	-	4	3	6	-	-
Grand Public dont :	2 030	1 780	1 583	1 727	1 728	45	41	36	40	44
France	1	-	-	-	-	0	-	-	-	-
Union Européenne (hors France)	11	0	-	1 681	1 679	0	-	-	36	40
Europe excluding European union	2 006	1 765	1 558	-	-	43	39	35	-	-
Total	2 506	2 110	1 810	1 935	1 944	56	47	45	59	61

Risque de résiliation anticipée

Au UK et en Irlande, compte tenu d'une législation spécifique permettant au client d'interrompre son contrat en cours de financement sous certaines conditions, le groupe Mobilize F.S encourt un risque sur « restitution anticipée » de la part du client. Une provision permet de couvrir l'écart potentiel entre la valeur nette comptable au moment de la restitution anticipée du véhicule et la valeur de revente.

(en millions d'euros)									
Valeur net comptable totale					Montant de la provision				
2022	2021	2020	2019	2018	2022	2021	2020	2019	2018
10	4	4	4	4	67	63	53	40	33

Risques sur valeurs résiduelles non portées par le groupe Mobilize FS

(en millions d'euros)	Exposition Valeur Résiduelle				
	2022	2021	2020	2019	2018
Entreprises et Grand Public dont :					
Engagements reçus du Groupe Renault	5 155	5 025	4 827	4 678	3 998
Engagements reçus autres (Réseaux et Clientèle)	6 400	5 812	5 303	4 666	3 732
Total	11 555	10 837	10 130	9 344	7 730

2 - RISQUE ASSURANCE

Pour l'activité d'intermédiation en assurances, la déficience d'un partenaire, la non-conformité de la distribution de nos produits ainsi que la non-adéquation des offres aux besoins des consommateurs constituent les principaux risques pouvant impacter l'activité de Mobilize Financial Services. Pour les activités d'assurance et de réassurance réalisées par les compagnies d'assurances détenues par Mobilize Financial Services, les risques sont liés à la souscription, aux équilibres techniques des programmes (dérive de sinistralité, rachats anticipés, défaut de provisionnement...) et à la politique d'investissement (risques de liquidité, de défaut...).

Ces risques sont gérés, suivis et pilotés dans le cadre réglementaire de Solvabilité II et font l'objet d'un rapport annuel ORSA (Own Risk and Solvency Assessment).

Le groupe met en œuvre une sélection stricte des contrats et dispose de guides de souscription.

3 - RISQUES RELATIFS AU DÉPLOIEMENT COMMERCIAL

Le groupe Mobilize F.S évolue dans le secteur du financement et des services automobiles pour les particuliers et les entreprises. Il en résulte un risque de concentration sectoriel inhérent à l'activité du groupe dont la gestion est assurée par la diversification des marques financées, des produits et des services déployés.

Par ailleurs, dans un environnement changeant, le groupe Mobilize F.S veille à adapter sa stratégie aux nouvelles demandes et aux nouvelles tendances du marché en lien avec les nouvelles mobilités.

Le groupe conduit ses activités à l'échelle internationale et les choix géographiques des sites du groupe sont déterminés en appui aux constructeurs et au regard de sa stratégie de croissance. En tant que tel, le groupe Mobilize F.S. peut être soumis sur l'ensemble des zones sur lesquelles il intervient à un risque de concentration géographique, une instabilité économique et financière locale, des changements dans les politiques gouvernementales, sociales et des banques centrales. Un ou plusieurs de ces facteurs peuvent avoir un effet défavorable sur les résultats futurs du groupe, l'exposition au risque de concentration géographique étant en partie atténuée par la présence sur différents marchés.

De manière globale, dans un environnement économique complexe, le groupe met en place des systèmes et procédures répondant aux obligations légales et réglementaires correspondant à son statut bancaire et permettant d'appréhender l'ensemble des risques associés à ses activités, ses implantations en renforçant ses dispositifs de gestion et de contrôle.

4 - RISQUE LIÉ AUX ACTIONS

Les expositions du groupe Mobilize F.S aux actions non détenues à des fins de transaction, représentent les titres de participation d'entités détenues mais non consolidés, évalués à la juste valeur P&L financières ainsi que d'entités mises en équivalence dans le périmètre réglementaire. Celles-ci sont pondérées à 100 % et à 250% s'il s'agit d'entités du secteur financier.

EU INS1 — Participations dans l'assurance

	Valeur exposée au risque	Montant d'exposition au risque
Instruments de fonds propres détenus dans des entreprises d'assurance ou de réassurance ou des sociétés holding d'assurance non déduits des fonds propres	124	311

TABLE DE CORRESPONDANCES

CRD4/CRD5	Objet	Concordance
Article 90	Publication du rendement des actifs	Introduction
CRR/CRR2	Objet	Concordance
Article 431	Exigences et politiques en matière de publication d'informations	Introduction
Article 432	Informations non significatives, sensibles et confidentielles	Introduction
Article 433	Fréquence et portée des publications	Introduction
Article 435	Publication des objectifs et des politiques en matière de gestion des risques	
1a		Partie II-1
1b		Partie II-2
1c		Partie II-1+3
1d		Partie IV-2+7 + V + X-4
1e		Partie II-1
1f		Partie II-3
2a-d		Partie II-1 + -2
2e		Partie II-1+2+3
Article 436	Publication du champ d'application	Partie III-1+3
Article 437	Publication d'informations sur les fonds propres	Partie III-3
Article 437bis	Publication d'informations sur les fonds propres et les engagements éligibles	Partie III-2
Article 438	Publication d'informations sur les exigences de fonds propres et sur les montants d'exposition pondérés	
a		Partie III-5
b		Partie I-1
c		Partie III-5
d		Partie III- 5
e		NA
f-g		Partie XI-5
h		Partie IV-5-g
Article 439	Publication d'informations sur les expositions au risque de crédit de contrepartie	Partie IV-8
Article 440	Publication d'informations sur le coussin de fonds propres contracyclique	Partie III-2
Article 441	Publication d'informations sur les indicateurs d'importance systémique mondiale	Partie III-2
Article 442	Publication d'informations sur les expositions au risque de crédit et au risque de dilution	Partie IV-1
Article 443	Publication d'informations sur les actifs grevés et les actifs non grevés	Partie IX
Article 444	Publication d'informations sur l'utilisation de l'approche standard	Partie IV-6
Article 445	Publication d'informations sur l'exposition au risque de marché	Partie VII
Article 446	Publication d'informations sur la gestion du risque opérationnel	Partie X-1+2+-3

Article 447	Publication d'informations sur les indicateurs clés	Partie I-1
Article 448	Publication d'informations sur les expositions au risque de taux d'intérêt pour les positions non détenues dans le portefeuille de négociatio	Partie VIII
Article 449	Publication d'informations sur les expositions aux positions de titrisation	Partie VI
Article 449bis	Publication d'informations sur les risques en matière environnementale, sociale et de gouvernance (risques ESG)	Partie II-3 Partie XI
Article 450	Publication d'informations sur la politique de rémunération	Partie II-5
Article 451	Publication d'informations sur le ratio de levier	
1a-c		Partie III-6
1d-e		Partie III-7
Article 451bis	Publication d'informations sur les exigences de liquidité	Partie IX
Article 452	Publication d'informations sur l'utilisation de l'approche NI pour le risque de crédit	
a		Partie IV-5
b		Partie IV-5 g
c		Partie IV-5 (a+g+h)
d-f		Partie IV-5 (a+c+d+e+f)
g-h		Partie IV-5 (d)
Article 453	Publication d'informations sur l'utilisation de techniques d'atténuation du risque de crédit	Partie IV-1 +7
Article 454	Publication d'informations sur l'utilisation des approches par mesure avancée pour le risque opérationnel	NA Approche par Mesure Avancée non utilisée
Article 455	Utilisation de modèles internes de risque de marché	NA modèles internes non utilisés
Article 492	Publication d'informations sur les fonds propres	Partie III-3

TABLEAUX

PARTIE	REF	Intitulé tableau
I-1	EU KM1	Modèle pour les indicateurs clés
II-1	EU OVA	Approche de l'établissement en matière de gestion des risques
II-1	EU OVB	Publication d'informations sur les dispositifs de gouvernance
II-2		Mandats exercés par les mandataires sociaux de RCI Banque S.A
II-5	EU REMA	Politique de rémunération
II-5	EU REM1	Rémunérations octroyées pour l'exercice financier
II-5	EU REM2	Versements spéciaux aux membres du personnel dont les activités professionnelles ont une incidence significative sur le profil de risque de l'établissement (personnel identifié)
II-5	EU REM3	Rémunérations différées
II-5	EU REM4	Rémunérations de 1 million d'EUR ou plus par exercice
II-5	EU REM5	Informations sur les rémunérations des membres du personnel dont les activités professionnelles ont une incidence significative sur le profil de risque de l'établissement (personnel identifié)
III-1	EU LI1	Différences entre le périmètre de consolidation comptable et le périmètre de consolidation prudentielle et mise en correspondance des catégories des états financiers avec les catégories de risques réglementaires
III-1	EU LI2	Principales sources de différences entre les montants d'exposition réglementaires et les valeurs comptables des états financiers
III-1	EU LI3	Résumé des différences entre les périmètres de consolidation (entité par entité)
III-1	EU LIA	Explication des différences entre les montants d'exposition comptables et réglementaires
III-1	EU LIB	Autres informations qualitatives sur le champ d'application
III-2	EU CCyB1	Répartition géographique des expositions de crédit pertinentes pour le calcul du coussin contracyclique
III-2	EU CCyB2	Montant du coussin de fonds propres contracyclique spécifique à l'établissement
III-3	EU CCA	Caractéristiques principales des instruments de fonds propres et d'engagements éligibles réglementaires
III-3	EU CC1	Composition des Fonds Propres réglementaires
III-3	EU CC2	Rapprochement entre les fonds propres réglementaires et le bilan dans les états financiers audités
III-3	EU PV1	Corrections de valeur à des fins d'évaluation prudente (PVA)
III-4	EU OV1	Vue d'ensemble des montants totaux d'exposition au risque
III-5	EU OVC	Informations ICAAP
III-6	EU LR1-LRSum	Résumé du rapprochement entre actifs comptables et expositions aux fins du ratio de levier
III-6	EU LR2-LRCom	Ratio de Levier – déclaration commune
III-6	EU LR3-LRSpl	Ventilation des expositions au bilan (excepté dérivés, OFT et expositions exemptées)

III-6	EU LRA	Publication d'informations qualitatives sur le ratio de levier
IV	EU CRA	Informations qualitatives relatives au risque de crédit
IV	EU CRB	Informations supplémentaires à publier sur la qualité de crédit des actifs
IV-1	EU CR1	Expositions performantes et non performantes et provisions correspondantes
IV-1	EU CR1-A	Echéances des expositions
IV-1	EU CR2	Variations du stock de prêts et avances non performants
IV-1	EU CR2a	Variations du stock de prêts et avances non performants et recouvrements nets cumulés liés
IV-1	EU CQ1	Qualité de crédit des expositions renégociées
IV-1	EU CQ2	Qualité de la renégociation
IV-1	EU CQ3	Qualité de crédit des expositions performantes et non performantes par nombre de jours en souffrance
IV-1	EU CQ4	Qualité des expositions non performantes par situation géographique
IV-1	EU CQ5	Qualité de crédit des prêts et avances accordés) des entreprises non financières par branche d'activité
IV-1	EU CQ6	Evaluation des sûretés – prêts et avances
IV-1	EU CQ7	Sûretés obtenues par prise de possession et exécution
IV-1	EU CQ8	Sûretés obtenues par prise de possession et exécution – ventilation par date d'émission
IV-1		Informations sur les nouveaux prêts et avances émis et fournis en vertu des nouveaux régimes de garantie publics introduits en réponse à la pandémie de Covid 19
IV-1		Ventilation des prêts et avances soumis à des moratoires législatifs et non législatifs par échéance résiduelle du moratoire
IV-1		Informations sur les nouveaux prêts et avances émis et fournis en vertu des nouveaux régimes de garantie publics introduits en réponse à la pandémie de COVID-19
IV-5	EU CRE	Exigences de publication d'informations qualitatives relatives à l'approche NI
IV-5-c	EU CR6	Approche NI – Expositions au risque de crédit par catégorie d'expositions et fourchette de PD
IV-5-c	EU CR6-A	Champ d'application des approches NI et SA
IV-5-d		Segmentation des expositions en méthode avancées et PD moyennes par pays
IV-5-d		Historique taux de défaut par classe
IV-5-d		Backtesting du modèle PD Grand Public Allemagne à fin décembre 2019
IV-5-d	EU CR9	Approche NI — Contrôle a posteriori des PD par catégorie d'exposition (échelle de PD fixe)
IV-5-d	EU CR9-1	Approche NI — Contrôle a posteriori des PD par catégorie d'expositions (uniquement pour les estimations de PD conformément à l'article 180, paragraphe 1, point f), du CRR)
IV-5-e		Segmentation des expositions en méthode avancées et LGD moyennes par pays
IV-5-g	EU CR8	État des flux des RWEA relatifs aux expositions au risque de crédit dans le cadre de l'approche NI
IV-6	EU CRD	Exigences de publication d'informations qualitatives relatives à l'approche standard

IV-6	EU CR4	Approche standard – Exposition au risque de crédit et effets de l’ARC
IV-6	EU CR5	Approche standard
IV-1	EU CRC	Exigences de publication d’informations qualitatives sur les techniques d’ARC
IV-1	EU CR3	Vue d’ensemble des techniques d’ARC: informations à publier sur l’utilisation de techniques d’ARC
IV-7	EU CR7	Approche NI – Effet sur les RWEA des dérivés de crédit utilisés comme techniques d’ARC
IV-7	EU CR7-A	Approche NI – Informations à publier sur le degré d’utilisation de techniques d’ARC
IV-8	EU CCRA	Informations qualitatives relatives au CCR
IV-8	EU CCR1	Analyse des expositions au CCR par approche
IV-8	EU CCR3	Approche standard — Expositions au CCR par catégorie d’expositions réglementaires et pondération de risque
IV-8	EU CCR4	Approche NI – Expositions au CCR par catégorie d’expositions et échelle de PD
IV-8	EU CCR5	Composition des sûretés pour les expositions au CCR
IV-8	EU CCR6	Expositions sur dérivés de crédit
IV-8	EU CCR7	États des flux des RWEA relatifs aux expositions au CCR dans le cadre de l’IMM
IV-8	EU CCR8	Expositions sur les CCP
V	EU CCR2	Opérations soumises aux exigences de fonds propres pour risque de CVA
VI	EU SECA	Exigences de publication d’informations qualitatives relatives aux expositions de titrisation
VI	EU SEC1	Expositions de titrisation dans le portefeuille hors négociation
VI	EU SEC5	Expositions titrisées par l’établissement — Expositions en défaut et ajustements pour risque de crédit spécifique
VII	EU MRA	Exigences de publication d’informations qualitatives sur le risque de marché
VII	EU MR1	Risque de marché dans le cadre de l’approche standard
VIII	EU IRRBBA	Informations qualitatives concernant les risques de taux d’intérêt des activités hors portefeuille de négociation
VIII-4	EU IRRBB1	Le risque de taux d’intérêt des activités hors portefeuille de négociation
IX-1	EU LIQA	Gestion du risque de liquidité
IX-4	EU LIQB	EU LIQB sur les informations qualitatives sur le ratio LCR, complétant le modèle EU LIQ1
IX-4	EU LIQ1	Informations quantitatives sur le ratio de couverture des besoins de liquidité (LCR)
XI-4	EU LIQ2	Ratio de financement stable net
XI-4	EU AE4	Informations descriptives complémentaires
IX-4	EU AE1	AE1 - Actifs grevés et non grevés
IX-4	EU AE2	Sûretés reçues et propres titres de créance émis

IX-4	EU AE3	Sources des charges grevant les actifs
X-3	EU ORA	Informations qualitatives sur le risque opérationnel
X-3	EU OR1	Exigences de fonds propres pour risque opérationnel et montants d'exposition pondérés
XI	Tableau 1	Informations qualitatives sur le risque environnemental (conformément à l'article 449 bis du CRR)
XI	Tableau 2	Informations qualitatives sur le risque social (conformément à l'article 449 bis du CRR)
XI	Tableau 3	Informations qualitatives sur le risque de gouvernance (conformément à l'article 449 bis du CRR)
XI	Modèle 1	Portefeuille bancaire — Indicateurs du risque de transition potentiellement lié au changement climatique: Qualité de crédit des expositions par secteur, émissions et échéance résiduelle
XI	Modèle 3	Portefeuille bancaire — Indicateurs du risque de transition potentiellement lié au changement climatique : Paramètres d'alignement
XI	Modèle 4	Portefeuille bancaire — Indicateurs du risque de transition potentiellement lié au changement climatique
XI	Modèle 5	Portefeuille bancaire — Indicateurs du risque physique potentiellement lié au changement climatique: Expositions soumises à un risque physique
XI-1		Ventilation du risque sur les valeurs résiduelles portées par le Groupe Mobilize F.S
XI-I		Risque de résiliation anticipée
XI-1		Risques sur valeurs résiduelles non portées par le Groupe Mobilize F.S
XI-4	EU INS1	Participations dans l'assurance